



**Ciments Français**  
Italcementi Group

2012  
RAPPORT ANNUEL  
Document de Référence



# Sommaire

## Message du directeur général

<b>1</b>	<b>Présentation du Groupe</b> .....	5
<b>2</b>	<b>Commentaires sur l'exercice</b> .....	31
<b>3</b>	<b>Comptes consolidés</b> .....	49
<b>4</b>	<b>Comptes annuels de Ciments Français SA</b> .....	133
<b>5</b>	<b>Gouvernement d'entreprise</b> .....	163
<b>6</b>	<b>Informations sur la société et le capital</b> .....	201
<b>7</b>	<b>Assemblée générale</b> .....	215
<b>8</b>	<b>Informations complémentaires</b> .....	233
<b>9</b>	<b>Informations sur le développement durable</b> .....	243



# 2012

## Rapport Annuel

### Document de Référence



Le présent document de référence a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 mars 2013, conformément à l'article 212-13 de son Règlement Général. Il pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une note d'opération visée par l'Autorité des marchés financiers. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité des signataires.

Illustrations : **i.lab** est le nouveau centre de Recherche et d'Innovation d'Italcementi Group à Bergame conçu par l'architecte Richard Meier. Le bâtiment i.lab, qui occupe une superficie de 23 000 m<sup>2</sup> a été construit dans le respect des normes LEED, qui font autorité en matière d'évaluation de la durabilité énergétique et environnementale des bâtiments. D'un point de vue énergétique, i.lab est auto-suffisant à 30 % grâce au recours aux cellules photovoltaïques et à l'énergie géothermique.





## Message du directeur général

L'exercice 2012 a été marqué par les effets de la crise économique qui ont continué à peser sur la demande en matériaux de construction dans les pays industrialisés européens. Par contre, la demande a confirmé les signes d'une légère reprise aux Etats-Unis, et a continué à progresser dans la plupart des pays émergents où le Groupe enregistre près de 57 % de ses résultats, en particulier sur les marchés asiatiques.

Dans ce contexte, le Groupe a enregistré une bonne tenue de son chiffre d'affaires consolidé à 3 727,4 millions d'euros, en baisse de 2,5% par rapport à 2011.

Le résultat brut d'exploitation courant s'établit à 653,2 millions d'euros. La diminution de près de 50 millions par rapport à 2011 est due à la contraction des volumes vendus en Europe et en Afrique du Nord qui a été partiellement compensée par les importantes mesures de réduction des coûts fixes mises en place par le Groupe. Après prise en compte d'amortissements pour 350,7 millions d'euros et un plan rigoureux de dépréciations d'actifs de 270,9 millions d'euros, le résultat d'exploitation s'établit à 36,3 millions d'euros. Les effets purement comptables des tests de dépréciation ont conduit à un résultat net négatif de -85,1 millions d'euros contre +274,2 millions en 2011 ; hors dépréciations d'actifs, impact de la non-activation des déficits fiscaux et coûts de restructuration non courants, il aurait été de +217,0 millions d'euros. Le résultat net part du Groupe s'établit à -150,9 millions d'euros. Compte tenu de la nature exceptionnelle des éléments qui ont pesé sur les résultats 2012 et de la solidité financière du Groupe, le Conseil d'Administration, confiant sur les résultats à venir du Groupe, et ce dès l'année en cours, a proposé le versement d'un dividende inchangé de 3 euros.

La situation financière nette du Groupe a été renforcée grâce à une gestion rigoureuse des flux financiers, notamment à la maîtrise des investissements industriels et à la baisse du besoin en fonds de roulement. Sur la période, l'endettement net a été réduit de 175,2 millions à 846,2 millions d'euros.

En mai 2012 le Groupe a cédé sa participation dans Afyon Cimento (Turquie), rendant ainsi effective sa sortie du pays. En juin 2012, le Groupe a cédé sa participation dans Fuping Cement (Chine) à West China Cement, dans le cadre d'un accord qui lui a permis de détenir une participation de 6,25 % du capital de ce grand groupe chinois.

Par ailleurs, en application de la loi « Grenelle II » du 12 juillet 2010, Ciments Français intègre pour la première fois dans son Rapport Annuel 2012 des informations environnementales, sociales et sociétales propres à ses activités. Le Groupe confirme ainsi son engagement en matière de développement durable en proposant une vision complète de sa stratégie.

En 2013, dans un contexte qui reste toujours incertain, surtout sur les marchés d'Europe occidentale, le Groupe va poursuivre ses mesures de réduction des coûts en mettant l'accent sur l'efficacité industrielle et la recherche de produits innovants et durables, tout en continuant à renforcer sa situation financière nette déjà très solide.

Enfin, je tiens à saluer l'ensemble de nos équipes à travers le monde, qui ont su adapter leur gestion et leurs efforts à un environnement difficile et permis au Groupe d'envisager l'avenir avec confiance. Merci à tous.

Giovanni Ferrario  
directeur général



i lab



---

# 1

## Présentation du Groupe

1.1	Chiffres clés .....	6
1.2	Historique .....	10
1.3	Structure générale du Groupe .....	12
1.4	Métiers et marchés du Groupe .....	14
1.5	Recherche .....	22
1.6	Systemes d'information .....	23
1.7	Ressources humaines .....	24
1.8	Gestion des risques .....	25

## 1.1 Chiffres clés

Les tableaux ci-après présentent les chiffres clés du Groupe pour chacun des deux exercices clos au 31 décembre.

Les comptes consolidés du Groupe sont établis conformément au référentiel comptable IFRS (*International Financial Reporting Standards*) émis par l'IASB (*International Accounting Standard Board*).

### Principales informations consolidées

(en millions d'euros à l'exception du résultat par action et des effectifs)

	Au 31 décembre 2012	Au 31 décembre 2011
Chiffre d'affaires	3 727,4	3 823,1
Résultat brut d'exploitation courant	653,2	706,2
Résultat brut d'exploitation	657,9	725,1
Résultat net des activités poursuivies	(93,1)	179,4
Dont part attribuable aux :		
Propriétaires de la société mère du Groupe	(150,9)	119,1
Participations ne donnant pas le contrôle	57,8	60,3
Résultat de base par action des activités poursuivies ( <i>en euros</i> )	(4,24)	3,30
Résultat dilué par action des activités poursuivies ( <i>en euros</i> )	(4,24)	3,30

	Au 31 décembre 2012	Au 31 décembre 2011
Total actifs non courants	4 958,2	5 552,8
Total actifs courants	1 744,2	1 875,3
Capitaux propres	3 849,7	4 257,7
Dont part attribuable aux :		
Propriétaires de la société mère du Groupe	3 062,9	3 422,0
Participations ne donnant pas le contrôle	786,9	835,7
Total passifs non courants	1 748,1	1 843,2
Total passifs courants	1 104,6	1 327,1
Endettement net	846,2	1 021,4
Effectifs	14 776	15 103
Flux de trésorerie générés par l'activité	515,3	561,5
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(208,2)	(209,0)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	(336,6)	(513,0)



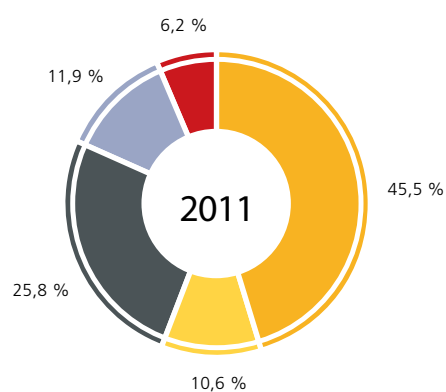
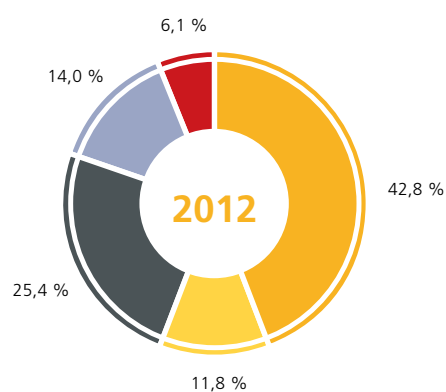
Message du Directeur Général	Chiffres clés	6
<b>Présentation du Groupe</b>	Historique	10
Commentaires sur l'exercice	Structure générale du Groupe	12
Comptes consolidés	Métiers et marchés du Groupe	14
Comptes annuels de Ciments Français SA	Recherche	22
Gouvernement d'entreprise	Systèmes d'information	23
Informations sur la société et le capital	Ressources humaines	24
Assemblée générale	Gestion des risques	25
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

## Contribution au chiffre d'affaires par zone géographique (après éliminations)

(en millions d'euros)

	2012	2011	% évolution 2012/2011 à périmètre et taux de change comparables
Europe de l'Ouest	1 594,6	1 739,2	-8,1
Amérique du Nord	439,1	404,7	+4,3
Europe émergente, Afrique du Nord & Moyen-Orient	946,9	986,4	-7,8
Asie	520,3	454,9	+14,0
Négoce et autres	226,6	237,9	-6,8
<b>TOTAL</b>	<b>3 727,4</b>	<b>3 823,1</b>	<b>-4,0 *</b>

\* -2,5 % en taux apparent.

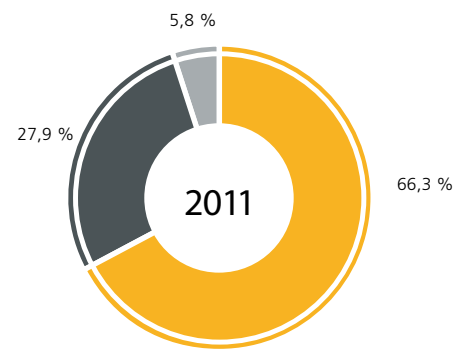
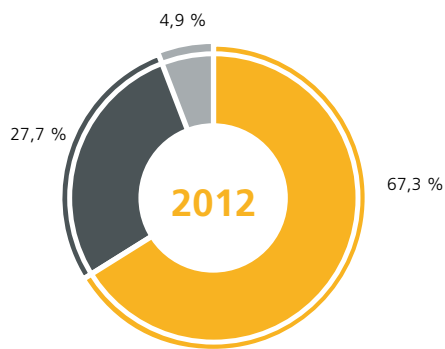


■ Europe de l'Ouest
 ■ Amérique du Nord
 ■ Europe Émergente, Afrique du Nord et Moyen-Orient
 ■ Asie
 ■ Négoce et autres

## Contribution au chiffre d'affaires par métier

(en millions d'euros)

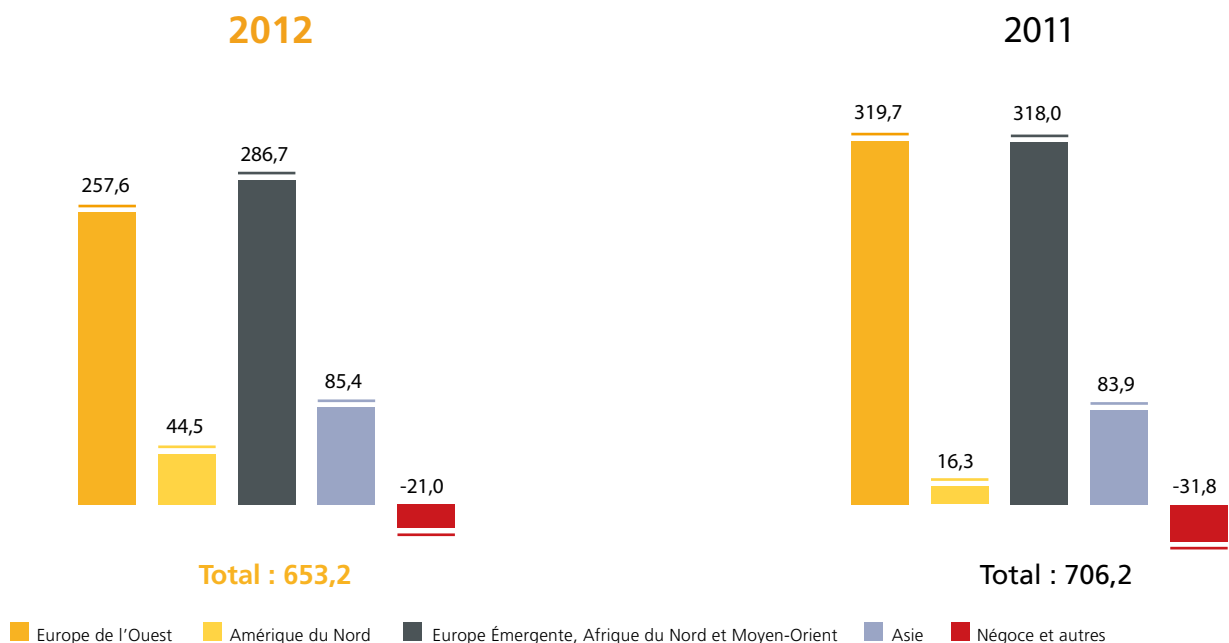
	2012	2011	% évolution 2012/2011 à périmètre et taux de change comparables
Ciment/clinker	2 509,8	2 535,6	-3,4
Granulats/béton prêt à l'emploi	1 033,2	1 066,0	-4,4
Autres	184,4	221,4	-10,0
<b>TOTAL</b>	<b>3 727,4</b>	<b>3 823,1</b>	<b>-4,0</b>



■ Ciment / clinker ■ Granulats / béton prêt à l'emploi ■ Autres

## Résultat brut d'exploitation courant par zone géographique

(en millions d'euros)



Message du Directeur Général	Chiffres clés	6
<b>Présentation du Groupe</b>	Historique	10
Commentaires sur l'exercice	Structure générale du Groupe	12
Comptes consolidés	Métiers et marchés du Groupe	14
Comptes annuels de Ciments Français SA	Recherche	22
Gouvernement d'entreprise	Systèmes d'information	23
Informations sur la société et le capital	Ressources humaines	24
Assemblée générale	Gestion des risques	25
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

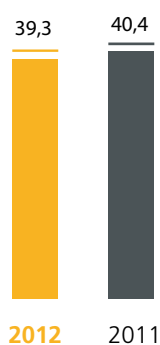
## Volumes vendus par activité

(y compris ventes intra-Groupe)

Les volumes de ciment/clinker et granulats sont en millions de tonnes et ceux du béton prêt à l'emploi sont en millions de mètres cubes.

### À PÉRIMÈTRE COMPARABLE

**Ciment/clinker**  
(en millions de tonnes)



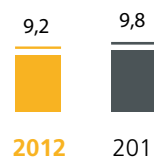
2012/2011 : - 2,7 %

**Granulats**  
(en millions de tonnes)



2012/2011 : - 10,4 %

**Béton prêt à l'emploi**  
(en millions de mètres cubes)



2012/2011 : - 5,2 %

### À PÉRIMÈTRE HISTORIQUE

**Ciment/clinker**  
(en millions de tonnes)



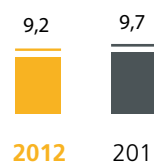
2012/2011 : - 2,7 %

**Granulats**  
(en millions de tonnes)



2012/2011 : - 10,4 %

**Béton prêt à l'emploi**  
(en millions de mètres cubes)



2012/2011 : - 6,5 %

## 1.2 Historique

- 1881 Constitution de la société Ciments Français.
- 1971 Apport de l'activité cimentière de Poliet et Chausson et accession à une position de leader sur le marché français.
- 1971 - 1990 Diversification dans les matériaux de construction (granulats et béton prêt à l'emploi) et amorce du développement international par des opérations de croissance externe : premières acquisitions aux États-Unis (1976), Canada (1985), Espagne et Turquie (1989 - 1990), Belgique, Grèce et Maroc (1990).
- 1991 Ciments Français dispose de positions industrielles solides en Amérique du Nord et autour du bassin méditerranéen. L'endettement excessif le rend vulnérable à la veille de la récession économique.
- 1992 Prise de contrôle de Ciments Français par le groupe italien Italcementi, qui devient ainsi un des premiers producteurs de ciment au niveau mondial.
- Mise en place d'une nouvelle stratégie fondée sur quatre priorités :
- recentrage sur le métier de base de cimentier ;
  - repositionnement géographique ;
  - réduction des coûts et amélioration de la profitabilité ;
  - désendettement.
- 1993 - 1997 Retour à des résultats bénéficiaires et diminution régulière de l'endettement.
- Mise en œuvre des synergies entre les deux groupes se traduisant par :
- l'intégration progressive des équipes de Ciments Français à celles d'Italcementi ;
  - la création d'un comité exécutif et d'un Centre Technique Groupe ;
  - la mise en place de directions fonctionnelles contribuant à l'intégration du sous-holding Ciments Français dans Italcementi Group et
  - l'adoption en 1997 d'une charte d'Identité Groupe.
- 1998 - 1999 Ciments Français relance sa politique de croissance externe et consolide ses positions internationales en procédant à l'acquisition de sociétés au Kazakhstan (1998), en Bulgarie (1998 et 1999), en Thaïlande (1998 et 1999) et au Maroc (1999).
- 2000 Des acquisitions de titres complémentaires sont effectuées sur deux des sociétés détenues en Bulgarie et en Thaïlande. L'intégration des équipes de Ciments Français et d'Italcementi se renforce au travers du redéploiement des hommes au sein d'une organisation commune.

Message du Directeur Général	Chiffres clés	6
<b>Présentation du Groupe</b>	<b>Historique</b>	<b>10</b>
Commentaires sur l'exercice	Structure générale du Groupe	12
Comptes consolidés	Métiers et marchés du Groupe	14
Comptes annuels de Ciments Français SA	Recherche	22
Gouvernement d'entreprise	Systèmes d'information	23
Informations sur la société et le capital	Ressources humaines	24
Assemblée générale	Gestion des risques	25
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

- 2001 Le Groupe prend le contrôle conjoint de Zuari Cement Ltd en Inde et accède au marché égyptien en devenant un partenaire stratégique de Suez Cement Company avec 25 % du capital.
- 2002 Le Groupe renforce ses positions géographiques dans le sud de l'Inde, sur la côte est des États-Unis, en Égypte et sur le marché d'Istanbul en Turquie. Il rationalise ses structures en Thaïlande, au Maroc et en Grèce.
- 2003 Rationalisation des activités matériaux de construction en Espagne.
- 2004 En décembre, le Groupe lance une offre publique d'achat sur les titres de Suez Cement Company. Il en devient le premier actionnaire de référence avec 39,9 % du capital.
- 2005 Renforcement du Groupe en Égypte avec la prise de contrôle de Suez Cement Company et ses filiales, et d'Helwan Cement Ltd. Après ces opérations, le Groupe détient 51 % du capital de Suez Cement Company.
- 2006 Renforcement du Groupe en Inde par l'acquisition du solde des titres de Zuari Cement Ltd et de l'activité du béton prêt à l'emploi en Égypte.
- 2007 Renforcement du Groupe dans le secteur du béton prêt à l'emploi en Amérique du Nord par les acquisitions de la société Arrow (États-Unis) et de la société Cambridge (Canada).  
Acquisition de la totalité du capital de Fuping Cement, située en Chine centrale.
- 2008 Renforcement du Groupe dans le secteur du béton prêt à l'emploi en Amérique du Nord avec l'acquisition de la société Crider & Shockey et au Koweït avec l'acquisition des sociétés Kuwait German Ready Mix, Al Mahaliya et Gulf Ready Mix.  
Acquisition des titres Intercom en Italie par Interbulk et prise de participation dans Al Badia en Syrie.
- 2009 Abandon fin juin du projet de fusion transfrontalière entre Ciments Français SA et Italcementi S.p.A. annoncé en février.
- 2010 Rachat des placements privés américains 2002 et 2006.  
Fusion-absorption de Société Internationale Italcementi France (SIIF) par Ciments Français le 23 décembre.
- 2011 Vente de Set Group Holding (Turquie) au conglomérat turc Limak Holding.  
Acquisition de 74 % de Gulbarga Cement (Inde) à travers la filiale indienne Zuari Cement.  
Cession d'Axim (France, Espagne, Maroc, Amérique du Nord) dans le secteur des adjuvants au groupe suisse Sika.

### 1.3 Structure générale du Groupe

Ciments Français est organisé par zones géographiques, elles-mêmes structurées par métiers.

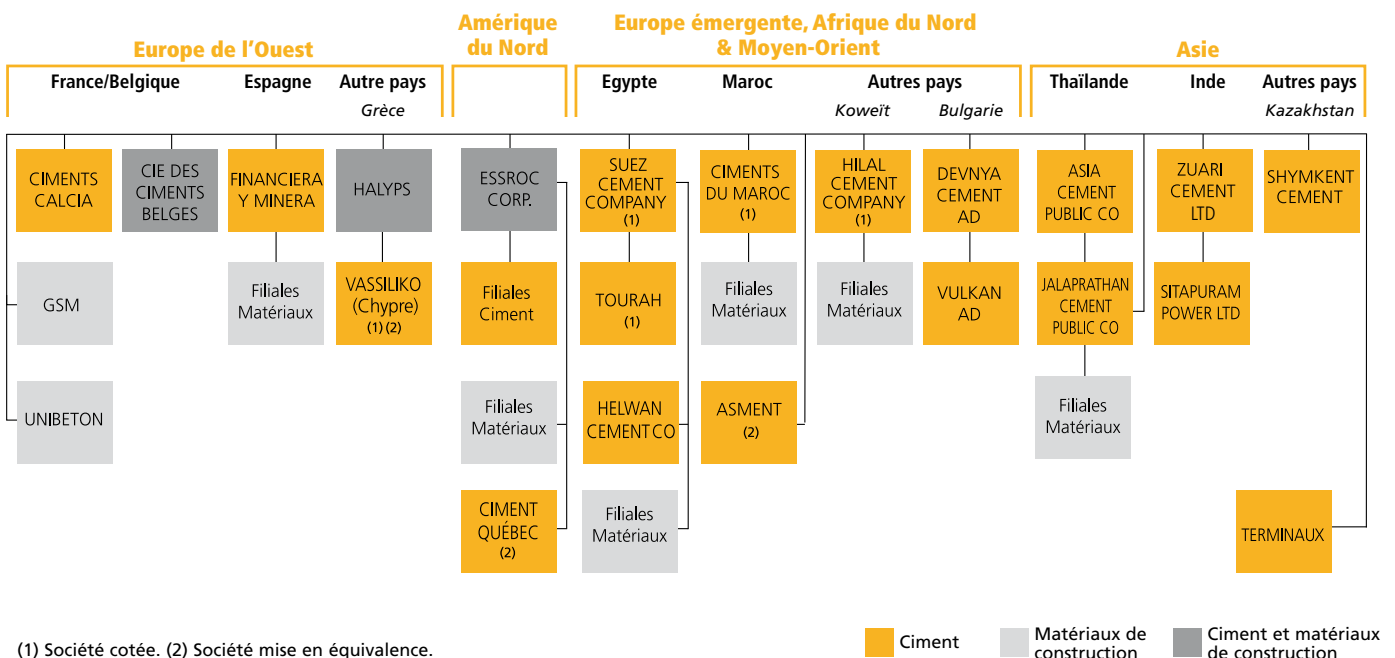
Au 31 décembre 2012, le Groupe comprend 149 sociétés (y compris Ciments Français) situées dans 17 pays différents. 108 sociétés sont détenues majoritairement par le Groupe, 24 sociétés sont sous contrôle conjoint et 17 sociétés sont consolidées par mise en équivalence.

Certaines filiales contrôlées par le Groupe comprennent des actionnaires minoritaires, notamment en Thaïlande (Asia Cement Company et Jalaprathan Cement Public Company), au Maroc (Ciments du Maroc) et en Égypte (Suez Cement Company et ses filiales), qui peuvent être des partenaires industriels ou financiers, des sociétés contrôlées par l'état (à la suite d'opérations de privatisation), ou le public pour les sociétés cotées.

Les principales sociétés en contrôle conjoint sont la Société des Carrières du Tournaisien en Belgique, ainsi que plusieurs sociétés dans l'activité matériaux de construction en France.

Les principales sociétés en équivalence sont Vassiliko à Chypre, Ciment Québec au Canada et Asment Temara au Maroc.

#### Organigramme simplifié du Groupe au 31 décembre 2012



Message du Directeur Général	Chiffres clés	6
<b>Présentation du Groupe</b>	Historique	10
Commentaires sur l'exercice	<b>Structure générale du Groupe</b>	<b>12</b>
Comptes consolidés	Métiers et marchés du Groupe	14
Comptes annuels de Ciments Français SA	Recherche	22
Gouvernement d'entreprise	Systèmes d'information	23
Informations sur la société et le capital	Ressources humaines	24
Assemblée générale	Gestion des risques	25
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

## Découpage opérationnel

Le Groupe est organisé en quatre zones géographiques structurées par secteurs et métiers, auxquels s'ajoutent les activités Négoce ciment/clinker. Le siège, les holdings et le négoce de combustibles constituent la section « Autres ».

### Zones géographiques & secteurs

### Métiers

#### Europe de l'Ouest

*France / Belgique*

Ciment et clinker  
Matériaux de construction (granulats, BPE)  
Autres (transports)

*Espagne*

Ciment et clinker  
Matériaux de construction (granulats, BPE)  
Autres (transports)

*Autre pays (Grèce)*

Ciment et clinker  
Matériaux de construction (granulats, BPE)

#### Amérique du Nord

*USA / Canada*

Ciment et clinker  
Matériaux de construction (granulats, BPE)

#### Europe émergente, Afrique du Nord & Moyen-Orient

*Égypte*

Ciment et clinker  
Matériaux de construction (granulats, BPE)  
Autres (sacherie)

*Maroc*

Ciment et clinker  
Matériaux de construction (granulats, BPE)

*Autres pays (Bulgarie, Koweït)*

Ciment et clinker  
Matériaux de construction (BPE)

#### Asie

*Thaïlande*

Ciment et clinker  
Matériaux de construction (granulats, BPE)

*Inde*

Ciment et clinker

*Autre pays (Kazakhstan)*

Ciment et clinker  
Matériaux de construction (BPE)

#### Négoce ciment/clinker

Ciment et clinker  
Matériaux de construction (BPE)

#### Autres

Négoce de combustibles, Siège et holdings

Les ventes sont essentiellement réalisées sur les marchés locaux. Certaines filiales (Égypte et Thaïlande) exportent vers d'autres pays principalement via les activités négoce (segment négoce ciment / clinker) qui alimentent les terminaux de Gambie, Mauritanie, Sri Lanka et Albanie. Par ailleurs, le négoce effectue les achats de combustibles pour les filiales du Groupe et celles d'Italcementi.

Les activités ciment et granulats vendent une partie de leur production à l'activité béton prêt à l'emploi.

---

## Activité de la société et relations avec ses filiales

La société Ciments Français exerce une activité de holding et d'assistance à ses filiales. Elle gère notamment son portefeuille de participations, le financement de ses opérations ou celles de ses filiales, les risques de change, de taux et de liquidité.

Elle octroie éventuellement des prêts à ses filiales et centralise les excédents de trésorerie du Groupe lorsque les réglementations le permettent. Elle émet également des garanties relatives aux engagements de ses filiales. Ces opérations sont rémunérées aux conditions de marché. En France, elle est la société mère du groupe fiscal intégré.

Ciments Français met à disposition de ses filiales son savoir-faire technique, ses procédés de fabrication industrielle et l'utilisation de ses brevets, qu'elle met régulièrement à jour, grâce aux travaux du Centre Technique Groupe (voir sections 1.5 et 9.5 - Recherche et Innovation) ; elle met également à disposition de ses filiales un certain nombre de services et compétences de fonctions centrales. Ces prestations sont refacturées aux filiales sur la base de leur chiffre d'affaires. Certaines de ces compétences assurées par la société mère Italcementi S.p.A., ainsi que les projets Groupe, sont refacturés à Ciments Français par Italcementi S.p.A. sur la base du temps passé, ou au prorata du chiffre d'affaires, ou suivant des clés spécifiques au projet. Les services et compétences mis à disposition des filiales sont notamment l'assistance juridique et fiscale, l'assistance financière, le contrôle de gestion, les procédures et l'audit, la gestion des assurances et l'assistance dans les domaines des ressources humaines et de l'informatique.

## Actionnaire majoritaire de Ciments Français SA

Ciments Français SA est détenue majoritairement par Italcementi S.p.A., elle-même majoritairement détenue par Italmobiliare S.p.A. Italcementi S.p.A. et Italmobiliare S.p.A. sont cotées sur le marché réglementé géré par Borsa Italiana S.p.A. Ciments Français bénéficie des financements organisés au niveau d'Italcementi Group qui lui permettent d'accéder à une capacité d'emprunt plus large et de profiter des synergies générées par une politique financière centralisée. Depuis 2010, Ciments Français SA se refinance auprès d'Italcementi Finance SA, filiale d'Italcementi S.p.A., par le biais de prêts interentreprises à long terme consentis à des conditions normales de marché. Cette politique permet d'obtenir un financement concurrentiel et d'assurer un équilibre entre la maturité moyenne des financements et la flexibilité et la diversification des sources.

Des informations complémentaires sur Italcementi Group sont fournies en section 6.6.

## 1.4 Métiers et marchés du Groupe

### Les métiers du Groupe

A l'origine, Ciments Français exerçait uniquement une activité de cimentier. Dès 1971, dans une logique d'intégration en aval de la filière, le Groupe a accompagné son développement international d'une diversification de ses activités dans les matériaux de construction (granulats et béton prêt à l'emploi). Cette diversification permet de sécuriser des marchés, de mieux connaître les besoins des clients et de développer des produits plus innovants.

Les métiers du Groupe se résument en une suite de traitements destinés à valoriser des ressources naturelles pour les transformer en produits de qualité, répondant aux besoins du bâtiment et des travaux publics.

Au travers de ses trois métiers : ciment, granulats et béton prêt à l'emploi, Ciments Français exerce une activité cyclique et saisonnière, liée à la conjoncture économique et au climat des pays où il est implanté. La diversification géographique du Groupe permet, à cet égard, d'atténuer les effets de ces variations.



Message du Directeur Général	Chiffres clés	6
<b>Présentation du Groupe</b>	Historique	10
Commentaires sur l'exercice	<b>Structure générale du Groupe</b>	<b>12</b>
Comptes consolidés	<b>Métiers et marchés du Groupe</b>	<b>14</b>
Comptes annuels de Ciments Français SA	Recherche	22
Gouvernement d'entreprise	Systèmes d'information	23
Informations sur la société et le capital	Ressources humaines	24
Assemblée générale	Gestion des risques	25
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

La demande en ciment, granulats et matériaux de construction varie en fonction des conditions météorologiques qui affectent le niveau d'activité dans le secteur de la construction. Le Groupe enregistre habituellement une diminution de ses ventes pendant les premier et quatrième trimestres, reflétant les impacts de l'hiver sur les marchés européen et nord-américain, et une augmentation de ses ventes aux second et troisième trimestres grâce aux meilleures conditions climatiques.

Ces métiers, en particulier celui du ciment, requièrent un niveau élevé d'investissements de maintien de l'outil industriel pouvant représenter de 5 à 10 % du chiffre d'affaires. Les investissements sont notamment liés à la maîtrise foncière des gisements de matières premières, au renouvellement et à la modernisation des installations, à l'amélioration de la productivité et au respect de l'environnement.

La conception, la réalisation et le suivi de ces investissements bénéficient des compétences du Centre Technique Groupe. Ce savoir-faire technologique de pointe, qui repose sur une expérience plus que centenaire, est mis au service d'entités opérationnelles dont l'activité reste locale.

Il n'existe pas, à ce jour, de dépendance significative du Groupe au plan de l'utilisation de brevets, licences ou de nouveaux procédés de fabrication, ni de contrats d'approvisionnements (industriels, commerciaux ou financiers).

### Le ciment

Les matières premières, après concassage, forment un mélange composé d'environ 80 % de calcaire et 20 % d'argile, qui est broyé pour obtenir le cru. Porté à une température voisine de 1 500° C dans un four rotatif, le cru subit ensuite des réactions chimiques complexes qui le transforment en clinker.

Le ciment est obtenu finalement en broyant finement le clinker avec divers ajouts qui déterminent les qualités attendues du produit final. Les cimenteries du Groupe disposent de carrières dont les réserves substantielles leur permettent de faire face aux besoins d'exploitation à long terme. La durée de vie moyenne des carrières de cimenterie est de l'ordre du siècle.

Dans la plupart des pays où le Groupe est présent, les capacités de production de clinker sont utilisées à des niveaux élevés.

### Les granulats

Les granulats sont des sables et graviers naturels, extraits de carrières alluvionnaires ou de roches massives, puis concassés et criblés.

Environ 40 % des granulats entrent dans la fabrication du béton, le reste étant utilisé en l'état dans les travaux routiers.

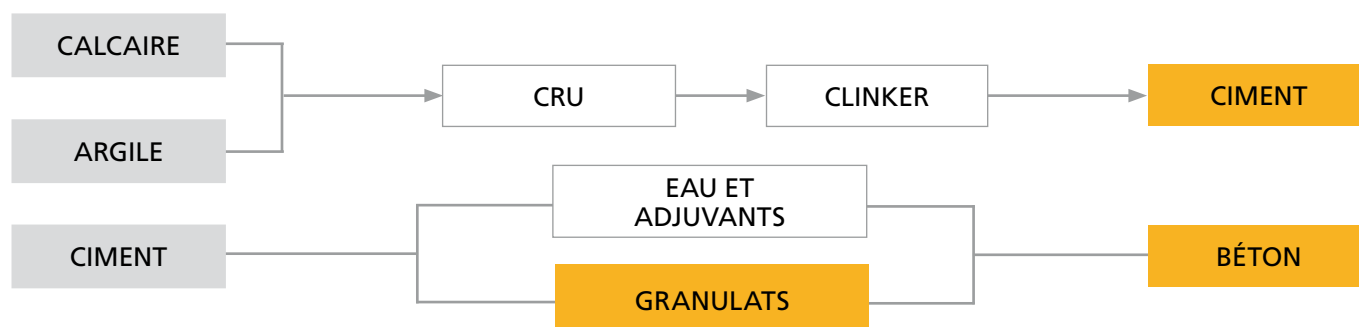
Les besoins d'approvisionnement sont satisfaits dans des conditions comparables à celles du ciment grâce à une gestion foncière adaptée et extrêmement dynamique qui assure le renouvellement des réserves, la durée moyenne d'exploitation d'une carrière de granulats étant généralement plus brève que celle des carrières de ciment.

### Le béton prêt à l'emploi

Le béton est un mélange de ciment, de granulats, d'eau et d'adjuvants, dont la composition doit répondre à des exigences techniques très rigoureuses.

Le béton prêt à l'emploi apporte une solution logistique répondant aux exigences des chantiers en termes de qualité, de quantité et de délais.

En intervenant dans ce métier, le cimentier, par sa connaissance de la chimie des matériaux, apporte un service supplémentaire à l'entreprise utilisatrice.



---

## Les marchés du Groupe

### Répartition par métier

Les ventes de ciment et de clinker représentent 67,3 % du chiffre d'affaires consolidé 2012 (66,3 % en 2011).

Les ventes de matériaux de construction (granulats et béton prêt à l'emploi) représentent 27,7 % (27,9 % en 2011) de ce chiffre d'affaires (voir ventilation section 1.1).

Les volumes de ciment et de clinker vendus en 2012 représentent 39,3 millions de tonnes, en recul de 2,7 % par rapport à 2011.

Les volumes de granulats vendus en 2012, soit 31,2 millions de tonnes, ont diminué de 10,4 % par rapport à 2011.

Les volumes de béton prêt à l'emploi vendus en 2012 s'élevaient à 9,2 millions de mètres cubes, ce qui représente une baisse de 5,2 % par rapport à 2011 (voir tableau des volumes par zone géographique en section 2.2).

### Répartition par zone géographique

Tous les grands cimentiers mondiaux ont opté pour une diversification géographique afin d'être présents sur de multiples marchés et de compenser ainsi le caractère cyclique de la demande, caractéristique de l'industrie du ciment. Ciments Français a par le passé développé cette stratégie en se diversifiant en dehors de son marché principal (France), dans l'Union européenne, en Amérique du Nord et sur le bassin méditerranéen (Turquie, Grèce, Maroc). Dès 1998, Ciments Français a relancé sa politique de croissance externe et consolidé ses positions internationales en procédant à l'acquisition de sociétés au Kazakhstan, en Bulgarie, au Maroc, en Thaïlande et en Inde. Dans le cadre de l'accroissement de sa présence autour du bassin méditerranéen, le Groupe a dynamisé ses investissements en Égypte en 2001 jusqu'à devenir en 2005 leader du marché. En 2006 et 2007, Ciments Français a renforcé sa présence en Asie et au Moyen-Orient grâce à des investissements en Chine et au Koweït, puis en 2008, par l'acquisition de sociétés dans le secteur du béton prêt à l'emploi en Amérique du Nord et au Koweït. Face au cycle industriel négatif déclenché par la crise mondiale en 2008, Ciments Français a revu son portefeuille d'activités et cédé certains de ses actifs parmi lesquels Set Group Holding (Turquie) en 2011, et Afyon (Turquie) et Fuping Cement (Chine) en 2012.

Message du Directeur Général	Chiffres clés	6
<b>Présentation du Groupe</b>	Historique	10
Commentaires sur l'exercice	Structure générale du Groupe	12
Comptes consolidés	<b>Métiers et marchés du Groupe</b>	<b>14</b>
Comptes annuels de Ciments Français SA	Recherche	22
Gouvernement d'entreprise	Systèmes d'information	23
Informations sur la société et le capital	Ressources humaines	24
Assemblée générale	Gestion des risques	25
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

## Chiffre d'affaires

### Contribution au chiffre d'affaires par pays (après éliminations)

(en millions d'euros)	2012		2011	
	Montant	%	Montant	%
France / Belgique	1 494,9	40,1	1 580,0	41,3
Espagne	79,2	2,1	122,1	3,2
Autre pays <sup>(1)</sup>	20,5	0,5	37,1	1,0
<b>Europe de l'Ouest</b>	<b>1 594,6</b>	<b>42,8</b>	<b>1 739,2</b>	<b>45,5</b>
<b>Amérique du Nord</b>	<b>439,1</b>	<b>11,8</b>	<b>404,7</b>	<b>10,6</b>
Égypte	516,9	13,9	535,3	14,0
Maroc	323,0	8,7	350,8	9,2
Autres pays <sup>(2)</sup>	107,0	2,9	100,4	2,6
<b>Europe émergente, Afrique du Nord &amp; Moyen-Orient</b>	<b>946,9</b>	<b>25,4</b>	<b>986,4</b>	<b>25,8</b>
Thaïlande	227,3	6,1	194,1	5,1
Inde	248,6	6,7	222,0	5,8
Autre pays <sup>(3)</sup>	44,4	1,2	38,7	1,0
<b>Asie</b>	<b>520,3</b>	<b>14,0</b>	<b>454,9</b>	<b>11,9</b>
Négoce ciment	176,4	4,7	163,6	4,3
Autres <sup>(4)</sup>	50,2	1,3	74,3	1,9
<b>TOTAL</b>	<b>3 727,4</b>	<b>100,0</b>	<b>3 823,1</b>	<b>100,0</b>

(1) Grèce. (2) Bulgarie et Koweït. (3) Kazakhstan. (4) Négoce de combustibles, siège et holdings.

## Marché et concurrence

Nos principaux concurrents, producteurs de ciment au niveau mondial, sont les groupes Lafarge (France), Holcim (Suisse), Cemex (Mexique) et HeidelbergCement (Allemagne). En fonction des localisations géographiques de ces producteurs, la situation concurrentielle par pays peut varier.

A titre indicatif, les rangs pour l'activité ciment du Groupe peuvent être estimés pour les principaux pays comme suit :

Pays	Rang	Rang *	Part de marché
France	2		32 %
Belgique	3		15 %
Espagne	7		6 %
Grèce	3		7 %
États-Unis	7	2	5 %
Canada	5		4 %
Égypte	1		24 %
Maroc	2		26 %
Bulgarie	1		30 %
Thaïlande	4		15 %
Inde	7		3 %
Kazakhstan	4		14 %

\* Marchés régionaux sur lesquels le Groupe est présent (source Ciments Français).

## Dispositif industriel et localisation des sites à fin 2012 \*

	CIMENT			GRANULATS	BÉTON PRET À L'EMPLOI
	Cimenteries	Centres de broyage	Terminaux	Carrières	Centrales à béton
France / Belgique	10	1	-	77	187
Espagne	3	-	-	6	7
Grèce	1	-	-	1	1
Amérique du Nord	6	-	-	3	32
Égypte	5	-	-	-	20
Maroc	3	1	-	4	26
Bulgarie	2	-	-	-	-
Koweït	-	-	2	-	9
Thaïlande	2	1	-	-	32
Inde	2	1	-	-	-
Kazakhstan	1	-	-	-	1
Albanie	-	-	1	-	-
Sri Lanka	-	-	1	-	-
Mauritanie	-	1	-	-	2
Gambie	-	-	1	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>35</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>91</b>	<b>317</b>

\* Le dispositif ne comprend pas les installations des sociétés mises en équivalence ni les centrales inactives à fin 2012.

La capacité du Groupe dépasse 56,7 millions de tonnes de ciment. Les capacités de production situées dans les pays émergents représentent environ 58 % des capacités totales.

### Immobilisations corporelles nettes

(en millions d'euros)	2012	2011
Europe de l'Ouest	1 068,7	1 114,6
Amérique du Nord	768,4	811,2
Europe émergente, Afrique du Nord & Moyen-Orient	977,6	1 080,1
Asie	518,2	587,3
Négoce et autres *	23,7	23,5
<b>TOTAL</b>	<b>3 356,6</b>	<b>3 616,7</b>

\* Autres : siège et holding.

Message du Directeur Général	Chiffres clés	6
<b>Présentation du Groupe</b>	Historique	10
Commentaires sur l'exercice	Structure générale du Groupe	12
Comptes consolidés	<b>Métiers et marchés du Groupe</b>	<b>14</b>
Comptes annuels de Ciments Français SA	Recherche	22
Gouvernement d'entreprise	Systèmes d'information	23
Informations sur la société et le capital	Ressources humaines	24
Assemblée générale	Gestion des risques	25
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

Les cimenteries, équipements industriels et carrières immobilisés sont détenus en pleine propriété. Les carrières exploitées sont des terrains dont le Groupe est propriétaire ou qui font l'objet de contrats octroyant les droits d'une exploitation à long terme et pour lesquelles le Groupe a obtenu les autorisations administratives requises.

Les contrats de location financement immobilisés représentent une valeur nette immobilisée de 17,0 millions d'euros au 31 décembre 2012.

Le Groupe dispose également de terrains qui n'ont pas encore fait l'objet ou n'ont pas encore obtenu d'autorisation administrative d'exploitation.

## Investissements

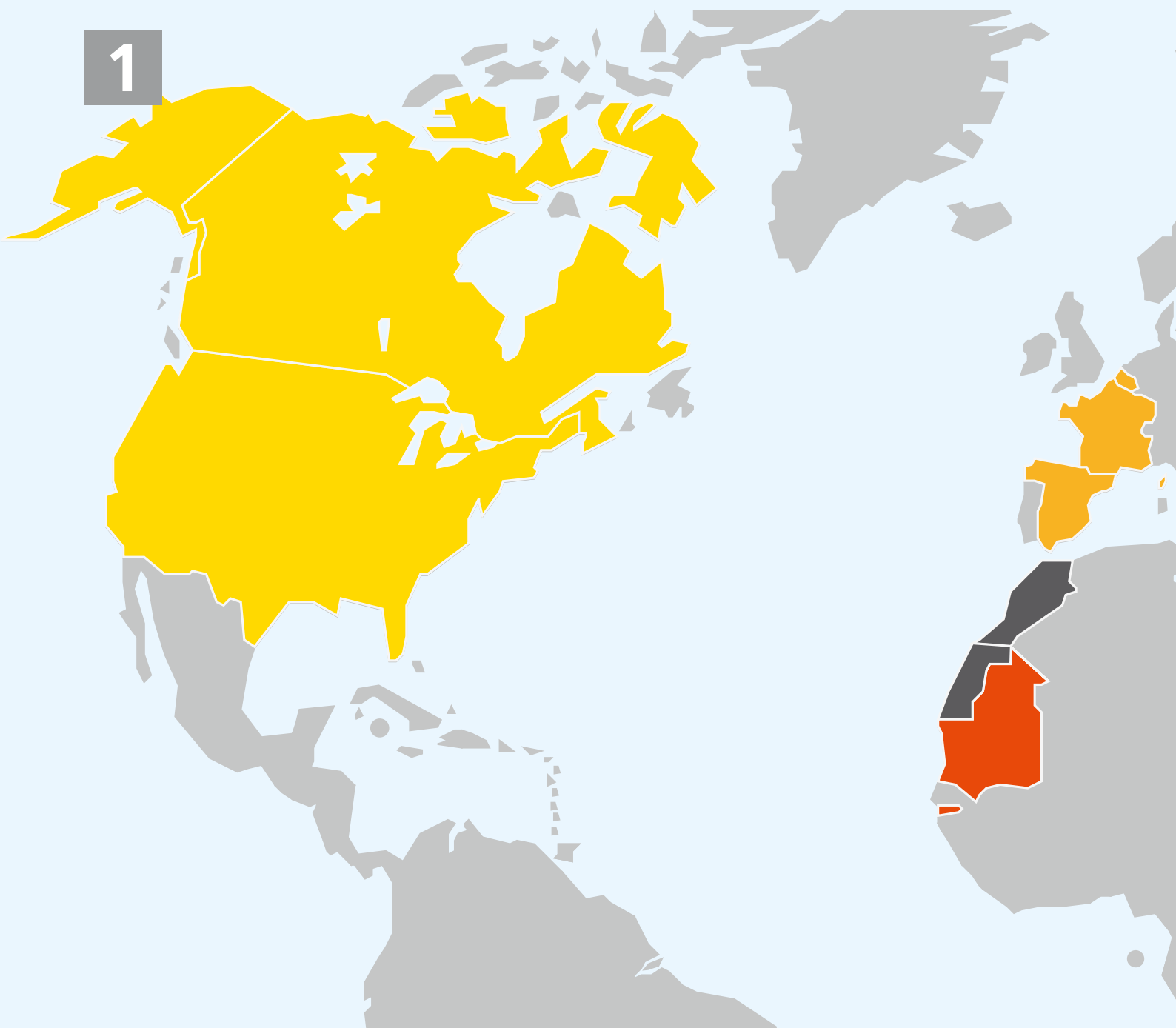
Les métiers du Groupe, et l'industrie cimentière en particulier, constituent une industrie fortement capitalistique, qui nécessite des investissements significatifs (de 5 à 10 % de son chiffre d'affaires). Le coût d'une cimenterie se chiffre en centaines de millions d'euros. Ces métiers correspondent à des activités locales qui nécessitent généralement une implantation à proximité des sites de consommation. En effet, le transport terrestre de cette matière pondéreuse est coûteux et doit être intégré dans le calcul de rentabilité.

Au cours de l'année 2012, le Groupe n'a pas réalisé d'acquisition mais a procédé à la vente des 51 % de titres qu'il détenait encore dans Afyon Cimento (Turquie) à Cimsa Cimento et vendu Fuping Cement (Chine) en échange d'une participation de 6,25 % dans le capital de West China Cement.

Au cours de l'année 2011, le Groupe n'avait pas réalisé d'acquisition mais avait effectué des cessions partielles ou totales de titres (Afyon, Goltas, Set Group et Axim).

Les tensions sur les prix de l'énergie, principal poste de coût et les contraintes environnementales (contrôle des émissions) nécessitent également de moderniser le dispositif industriel existant en construisant des lignes de production plus performantes et plus respectueuses de l'environnement.

Par ailleurs, dans les pays émergents, le Groupe développe des projets d'accroissement de capacité afin de pouvoir répondre à la croissance du marché (Maroc, Inde). Les investissements industriels (corporels et incorporels) réalisés au cours de l'exercice se sont élevés à 265,2 millions d'euros (voir section 2.3 « Investissements et financement »).



## Dispositif industriel au 31 décembre 2012

### GRANULATS

**91** carrières

### BÉTON PRÊT À L'EMPLOI

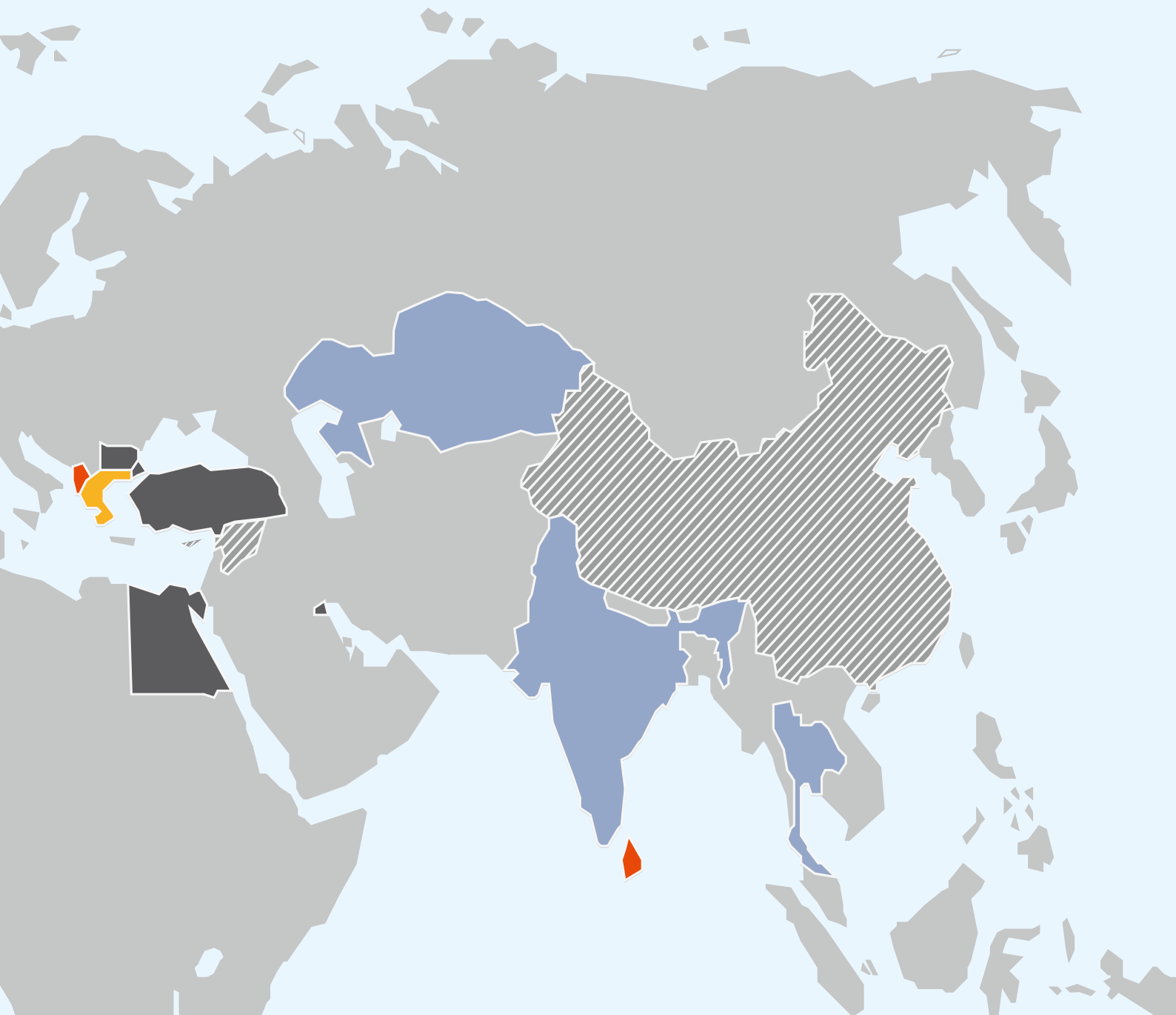
**317** centrales à béton

### CIMENT

**35** cimenteries

**5** centres de broyage

**5** terminaux



## AMÉRIQUE DU NORD

### AMÉRIQUE DU NORD

6 cimenteries  
3 carrières  
32 centrales à béton

## EUROPE DE L'OUEST

### FRANCE/BELGIQUE

10 cimenteries  
1 centre de broyage  
77 carrières  
187 centrales à béton

### ESPAGNE

3 cimenteries  
6 carrières  
7 centrales à béton

### GRÈCE

1 cimenterie  
1 carrière  
1 centrale à béton

## TERMINAUX

### ALBANIE

1 terminal

### MAURITANIE

1 centre de broyage  
2 centrales à béton

### GAMBIE

1 terminal

### SRI LANKA

1 terminal

## EUROPE ÉMERGENTE, AFRIQUE DU NORD & MOYEN-ORIENT

### ÉGYPTE

5 cimenteries  
20 centrales à béton

### MAROC

3 cimenteries  
1 centre de broyage  
4 carrières  
26 centrales à béton

### BULGARIE

2 cimenteries

### KOWEIT

2 terminaux  
9 centrales à béton

## ASIE

### THAÏLANDE

2 cimenteries  
1 centre de broyage  
32 centrales à béton

### INDE

2 cimenteries  
1 centre de broyage

### KAZAKHSTAN

1 cimenterie  
1 centrale à béton

//// Intérêts minoritaires : Chine, Chypre, Syrie

## 1.5 Recherche

### Centre Technique Groupe S.p.A. (CTG)

Le Centre Technique Groupe S.p.A. (CTG) est un pôle technologique créé en 1994 afin de mettre en commun le savoir-faire et les compétences des équipes d'Italcementi et de Ciments Français. Société de droit italien basée à Bergame, le CTG est détenu à parts égales par Italcementi et Ciments Français et possède un établissement en Italie et un établissement en France (Guerville).

Le CTG est responsable des activités de recherche et de développement du Groupe et des services spécialisés proposés par trois laboratoires dans des domaines spécifiques : Evaluation des matériaux, Analyse physico-chimique et Adjuvants-produits spéciaux. Il propose des solutions innovantes et concrètes en matière de produits, de formulation et d'outils d'aide à la prescription ou à la mise en œuvre. Le CTG a également un rôle de support dans les évaluations techniques et la préparation des budgets d'investissement industriel.

La mission du CTG est de créer de la valeur pour les actionnaires, dans le respect des règles de gouvernement d'entreprise du Groupe.

Au 31 décembre 2012, les effectifs du CTG s'élevaient à 371 personnes (398 au 31 décembre 2011), dont 201 au siège d'Italcementi à Bergame, 85 au i.lab, le nouveau centre de recherche et d'innovation d'Italcementi Group à Bergame, 78 sur le site de Guerville et 7 détachés dans des filiales du Groupe.

### Travaux et prestations réalisés par le Centre Technique Groupe S.p.A. au cours de l'année 2012

En 2012, les activités du CTG ont concerné les domaines suivants :

- Elaboration de projets, gestion de la construction et démarrage de grands projets, y compris études à développer ;
- Assistance technique aux opérations et à la maintenance des cimenteries destinée à l'amélioration des performances et au soutien des activités commerciales ;
- Recherche et développement sur les matériaux, les produits, les technologies et les applications ;
- Développement du savoir-faire.

#### Grands projets

- Nouvelle carrière de Barry (Belgique) : les travaux d'excavation de la carrière débuteront en 2015.
- Nouvelle ligne de production de clinker de 4 000 t/j à Devnya (Bulgarie).
- Nouvelle cimenterie de 7 000 t/j à Gulbarga (Inde) comprenant une centrale électrique dédiée.
- En Inde, une étude de faisabilité pour un centre de broyage de 1,2 Mt/an à Sholapur (Maharashtra, situé à 120 kms à l'ouest de Gulbarga) est actuellement en cours.
- Au Maroc, un nouveau centre de broyage de 450 kt/an est en construction à Jorf Lasfar. La fin des travaux est prévue pour janvier 2014.
- En Amérique du Nord, le CTG participe avec Essroc à la phase de construction d'un nouveau terminal cimentier sur le lac Ontario à Toronto (Canada). La fin des travaux est prévue pour mars 2014.

#### Diagnostic et performance

Cette division a collaboré avec les pays pour améliorer les divers indicateurs clés de performance (consommation énergétique, ratio clinker/ciment, fiabilité, rendement, indice de maintenance...) et développer différents programmes Groupe (gestion des données de référence, maîtrise des investissements, limitation des risques, meilleures pratiques de maintenance, etc.).



Message du Directeur Général	Chiffres clés	6
<b>Présentation du Groupe</b>	Historique	10
Commentaires sur l'exercice	Structure générale du Groupe	12
Comptes consolidés	Métiers et marchés du Groupe	14
Comptes annuels de Ciments Français SA	<b>Recherche</b>	<b>22</b>
Gouvernement d'entreprise	<b>Systemes d'information</b>	<b>23</b>
Informations sur la société et le capital	Ressources humaines	24
Assemblée générale	Gestion des risques	25
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

## Recherche et développement

Les activités de recherche et de développement ont essentiellement concerné les matériaux et les procédés et le transfert aux filiales du savoir-faire et des résultats industriels.

- En 2012, sept nouvelles demandes de brevet ont été déposées : quatre concernent des procédés ou équipements de production de clinker, deux concernent des liants hydrauliques destinés à stabiliser des sols contaminés et le dernier concerne un retardateur de prise pour clinker sulfo-alumineux.
- Dans le domaine du ciment transparent i.light®, l'accent a été mis sur la réduction des coûts et l'amélioration des performances structurelles.
- Le succès des produits à base de TX Active® s'est poursuivi. De nouvelles formulations ont été développées en France et en Inde pour améliorer le ratio coût/performance. De nouveaux produits ont été développés dans les apprêts, les peintures et les revêtements de chaussée. Ils seront prêts à la commercialisation en 2013.
- Les produits Alipre® à base de clinker sulfo-alumineux commencent à être reconnus sur le marché et de nouvelles formulations sont en cours d'évaluation et de validation.
- Pour ce qui est des applications sur le béton, des formulations ont été mises au point et testées pour le béton thermique, le béton auto plaçant, le béton marin, le béton drainant (i.idro DRAIN) et le béton à démoulage rapide.
- En ce qui concerne la réduction de CO<sub>2</sub>, la maîtrise de nouvelles technologies et l'évaluation de leur application dans l'industrie cimentière se sont poursuivies.

De plus amples informations sont disponibles dans la partie 9.5 « Recherche et innovation ».

## 1.6 Systèmes d'information

L'objectif d'harmonisation de certains des processus opérationnels utilisés dans les principales filiales du Groupe a été atteint durant l'année 2012. Il s'agit essentiellement de :

- L'intégration dans une seule série d'outils de tous les processus de planification (budget) et reporting, basés sur un modèle de contrôle unique ;
- L'adoption d'un modèle de gestion opérationnelle de la trésorerie valable pour toutes les filiales ;
- Le développement d'un modèle de gestion des investissements, depuis la phase d'approbation initiale jusqu'à la mise en œuvre finale ;
- L'utilisation d'un outil de reporting (tableau de bord) pour le management.

En 2013, l'accent sera mis sur le développement d'outils spécifiques de soutien des processus opérationnels de vente et du marketing.

En plus, des améliorations informatiques seront apportées dans le domaine des achats. De nouvelles mesures sont également prévues pour simplifier les processus internes de gestion et de planification.

Les évolutions technologiques viseront principalement à assurer une meilleure diffusion des services informatiques grâce à une plus grande mobilité, mais également à réduire les coûts variables.

## 1.7 Ressources humaines

### Effectifs par zone géographique au 31 décembre <sup>(1)</sup>

	2012	2011 <sup>(2)</sup>
France	3 502	3 538
Belgique	549	575
Espagne	515	597
Grèce	174	194
Amérique du Nord	1 413	1 485
Égypte	4 573	4 622
Maroc	977	983
Bulgarie	358	388
Koweït	349	343
Thaïlande	858	863
Inde	795	797
Kazakhstan	289	298
Négoce	346	340
Autres <sup>(3)</sup>	78	80
<b>TOTAL</b>	<b>14 776</b>	<b>15 103</b>

(1) Par entité juridique.

(2) Les données 2011 ont été retraitées pour être comparables à celles de 2012.

(3) Comprend notamment les effectifs du siège.

### Effectifs par métier au 31 décembre

	2012	2011
Ciment et clinker	8 751	8 875
Matériaux de construction	3 772	3 989
Autres *	2 253	2 239
<b>TOTAL</b>	<b>14 776</b>	<b>15 103</b>

\* Y compris les fonctions siège et effectifs affectés à plusieurs métiers.

### Intéressement du personnel

Des accords spécifiques existent pour les sociétés du Groupe en France. Ils sont signés pour trois ans et s'appuient sur des critères de performance (productivité, réalisation d'objectifs...). Les montants bruts distribués au cours des exercices 2012 et 2011 au titre de l'intéressement sont, respectivement, de 4,8 millions d'euros et 6,5 millions d'euros.

Message du Directeur Général	Chiffres clés	6
<b>Présentation du Groupe</b>	Historique	10
Commentaires sur l'exercice	Structure générale du Groupe	12
Comptes consolidés	Métiers et marchés du Groupe	14
Comptes annuels de Ciments Français SA	Recherche	22
Gouvernement d'entreprise	Systèmes d'information	23
Informations sur la société et le capital	<b>Ressources humaines</b>	<b>24</b>
Assemblée générale	<b>Gestion des risques</b>	<b>25</b>
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

## Formation

En 2012, les activités de formation ont porté essentiellement sur quatre grands thèmes : développement du capital humain, efficacité, développement durable et innovation, conformité et limitation des risques.

Le recours à la formation en ligne (e-learning) a fortement augmenté en 2012 grâce à la mise en place d'un portail de formation dans toutes les filiales du Groupe.

Deux séries de modules e-learning sur le processus de production et les technologies du ciment et du béton ont été finalisées ; elles visent à mettre en valeur les compétences de base du Groupe et à les rendre plus accessibles.

Des informations détaillées sur la valorisation des personnes, la sécurité, la santé et les initiatives à caractère social sont disponibles dans la partie 9.3 « Responsabilité sociale ».

## 1.8 Gestion des risques

La gestion des risques (internes et externes, industriels, politiques, sociaux et financiers) fait partie des processus de décision et de gestion de l'entreprise ; elle représente un élément essentiel du système de gouvernance. La gestion des risques vise à soutenir la pérennité et l'amélioration des performances à travers la préservation des actifs et la réputation de la société, l'aide à la décision, la mobilisation des acteurs concernés du management pour réduire les risques et tirer partie des opportunités sous leur responsabilité directe.

La définition du risque est la survenance d'un évènement qui peut menacer la société ou le Groupe dans l'atteinte de ses objectifs opérationnels à court ou moyen terme, ou stratégiques à long terme.

La définition d'opportunité est la possibilité d'obtenir des résultats au-delà des objectifs fixés.

Le Groupe opère dans un secteur qui l'expose à des risques et incertitudes de nature variée (liés au contexte extérieur, risques opérationnels, financiers, de conformité, etc.).

Le Groupe a entamé courant 2008 un programme de risques et conformité (*Risk & Compliance*). Ce programme est destiné à assurer une approche structurée de la gestion des risques intégrée à la stratégie de développement du Groupe et à soutenir l'amélioration des performances.

Le dispositif de gestion des risques se compose de :

- Un cadre organisationnel comprenant la méthodologie et la définition des rôles et des responsabilités des acteurs ;
- Un processus d'identification, d'analyse et de traitement des risques selon les stratégies clairement définies dans les Principes de gestion des risques (*Risk Management Guidelines*) ;
- Un pilotage en continu, visant à mettre à jour en permanence la cartographie des risques et gérer les plans d'action nécessaires à la réduction de l'exposition aux risques. La quantification des risques et opportunités fait partie des principaux processus de gestion de l'entreprise comme l'exercice budgétaire, les révisions de résultat ou l'analyse des grands projets d'investissements. La méthode Monte Carlo est utilisée afin d'obtenir l'exposition maximum aux facteurs de risques, ainsi que l'estimation de la probabilité d'atteindre les objectifs fixés.

Par l'intermédiaire de son département du développement durable, le Groupe contrôle sa politique d'application des programmes de prévention et de sécurité à l'ensemble des employés des usines. Ces programmes sont accompagnés d'une politique intégrée de gestion des risques financiers et des assurances.

---

## Protection des actifs et des personnes

### Assurances

Le Groupe a souscrit auprès de compagnies d'assurances de premier rang des polices d'assurances pour la couverture des risques liés à ses actifs et ses salariés et des risques de responsabilité civile envers les tiers et ce pour toutes les filiales du Groupe.

Les principaux risques faisant l'objet d'une couverture sont :

- la protection des biens et la couverture des pertes d'exploitation consécutives à toute interruption accidentelle de l'activité ;
- la responsabilité civile, les risques de pollution ou de dommages envers les tiers et les salariés causés par une défectuosité des produits ou du processus industriel ;
- la protection physique des salariés ;
- ainsi qu'un certain nombre de polices annexes.

Dans le cadre de sa politique de couverture, le Groupe s'efforce d'optimiser ses coûts de gestion du risque entre la prise en compte directe et le transfert au marché. Toutes les polices sont négociées à l'intérieur d'un accord-cadre afin d'assurer une parfaite adéquation entre la probabilité de survenance du risque et les dommages qui en résulteraient pour chacune des filiales du Groupe. Dans ce cadre, qui évolue en fonction des politiques de prévention, de la sinistralité, et de l'environnement de marché, le Groupe est couvert pour une limite générale de 150 millions d'euros pour la partie dommages directs et pertes d'exploitation et de 150 millions d'euros pour la partie responsabilité civile et produits.

### Prévention des risques industriels

Le Groupe a poursuivi sa politique d'identification, de prévention et de maîtrise des risques inhérents à la protection des actifs, dans le but de limiter les dommages aux biens et les pertes d'exploitation qui en découlent.

En 2012, le Groupe a poursuivi le programme de protection du patrimoine (*Property Preservation Program*) par une série d'actions de motivation visant à responsabiliser chacun sur les risques encourus par le Groupe et ainsi contribuer à un meilleur entretien des sites et des équipements. Des objectifs, liés à la réalisation des indicateurs de performance déterminés sur les activités du programme, ont été définis pour les responsables. Tous les établissements industriels du Groupe, assistés par des auditeurs indépendants, ont participé activement à ce programme. L'objectif est d'établir une classification des risques et de mettre en œuvre une politique adaptée de prévention et de protection permettant la réduction des sinistres.

Le programme est devenu un processus stable à l'intérieur du Groupe et ses actions se poursuivront en 2013.

Voir également la section 9 « Informations sur le développement durable ».

### Risques politiques

Ciments Français dispose de polices d'assurances visant à limiter les conséquences financières d'éventuelles mesures ne permettant plus une exploitation normale de certaines de ses filiales dans les pays émergents.

Message du Directeur Général	Chiffres clés	6
<b>Présentation du Groupe</b>	Historique	10
Commentaires sur l'exercice	Structure générale du Groupe	12
Comptes consolidés	Métiers et marchés du Groupe	14
Comptes annuels de Ciments Français SA	Recherche	22
Gouvernement d'entreprise	Systèmes d'information	23
Informations sur la société et le capital	Ressources humaines	24
Assemblée générale	<b>Gestion des risques</b>	<b>25</b>
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

## Risques de marché, de crédit et de liquidité

Le Groupe limite ses interventions à la gestion des positions découlant de son activité industrielle et commerciale, excluant toute opération spéculative. Cette gestion est assurée de manière centralisée par les équipes de la direction finance du Groupe sur des marchés organisés ou de gré à gré sur la base d'orientations approuvées par le conseil d'administration.

Les principaux risques de marché, de crédit et de liquidité auxquels le Groupe est exposé et les politiques de gestion mises en place pour réduire ces risques sont détaillés en note 19 des notes explicatives aux comptes consolidés. Les informations chiffrées relatives à l'exposition du Groupe à ces risques ainsi que celles relatives aux instruments financiers utilisés pour réduire ces risques font également l'objet d'une présentation détaillée en note 19.

### Risque de taux d'intérêt

La gestion du risque de taux d'intérêt vise à minimiser le coût de l'endettement net du Groupe et à réduire l'exposition à ce type de risque. Deux natures de risques sont couvertes :

- Le risque de variation de la valeur de marché des actifs et passifs financiers à taux fixe. Le Groupe est exposé à un risque de coût d'opportunité en cas de baisse des taux dans le cas d'un endettement à taux fixe. Une variation des taux aura une incidence sur la valeur de marché des actifs et passifs à taux fixe et affectera le résultat consolidé en cas de liquidation ou de remboursement anticipé de ces instruments ;
- Le risque de variation des flux futurs des actifs et passifs financiers à taux variable. Une variation de taux aura peu d'incidence sur la valeur de marché des actifs et passifs financiers à taux variable, mais affectera l'évolution des frais financiers et en conséquence, les résultats futurs de l'entreprise.

Le Groupe, dans le cadre de sa politique générale, de ses objectifs de performance et de réduction du risque, arbitre entre ces deux risques, en privilégiant la couverture des flux futurs sur les court et moyen termes et la couverture du risque de variation sur la valeur de marché sur le long terme, dans le cadre de limites définies.

La couverture du risque de taux est principalement réalisée par la négociation de contrats d'échange de taux d'intérêts (swaps), de FRA (accords de taux futurs) et d'options de taux d'intérêt négociés sur un marché de gré à gré avec des banques de premier rang. Toute exposition en dérivés ne peut excéder l'exposition sous-jacente.

Une analyse de la sensibilité au risque de taux est donnée en note 19.5 des notes explicatives aux comptes consolidés.

### Risque de change

Les sociétés du Groupe sont exposées au risque de change sur leurs flux d'exploitation et sur leurs encours de financement libellés en devises autres que leur monnaie locale.

Les sociétés du Groupe opèrent principalement sur leur marché local. En conséquence, la facturation et les coûts d'exploitation sont libellés dans la même monnaie et l'exposition au risque de change sur les flux d'exploitation est peu significative à l'exception des achats de combustibles, de pièces de rechange et des investissements liés à la construction de nouvelles usines.

La politique du Groupe prévoit que les filiales empruntent et placent dans leur devise locale, sauf dans le cas de couverture de flux en devises étrangères. Cependant, le Groupe peut adapter cette règle générale dans des cas particuliers pour tenir compte de la situation spécifique d'un pays (forte inflation, taux d'intérêt élevés, convertibilité, liquidité...).

Dans le cadre de son activité de financement des filiales, Ciments Français peut en outre s'engager dans des contrats de financement dans une devise qui ne correspond pas à celle du prêt à sa filiale.

---

La politique du Groupe consiste à couvrir ces expositions lorsque les conditions de marché le permettent. L'exposition nette de chaque entité est déterminée sur la base des flux nets d'exploitation prévisionnels à l'horizon d'un à deux ans et des encours de financement ou placement engagés en devises autres que sa monnaie locale.

Pour couvrir son exposition au risque de change, le Groupe utilise principalement des contrats de change à terme, des swaps de devises ou des couvertures à composantes optionnelles conclues avec des banques de premier rang.

Une analyse de la sensibilité au risque de change est donnée en section 3, note 19.5.

### **Risque sur marchés actions**

Le Groupe est peu exposé au risque sur marchés actions. Les titres disponibles à la vente, à l'exception des titres West China Cement, ne sont pas cotés et les actions propres de Ciments Français sont évaluées au coût d'acquisition en déduction des capitaux propres.

### **Risque sur les matières premières et produits énergétiques**

Les matières premières nécessaires à la production de ciment et de granulats sont extraites de carrières. Le Groupe dispose de réserves suffisantes pour couvrir ses besoins d'approvisionnement à moyen et long terme.

Le Groupe est exposé au risque de volatilité des prix de certains de ses approvisionnements énergétiques, notamment du charbon, du coke de pétrole, du gaz et de l'électricité. Le Groupe s'efforce de limiter ce risque en développant, lorsque cela est possible, l'utilisation de combustibles de substitution et en améliorant l'efficacité thermique de ses usines.

### **Risque de variation des cours des quotas d'émission de CO<sub>2</sub>**

Les sociétés européennes du Groupe sont exposées aux fluctuations du marché des droits d'émission CO<sub>2</sub> sur le différentiel entre émissions réelles et quotas alloués. La politique du Groupe, conformément aux principes de développement durable, est de réduire les émissions spécifiques de CO<sub>2</sub> par l'optimisation des processus industriels et la promotion de l'utilisation de combustibles non fossiles. Sur la période 2009-2013, le Groupe a couvert une partie de son exposition par des contrats de vente de droits d'émission de CO<sub>2</sub> (fermes ou à composantes optionnelles) et d'achat de crédits de réduction des émissions (CER), avec l'objectif de diversifier et d'optimiser le portefeuille de droits d'émission de CO<sub>2</sub>.

### **Risques de crédit, de contrepartie et de liquidité**

Le Groupe est exposé à un risque de crédit en cas de défaillance d'un client ou d'une contrepartie.

Les clients qui souhaitent bénéficier de délais de paiement sont soumis à des procédures de vérification préalable. Par ailleurs, la gestion des encours clients fait l'objet d'un suivi régulier conformément aux procédures du Groupe. La concentration du risque de crédit relatif aux créances clients est limitée dans la mesure où la base de la clientèle du Groupe est large et sans dépendance.

Les instruments de change et de taux sont exclusivement mis en place avec des contreparties présentant un « rating » élevé. Les contreparties sont choisies en fonction de différents critères : notation attribuée par les agences spécialisées, actifs, capitaux propres, nature et échéances des transactions en respectant des règles de diversification des risques par contrepartie, sans concentration. Ce sont généralement des banques internationales de premier plan. Aucun instrument financier n'est contracté avec des contreparties situées dans une zone géographique à risque politique ou financier (toutes les contreparties sont établies en Europe occidentale ou aux États-Unis d'Amérique).

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont essentiellement constitués de placements court terme très liquides à risque négligeable de variation de valeur (dépôts à terme, certificats de dépôt, OPCVM monétaires).

Message du Directeur Général	Chiffres clés	6
<b>Présentation du Groupe</b>	Historique	10
Commentaires sur l'exercice	Structure générale du Groupe	12
Comptes consolidés	Métiers et marchés du Groupe	14
Comptes annuels de Ciments Français SA	Recherche	22
Gouvernement d'entreprise	Systèmes d'information	23
Informations sur la société et le capital	Ressources humaines	24
Assemblée générale	<b>Gestion des risques</b>	<b>25</b>
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

La politique financière centralisée est qu'à tout moment, les lignes de crédit confirmées disponibles doivent être suffisantes pour couvrir les échéances de la dette sur un horizon de deux ans.

Outre les clauses usuelles, certains contrats de financement accordés aux sociétés du Groupe comprennent des clauses particulières (covenants) prévoyant le respect de certains ratios financiers déterminés principalement à la date de clôture de l'exercice. Le non-respect des limites contractuelles (covenants) est un cas d'exigibilité anticipé ou d'annulation, lorsqu'il s'agit de lignes de crédit bilatéral ou syndiqué non tirées. Toutefois, les contrats incluent un délai avant la mise en œuvre des clauses d'exigibilité. Par ailleurs, les contrats d'emprunt ne contiennent pas de clause de remboursement accéléré en cas de baisse des notations (*rating triggers*), ni d'augmentation de taux d'intérêt, à l'exception de l'emprunt contracté auprès d'Italcementi Finance (voir section 3, note 19.2 e).

Au 31 décembre 2012, Ciments Français respecte l'ensemble de ses engagements contractuels et les ratios financiers des covenants sont très en deçà des limites contractuelles. Le Groupe prévoit de respecter les covenants sur les douze prochains mois et procéderait à la communication appropriée en cas de dégradation par rapport aux ratios financiers de référence.

### Risque de rating

La capacité du Groupe de se positionner de manière compétitive sur le marché du crédit dépend de différents facteurs parmi lesquels figurent les notations de crédit attribuées par les agences de rating reconnues. Les notations de crédit peuvent varier en fonction de l'évolution des résultats, de la situation financière, de la structure du crédit et du profil de liquidité. Une dégradation des notations de crédit peut influencer sur la capacité du Groupe à obtenir des financements, induisant en conséquence des répercussions négatives.

### Risques juridiques

La direction juridique suit l'ensemble des litiges du Groupe en y apportant support et contrôle, si nécessaire avec le concours des conseils du Groupe. Dans le cadre normal des activités du Groupe et de ses filiales, des litiges peuvent naître avec des tiers et des procédures peuvent être engagées. Des provisions (cf. note 21.1 des notes explicatives aux comptes consolidés) sont déterminées en fonction de l'appréciation des risques attachés à chaque dossier, lorsqu'une estimation du coût est possible. Les litiges et procédures en cours ne faisant pas l'objet de provision sont décrits en note 21.2.

À la connaissance de la société, il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire, arbitrale ou de fait exceptionnel susceptible d'avoir, ou d'avoir eu au cours des 12 derniers mois, une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine de la société et du Groupe.

### Risques de conformité

Le Groupe est soumis à des réglementations particulières concernant la qualité des produits qu'il commercialise. Un suivi spécifique est mis en place de façon à garantir le respect des normes et standards locaux de chaque pays.

De même, le programme risque et conformité (*Risk and Compliance*) a permis de développer, dans tous les pays où le Groupe est présent, des actions ciblées de formation et de diffusion de procédures et recommandations qui visent à garantir l'application par les collaborateurs et employés des législations fiscales, sociales, administratives et environnementales auxquelles le Groupe est soumis. Ce programme est actualisé chaque année en fonction de l'évolution réglementaire.







---

## 2

## Commentaires sur l'exercice

2.1	Événements significatifs de l'exercice 2012 . . . . .	32
2.2	Analyse de l'activité et des résultats consolidés . . . . .	32
2.3	Investissements et financement . . . . .	38
2.4	Commentaires par pays . . . . .	40
2.5	Litiges et procédures en cours . . . . .	46
2.6	Événements postérieurs à la clôture . . . . .	46
2.7	Perspectives . . . . .	46

## 2.1 Événements significatifs de l'exercice 2012

- En mars, le programme de réaménagement de la cimenterie de Devnya Cement a démarré. La nouvelle installation, dotée des meilleures technologies disponibles, entrera en fonction en 2015. Plus performante, elle permettra de réaliser des économies significatives tout en limitant l'empreinte environnementale.
- Le 28 mai, l'agence de notation Standard and Poor's a dégradé la note à long terme de Ciments Français de BBB- à BB+ avec perspective stable.
- Le 31 mai, Ciments Français a finalisé la vente de sa participation de 51 % dans le capital d'Afyon Cimento (Turquie) à Cimsa Cimento Sanayi ve Ticaret A.S., après avoir obtenu l'accord de l'Autorité turque de la concurrence. Les actions ont été transférées pour un montant total de 57,5 millions de livres turques, soit l'équivalent d'environ 25 millions d'euros.
- Le 26 juin, Ciments Français a finalisé la transaction annoncée en mai entre le Groupe et West China Cement (WCC). Sur la base de l'accord conclu, l'intégralité du capital de Fuping Cement (Chine, province du Shaanxi), incluant la participation de 35 % de Fuping Cement dans le capital de Shifeng Cement, a été apportée à West China Cement en échange d'une participation de 6,25 % dans WCC.

## 2.2 Analyse de l'activité et des résultats consolidés

Les données 2011 ont été retraitées de l'abandon des activités en Turquie (Afyon) et en Chine (Fuping Cement) conformément à IFRS 5.

### Principes comptables appliqués

Les états financiers consolidés de Ciments Français SA sont préparés conformément au référentiel comptable IFRS (*International Financial Reporting Standards*).

Les comptes consolidés 2012 ont été préparés conformément aux normes et interprétations adoptées par la Commission européenne au 31 décembre 2012. Ils ne prennent pas en compte les normes et interprétations publiées par l'IASB au 31 décembre 2012 mais non encore adoptées par l'Union européenne à cette date.

Les changements intervenus dans les principes et normes de référence par rapport à 2011 sont détaillés dans les notes explicatives aux comptes consolidés (note 1 de la section 3.7).

Les principales variations de périmètre de l'exercice 2012 sont décrites dans les notes explicatives aux comptes consolidés (note 3).

### Résultats

En 2012, le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 3 727,4 millions d'euros, soit une diminution de 2,5 % par rapport à 2011 essentiellement due à un effet volumes négatif.

Le résultat brut d'exploitation courant à 653,2 millions d'euros baisse de 7,5 % tandis que le résultat brut d'exploitation à 657,9 millions d'euros recule de 9,3 %.

Le résultat des activités poursuivies s'établit à -93,1 millions d'euros, en très forte baisse.

Le résultat net est une perte de 85,1 millions d'euros.

L'endettement net au 31 décembre 2012 s'élève à 846,2 millions d'euros, en baisse de 175,2 millions d'euros par rapport à fin 2011.

Message du Directeur Général	Événements significatifs de l'exercice 2012	32
Présentation du Groupe	Analyse de l'activité et des résultats consolidés	32
<b>Commentaires sur l'exercice</b>	Investissements et financement	38
Comptes consolidés	Commentaires par pays	40
Comptes annuels de Ciments Français SA	Litiges et procédures en cours	46
Gouvernement d'entreprise	Événements postérieurs à la clôture et perspectives	46
Informations sur la société et le capital	Perspectives	46
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

## Économie et évolution du secteur de la construction en 2012

Les signes de détérioration du cycle économique mondial observés au cours du second semestre 2011 se sont accentués au cours de l'année 2012 se traduisant en récession ouverte dans la zone euro. À l'exception notable des États-Unis, le ralentissement a été généralisé et a même touché les économies les plus dynamiques de l'Asie de l'Est (Chine et Inde) qui ont enregistré leurs moins bons résultats des dix dernières années. Le taux de croissance de l'économie mondiale, estimé à un peu plus de 3 %, est retombé en 2012 en-dessous de la moyenne à long terme, alors que celui des économies avancées a à peine dépassé 1 %.

La nouvelle détérioration du contexte international est due à la crise qui a touché les pays périphériques de la zone euro et aux fortes turbulences sur les marchés financiers. Les tensions se sont atténuées en fin d'année 2012, en raison des orientations plus favorables adoptées par les autorités monétaires des principaux pays.

Les marchés monétaires ont affiché une dynamique largement influencée par l'instabilité financière ; en particulier, le dollar, qui s'était apprécié de près de 20 % face à l'euro entre août 2011 et août 2012, a depuis reperdu environ la moitié de ce qu'il avait gagné.

Le chômage élevé et la faible utilisation des capacités de production ont contribué à modérer l'inflation dans les zones industrialisées. Les prix des matières premières ont également diminué à cause de la baisse de la consommation des pays émergents traditionnellement les plus gros consommateurs. Les prix du pétrole sont toutefois restés élevés en raison des tensions géopolitiques persistantes au Moyen-Orient et des problèmes conjoncturels de l'offre dans certains pays producteurs.

En Europe, le cycle de la construction, depuis longtemps en recul, a souffert de la détérioration brutale du cadre macro-économique qui a accentué la tendance à la baisse. La chute d'activité dans tous les secteurs du bâtiment est imputable à différents facteurs : baisse des revenus, hausse du chômage, difficultés d'accès au crédit, réduction des budgets publics et construction excessive au cours des années précédentes. Contrairement à 2011, les volumes de vente ont diminué dans la zone France-Belgique en raison du soutien limité du secteur public.

Les indices concernant l'Amérique du Nord sont beaucoup plus positifs, en particulier aux États-Unis, où la reprise du secteur résidentiel s'est confirmée. Alors que les investissements privés ont repris, ceux portant sur les infrastructures ont diminué suite aux restrictions budgétaires nationales et fédérales.

Le niveau de l'investissement dans la construction est resté plutôt favorable dans les pays émergents où le Groupe est présent, même si les différences se sont accentuées entre l'Asie et la zone Afrique du Nord / Moyen-Orient. En Asie, l'activité dans le secteur de la construction s'est améliorée grâce au dynamisme économique et à la politique incitative des gouvernements. Par contre, l'incertitude politique subsiste en Égypte et le Maroc est confronté à un ralentissement (apparemment temporaire) des chantiers de construction.

## Chiffres clés consolidés

(en millions d'euros)	2012	2011	Variation % 2012 / 2011
Chiffre d'affaires	3 727,4	3 823,1	-2,5
Résultat brut d'exploitation courant	653,2	706,2	-7,5
Résultat brut d'exploitation	657,9	725,1	-9,3
Résultat d'exploitation	36,3	319,2	-88,6
Résultat net de l'ensemble consolidé	(85,1)	274,2	
Résultat net des activités poursuivies	(93,1)	179,4	
Dont part attribuable aux :			
propriétaires de la société mère	(150,9)	119,1	
participations ne donnant pas le contrôle	57,8	60,3	

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2012	Au 31 décembre 2011
Capitaux propres	3 849,7	4 257,7
Dont part attribuable aux :		
propriétaires de la société mère du Groupe	3 062,9	3 422,0
participations ne donnant pas le contrôle	786,9	835,7
Endettement net	846,2	1 021,4
Flux d'investissements	(265,5)	(296,7)
Effectifs (nombre)	14 776	15 103

## Évolution des résultats trimestriels

### 2012

(en millions d'euros)	1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>e</sup> trimestre	TOTAL
Chiffre d'affaires	883,9	1 028,4	913,1	901,9	<b>3 727,4</b>
Résultat brut d'exploitation courant	129,6	190,1	168,8	164,7	<b>653,2</b>
Résultat brut d'exploitation	129,8	189,3	169,4	169,4	<b>657,9</b>
Résultat d'exploitation	43,8	101,5	81,9	(190,9)	<b>36,3</b>
Résultat net de l'ensemble consolidé	0,8	74,4	55,9	(216,3)	<b>(85,1)</b>
Résultat des activités poursuivies	5,7	61,1	56,0	(215,9)	<b>(93,1)</b>
Dont part attribuable aux :					
propriétaires de la société mère	(12,4)	47,0	43,9	(229,5)	<b>(150,9)</b>
participations ne donnant pas le contrôle	18,1	14,1	12,1	13,5	<b>57,8</b>
Endettement financier net - fin de trimestre	1 057,6	1 128,8	1 063,3	846,2	

### 2011

(en millions d'euros)	1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>e</sup> trimestre	TOTAL
Chiffre d'affaires	958,5	1 050,2	926,3	888,1	<b>3 823,1</b>
Résultat brut d'exploitation courant	147,7	238,2	178,4	141,8	<b>706,2</b>
Résultat brut d'exploitation	147,1	237,9	178,2	161,9	<b>725,1</b>
Résultat d'exploitation	59,5	148,2	92,9	18,5	<b>319,2</b>
Résultat net de l'ensemble consolidé	142,1	90,1	49,6	(7,5)	<b>274,2</b>
Résultat des activités poursuivies	36,0	90,6	55,0	(2,1)	<b>179,4</b>
Dont part attribuable aux :					
propriétaires de la société mère	9,3	77,6	43,2	(11,0)	<b>119,1</b>
participations ne donnant pas le contrôle	26,7	12,9	11,8	8,9	<b>60,3</b>
Endettement financier net - fin de trimestre	1 138,4	1 193,4	1 173,0	1 021,4	

Message du Directeur Général	Événements significatifs de l'exercice 2012	32
Présentation du Groupe	<b>Analyse de l'activité et des résultats consolidés</b>	<b>32</b>
<b>Commentaires sur l'exercice</b>	Investissements et financement	38
Comptes consolidés	Commentaires par pays	40
Comptes annuels de Ciments Français SA	Litiges et procédures en cours	46
Gouvernement d'entreprise	Événements postérieurs à la clôture et perspectives	46
Informations sur la société et le capital	Perspectives	46
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

## Chiffres clés par zone géographique

(en millions d'euros)

	Chiffre d'affaires		RBE courant		Résultat brut d'exploitation		Résultat d'exploitation	
	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011
Europe de l'Ouest	1 623,9	1 765,4	257,6	319,7	255,7	329,9	(52,0)	174,9
Amérique du Nord	439,5	405,1	44,5	16,3	51,3	23,0	(16,3)	(45,4)
Europe émergente, Afrique du Nord & Moyen-Orient	1 004,9	1 006,9	286,7	318,0	287,3	319,2	95,7	197,1
Asie	520,9	456,3	85,4	83,9	84,5	84,9	34,8	44,8
Négoce ciment / clinker	213,0	183,4	9,0	9,8	9,0	9,8	5,8	6,6
Autres <sup>(1)</sup>	222,5	305,2	(29,9)	(41,6)	(29,9)	(41,6)	(31,7)	(58,8)
Éliminations	(297,4)	(299,4)	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>3 727,4</b>	<b>3 823,1</b>	<b>653,2</b>	<b>706,2</b>	<b>657,9</b>	<b>725,1</b>	<b>36,3</b>	<b>319,2</b>

(1) Siège, holdings et négoce de combustibles.

## Volumes vendus par zone géographique et par activité

Les chiffres exprimés sont relatifs aux volumes vendus par les sociétés consolidées par intégration globale et par les sociétés consolidées par la méthode proportionnelle à concurrence de la quote-part du Groupe.

	Ciment et clinker <i>en millions de tonnes</i>				Granulats <i>en millions de tonnes</i>				Béton prêt à l'emploi <i>en millions de mètres cubes</i>			
	2012	2011	2012 / 2011 %		2012	2011	2012 / 2011 %		2012	2011	2012 / 2011 %	
			(1)	(2)			(1)	(2)			(1)	(2)
Europe de l'Ouest	9,3	10,2	-8,8	-8,8	27,7	31,5	-12,0	-12,0	5,3	6,1	-12,4	-10,7
Amérique du Nord	4,2	4,2	+0,3	+0,3	1,5	1,4	+11,5	+11,5	0,8	0,8	+3,4	+3,4
Europe émergente, Afrique du Nord & Moyen-Orient	14,9	15,6	-4,5	-4,5	1,8	1,7	+6,6	+6,6	2,3	2,2	+1,4	+1,4
Asie	10,1	9,3	+8,8	+8,8	0,2	0,2	-38,0	-38,0	0,8	0,7	+10,0	+10,0
Négoce	3,6	2,7	+30,6	+30,6	-	-	-	-	ns	ns	ns	ns
Éliminations	(2,8)	(1,6)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>39,3</b>	<b>40,4</b>	<b>-2,7</b>	<b>-2,7</b>	<b>31,2</b>	<b>34,8</b>	<b>-10,4</b>	<b>-10,4</b>	<b>9,2</b>	<b>9,8</b>	<b>-6,5</b>	<b>-5,2</b>

(1) À périmètre comparable au périmètre 2012.

(2) À périmètre historique.

En 2012, les conséquences de la crise économique ont fortement pesé sur la demande en matériaux de construction, en particulier dans les pays industrialisés. Par contre, les ventes sont en progression dans la plupart des pays émergents, surtout en Asie. Au cours du quatrième trimestre, la tendance s'est fortement améliorée dans le secteur du ciment et clinker grâce à la stabilisation des ventes, après les baisses enregistrées au cours des trois premiers trimestres.

## Ciment et clinker

Dans le secteur du ciment et clinker, les résultats sont globalement en baisse en Europe de l'Ouest essentiellement à cause de la contraction des volumes en Espagne et en France/Belgique. En Amérique du Nord, l'amélioration marginale constatée au cours du quatrième trimestre a permis de confirmer la stabilité des résultats sur l'ensemble de l'exercice par rapport à 2011. Dans la zone Europe émergente, Afrique du Nord & Moyen-Orient, la baisse constatée, due notamment à l'Égypte et au ralentissement du marché au Maroc, a été partiellement compensée par la progression en Bulgarie. Les volumes vendus ont progressé en Asie, grâce à la Thaïlande et l'Inde, et l'amélioration est encore plus sensible dans le négoce.

## Granulats

Dans les granulats, la diminution a essentiellement concerné l'Europe de l'Ouest, qui a surtout souffert de la forte baisse enregistrée en Espagne. En Amérique du Nord et au Maroc, les volumes vendus sont en hausse.

## Béton prêt à l'emploi

La baisse dans le secteur du béton prêt à l'emploi reflète la situation globalement négative de l'Europe de l'Ouest. Dans les autres marchés, les volumes vendus ont été plus limités même si des améliorations ont été enregistrées en Amérique du Nord, en Europe émergente, Afrique du Nord & Moyen-Orient (grâce à l'Égypte et au Koweït) et en Asie.

## Contribution au chiffre d'affaires consolidé

### Par activité

(en millions d'euros)	2012		2011		Variation 2012/2011	
	Montant	%	Montant	%	%	*
Ciment et clinker	2 509,8	67,3	2 535,6	66,3	-1,0	-3,4
Matériaux de construction	1 033,2	27,7	1 066,0	27,9	-3,1	-4,4
Autres	184,4	4,9	221,4	5,8	-16,7	-10,0
<b>TOTAL</b>	<b>3 727,4</b>	<b>100,0</b>	<b>3 823,1</b>	<b>100,0</b>	<b>-2,5</b>	<b>-4,0</b>

\* À périmètre et taux de change comparables.

### Par zone géographique

(en millions d'euros)	2012		2011		Variation 2012/2011	
	Montant	%	Montant	%	%	(1)
Europe de l'Ouest	1 594,6	42,8	1 739,2	45,5	-8,3	-8,1
Amérique du Nord	439,1	11,8	404,7	10,6	+8,5	+4,3
Europe émergente, Afrique du Nord & Moyen-Orient	946,9	25,4	986,4	25,8	-4,0	-7,8
Asie	520,3	14,0	454,9	11,9	+14,4	+14,0
Négoce ciment/clinker	176,4	4,7	163,6	4,3	+7,8	+5,5
Autres (2)	50,2	1,3	74,3	1,9	-32,5	-33,8
<b>TOTAL</b>	<b>3 727,4</b>	<b>100,0</b>	<b>3 823,1</b>	<b>100,0</b>	<b>-2,5</b>	<b>-4,0</b>

(1) À périmètre et taux de change comparables.

(2) Négoce combustible, siège et holding.

Message du Directeur Général	Événements significatifs de l'exercice 2012	32
Présentation du Groupe	<b>Analyse de l'activité et des résultats consolidés</b>	<b>32</b>
<b>Commentaires sur l'exercice</b>	Investissements et financement	38
Comptes consolidés	Commentaires par pays	40
Comptes annuels de Ciments Français SA	Litiges et procédures en cours	46
Gouvernement d'entreprise	Événements postérieurs à la clôture et perspectives	46
Informations sur la société et le capital	Perspectives	46
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

Le chiffre d'affaires pour l'année 2012 s'établit à 3 727,4 millions d'euros, soit une baisse de 2,5 % par rapport à 2011.

Au cours de l'exercice, le Groupe a cédé des quotas d'émission de gaz à effet de serre excédentaires pour un montant total de 22,4 millions d'euros (contre 34,1 millions d'euros en 2011).

## Résultats opérationnels

Le résultat brut d'exploitation courant à 653,2 millions d'euros est en retrait de 7,5 % par rapport à 2011.

Après des produits nets non courants de 4,7 millions d'euros (contre 18,9 millions d'euros en 2011), le résultat brut d'exploitation à 657,9 millions d'euros est en baisse de 9,3 % par rapport à 2011. Le résultat d'exploitation s'établit à 36,3 millions d'euros en forte baisse par rapport à 2011 après prise en compte d'amortissements pour 350,7 millions d'euros (352,5 millions d'euros en 2011) et de dépréciations d'actifs pour 270,9 millions d'euros (53,4 millions d'euros en 2011).

## Résultat financier

Les frais financiers liés à l'endettement net sont en hausse de 4,8 millions d'euros à 54,2 millions d'euros (contre 49,3 millions d'euros en 2011) en raison notamment d'une augmentation des taux, malgré la diminution de l'endettement moyen.

Les charges financières nettes s'élèvent à 38,1 millions d'euros contre 48,2 millions d'euros en 2011.

## Résultat net

Le résultat des entreprises associées s'élève à 11,3 millions d'euros contre 20,1 millions d'euros au 31 décembre 2011 (cf. note 8 des notes explicatives aux comptes consolidés).

Après une charge d'impôt de 102,6 millions d'euros (111,6 millions d'euros en 2011), le résultat net des activités poursuivies est de -93,1 millions d'euros (contre 179,4 millions d'euros en 2011).

Après prise en compte du résultat des activités abandonnées en Turquie et en Chine, soit un profit de 8,0 millions d'euros en 2012 (contre un profit de 106,9 millions d'euros en 2011), le résultat net de l'exercice s'établit à -85,1 millions d'euros (contre 274,2 millions d'euros en 2011).

La part attribuable aux propriétaires de la société mère est en baisse à -150,9 millions d'euros (contre 215,3 millions d'euros en 2011). La part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle s'élève à 57,8 millions d'euros (contre 60,3 millions d'euros en 2011).

## Autres éléments du résultat global

L'impact des autres éléments du résultat global, détaillés en note 3.4, est une perte de 125,7 millions d'euros (contre une perte de 61,8 millions d'euros en 2011), incluant une diminution de la réserve de conversion pour 94,5 millions d'euros en raison principalement de la dépréciation de la livre égyptienne, et une diminution de la réserve sur titres disponibles à la vente pour 23,8 millions d'euros.

## Capitaux propres

Après distribution des dividendes pour un montant de 106,7 millions d'euros (dont 53,2 millions d'euros d'acompte sur dividendes 2012 payé le 3 août 2012), les capitaux propres diminuent de 407,9 millions d'euros pour s'établir à 3 849,7 millions d'euros. Les capitaux propres - Part des propriétaires de la société mère baissent de 359,1 millions d'euros à 3 062,9 millions d'euros, tandis que la part des participations ne donnant pas le contrôle diminue de 48,8 millions d'euros à 786,9 millions d'euros.

Le résultat de l'année s'élève à -85,1 millions d'euros (dont -142,6 millions d'euros pour la part des propriétaires de la société mère).

Au cours de l'exercice, le taux de clôture de certaines monnaies s'est déprécié par rapport à l'euro se traduisant par une diminution des réserves de conversion de 94,5 millions d'euros (dont 62,4 millions d'euros pour la part des propriétaires de la société mère).

## Ratio d'endettement et couverture de la dette

Le ratio d'endettement (endettement net / capitaux propres) s'établit à 22,0 % (24,0 % au 31 décembre 2011) grâce à la baisse de la dette.

Le ratio de couverture de l'endettement net (endettement net / RBE courant 12 mois glissants) est de 1,3 par rapport à 1,5 au 31 décembre 2011.

## 2.3 Investissements et financement

### Investissements

(en millions d'euros)

	Investissements financiers		Investissements corporels		Investissements incorporels		TOTAL	
	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011
Europe de l'Ouest	0,1	-	107,2	94,6	0,6	0,6	107,9	95,2
Amérique du Nord	-	-	26,5	18,4	0,1	0,1	26,6	18,5
Europe émergente, Afrique du Nord & Moyen-Orient	0,1	-	69,0	82,3	0,2	0,3	69,4	82,6
Asie	-	-	51,5	58,1	-	-	51,5	58,1
Négoce et autres *	0,1	-	3,5	4,1	1,0	0,2	4,6	4,3
<b>Total investissements</b>	<b>0,3</b>	<b>-</b>	<b>257,6</b>	<b>257,4</b>	<b>1,9</b>	<b>1,3</b>	<b>259,8</b>	<b>258,7</b>
Variation fournisseurs d'immobilisations	0,1	-	5,7	38,1	-	-	5,8	38,1
<b>Total investissements</b>	<b>0,4</b>	<b>-</b>	<b>263,3</b>	<b>295,5</b>	<b>1,9</b>	<b>1,3</b>	<b>265,6</b>	<b>296,8</b>
Trésorerie des sociétés acquises	(0,1)	-	-	-	-	-	(0,1)	-
<b>Total flux d'investissements</b>	<b>0,3</b>	<b>-</b>	<b>263,3</b>	<b>295,5</b>	<b>1,9</b>	<b>1,3</b>	<b>265,5</b>	<b>296,8</b>

\* Dont siège et holding.

Les investissements 2012 s'élèvent à 265,5 millions d'euros contre 296,8 millions d'euros en 2011.

Les investissements industriels (corporels et incorporels) avant variation des fournisseurs d'immobilisations sont stables, à 259,6 millions d'euros (258,7 millions d'euros en 2011).

Les investissements corporels de l'exercice ont été réalisés essentiellement en France/Belgique (89,6 millions d'euros), en Égypte (31,2 millions d'euros) et en Inde (24,6 millions d'euros).

Le Groupe a réalisé des investissements destinés à améliorer le rendement, la protection de l'environnement et l'état de l'outil de production dans ses installations situées sur les marchés matures et émergents.



Message du Directeur Général	Événements significatifs de l'exercice 2012	32
Présentation du Groupe	<b>Analyse de l'activité et des résultats consolidés</b>	<b>32</b>
<b>Commentaires sur l'exercice</b>	<b>Investissements et financement</b>	<b>38</b>
Comptes consolidés	Commentaires par pays	40
Comptes annuels de Ciments Français SA	Litiges et procédures en cours	46
Gouvernement d'entreprise	Événements postérieurs à la clôture et perspectives	46
Informations sur la société et le capital	Perspectives	46
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

## Financement et endettement net

(en millions d'euros)	2012	2011
Flux avant impôt, frais financiers et variation du besoin en fonds de roulement	655,4	689,8
Frais financiers et impôts payés	(187,8)	(188,1)
Total flux générés par l'activité hors variation du besoin en fonds de roulement	467,6	501,7
Variation du besoin en fonds de roulement <sup>(1)</sup>	47,8	59,8
<b>Total flux générés par l'activité</b>	<b>515,3</b>	<b>561,5</b>
Investissements industriels (corporels et incorporels)	(259,6)	(258,7)
Variation des fournisseurs d'immobilisations	(5,7)	(38,1)
<b>Flux d'activité net des investissements industriels</b>	<b>250,1</b>	<b>264,7</b>
Acquisitions filiales et participations	(0,3)	-
Cessions d'immobilisations	59,6	90,4
Dividendes	(169,3)	(241,7)
Autres <sup>(2)</sup>	(9,1)	17,7
Flux nets des activités abandonnées	44,2	259,0
<b>(Augmentation) diminution de l'endettement net</b>	<b>175,2</b>	<b>390,1</b>
(1) Dont variation cessions de créances commerciales	57,4	10,9
(2) Dont variation actions propres	(13,1)	(35,9)

(en millions d'euros)	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Disponibilités et actifs financiers courants <sup>(1)</sup>	(575,3)	(594,3)
Dettes et passifs financiers courants <sup>(1)</sup>	180,2	311,4
Actifs financiers non courants <sup>(1)</sup>	(31,7)	(27,4)
Dettes et passifs financiers non courants	1 273,1	1 331,8
<b>Endettement net <sup>(2)</sup></b>	<b>846,2</b>	<b>1 021,4</b>

(1) Y compris instruments dérivés.

(2) La définition de l'endettement net est donnée en note 19.1 des notes explicatives aux comptes consolidés.

L'endettement net est en baisse de 175,2 millions d'euros, suite notamment aux cessions d'actifs en Turquie (Afyon et Goltas Cimento).

Les investissements corporels, incorporels et financiers nets des cessions se sont élevés à 208,2 millions d'euros (contre 209,0 millions d'euros en 2011).

## 2.4 Commentaires par pays

### Europe de l'Ouest

	France / Belgique	Espagne	Autre pays *	TOTAL Europe de l'Ouest
Cimenteries	10	3	1	14
Centre de broyage	1	-	-	1
Carrières	77	6	1	84
Centrales à béton	187	7	1	195

\* Grèce.

(en millions d'euros)	Chiffre d'affaires		Résultat brut d'exploitation courant		Résultat brut d'exploitation		Résultat d'exploitation		Investissements industriels (corporels)		Effectifs fin de période (nombre)	
	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011
France / Belgique	1 501,7	1 589,7	262,8	302,8	264,1	313,7	169,0	215,6	89,6	82,6	4 051	4 113
Espagne	111,3	155,4	(1,2)	18,5	(4,3)	17,6	(177,4)	(21,7)	8,1	7,6	515	597
Autre pays *	28,4	41,8	(4,0)	(1,6)	(4,0)	(1,4)	(43,5)	(19,0)	9,5	4,4	174	194
Éliminations	(17,4)	(21,5)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>1 623,9</b>	<b>1 765,4</b>	<b>257,6</b>	<b>319,7</b>	<b>255,7</b>	<b>329,9</b>	<b>(52,0)</b>	<b>174,9</b>	<b>107,2</b>	<b>94,6</b>	<b>4 740</b>	<b>4 904</b>

\* Grèce.

### France / Belgique

#### Ciment

En 2012, la consommation de ciment a baissé en France et en Belgique en raison de la stagnation de l'économie qui a également pesé sur le secteur de la construction. La baisse a été plus contenue au cours du deuxième semestre par rapport à celle plus marquée des six premiers mois qui avaient été pénalisés par des conditions météorologiques extrêmement défavorables.

En France, l'ensemble des volumes de ciment et clinker vendus par le Groupe (y compris les quantités marginales destinées à l'exportation) ont diminué de 7,0 % ; en Belgique (exportations vers le Luxembourg et les Pays-Bas comprises), les volumes de ciment vendus par le Groupe ont baissé de 10,2 % (-13,0 % avec les exportations de ciment et clinker).

Les résultats opérationnels du secteur ciment sont en baisse suite à la diminution du chiffre d'affaires, pénalisé par la contraction des volumes, compensée en partie seulement par la bonne maîtrise des coûts opérationnels et les actions de réduction des coûts fixes.

Un broyeur de combustibles solides a été mis en service à l'usine de Couvrot en France début octobre 2012.

#### Matériaux de construction

Les volumes de béton vendus par le Groupe sont en baisse de 6,5 % en France et en hausse de 3,6 % en Belgique.

Les résultats opérationnels sont en baisse ; le retrait des volumes a été compensé en partie seulement par l'amélioration des marges unitaires.

Message du Directeur Général	Événements significatifs de l'exercice 2012	32
Présentation du Groupe	Analyse de l'activité et des résultats consolidés	32
<b>Commentaires sur l'exercice</b>	Investissements et financement	38
Comptes consolidés	<b>Commentaires par pays</b>	<b>40</b>
Comptes annuels de Ciments Français SA	Litiges et procédures en cours	46
Gouvernement d'entreprise	Événements postérieurs à la clôture et perspectives	46
Informations sur la société et le capital	Perspectives	46
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

## Espagne

La baisse de la consommation de ciment s'est poursuivie en 2012. Elle a été plus marquée en Andalousie qu'au Pays basque principalement à cause de l'évolution défavorable du secteur de la construction résidentielle et du déficit public qui limite les investissements en infrastructures.

Dans ce contexte, les volumes de ciment vendus par le Groupe sur le marché national sont en baisse de 32,1 % par rapport à 2011 ; les exportations, soutenues par l'activité négoce du Groupe, ont permis de limiter à 17,4 % la baisse des volumes totaux de ciment et clinker vendus.

La crise du secteur de la construction a également pénalisé les volumes de béton et granulats vendus par le Groupe, en baisse de 58,5 % et 57,8 %, respectivement.

Dans un contexte de marché qui reste très difficile, le Groupe a renforcé les actions d'efficience et de rationalisation de l'outil industriel. Ces mesures se poursuivront en 2013.

Les résultats d'exploitation ont fortement baissé en raison de l'importante diminution des volumes vendus, compensée en partie seulement par les économies de coûts fixes réalisées et une dynamique des prix favorable dans le sud du pays. Le résultat d'exploitation a également été affecté par des dépréciations sur les écarts d'acquisition (156,2 millions d'euros) enregistrées en application d'IAS 36.

## Autre pays

En **Grèce**, dans un contexte économique encore très difficile, les ventes de ciment et clinker du Groupe sont restées stables (-0,5 %) par rapport à 2011 grâce aux exportations, en dépit d'une forte baisse sur le marché national.

Les secteurs du béton prêt à l'emploi et des granulats ont enregistré de fortes baisses de volumes, respectivement de 48,1 % et 36,4 %.

Les résultats opérationnels ont diminué, pénalisés par la forte contraction des volumes, dont l'effet a été en partie seulement compensé par la réduction drastique des coûts fixes. Le résultat d'exploitation a également souffert de dépréciations d'immobilisations corporelles (35,0 millions d'euros) suite aux tests réalisés conformément à IAS 36.

## Amérique du Nord

Cimenteries	6
Carrières	3
Centrales à béton	32

(en millions d'euros)	Chiffre d'affaires *		Résultat brut d'exploitation courant		Résultat brut d'exploitation		Résultat d'exploitation		Investissements industriels (corporels)		Effectifs ` fin de période (nombre)	
	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011
<b>TOTAL</b>	<b>439,5</b>	405,1	<b>44,5</b>	16,3	<b>51,3</b>	23,0	<b>(16,3)</b>	(45,4)	<b>26,5</b>	18,4	<b>1 413</b>	1 485

\* Avant éliminations intra-Groupe.

Aux États-Unis, la consommation de ciment sur les marchés d'activité du Groupe, bien qu'en légère baisse durant la seconde moitié de l'année, est restée globalement positive grâce à un bon premier semestre soutenu par des conditions météorologiques très favorables et la reprise de l'activité dans les secteurs résidentiel et commercial.

Dans ce contexte, les volumes de ciment vendus par le Groupe sont en légère progression (+0,3 %) avec une évolution positive du produit moyen par unité qui a bénéficié de la baisse des coûts de distribution et de logistique.

Les volumes de béton prêt à l'emploi vendus par le Groupe sont en hausse de 3,4 %. Les ventes de granulats affichent une hausse significative de 11,5 %, soutenues par les travaux de construction d'une centrale électrique située près de l'usine de Front Royal.

Le résultat brut d'exploitation courant est en progression par rapport à 2011 en raison de la hausse du chiffre d'affaires (effet volumes et prix) mais aussi de la maîtrise des coûts opérationnels et des actions de réduction des coûts fixes déjà mises en place en fin d'exercice précédent.

## Europe émergente, Afrique du Nord & Moyen-Orient

	Égypte	Maroc	Autres pays <sup>(1)</sup>	TOTAL Europe émergente, Afrique du Nord & Moyen-Orient
Cimenteries	5	3	2	10
Centre de broyage	-	1	-	1
Carrières	-	4	-	4
Centrales à béton	20	26	9	55
Terminaux	-	-	2	2

(1) Bulgarie et Koweït.

(en millions d'euros)

	Chiffre d'affaires		Résultat brut d'exploitation courant		Résultat brut d'exploitation		Résultat d'exploitation		Investissements industriels (corporels)		Effectifs fin de période (nombre)	
	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011
Égypte	563,9	551,8	126,9	129,6	127,1	129,6	(17,9)	63,2	31,2	39,1	4 573	4 622
Maroc	325,4	353,2	137,4	152,3	137,8	153,3	100,7	115,8	17,7	34,3	977	983
Autres pays <sup>(1)</sup>	115,6	102,2	22,4	36,1	22,5	36,3	12,9	18,1	20,1	8,9	707	731
Éliminations <sup>(2)</sup>	-	(0,2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>1 004,9</b>	<b>1 006,9</b>	<b>286,7</b>	<b>318,0</b>	<b>287,3</b>	<b>319,2</b>	<b>95,7</b>	<b>197,1</b>	<b>69,0</b>	<b>82,3</b>	<b>6 257</b>	<b>6 336</b>

(1) Bulgarie et Koweït.

(2) Éliminations intra-zone.

## Égypte

Malgré les signes de stabilisation apparus après les élections présidentielles du mois de juin, la situation générale du pays est restée fragile. La consommation de ciment, soutenue en particulier par le secteur résidentiel, a toutefois augmenté d'environ 5 % par rapport à 2011.

Message du Directeur Général	Événements significatifs de l'exercice 2012	32
Présentation du Groupe	Analyse de l'activité et des résultats consolidés	32
<b>Commentaires sur l'exercice</b>	Investissements et financement	38
Comptes consolidés	<b>Commentaires par pays</b>	<b>40</b>
Comptes annuels de Ciments Français SA	Litiges et procédures en cours	46
Gouvernement d'entreprise	Événements postérieurs à la clôture et perspectives	46
Informations sur la société et le capital	Perspectives	46
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

Les tensions concurrentielles croissantes liées à l'arrivée de nouvelles capacités de production, associées à une politique commerciale de soutien des prix de vente, qui ont permis une progression du produit moyen par unité sur le marché national, ont freiné les ventes de ciment du Groupe sur le marché national, en baisse de 15,4 %. Les bonnes performances au niveau des ventes de clinker et des exportations ont permis de limiter à 5,4 % la baisse globale des ventes de ciment et clinker.

La forte hausse enregistrée au quatrième trimestre a permis une progression de 6,4 % des ventes de béton prêt à l'emploi malgré la baisse des prix due aux tensions concurrentielles du marché.

Dans l'ensemble, les résultats opérationnels ont enregistré une baisse contenue par rapport à 2011, due essentiellement à un effet volume et un mix de ventes négatifs et à une augmentation des coûts de l'énergie (en particulier gaz).

Ces dynamiques ont été en partie compensées par les résultats des actions visant à améliorer la maîtrise des coûts variables et par l'appréciation de la monnaie locale par rapport à l'euro. Les pertes de valeur (77,5 millions d'euros) constatées sur l'exercice suite aux tests de dépréciation réalisés conformément à IAS 36 ont également pesé sur le résultat d'exploitation.

## Maroc

La consommation de ciment a baissé en 2012. Après un premier trimestre particulièrement positif, le deuxième trimestre a été marqué par un léger fléchissement de l'activité qui s'est accéléré aux troisième et quatrième trimestres, en grande partie à cause du ralentissement des investissements privés dans les logements sociaux et du secteur des travaux publics.

Dans un tel contexte de marché, les volumes de ciment vendus par le Groupe sur le marché national sont en baisse de 8,0 %. Les prix de vente moyens ont légèrement diminué, mais en remontant progressivement depuis novembre par rapport aux minimums enregistrés en octobre 2012.

Les volumes de béton prêt à l'emploi ont enregistré une baisse analogue, alors que les ventes de granulats ont augmenté de 7,1 %, soutenues en particulier, à partir du quatrième trimestre, par d'importants chantiers routiers et industriels à Jorf Lasfar.

Les résultats d'exploitation sont en baisse par rapport à 2011, à cause de la diminution du chiffre d'affaires pénalisé par la contraction des volumes et des prix. Cette baisse a été seulement partiellement compensée par la réduction du coût des combustibles et par le rendement global de la cimenterie d'Ait Baha.

## Autres pays

En **Bulgarie**, malgré une tendance à la baisse de la consommation de ciment, les volumes de ciment et clinker vendus par le Groupe ont augmenté globalement de 26,4 %, surtout grâce aux exportations en nette progression par rapport à 2011. Les résultats d'exploitation ont en revanche diminué, pénalisés par une baisse des prix de vente, une augmentation des coûts d'approvisionnement et de maintenance, et par la baisse des produits de cession des droits d'émission de CO<sub>2</sub>.

Au **Koweït**, dans un contexte favorable, les ventes de ciment du Groupe ont enregistré une forte hausse au quatrième trimestre, qui a permis de largement compenser la réduction constatée pour l'année en septembre 2012. Les ventes de béton prêt à l'emploi ont augmenté de 5,4 %. La baisse des résultats d'exploitation s'explique aussi par l'augmentation des coûts d'approvisionnement dans le secteur du ciment, qui n'ont pu être répercutés totalement sur les prix de vente, et par l'augmentation du coût des granulats dans le secteur du béton prêt à l'emploi.

## Asie

	Thaïlande	Inde	Autre pays *	TOTAL Asie
Cimenteries	2	2	1	5
Centres de broyage	1	1	-	2
Carrières	-	-	-	-
Centrales à béton	32	-	1	33

\* Kazakhstan.

(en millions d'euros)

	Chiffre d'affaires		Résultat brut d'exploitation courant		Résultat brut d'exploitation		Résultat d'exploitation		Investissements industriels (corporels)		Effectifs fin de période (nombre)	
	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011
Thaïlande	227,9	194,1	30,0	23,5	29,8	24,5	5,3	8,0	22,5	11,6	858	863
Inde	248,6	223,5	51,8	57,2	51,2	57,2	32,3	38,7	24,6	42,7	795	797
Autre pays *	44,4	38,7	3,5	3,1	3,5	3,1	(2,9)	(2,0)	4,5	3,7	289	298
<b>TOTAL</b>	<b>520,9</b>	456,3	<b>85,4</b>	83,9	<b>84,5</b>	84,9	<b>34,8</b>	44,8	<b>51,5</b>	58,1	<b>1 942</b>	1 958

\* Kazakhstan.

### Thaïlande

Malgré le contexte d'instabilité politique, l'économie du pays a progressé en 2012. Par rapport à 2011, le secteur de la construction a enregistré une hausse de 11,5 % de la consommation de ciment, soutenue par des investissements publics et privés. Dans un contexte de concurrence accrue, les prix de vente ont par contre diminué.

Les volumes de ciment vendus par le Groupe sur le marché national ont augmenté de 9,8 % et les ventes cumulées de ciment et clinker ont atteint 10,3 %. Les prix de vente moyens sur le marché national sont en baisse sur l'ensemble de l'année, en dépit d'une hausse au deuxième semestre.

Les ventes de béton prêt à l'emploi ont progressé de 5,5 % par rapport à 2011 grâce à une reprise importante au quatrième trimestre, après un premier semestre négatif.

Les résultats d'exploitation sont en hausse, essentiellement grâce à l'effet volumes néanmoins fortement atténué par l'augmentation du prix de l'électricité.

### Inde

La demande dans le sud du pays a été positive en 2012, malgré l'absence de données officielles (+9,0 %, chiffre officiel disponible à fin juin 2012) due à la décision des autorités de la concurrence de ne pas publier d'informations sur la consommation de ciment suite aux enquêtes lancées dans l'industrie cimentière au cours des dernières années.

Malgré un contexte de marché caractérisé par une augmentation continue des capacités de production installées (bien qu'à un rythme plus ralenti), les volumes de ciment vendus par le Groupe sur le marché national ont grimpé de 15,7 %, grâce aussi au développement de l'activité commerciale sur de nouveaux marchés. Les ventes cumulées de ciment et de clinker (exportations comprises) ont augmenté de 9,7 %.

Message du Directeur Général	Événements significatifs de l'exercice 2012	32
Présentation du Groupe	Analyse de l'activité et des résultats consolidés	32
<b>Commentaires sur l'exercice</b>	Investissements et financement	38
Comptes consolidés	<b>Commentaires par pays</b>	<b>40</b>
Comptes annuels de Ciments Français SA	Litiges et procédures en cours	46
Gouvernement d'entreprise	Événements postérieurs à la clôture et perspectives	46
Informations sur la société et le capital	Perspectives	46
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

Les prix de vente moyens, en baisse au cours du dernier trimestre 2012, ont progressé sur l'ensemble de l'exercice, après les fortes hausses de 2011.

Les résultats d'exploitation, pénalisés par un effet de change défavorable, ont enregistré une légère baisse, à cause de l'augmentation importante des coûts énergétiques (pénurie de charbon sur le marché national) mais compensée en grande partie par l'augmentation des volumes et des prix de vente.

### Autre pays

Au **Kazakhstan**, le secteur de la construction a encore enregistré une forte croissance en 2012, en partie grâce aux programmes nationaux d'investissement. Les volumes de ciment et clinker vendus par le Groupe ont diminué de 7,4 % par rapport à 2011, compte tenu de la présence de nouvelles capacités de production. L'augmentation des prix de vente, le contrôle strict des dépenses et la forte augmentation de l'activité béton prêt à l'emploi (+57,9 %) ont permis l'augmentation du résultat brut d'exploitation courant, malgré la baisse des volumes vendus dans le secteur du ciment et l'augmentation des coûts variables.

### Négoce ciment/clinker

Centre de broyage	1
Terminaux	3
Centrales à béton	2

(en millions d'euros)	Chiffre d'affaires *		Résultat brut d'exploitation courant		Résultat brut d'exploitation		Résultat d'exploitation		Investissements industriels (corporels)		Effectifs fin de période (nombre)	
	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011
<b>TOTAL</b>	<b>213,0</b>	183,4	<b>9,0</b>	9,8	<b>9,0</b>	9,8	<b>5,8</b>	6,6	<b>3,1</b>	3,4	<b>346</b>	340

\* Avant éliminations intra-Groupe.

En 2012, les volumes de ciment et clinker vendus intra-Groupe et à des tiers ont augmenté de 30,6 % par rapport à 2011.

L'augmentation significative des volumes est attribuée en large partie aux ventes d'Interbulk à des tiers, même si les ventes intra-Groupe sont également en hausse.

Les résultats d'exploitation ont enregistré une baisse, conséquence de l'évolution négative des prix de vente. Cependant, à la fin de l'année, la vente de béton prêt à l'emploi à TASIAT, société avec laquelle le Groupe a signé un accord pour l'installation de deux centrales à béton en Mauritanie, a permis d'améliorer les résultats.

---

## 2.5 Litiges et procédures en cours

Les litiges en cours faisant l'objet de provisions ainsi que les litiges éventuels sont indiqués en note 21 des notes explicatives aux comptes consolidés.

## 2.6 Événements postérieurs à la clôture

À la connaissance de la société, il n'existe aucun événement postérieur à la clôture susceptible d'avoir un impact significatif sur la situation économique, le patrimoine et la situation financière du Groupe au 31 décembre 2012.

## 2.7 Perspectives

Étant donné le contexte de l'économie dans les différentes régions où le Groupe est présent, les attentes de consommation en matériaux de construction en 2013 restent orientées à la baisse en Europe de l'ouest, en légère hausse aux États-Unis et soutenues dans la plupart des pays émergents.

Le Groupe s'attend en conséquence à un effet volume globalement négatif sur le résultat brut d'exploitation, plus marqué au premier semestre ; cet effet devrait être compensé par l'évolution positive des prix de vente dans la plupart des pays du Groupe et par l'effet des programmes d'efficacité de l'outil de production et du contrôle rigoureux des coûts fixes.

Le Groupe prévoit donc un résultat brut d'exploitation 2013 en ligne avec celui de 2012.







---

# 3

## Comptes consolidés

3.1	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés . . . . .	50
3.2	État de la situation financière consolidée . . . . .	52
3.3	Compte de résultat consolidé . . . . .	54
3.4	État du résultat global consolidé . . . . .	55
3.5	État des variations des capitaux propres consolidés . . . . .	56
3.6	État des flux de trésorerie consolidés . . . . .	57
3.7	Notes explicatives aux comptes consolidés . . . . .	58

---

## 3.1 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2012

### **KPMG Audit**

Département de KPMG S.A.  
1, cours Valmy  
92923 Paris-La Défense Cedex

### **ERNST & YOUNG Audit**

1/2, place des Saisons  
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Ciments Français SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### **1. Opinion sur les comptes consolidés**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

### **2. Justification des appréciations**

Les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers au 31 décembre 2012 ont été réalisées dans un contexte où les perspectives économiques sont difficiles à appréhender. Ces conditions sont décrites dans la note 1.2 de l'annexe aux comptes consolidés. C'est dans ce contexte que, conformément aux dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce, nous avons procédé à nos propres appréciations que nous portons à votre connaissance :

Message du Directeur Général	<b>Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés</b>	<b>50</b>
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	52
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	54
<b>Comptes consolidés</b>	État du résultat global consolidé	55
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	56
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	57
Informations sur la société et le capital	Notes explicatives aux comptes consolidés	58
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

## Estimations comptables

### *Actifs non courants*

Votre groupe procède systématiquement, à chaque clôture, à un test de dépréciation des écarts d'acquisition et des actifs à durée de vie indéfinie, et évalue également s'il existe un indice de perte de valeur des actifs non courants, selon les modalités décrites dans les notes 1-11 et 6 de l'annexe aux comptes consolidés. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ce test de dépréciation ainsi que les estimations et les hypothèses utilisées, et avons vérifié que les notes 1-11, 5, 6, et 8 donnent une information appropriée.

### *Engagements de retraite*

Les notes 1-17 et 20 de l'annexe aux comptes consolidés précisent les modalités d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et autres engagements assimilés. Ces engagements ont fait l'objet d'une évaluation par des actuaires. Nos travaux ont consisté à examiner les méthodes utilisées par le groupe pour estimer ces engagements, à apprécier les données utilisées et les hypothèses retenues et à vérifier que les notes 1-17 et 20 donnent une information appropriée.

### *Provisions*

Votre groupe constitue des provisions pour couvrir les risques et litiges, selon les modalités décrites dans les notes 1-19 et 21 de l'annexe aux comptes consolidés. Nous avons examiné les procédures en vigueur dans le groupe permettant le recensement et l'évaluation des risques. Nous avons procédé à l'appréciation des hypothèses retenues pour établir les provisions et nous avons vérifié que les notes 1-19, 20 et 21 donnent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## 3. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris-La Défense, le 15 mars 2013

Les commissaires aux comptes

KPMG Audit  
Département de KPMG S.A.

ERNST & YOUNG Audit



Patrick-Hubert Petit



Philippe Grandclerc



Pierre-Henri Pagnon

## 3.2 État de la situation financière

### Actif

(en millions d'euros)

	Notes	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Immobilisations corporelles	5	3 356,6	3 616,7
Immeubles de placement		10,4	10,6
Écarts d'acquisition	6	1 196,0	1 505,6
Immobilisations incorporelles	7	44,6	47,9
Participations dans les entreprises associées	8	202,0	211,0
Autres titres de participation	9	65,3	71,4
Impôts différés actif	22	10,2	17,4
Autres actifs non courants	10	73,1	72,3
<b>Total actifs non courants</b>		<b>4 958,2</b>	<b>5 552,8</b>
Stocks	11	556,7	600,7
Clients	12	379,1	441,0
Autres débiteurs courants	13	233,1	221,2
Créances d'impôt		18,5	22,5
Valeurs mobilières de placement et autres actifs financiers		17,6	12,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	36	539,1	577,5
<b>Total actifs courants</b>		<b>1 744,2</b>	<b>1 875,3</b>
<b>Total actif</b>		<b>6 702,4</b>	<b>7 428,0</b>

Message du Directeur Général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	50
Présentation du Groupe	<b>État de la situation financière consolidée</b>	<b>52</b>
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	54
<b>Comptes consolidés</b>	État du résultat global consolidé	55
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	56
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	57
Informations sur la société et le capital	Notes explicatives aux comptes consolidés	58
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

## Passif

(en millions d'euros)	Notes	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Capital	14	143,2	143,1
Primes		947,0	946,2
Réserves	15	32,1	125,7
Actions propres	16	(17,1)	(4,0)
Résultats accumulés		1 957,7	2 210,9
<b>Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère</b>		<b>3 062,9</b>	<b>3 422,0</b>
Participations ne donnant pas le contrôle	18	786,9	835,7
<b>Capitaux propres</b>		<b>3 849,7</b>	<b>4 257,7</b>
Dettes financières	19	1 270,3	1 327,8
Provisions pour avantages du personnel	20	122,0	123,4
Autres provisions	21	148,1	165,6
Impôts différés passif	22	197,5	212,3
Autres dettes et passifs non courants		10,1	14,1
<b>Total passifs non courants</b>		<b>1 748,1</b>	<b>1 843,2</b>
Dettes court terme et découverts bancaires	19	54,9	40,1
Dettes financières	19	122,6	249,7
Fournisseurs et autres créiteurs		476,4	498,2
Provisions	21	0,6	2,0
Dettes d'impôt		31,0	41,8
Autres passifs courants	23	419,2	495,4
<b>Total passifs courants</b>		<b>1 104,6</b>	<b>1 327,1</b>
<b>Total capitaux propres et passifs</b>		<b>6 702,4</b>	<b>7 428,0</b>

Voir les Notes explicatives qui font partie intégrante des comptes consolidés.

### 3.3 Compte de résultat

(en millions d'euros)	Notes	2012		2011		Variation 2012/2011
		Montants	%	Montants	%	%
<b>Chiffre d'affaires</b>	4	<b>3 727,4</b>	<b>100,0%</b>	<b>3 823,1</b>	<b>100,0 %</b>	<b>- 2,5%</b>
Autres produits de l'activité		16,5		12,0		
Production stockée		8,4		(0,6)		
Production immobilisée		12,8		10,9		
Achats et consommations	25	(1 511,4)		(1 529,7)		
Services extérieurs	26	(957,6)		(937,4)		
Charges de personnel	27	(619,2)		(625,8)		
Autres produits (charges) d'exploitation	28	(23,6)		(46,3)		
<b>Résultat brut d'exploitation courant</b>	4	<b>653,2</b>	<b>17,5 %</b>	<b>706,2</b>	<b>18,5 %</b>	<b>- 7,5 %</b>
Plus (moins) values de cession	29	9,2		23,6		
Coûts de restructuration non courants	29	(4,5)		(4,7)		
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	4	<b>657,9</b>	<b>17,7 %</b>	<b>725,1</b>	<b>19,0 %</b>	<b>- 9,3 %</b>
Amortissements	5	(350,7)		(352,5)		
Dépréciations d'actifs	5, 6 & 7	(270,9)		(53,4)		
<b>Résultat d'exploitation</b>	4	<b>36,3</b>	<b>1,0 %</b>	<b>319,2</b>	<b>8,4 %</b>	<b>- 88,6 %</b>
Produits financiers	30	45,9		60,9		
Charges financières	30	(85,3)		(99,8)		
Gains (pertes) de change et variations de juste valeur des instruments dérivés	30	1,5		(9,3)		
Dépréciations de titres de participation	30	(0,2)		(0,1)		
<b>Résultat financier</b>	30	<b>(38,1)</b>		<b>(48,2)</b>		<b>- 21,0 %</b>
Quote-part de résultat des entreprises associées	8	11,3		20,1		
<b>Résultat avant impôts</b>		<b>9,5</b>	<b>0,3 %</b>	<b>291,1</b>	<b>7,6 %</b>	<b>- 96,7 %</b>
Impôts	31	(102,6)		(111,6)		
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>		<b>(93,1)</b>	<b>-2,5 %</b>	<b>179,4</b>	<b>4,7 %</b>	
Dont part attribuable aux :						
Propriétaires de la société mère		(150,9)		119,1		
Participations ne donnant pas le contrôle		57,8		60,3		
<b>Résultat net des activités abandonnées</b>		<b>8,0</b>		<b>94,8</b>		
Dont part attribuable aux :						
Propriétaires de la société mère		8,4		96,2		
Participations ne donnant pas le contrôle		(0,4)		(1,4)		
<b>Résultat net</b>		<b>(85,1)</b>	<b>-2,3 %</b>	<b>274,2</b>	<b>7,2 %</b>	
Dont part attribuable aux :						
Propriétaires de la société mère du Groupe		(142,6)		215,3		
Participations ne donnant pas le contrôle		57,4		59,0		



Message du Directeur Général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	50
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	52
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	54
<b>Comptes consolidés</b>	<b>État du résultat global consolidé</b>	<b>55</b>
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	56
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	57
Informations sur la société et le capital	Notes explicatives aux comptes consolidés	58
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

(en millions d'euros)	Notes	2012		2011		Variation
		Montants	%	Montants	%	2012/2011
<b>Résultat de base par action (en euros)</b>	33					
<b>Activités poursuivies et abandonnées</b>						
Résultat de base		(4,01)		5,97		
Résultat dilué		(4,01)		5,97		
<b>Activités poursuivies</b>						
Résultat de base		(4,24)		3,30		
Résultat dilué		(4,24)		3,30		

Voir les Notes explicatives qui font partie intégrante des comptes consolidés.

### 3.4 État du résultat global (Note 32)

(en millions d'euros)	2012	2011
	Montants	Montants
<b>Résultat net</b>	<b>(85,1)</b>	<b>274,2</b>
Ajustements de juste valeur sur :		
Titres disponibles à la vente	(23,8)	(41,8)
Instruments dérivés de couverture	(9,5)	11,7
Différences de conversion	(94,5)	(29,8)
Impôts sur les autres éléments du résultat global	2,1	(2,8)
Quote-part des autres éléments du résultat global des entreprises associées	(0,1)	0,9
<b>Autres éléments du résultat global</b>	<b>(125,7)</b>	<b>(61,8)</b>
<b>Total du résultat global</b>	<b>(210,8)</b>	<b>212,4</b>
Attribuable aux :		
Propriétaires de la société mère	(236,2)	156,4
Participations ne donnant pas le contrôle	25,4	56,0

### 3.5 État des variations des capitaux propres

(en millions d'euros)

	Capital	RÉSERVES					Actions propres	Résultats accumulés	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
		Primes d'émission	Titres disponibles à la vente	Dérivés	Autres réserves	Différences de conversion					
<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier 2011</b>	<b>145,5</b>	<b>946,2</b>	<b>56,4</b>	<b>(4,1)</b>	<b>103,7</b>	<b>28,3</b>	<b>(8,4)</b>	<b>2 152,2</b>	<b>3 419,8</b>	<b>848,2</b>	<b>4 268,0</b>
Résultat net de la période								215,3	215,3	59,0	274,2
Autres éléments du résultat global			(42,1)	8,9		(25,7)			(58,9)	(3,0)	(61,8)
<b>Résultat global 2011</b>			<b>(42,1)</b>	<b>8,9</b>		<b>(25,7)</b>		<b>215,3</b>	<b>156,4</b>	<b>56,0</b>	<b>212,4</b>
Paiement en actions					0,3				0,3		0,3
Dividendes								(162,7)	(162,7)	(79,4)	(242,1)
Augmentation de capital											
Achat net d'actions propres							(35,9)		(35,9)		(35,9)
Annulation d'actions propres	(2,4)						40,3	(37,9)			
Variations de périmètre et autres								44,1	44,1	10,9	55,1
<b>Solde au 31 décembre 2011</b>	<b>143,1</b>	<b>946,2</b>	<b>14,3</b>	<b>4,8</b>	<b>104,0</b>	<b>2,6</b>	<b>(4,0)</b>	<b>2 210,9</b>	<b>3 422,0</b>	<b>835,7</b>	<b>4 257,7</b>
Résultat net de la période								(142,6)	(142,6)	57,4	(85,1)
Autres éléments du résultat global			(23,8)	(7,4)		(62,4)			(93,6)	(32,1)	(125,7)
<b>Résultat global 2012</b>			<b>(23,8)</b>	<b>(7,4)</b>		<b>(62,4)</b>		<b>(142,6)</b>	<b>(236,2)</b>	<b>25,4</b>	<b>(210,8)</b>
Paiement en actions											
Dividendes								(106,7)	(106,7)	(62,4)	(169,0)
Augmentation de capital	0,1	0,8							0,9		0,9
Achat net d'actions propres							(13,1)		(13,1)		(13,1)
Annulation d'actions propres											
Variations de périmètre et autres								(4,0)	(4,0)	(11,8)	(15,9)
<b>Solde au 31 décembre 2012</b>	<b>143,2</b>	<b>947,0</b>	<b>(9,4)</b>	<b>(2,6)</b>	<b>104,0</b>	<b>(59,8)</b>	<b>(17,1)</b>	<b>1 957,7</b>	<b>3 062,9</b>	<b>786,9</b>	<b>3 849,7</b>

Voir les Notes explicatives qui font partie intégrante des comptes consolidés.

Message du Directeur Général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	50
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	52
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	54
<b>Comptes consolidés</b>	État du résultat global consolidé	55
Comptes annuels de Ciments Français SA	<b>État des variations des capitaux propres consolidés</b>	<b>56</b>
Gouvernement d'entreprise	<b>État des flux de trésorerie consolidés</b>	<b>57</b>
Informations sur la société et le capital	Notes explicatives aux comptes consolidés	58
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

### 3.6 État des flux de trésorerie (Note 36)

(en millions d'euros)	2012	2011
<b>Flux de trésorerie générés par l'activité</b>		
Résultat avant impôts	9,5	291,1
Ajustements pour :		
Amortissements et dépréciations	624,3	406,3
Extourne du résultat non distribué des entreprises associées	1,5	(4,7)
Plus et moins-values de cession	(34,6)	(48,5)
Variation des engagements de retraite et autres provisions	(6,7)	(10,6)
Stock-options	-	0,3
Charges financières, nettes	61,3	55,9
<b>Flux avant impôts, frais financiers et variation du besoin en fonds de roulement</b>	<b>655,4</b>	<b>689,8</b>
Variation du besoin en fonds de roulement <sup>(1)</sup>	47,8	59,8
<b>Flux de trésorerie générés par l'activité opérationnelle</b>	<b>703,2</b>	<b>749,6</b>
Frais financiers nets payés	(66,1)	(64,7)
Dividendes reçus	1,1	1,8
Impôts payés	(122,8)	(125,2)
<b>TOTAL ACTIVITÉ</b>	<b>515,3</b>	<b>561,5</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>		
Investissements incorporels	(1,9)	(1,3)
Investissements corporels	(263,3)	(295,5)
Investissements financiers nets de la trésorerie des sociétés acquises	(0,3)	0,1
Cessions d'immobilisations nettes de la trésorerie des sociétés cédées	59,6	90,4
(Émissions) remboursements nets de prêts et autres actifs financiers long terme	(2,3)	(2,7)
<b>TOTAL INVESTISSEMENT</b>	<b>(208,2)</b>	<b>(209,0)</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement</b>		
Émissions d'emprunts long terme	21,7	56,5
Remboursements d'emprunts long terme	(148,6)	(323,7)
Variation des actifs et passifs financiers courants	(28,0)	(29,7)
Augmentation de capital	0,9	-
Achats d'actions propres	(13,1)	(35,9)
Distribution de dividendes	(169,3)	(241,7)
Autres ressources (emplois)	(0,1)	61,5
<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>(336,6)</b>	<b>(513,0)</b>
Incidence des variations des devises sur la trésorerie et divers	(15,3)	(7,8)
Flux nets liés aux activités abandonnées	6,4	256,7
<b>VARIATION DE LA TRÉSORERIE</b>	<b>(38,4)</b>	<b>88,4</b>
Trésorerie d'ouverture	577,5	489,1
Trésorerie de clôture	539,1	577,5
<b>VARIATION DE LA TRÉSORERIE</b>	<b>(38,4)</b>	<b>88,4</b>
(1) Dont amélioration (dégradation) liée aux programmes de cessions de créances (cf. note 12)	57,4	10,9

---

## 3.7 Notes explicatives aux comptes consolidés

- Note 1 - Principales règles et méthodes comptables
- Note 2 - Taux de conversion
- Note 3 - Variations du périmètre de consolidation
- Note 4 - Information sectorielle
- Note 5 - Immobilisations corporelles
- Note 6 - Écarts d'acquisition
- Note 7 - Immobilisations incorporelles
- Note 8 - Participations dans les entreprises associées
- Note 9 - Autres titres de participation
- Note 10 - Autres actifs non courants
- Note 11 - Stocks
- Note 12 - Clients
- Note 13 - Autres débiteurs courants
- Note 14 - Capital social
- Note 15 - Réserves
- Note 16 - Actions propres
- Note 17 - Dividendes payés
- Note 18 - Participations ne donnant pas le contrôle
- Note 19 - Situation financière
- Note 20 - Retraites, prévoyance et autres avantages accordés aux salariés
- Note 21 - Autres provisions et passifs éventuels
- Note 22 - Impôts sur les bénéfices
- Note 23 - Autres passifs courants
- Note 24 - Engagements hors bilan
- Note 25 - Achats et consommations
- Note 26 - Services extérieurs
- Note 27 - Charges de personnel
- Note 28 - Autres produits et autres charges d'exploitation
- Note 29 - Autres produits et charges non courants
- Note 30 - Résultat financier
- Note 31 - Analyse de la charge d'impôt figurant au compte de résultat
- Note 32 - Autres éléments du résultat global
- Note 33 - Résultat par action
- Note 34 - Transactions avec les parties liées
- Note 35 - Participation dans les coentreprises
- Note 36 - Tableau des flux de trésorerie
- Note 37 - Activités abandonnées
- Note 38 - Événements postérieurs à la clôture de l'exercice
- Note 39 - Périmètre de consolidation

Message du Directeur Général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	50
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	52
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	54
<b>Comptes consolidés</b>	État du résultat global consolidé	55
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	56
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	57
Informations sur la société et le capital	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>58</b>
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

Les états financiers consolidés de Ciments Français SA au 31 décembre 2012 ont été arrêtés par le conseil d'administration du 1<sup>er</sup> mars 2013, qui en a autorisé la publication au 5 mars 2013.

Ciments Français SA est une société anonyme de droit français cotée sur Euronext Paris.

## Note 1 - Principales règles et méthodes comptables

### 1.1 Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés de Ciments Français SA reflètent la situation comptable de Ciments Français et de ses filiales (ci-après « le Groupe »), ainsi que les intérêts dans les entreprises associées et les coentreprises. Ils sont préparés conformément aux normes internationales d'information financière ou « International Financial Reporting Standards » (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union européenne à la clôture de l'exercice. Ce référentiel est disponible sur le site internet de la Commission européenne : [http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm). Ils ne prennent pas en compte les normes et interprétations publiées par l'IASB au 31 décembre 2012 mais non encore adoptées par l'Union européenne à cette date.

Un **amendement à IFRS 7** « Instruments financiers – Informations à présenter en annexe », adopté par l'Union européenne en novembre 2011, est d'application obligatoire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012. Cet amendement n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes du Groupe.

Le Groupe n'a pas anticipé de normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union européenne mais dont l'application n'est pas obligatoire en 2012. Les textes d'application obligatoire pour le Groupe à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 sont les suivants :

- **Amendement à IAS 1** « Présentation des autres éléments du résultat global » adoptés par l'Union européenne en juin 2012.
- **Amendement à IAS 12** « Impôts sur le résultat », concernant le recouvrement des actifs sous-jacents, adopté par l'Union européenne en décembre 2012.
- **Amendements à IAS 19** « Engagements de retraite » adoptés en juin 2012.
- **Amendement à IFRS 7** « Instruments financiers – informations à fournir : compensation d'actifs/passifs financiers », adopté par l'Union européenne en décembre 2012.
- **IFRS 13** « Évaluation à la juste valeur » adoptée en décembre 2012.
- **IFRIC 20** « Frais de découverte engagés pendant la phase de production d'une mine à ciel ouvert » adopté en décembre 2012.

La première application de ces textes ne devrait pas avoir d'impact significatif sur les comptes 2013, à l'exception des amendements à IAS 19 dont les impacts attendus sont indiqués en note 20.

Les nouveaux textes adoptés par l'Union européenne en décembre 2012 et applicables pour le Groupe aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 sont les suivants:

- **IAS 27 révisée** « États financiers individuels ».
- **IAS 28 révisée** « Entreprises associées ».
- **Amendement à IAS 32** « Instruments financiers – Présentation : compensation d'actifs/passifs financiers ».
- **IFRS 10** « États financiers consolidés ».
- **IFRS 11** « Partenariats ».
- **IFRS 12** « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités ».

Les normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB d'application obligatoire postérieurement au 31 décembre 2012 sous réserve de leur adoption par l'Union européenne sont les suivants :

- **IFRS 9** « Instruments financiers », norme devant progressivement remplacer IAS 39, et dont le processus d'adoption par l'Union européenne est suspendu (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015).
- **Amendements : dispositions transitoires IFRS 10, 11 et 12** publiés en juin 2012 (applicables aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013).

Des changements intervenus dans le cadre du programme d'amélioration annuel des IFRS seront également applicables aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013.

## 1.2 Principes de préparation des états financiers

Les comptes consolidés du Groupe ont été établis selon le principe du coût historique, à l'exception des actifs et passifs suivants qui sont enregistrés à leur juste valeur : les instruments dérivés, les investissements détenus à des fins de négociation et les actifs financiers disponibles à la vente. La valeur comptable des actifs et passifs qui font l'objet de couvertures est ajustée pour tenir compte des variations de juste valeur attribuables aux risques couverts. Les états financiers consolidés sont présentés en euros arrondis au dixième de million le plus proche.

Les postes du bilan sont présentés suivant la classification actifs courants et non courants, passifs courants et non courants. Les actifs destinés à être cédés ou consommés au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie constituent les actifs courants du Groupe. Les autres actifs constituent les actifs non courants. Les dettes dont l'échéance intervient au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice constituent les dettes courantes. Les autres dettes sont non courantes.

Le compte de résultat est présenté par nature.

Le tableau des flux est présenté suivant la méthode indirecte.

L'établissement des comptes consolidés, conformément aux principes comptables internationaux, nécessite la prise en compte, par la Direction du Groupe, d'un certain nombre d'estimations et d'hypothèses qui ont une incidence sur les montants d'actifs et de passifs et sur les charges et produits du compte de résultat, ainsi que sur les actifs et passifs éventuels mentionnés en annexe. Elles sont déterminées sur l'hypothèse de la continuité d'exploitation et en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Elles servent de base à l'exercice du jugement dans l'appréciation des valeurs comptables de certains actifs et passifs. Elles sont revues à chaque clôture. Il est possible que la réalité se révèle différente. Les estimations et hypothèses, qui ont été établies en prenant en compte le contexte de crise actuel rendant difficile l'appréhension des perspectives économiques, sont notamment sensibles en matière de tests de perte de valeur des actifs immobilisés qui sont largement fondés sur les estimations de flux de trésorerie futurs et d'hypothèses de taux d'actualisation et de taux de croissance (voir note 6.2), de provisions pour litiges (voir note 21), d'engagements de retraite et autres avantages long terme (voir note 20), de provisions pour réaménagement de site, de valorisation des titres de participation disponibles à la vente (voir note 9), d'instruments dérivés (voir note 19), et de constatation d'actifs d'impôts différés (voir note 31).

Certains pays dans lequel le Groupe est présent via des filiales ou des investissements financiers, notamment l'Égypte et la Syrie, connaissent des événements politiques entraînant des tensions et incertitudes sur l'environnement économique, avec en particulier des augmentations de coûts salariaux et de protection des actifs et des personnes, ainsi que parfois des interruptions momentanées de la production. Cependant, dans ces pays, les besoins à moyen terme en ciment restent élevés.

Message du Directeur Général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	50
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	52
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	54
<b>Comptes consolidés</b>	État du résultat global consolidé	55
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	56
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	57
Informations sur la société et le capital	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>58</b>
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

## 1.3 Principes de consolidation

### Filiales

Les filiales sont des entreprises contrôlées par le Groupe. Le contrôle existe lorsque le Groupe détient le pouvoir de diriger, directement ou indirectement les politiques financières et opérationnelles de l'entreprise de manière à obtenir des avantages de ses activités. Le contrôle est généralement présumé exister si le Groupe détient plus de la moitié des droits de vote de l'entreprise contrôlée. Afin de déterminer le contrôle, sont également pris en compte les droits de vote potentiels de titres exerçables ou convertibles.

Les états financiers des filiales sont consolidés ligne à ligne dans les états financiers consolidés à compter de la date du transfert du contrôle effectif jusqu'à la date où le contrôle cesse d'exister.

### Entreprises associées

Les entreprises associées sont celles dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles, mais qu'il ne contrôle pas. L'influence notable est généralement présumée exister si le Groupe détient au moins 20 % des droits de vote de l'entreprise associée.

Les entreprises associées sont comptabilisées dans le bilan consolidé selon la méthode de la mise en équivalence. Selon cette méthode, la participation dans une entreprise associée est initialement comptabilisée au coût. La valeur comptable dans les états financiers est ensuite augmentée ou diminuée des changements postérieurs à l'acquisition de la quote-part du Groupe dans l'actif net de l'entreprise détenue et de toute perte de valeur. La quote-part du Groupe dans le résultat de l'entreprise associée est comptabilisée en résultat sur une ligne spécifique à partir de la date où le Groupe exerce une influence notable et jusqu'à la date où elle cesse.

### Coentreprises

Les coentreprises sont des sociétés dans lesquelles le Groupe exerce avec un ou plusieurs partenaires un contrôle conjoint de leur activité en vertu d'un accord contractuel. Le contrôle conjoint suppose que les décisions stratégiques, financières et opérationnelles doivent être prises par consentement unanime des parties partageant le contrôle. Les coentreprises sont comptabilisées dans le bilan consolidé selon la méthode de l'intégration proportionnelle. Selon cette méthode, la participation du Groupe dans la coentreprise est enregistrée dans chaque catégorie d'actifs et de passifs pour la quote-part contrôlée par le Groupe. Les états financiers des coentreprises sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date où le contrôle conjoint est constaté jusqu'à la date où le contrôle conjoint cesse.

### Opérations éliminées en consolidation

Les soldes et transactions intra-Groupe, y compris les résultats internes provenant des transactions intra-Groupe, sont totalement éliminés. Les pertes latentes résultant de transactions intra-Groupe ne sont éliminées que dans la mesure où il n'existe pas d'indication d'une éventuelle dépréciation. Les profits latents résultant de transactions avec des entreprises associées sont éliminés en déduction de l'investissement.

### Périmètre de consolidation

La liste des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation est donnée en note 39.

## 1.4 Regroupements d'entreprises

### Regroupements à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Lors de la première consolidation d'une entité dont le Groupe acquiert le contrôle, les actifs identifiables acquis et les passifs repris sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition. Les intérêts minoritaires sont comptabilisés soit à leur juste valeur, soit en proportion de leur quote-part dans l'actif net identifiable de l'entité acquise, l'option étant possible au cas par cas pour chaque acquisition.

Les coûts liés à l'acquisition sont enregistrés en charges.

Si le regroupement s'effectue par achats successifs, la quote-part détenue antérieurement à la date d'acquisition est réévaluée à sa juste valeur par le compte de résultat.

L'écart d'acquisition est déterminé comme la différence positive entre, d'une part, la juste valeur de la contrepartie transférée, augmentée le cas échéant de la juste valeur de la quote-part détenue antérieurement et du montant des intérêts minoritaires, et d'autre part, le solde net des actifs identifiables acquis et des passifs repris. Si cette différence est négative, elle est enregistrée directement en résultat. L'écart d'acquisition est ensuite maintenu à son coût d'origine, diminué le cas échéant des pertes de valeur enregistrées.

Au-delà d'une période d'un an, les éventuels ajustements de valeurs attribuées à la date d'acquisition aux actifs identifiables ou passifs repris sont comptabilisés en résultat ; il en est de même des ajustements du coût d'acquisition quand ils portent sur un passif financier.

En cas d'acquisition complémentaire de titres d'une entité déjà contrôlée, l'écart entre le prix d'acquisition et la valeur comptable des intérêts minoritaires est enregistré en variation des capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère ; la valeur consolidée des actifs, passifs et écarts d'acquisition de l'entité est inchangée. De même, en cas de cession partielle de titres d'une entité contrôlée sans perte de contrôle, l'écart entre le prix de cession et la quote-part de capitaux propres de l'entité contrôlée est enregistré en variation des capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère.

Les engagements de rachat d'intérêts minoritaires dans des sociétés contrôlées sont constatés en dettes pour le montant actualisé du prix d'exercice de l'option de vente, en contrepartie des capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère ; les variations ultérieures de la dette suivent le même traitement.

### Regroupements antérieurs au 1<sup>er</sup> janvier 2010

Les méthodes comptables appliquées aux regroupements d'entreprises antérieurs au 1<sup>er</sup> janvier 2010 différaient des règles ci-dessus, principalement sur les points suivants :

- Les frais directement attribuables aux opérations de regroupement d'entreprise étaient ajoutés au coût d'acquisition. Cependant, les frais d'acquisition engagés en 2009 pour des regroupements d'entreprises postérieurs ont été enregistrés en charges sur l'exercice 2009 ;
- Les intérêts minoritaires étaient comptabilisés en proportion de la juste valeur des actifs nets acquis ;
- En cas de regroupement par achats successifs, chaque transaction importante était traitée séparément pour la détermination de la juste valeur des actifs et passifs identifiables acquis et de l'écart d'acquisition en résultant. Lorsqu'un achat complémentaire permettait l'obtention du contrôle, la part d'intérêt détenue précédemment était réévaluée sur la base des justes valeurs des actifs et passifs identifiables déterminées lors de cet achat complémentaire, et la contrepartie de la réévaluation était enregistrée en capitaux propres.

Les regroupements d'entreprises antérieurs au 1<sup>er</sup> janvier 2004 n'ont pas été retraités rétrospectivement.



Message du Directeur Général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	50
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	52
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	54
<b>Comptes consolidés</b>	État du résultat global consolidé	55
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	56
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	57
Informations sur la société et le capital	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>58</b>
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

Par ailleurs, les engagements de rachat d'intérêts minoritaires dans des sociétés contrôlées ont été constatés en dette pour le montant actualisé du prix d'exercice de l'option de vente. Les intérêts minoritaires correspondants ont été annulés, et la différence enregistrée en écart d'acquisition, ainsi que les variations ultérieures de la dette.

## 1.5 Méthodes de conversion

La monnaie fonctionnelle de Ciments Français SA et de ses opérations situées dans la zone euro est l'euro. La monnaie fonctionnelle des opérations situées hors de la zone euro est généralement la monnaie locale. La monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe Ciments Français est l'euro.

### Transactions en monnaies autres que la monnaie fonctionnelle

Les opérations en devises étrangères sont initialement enregistrées dans la monnaie fonctionnelle au taux de change en vigueur à la date de transaction.

À la date de clôture, les actifs et passifs monétaires libellés en devise étrangère sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au taux de change en vigueur à la date de clôture. Les différences de change qui en résultent sont comptabilisées en résultat.

Les actifs et passifs non monétaires libellés en devise étrangère qui sont évalués au coût historique sont convertis au taux de change à la date de transaction. Ceux évalués à la juste valeur sont convertis au taux de change à la date à laquelle cette juste valeur a été déterminée.

### Conversion des états financiers des opérations situées à l'étranger

À la date de clôture, les actifs et passifs des filiales, entreprises associées et coentreprises dont la monnaie fonctionnelle diffère de l'euro sont convertis dans la monnaie de présentation du Groupe au taux de change en vigueur à la date de clôture. Les charges et produits sont convertis au taux de change moyen de la période. À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004, date de transition aux IFRS, les écarts de change résultant de cette conversion sont affectés directement sous une rubrique distincte des capitaux propres. Lors de cessions ultérieures des investissements nets libellés en devise étrangère, le montant cumulé des écarts de change différés figurant dans la composante distincte des capitaux propres relatifs à cette activité à l'étranger est constaté en résultat.

En application d'une exemption offerte par la norme IFRS 1, les écarts de conversion cumulés résultant des variations de change des comptes de filiales libellés en monnaies autres que l'euro, antérieurs au 1<sup>er</sup> janvier 2004, ont été reclassés en report à nouveau à cette date et ne donneront pas lieu à une comptabilisation en résultat lors de la cession ultérieure des investissements nets libellés en devise étrangère.

## 1.6 Immobilisations corporelles

### Coût d'acquisition

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Le coût des immobilisations inclut le coût d'acquisition ou le coût de production ainsi que les coûts directement attribuables pour disposer du bien dans son lieu et dans ses conditions d'exploitation. Les coûts de production comprennent les coûts de matériels utilisés et la main-d'œuvre directe. Les intérêts des capitaux empruntés par le Groupe pour financer des investissements pendant la période de pré-exploitation sont incorporés au coût de l'immobilisation. Lorsqu'une immobilisation corporelle comprend des composants significatifs ayant des durées d'utilisation différentes, ils sont comptabilisés séparément.

### Dépenses ultérieures

Les dépenses de maintenance et de réparation sont enregistrées en charges au cours de la période où elles sont encourues. Les dépenses relatives au remplacement ou au renouvellement d'un composant d'immobilisation corporelle sont capitalisées et enregistrées comme un actif distinct et l'actif remplacé est sorti du bilan.

## Amortissements

L'amortissement est comptabilisé en charges sur base linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée de l'immobilisation corporelle. Les terrains, à l'exception des terrains de carrières, ne sont pas amortis.

## Carrières

Les coûts de découverte et d'aménagement permettant l'exploitation des carrières constituent des composants de la carrière amortis sur la période pendant laquelle les avantages liés aux coûts engagés sont attendus.

Les terrains de carrières sont amortis en fonction des tonnages extraits sur l'exercice par rapport à la capacité d'extraction totale estimée de la carrière sur sa durée d'exploitation.

Lorsqu'il existe une obligation légale ou contractuelle de réaménagement des sites exploités, une provision pour réaménagement des sites est constatée (voir note 21). La sortie de ressources nécessaire à l'extinction de cette obligation étant directement liée au stade d'exploitation du site, la provision est constituée au fur et à mesure de l'exploitation par le résultat.

### 1.7 Location financement

Les contrats de location de biens immobiliers ou mobiliers dans lesquels le Groupe a conservé en substance la quasi-totalité des risques et avantages sont qualifiés de location financement.

Les biens acquis en location financement sont enregistrés en immobilisations corporelles pour le montant le plus bas de la juste valeur ou de la valeur actuelle des loyers minimum à la date de début des contrats.

Les paiements effectués au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement du solde de la dette. La charge financière est répartie sur les différentes périodes couvertes par le contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant.

Les principes d'amortissement et de valorisation ultérieure de l'actif sont similaires à ceux des autres immobilisations corporelles.

Les contrats de location pour lesquels la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété est effectivement conservée par le bailleur, sont qualifiés de location simple. Les charges de location sont enregistrées en résultat et réparties de façon linéaire sur la durée du contrat.

### 1.8 Immeubles de placement

Les biens immobiliers sont classés dans cette catégorie lorsqu'ils sont détenus en vue de percevoir des revenus locatifs ou de valoriser un patrimoine immobilier plutôt que de les utiliser pour la production. Les immeubles de placement sont évalués initialement au coût d'acquisition ou de production. Les coûts de transaction sont inclus dans l'évaluation initiale. Ils sont évalués ultérieurement au coût amorti.

### 1.9 Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition constatés lors des regroupements d'entreprises (voir note 1.4) ne sont plus amortis à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004. À compter de la date d'acquisition, les écarts d'acquisition sont affectés aux unités génératrices de trésorerie susceptibles de bénéficier des effets de synergie de l'acquisition en vue de procéder à leur évaluation ultérieure.

Les écarts d'acquisition font l'objet d'une évaluation systématique annuelle ou lorsqu'il survient un indice de perte de valeur selon la procédure de dépréciation d'actifs décrite en note 1.11. Lorsque l'écart d'acquisition a été affecté à une unité génératrice de trésorerie et qu'une activité a été cédée au sein de cette unité, l'écart d'acquisition imputable à l'activité cédée est inclus dans la valeur comptable de l'unité cédée et évalué sur la base des valeurs relatives de l'activité sortie et de la part de l'activité conservée.

Message du Directeur Général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	50
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	52
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	54
<b>Comptes consolidés</b>	État du résultat global consolidé	55
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	56
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	57
Informations sur la société et le capital	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>58</b>
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

## 1.10 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont comptabilisées à leur coût, celles acquises lors de regroupement d'entreprises sont enregistrées à la juste valeur déterminée à la date d'acquisition. L'amortissement est constaté sur la base de la durée d'utilité estimée de l'actif incorporel.

Le Groupe n'a pas identifié d'immobilisations incorporelles, qui auraient une durée de vie indéfinie, autres que les écarts d'acquisition.

## 1.11 Dépréciation des actifs non courants

Les actifs qui ont une durée de vie indéfinie (les écarts d'acquisition) et qui ne sont pas amortis font l'objet d'un test de dépréciation systématique une fois par an et à chaque fois qu'il survient des indicateurs de risque que leur valeur recouvrable puisse être inférieure à leur valeur comptable. Le test de dépréciation est réalisé pour chaque clôture annuelle, de façon systématique sur toutes les unités génératrices de trésorerie sur lesquelles un écart d'acquisition a été affecté.

Les actifs qui font l'objet d'un amortissement sont soumis à un test de dépréciation dès lors qu'il survient des indicateurs de risque que leur valeur recouvrable puisse être inférieure à leur valeur comptable.

Le montant de la dépréciation enregistré correspond à l'excédent de la valeur comptable sur la valeur recouvrable. La valeur recouvrable est le montant le plus élevé de la juste valeur diminuée des coûts de cession et de la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est notamment appréciée selon la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés sur des périodes allant jusqu'à 9 ans pour tenir compte des caractéristiques de l'activité du Groupe et des spécificités des cycles propres aux différents marchés concernés. Les valeurs terminales sont déterminées en fonction des flux de trésorerie de référence reflétant les rentabilités normales des marchés. Les actifs sont testés au niveau des unités génératrices de trésorerie (UGT) sur la base d'un découpage opérationnel. Le taux d'actualisation retenu est déterminé pour chaque groupe d'actifs testé selon la méthode du coût moyen pondéré du capital (WACC).

Les pertes de valeur comptabilisées sur les écarts d'acquisition ne sont jamais reprises. Pour les autres actifs, lorsqu'un indice montre que la perte de valeur constatée antérieurement pourrait ne plus être fondée, la perte de valeur est reprise à hauteur du plus petit montant entre la nouvelle valeur et la valeur nette comptable qui aurait été celle de l'actif s'il n'avait pas été déprécié.

## 1.12 Titres de participation et autres actifs financiers

L'ensemble des titres et actifs financiers est enregistré à l'origine à la juste valeur majorée des frais d'acquisition liés à l'opération. L'évaluation ultérieure des actifs financiers dépend de la catégorie dans laquelle ils ont été classés : actifs financiers évalués à la juste valeur en résultat, placements détenus jusqu'à l'échéance, prêts et actifs disponibles à la vente.

Les « actifs financiers comptabilisés à la juste valeur en contrepartie du résultat » sont classés en actifs financiers courants et sont évalués à leur juste valeur ; les gains ou pertes résultant des variations de juste valeur sont constatés en résultat financier.

Les placements détenus avec l'intention de les conserver jusqu'à leur échéance sont classés en actifs financiers courants si leur maturité est inférieure à un an et en actifs financiers non courants si leur maturité excède un an. Ils sont comptabilisés au coût amorti. Ce dernier est déterminé en fonction du taux d'intérêt effectif à l'origine des placements, diminué des pertes de valeur.

Les autres investissements sont classés comme disponibles à la vente et sont comptabilisés à leur juste valeur. Les gains ou pertes résultant de cette évaluation sont constatés en réserves dans les capitaux propres jusqu'à la cession de l'investissement sauf en cas de dépréciation significative ou prolongée de ces actifs, auquel cas, la perte nette cumulée en capitaux propres est enregistrée en résultat.

### 1.13 Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût d'achat ou de production (établis suivant la méthode du coût moyen pondéré) et de la valeur nette de réalisation.

Pour les produits finis ou semi-finis, la valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente. Lorsqu'une baisse du prix des matières premières implique une baisse de la valeur de réalisation des produits finis en deçà de leur coût de production, les matières premières sont dépréciées pour que leur valeur corresponde au coût de remplacement.

La valeur nette de réalisation tient compte des dépréciations liées à l'obsolescence et à la rotation lente des stocks.

Les matières premières, les fournitures et les pièces de rechange sont évaluées au coût d'achat selon la méthode du coût moyen pondéré. Le coût d'achat inclut les dépenses encourues pour acheter et acheminer les produits jusqu'au lieu de stockage.

Les coûts de production des produits finis et des produits en-cours comprennent le coût des matières premières et de la main-d'œuvre directe et une quote-part des frais généraux de production, fonction de la capacité normale des installations de production, à l'exclusion des coûts de leur financement.

### 1.14 Clients et autres débiteurs

Les créances clients et autres créances sont reconnues et comptabilisées à la juste valeur majorée des coûts de transaction, diminuée de la dépréciation correspondant aux montants non recouvrables.

Déconsolidation des actifs financiers :

Le Groupe décomptabilise tout ou partie d'un actif financier lorsque :

- Les droits contractuels constituant cet actif arrivent à expiration ;
- Le Groupe transfère substantiellement la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif ou n'a ni transféré ni conservé la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif financier, mais a transféré le contrôle de l'actif financier.

Lorsque les droits à recevoir les flux de trésorerie de l'actif financier ont été transférés mais que le Groupe n'a ni transféré ni conservé la quasi-totalité des risques et avantages, ni transféré le contrôle de l'actif financier, il continue à comptabiliser l'actif financier transféré à hauteur de son implication continue dans l'actif.

### 1.15 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la trésorerie en banque, la caisse, les dépôts à terme et les autres placements de trésorerie ayant une échéance inférieure à trois mois à l'origine de la transaction. Dans le Groupe, les découverts bancaires constituent un moyen de financement et non une composante de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Les produits de placement en euros sont des OPCVM classés par l'AMF dans la catégorie « monétaire euro » ou qui sont classés comme tels par l'autorité de régulation du pays concerné.

Pour les placements de trésorerie en euros ou autres devises ne répondant pas à la catégorie monétaire euro, ces OPCVM sont conformes à la définition des équivalents de trésorerie donnée par la norme IAS 7 : référence du placement basé sur l'indice du marché monétaire considéré, durée de placement généralement inférieure ou égale à trois mois, valeur liquidative quotidienne ou hebdomadaire, placements facilement convertibles en un montant connu de trésorerie eu égard aux faibles volatilité et sensibilité historiques, montant de cession du produit aisément prévisible, performance principalement liée à l'évolution du marché monétaire.

Message du Directeur Général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	50
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	52
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	54
<b>Comptes consolidés</b>	État du résultat global consolidé	55
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	56
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	57
Informations sur la société et le capital	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>58</b>
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

## 1.16 Impôts

Les impôts courants sont constatés en conformité avec les règles en vigueur dans chacun des pays.

Les impôts différés sont comptabilisés, en utilisant l'approche bilancielle de la méthode du report variable, pour toutes les différences temporelles existant à la date de clôture entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable au bilan.

Des passifs d'impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles imposables. Des actifs d'impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles déductibles, reports des pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés, dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable sera disponible, sur lequel ces éléments pourront être imputés.

Seules les différences temporelles imposables ou déductibles générées dans les cas suivants ne donnent pas lieu à la constatation d'un passif d'impôt différé ou d'un actif d'impôt différé :

- les différences temporelles imposables liées à l'écart d'acquisition ;
- les différences temporelles imposables ou déductibles résultant de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui, à la date de la transaction n'affecte ni le résultat comptable ni le résultat fiscal ;
- les différences temporelles liées aux participations dans les filiales, entreprises associées et coentreprises :
  - sur les différences temporelles imposables lorsque la société contrôle la date à laquelle la différence temporelle s'inversera et qu'il est probable que la différence temporelle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible,
  - sur les différences temporelles déductibles s'il n'est pas probable qu'elles s'inverseront dans un avenir prévisible et qu'elles puissent être imputées sur un bénéfice imposable.

La valeur comptable des actifs d'impôts différés est revue à chaque date de clôture et réduite s'il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre l'utilisation de cet actif d'impôts différés. Les actifs et les passifs d'impôts différés sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. Les impôts relatifs aux éléments reconnus en capitaux propres sont comptabilisés en capitaux propres.

## 1.17 Engagements de retraite et autres avantages assimilés

### Principaux types de régime et traitement comptable

#### Régimes à cotisations définies

Les régimes à cotisations définies désignent des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi en vertu desquels le Groupe verse des cotisations définies à une société d'assurance ou à un fonds de pension et n'aura aucune obligation juridique ou implicite de payer des cotisations supplémentaires si le fonds n'a pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

Ces cotisations, versées en contrepartie des services rendus par les salariés, sont constatées en charges lorsqu'elles sont encourues.

#### Régimes à prestations définies

Les régimes à prestations définies désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi qui garantissent aux salariés des prestations futures constituant un engagement futur pour le Groupe. Le risque actuariel et les risques de placement incombent alors à l'entreprise. Le calcul de l'engagement est déterminé suivant un calcul actuariel utilisant la méthode des unités de crédit projetées afin de déterminer la valeur actualisée de l'obligation et le coût des services rendus au cours de l'exercice.

Ce calcul actuariel suppose le recours à des hypothèses actuarielles sur les variables démographiques (mortalité, rotation du personnel) et financières (augmentations futures des salaires et des coûts médicaux, taux d'actualisation, rendement attendu des placements financiers).

Lorsque les régimes à prestations définies sont partiellement ou intégralement financés par des cotisations versées à un fonds distinct ou à une compagnie d'assurances, les actifs de ces entités sont évalués à leur juste valeur.

L'obligation est alors enregistrée au bilan, déduction faite de la valeur des actifs du régime qui couvrent cette obligation.

### **Traitement des écarts actuariels**

Conformément à la norme IFRS 1, relative à la première adoption des IFRS, le Groupe a opté, en ce qui concerne les retraites et engagements similaires, pour la constatation par les capitaux propres des écarts actuariels non amortis figurant au bilan au 1<sup>er</sup> janvier 2004.

Les écarts actuariels résultent des changements d'hypothèses actuarielles retenues pour les évaluations d'un exercice à l'autre, ainsi que de tout écart constaté sur l'obligation ou sur la valeur des fonds par rapport aux hypothèses actuarielles retenues en début d'exercice.

Ces écarts actuariels constituent des écarts à amortir enregistrés à l'actif ou au passif du bilan consolidé. Ils sont amortis par plan selon la méthode dite « du corridor » (écarts excédant 10 % de la valeur de marché du fonds ou de la valeur actualisée de l'obligation), sur la durée d'activité moyenne résiduelle du personnel bénéficiant du régime.

Les écarts actuariels sur les autres avantages à long terme (médailles du travail) et cessation d'activité (préretraite) sont constatés immédiatement en résultat.

### **Coût des services passés**

Les variations des engagements suite à une modification de régime sont étalées sur la période d'acquisition des droits ou enregistrées immédiatement en résultat lorsque les droits sont acquis.

Les coûts des services passés sur les autres avantages à long terme et cessation d'activité sont constatés immédiatement en résultat.

### **Liquidation et réduction**

Les effets de la réduction de droits ou de liquidation de régimes sont constatés en résultat à la date où se produit la réduction ou la liquidation. Le profit ou la perte enregistrée résulte du changement de la valeur actualisée de l'obligation ou du changement de juste valeur de l'actif, ainsi que de la reconnaissance immédiate en résultat des écarts actuariels et coûts des services passés correspondants.

L'obligation et la juste valeur des actifs du régime sont réappréciées en tenant compte des hypothèses actuarielles à la date de la réduction ou de la liquidation.

## **1.18 Attribution d'options**

Depuis 1987, des options de souscription et d'achat d'actions ont été attribuées par le Groupe à certains employés et dirigeants de Ciments Français ou de sociétés dont 10 % au moins du capital est détenu directement ou indirectement par la société. Conformément à IFRS 2, seuls les plans mis en place postérieurement au 7 novembre 2002 et dont les droits n'étaient pas encore acquis au 1<sup>er</sup> janvier 2005 ont donné lieu à la constatation d'une charge sur la période d'acquisition des droits. Les options ont été valorisées à leur juste valeur selon la méthode binomiale avec prise en compte du dividende, la volatilité étant déterminée sur la base d'historiques après correction des événements atypiques liés au Groupe. Aucune autre caractéristique d'attribution des options n'a été prise en compte dans l'évaluation de la juste valeur.

La juste valeur des options a été amortie sur la période d'acquisition des droits.

Message du Directeur Général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	50
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	52
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	54
<b>Comptes consolidés</b>	État du résultat global consolidé	55
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	56
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	57
Informations sur la société et le capital	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>58</b>
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

## 1.19 Autres provisions

Une provision est comptabilisée lorsqu'il existe, à la clôture de l'exercice, une obligation juridique ou implicite dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de tiers. Les provisions sont inscrites à la valeur qui représente la meilleure estimation du montant à payer pour éteindre l'obligation. Lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, les sorties de trésorerie futures sont actualisées. Le taux d'actualisation reflète les appréciations du marché de la valeur temps de l'argent et de risques spécifiques du passif qui ne seraient pas déjà pris en compte dans l'estimation des sorties de trésorerie. Les variations de provisions actualisées liées à l'écoulement du temps et aux variations des taux d'actualisation sont enregistrées en résultat financier.

Lorsqu'il existe une obligation de réaménagement des sites exploités, une provision pour réaménagement des sites est constatée. La sortie de ressources nécessaire à l'extinction de cette obligation étant directement liée à l'exploitation du site, la provision est constituée au fur et à mesure de l'exploitation par le résultat. Les coûts de démantèlement d'installation sont provisionnés à l'origine par contrepartie du coût de l'immobilisation.

En matière de comptabilisation des quotas d'émission des gaz à effet de serre, le Groupe applique le traitement suivant :

- une provision est constituée en cas de dépassement probable des émissions par rapport aux quotas alloués ;
- les quotas d'émission reçus à titre gratuit dans le cadre de plans nationaux d'allocation ne sont pas enregistrés au bilan (coût nul).

Une provision pour restructuration est comptabilisée lorsque le Groupe a approuvé un plan de restructuration détaillé et formalisé et que la restructuration a été mise en œuvre ou que les détails du plan ont fait l'objet d'une annonce publique.

## 1.20 Prêts et emprunts portant intérêts

Les prêts et emprunts sont initialement enregistrés à leur juste valeur, ajustée des coûts de transaction directement imputables à l'émission de l'actif ou du passif financier.

Les prêts et emprunts sont évalués ultérieurement au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. À chaque clôture le caractère recouvrable des prêts est apprécié et une dépréciation est constatée lorsqu'il survient un risque de perte sur l'actif.

## 1.21 Fournisseurs et autres créditeurs

Les dettes commerciales et les autres dettes sont initialement comptabilisées à la juste valeur. Postérieurement à la comptabilisation initiale, les dettes commerciales et autres dettes sont évaluées au coût amorti.

## 1.22 Instruments financiers dérivés

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés tels que des contrats sur des devises étrangères, des swaps et des options de taux d'intérêt pour se couvrir contre la fluctuation des cours des monnaies étrangères, des quotas d'émission des gaz à effet de serre, et les risques de taux d'intérêt.

Les instruments dérivés sont comptabilisés et évalués à leur juste valeur. Ils sont présentés à l'actif lorsque leur juste valeur est positive et au passif lorsqu'elle est négative.

La juste valeur des contrats d'achat de devises à terme est calculée par référence aux taux de change actuels pour des contrats avec des conditions d'échéance similaires.

La juste valeur des contrats de taux d'intérêt est déterminée sur la base de flux actualisés en utilisant la courbe zéro coupon.

## Comptabilité de couverture

Lorsque les instruments dérivés remplissent les conditions d'application de la comptabilité de couverture et satisfont aux tests d'efficacité, les couvertures sont qualifiées, soit de couverture de juste valeur lorsqu'elles couvrent l'exposition aux variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé, soit de couverture de flux de trésorerie lorsqu'elles couvrent l'exposition aux variations de flux de trésorerie qui sont attribuables soit à un risque particulier associé à un actif ou à un passif comptabilisé, soit à une transaction future prévue, soit à un engagement ferme.

Les variations de juste valeur des instruments financiers de change et de taux pour la couverture de juste valeur des sous-jacents sont enregistrées en résultat financier. La valeur des dettes et créances couvertes est ajustée des variations de juste valeur attribuables au risque couvert et la contrepartie est également enregistrée en résultat financier.

Les dettes et créances en devises sont évaluées au cours de clôture. La juste valeur des dettes et créances à taux fixe est déterminée en retenant un taux fixe hors marge de crédit. Concernant les couvertures de flux de trésorerie (contrats d'achats de devises, contrat de swap de taux payeur taux fixe), les variations de prix au comptant ou de la valeur intrinsèque (option de taux, de change) sont comptabilisées dans une réserve spéciale des capitaux propres. Les variations d'intérêt ou de la valeur temps (option de taux, de change), et la partie inefficace de la couverture sont comptabilisées en résultat financier.

Si la transaction future couverte conduit à la reconnaissance d'un actif ou d'un passif non financier, alors au moment où l'actif ou le passif est comptabilisé, les profits et pertes associés à l'instrument dérivé et précédemment enregistrés en capitaux propres sont intégrés dans l'évaluation initiale du coût d'acquisition.

Pour les autres couvertures de flux de trésorerie, les profits et pertes comptabilisés en capitaux propres sont rapportés au compte de résultat de la période au cours de laquelle l'engagement ferme couvert (ou la transaction future) affecte le résultat net. Si l'instrument dérivé ne respecte plus les critères de la comptabilité de couverture, le résultat cumulé en capitaux propres à cette date reste en capitaux propres jusqu'à la réalisation de l'engagement couvert.

Lorsque les instruments dérivés ne satisfont pas aux critères de qualification pour la comptabilité de couverture, ils sont classés dans la catégorie des instruments dérivés non qualifiés et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat financier.

### 1.23 Chiffre d'affaires, produits d'intérêts et dividendes

Les produits sont constatés lorsqu'il est probable que des avantages économiques associés à la vente des biens et aux prestations de service vont bénéficier au Groupe et que les montants peuvent être mesurés de façon fiable.

#### Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est constaté pour la juste valeur des montants reçus ou à recevoir en tenant compte des éventuelles remises et ristournes. En ce qui concerne les ventes de biens, elles sont enregistrées lorsque les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des biens ont été transférés à l'acheteur.

#### Locations

Les produits de location de biens immobiliers sont enregistrés en autres produits.

#### Produits d'intérêts

Les produits d'intérêts sont comptabilisés en résultat financier, prorata temporis sur la base du taux d'intérêt effectif.

#### Dividendes

Les dividendes sont enregistrés en résultat financier lorsque les droits des actionnaires à recevoir ces dividendes sont acquis conformément aux législations locales en vigueur.



Message du Directeur Général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	50
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	52
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	54
<b>Comptes consolidés</b>	État du résultat global consolidé	55
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	56
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	57
Informations sur la société et le capital	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>58</b>
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

## 1.24 Subventions

Les subventions sont reconnues à leur juste valeur lorsqu'il existe une assurance raisonnable que la subvention sera versée et que toutes les conditions attachées à son obtention seront réalisées. Les subventions d'investissement sont enregistrées dans un compte de produit différé au passif du bilan et amorties de manière linéaire sur la durée de vie du bien qui a fait l'objet de la subvention.

## 1.25 Gestion du capital

Le Groupe contrôle le capital selon la méthode du ratio : endettement net/capitaux propres. L'endettement net est le résultat de la dette financière (comme indiqué note 19.1) diminuée des disponibilités et des actifs financiers courants et non courants tels que présentés dans l'état de la situation financière consolidée IFRS du Groupe. Les capitaux propres comprennent toutes les composantes des capitaux propres tels qu'ils figurent au bilan ; ils regroupent les propriétaires de la société mère d'une part (actionnaires de Ciments Français) et les détenteurs d'intérêts ne donnant pas le contrôle (actionnaires minoritaires des filiales). Le cas échéant, les actions propres sont enregistrées à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres ; leur cession éventuelle n'affecte pas le résultat, le produit net correspondant étant inscrit en augmentation des capitaux propres.

La stratégie du Groupe est de maintenir ce ratio à un niveau qui permette d'assurer le bon déroulement des activités, le financement de ses investissements dans des conditions optimales et la création maximale de valeur pour ses actionnaires. Dans ce cadre, le Groupe peut décider de modifier le montant des dividendes versés aux actionnaires, rembourser le capital, procéder à l'émission de nouvelles actions, accroître ou réduire sa participation dans des filiales, de même qu'acquérir ou céder des participations.

## Note 2 - Taux de conversion

	Taux moyen		Taux à la clôture	
	Exercice 2012	Exercice 2011	Au 31 décembre 2012	Au 31 décembre 2011
Dollar US	1,28538	1,39213	1,31940	1,29390
Dollar canadien	1,28464	1,37598	1,31370	1,32150
Dirham marocain	11,09850	11,26140	11,14240	11,11290
Franc suisse	1,20525	1,23297	1,20720	1,21560
Baht thaï	39,93880	42,43200	40,34700	40,99100
Roupie indienne	68,61910	64,90040	72,56000	68,71300
Ouguiya mauritanien	381,32400	391,22450	399,82400	374,09200
Lek albanais	139,02300	140,32200	139,68600	139,03600
Roupie sri lankaise	163,97100	153,84800	168,32300	147,38600
Livre égyptienne	7,80270	8,27659	8,37831	7,80328
Tenge kazakh	191,68500	204,12400	198,62100	191,88500
Dinar koweïtien	0,36003	0,38460	0,37110	0,36056

## Note 3 - Variations du périmètre de consolidation

Les principales variations de périmètre de l'exercice 2012 ont concerné :

- La sortie du périmètre de consolidation de la société Afyon (Turquie) dont la participation de 51 % a été vendue à Cimsa Cimento le 31 mai 2012.
- La sortie du périmètre de consolidation de la société Fuping Cement (Chine) cédée à West China Cement le 26 juin 2012 en contrepartie d'une prise de participation de 6,25 % dans cette société via une augmentation de capital réservée.

En application d'IFRS 5, les produits et charges relatifs à ces cessions sont regroupés sur la ligne « Résultat des activités abandonnées ». Dans le tableau des flux de trésorerie, les flux liés aux activités cédées sont également isolés. Le compte de résultat et le tableau de flux de l'année 2011 sont retraités selon la même présentation. Les informations relatives aux activités abandonnées sont présentées en note 37.

- Par ailleurs, la participation résiduelle dans Goltas Cimento a été cédée (cf. note 9).

Les principales variations de périmètre de l'exercice 2011 avaient concerné :

- La sortie du périmètre de consolidation de la société Set Group Holding (Turquie) cédée à Limak Holding le 25 mars 2011.
- La sortie du périmètre de consolidation d'Axim (France, USA, Canada, Maroc et Espagne) cédée à Sika en décembre 2011 pour 34,7 millions d'euros.
- Par ailleurs, le pourcentage d'intérêt du Groupe dans Afyon Cimento était passé de 76,5 % à 51,0 %. Le prix de cession reçu net d'impôt, soit 60,7 millions d'euros, avait été enregistré en flux de trésorerie liés aux opérations de financement, et l'écart avec la valeur comptable des intérêts cédés avait été enregistré en augmentation des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère pour 52,1 millions d'euros.

Message du Directeur Général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	50
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	52
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	54
<b>Comptes consolidés</b>	État du résultat global consolidé	55
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	56
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	57
Informations sur la société et le capital	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>58</b>
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

## Note 4 - Information sectorielle

Les zones géographiques sur lesquelles le Groupe est présent et qui constituent les segments de reporting interne utilisés par la direction opérationnelle sont France/Belgique, Espagne, Grèce, Amérique du Nord, Égypte, Maroc, Bulgarie, Koweït, Thaïlande, Inde, Kazakhstan et Négoce ciment/clinker.

La Grèce, la Bulgarie, le Kazakhstan et le Koweït, qui ne satisfont pas aux critères requis pour une présentation séparée, sont regroupés dans chaque zone, dans une section intitulée « Autres pays ».

Les métiers du Groupe qui constituent le niveau de reporting interne de second niveau utilisé par la Direction opérationnelle sont l'activité ciment et clinker, l'activité matériaux de construction (granulats et béton) et les autres activités (transports, sacherie...). Les activités opérationnelles sont organisées et gérées par pays et par métier.

La direction évalue la performance des unités à partir du chiffre d'affaires, du résultat brut d'exploitation courant, du résultat brut d'exploitation, du résultat d'exploitation et des capitaux investis.

Les segments géographiques du Groupe sont déterminés selon la localisation des actifs. Les unités vendent essentiellement sur leur marché local. Celles qui exportent vendent à d'autres unités du Groupe ou hors Groupe, généralement via la filiale de négoce (segment international). Le segment international regroupe l'activité de vente de ciment et de clinker via les terminaux de Gambie, de Mauritanie, du Sri Lanka et d'Albanie, ainsi que les ventes via la filiale de négoce vers des pays où le Groupe n'est pas présent.

Par ailleurs, l'achat de combustibles et leur vente aux filiales sont également effectués par l'activité négoce.

Les chiffres d'affaires après élimination intra-Groupe correspondent donc essentiellement aux ventes réalisées sur les zones de localisation des actifs. Les activités ciment et granulats vendent une partie de leur production à l'activité béton prêt à l'emploi. Les prix de transfert entre les segments géographiques ou entre activités correspondent aux conditions normales de marché.

L'origine des revenus des différents secteurs est synthétisée dans le tableau ci-dessous :

	Ciment et clinker	Matériaux de construction			Autres activités		
		Granulats	Béton prêt à l'emploi	Transport	Sacherie	Combustibles	Holding
<b>Europe de l'Ouest</b>							
France / Belgique	•	•	•	•			
Espagne	•	•	•	•			
Autre pays <sup>(1)</sup>	•	•	•				
<b>Amérique du Nord</b>	•	•	•				
<b>Europe émergente, Afrique du Nord &amp; Moyen-Orient</b>							
Égypte	•		•		•		
Maroc	•	•	•				
Autres pays <sup>(2)</sup>	•		•				
<b>Asie</b>							
Thaïlande	•	•	•				
Inde	•						
Autre pays <sup>(3)</sup>	•		•				
<b>Négoce ciment/clinker</b>	•		•				
<b>Autres<sup>(4)</sup></b>						•	•

(1) Grèce.

(2) Bulgarie, Koweït.

(3) Kazakhstan.

(4) Négoce de combustibles, siège et holding.

L'information sectorielle reflète la structure organisationnelle et directionnelle du Groupe.

Il n'existe pas de client représentant plus de 10 % du chiffre d'affaires consolidé.

Message du Directeur Général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	50
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	52
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	54
<b>Comptes consolidés</b>	État du résultat global consolidé	55
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	56
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	57
Informations sur la société et le capital	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>58</b>
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

Les résultats par pays au 31 décembre 2012 sont les suivants :

(en millions d'euros)	Chiffre d'affaires	Ventes intra-Groupe	Chiffre d'affaires contributif	Résultat brut d'exploitation courant	Résultat brut d'exploitation	Résultat d'exploitation	Produits et charges financières	Part de résultat des sociétés mises en équivalence	Résultat avant impôt	Impôt	Résultat net des activités poursuivies
France / Belgique	1 501,7	(6,8)	1 494,9	262,8	264,1	169,0		(0,3)			
Espagne	111,3	(32,1)	79,2	(1,2)	(4,3)	(177,4)					
Autre pays <sup>(1)</sup>	28,4	(7,9)	20,5	(4,0)	(4,0)	(43,5)		(4,0)			
Éliminations intra-zone	(17,4)	17,4	-								
<b>Europe de l'Ouest</b>	<b>1 623,9</b>	<b>(29,4)</b>	<b>1 594,6</b>	<b>257,6</b>	<b>255,7</b>	<b>(52,0)</b>		<b>(4,3)</b>			
<b>Amérique du Nord</b>	<b>439,5</b>	<b>(0,5)</b>	<b>439,1</b>	<b>44,5</b>	<b>51,3</b>	<b>(16,3)</b>		<b>10,5</b>			
Égypte	563,9	(47,0)	516,9	126,9	127,1	(17,9)		0,5			
Maroc	325,4	(2,4)	323,0	137,4	137,8	100,7		5,1			
Autres pays <sup>(2)</sup>	115,6	(8,7)	107,0	22,4	22,5	12,9					
Éliminations intra-zone	-		-								
<b>Europe émergente, Afrique du Nord &amp; Moyen-Orient</b>	<b>1 004,9</b>	<b>(58,0)</b>	<b>946,9</b>	<b>286,7</b>	<b>287,3</b>	<b>95,7</b>		<b>5,6</b>			
Thaïlande	227,9	(0,7)	227,3	30,0	29,8	5,3					
Inde	248,6	-	248,6	51,8	51,2	32,3					
Autre pays <sup>(3)</sup>	44,4	-	44,4	3,5	3,5	(2,9)					
<b>Asie</b>	<b>520,9</b>	<b>(0,7)</b>	<b>520,3</b>	<b>85,4</b>	<b>84,5</b>	<b>34,8</b>					
<b>Négoce ciment/clinker</b>	<b>213,0</b>	<b>(36,5)</b>	<b>176,4</b>	<b>9,0</b>	<b>9,0</b>	<b>5,8</b>		<b>(0,5)</b>			
Non affecté <sup>(4)</sup>	222,5	(172,3)	50,2	(29,9)	(29,9)	(31,7)					
Éliminations interzones	(297,4)	297,4	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Postes non affectés par secteurs	-	-	-	-	-	-	(38,1)	-	-	-	-
<b>TOTAL GROUPE</b>	<b>3 727,4</b>		<b>3 727,4</b>	<b>653,2</b>	<b>657,9</b>	<b>36,3</b>	<b>(38,1)</b>	<b>11,3</b>	<b>9,5</b>	<b>(102,6)</b>	<b>(93,1)</b>

(1) Grèce.

(2) Bulgarie, Koweït.

(3) Kazakhstan.

(4) Négoce de combustibles, siège et sociétés holding.

Les résultats par pays au 31 décembre 2011 étaient les suivants :

(en millions d'euros)	Chiffre d'affaires	Ventes intra-Groupe	Chiffre d'affaires contributif	Résultat brut d'exploitation courant	Résultat brut d'exploitation	Résultat d'exploitation	Produits et charges financières	Part de résultat des sociétés mises en équivalence	Résultat avant impôt	Impôt	Résultat net des activités poursuivies
France / Belgique	1 589,7	(9,7)	1 580,0	302,8	313,7	215,6		(0,2)			
Espagne	155,4	(33,3)	122,1	18,5	17,6	(21,7)					
Autre pays <sup>(1)</sup>	41,8	(4,7)	37,1	(1,6)	(1,4)	(19,0)		0,2			
Éliminations intra-zone	(21,5)	21,5	-								
<b>Europe de l'Ouest</b>	<b>1 765,4</b>	<b>(26,3)</b>	<b>1 739,2</b>	<b>319,7</b>	<b>329,9</b>	<b>174,9</b>		<b>(0,1)</b>			
<b>Amérique du Nord</b>	<b>405,1</b>	<b>(0,4)</b>	<b>404,7</b>	<b>16,3</b>	<b>23,0</b>	<b>(45,4)</b>		<b>12,8</b>			
Égypte	551,8	(16,5)	535,3	129,6	129,6	63,2		0,6			
Maroc	353,2	(2,4)	350,8	152,3	153,3	115,8		7,9			
Autres pays <sup>(2)</sup>	102,2	(1,8)	100,4	36,1	36,3	18,1					
Éliminations intra-zone	(0,2)	0,2	-								
<b>Europe émergente, Afrique du Nord &amp; Moyen-Orient</b>	<b>1 006,9</b>	<b>(20,5)</b>	<b>986,4</b>	<b>318,0</b>	<b>319,2</b>	<b>197,1</b>		<b>8,5</b>			
Thaïlande	194,1	-	194,1	23,5	24,5	8,0					
Inde	223,5	(1,5)	222,0	57,2	57,2	38,7					
Autres pays <sup>(3)</sup>	38,7	-	38,7	3,1	3,1	(2,0)					
<b>Asie</b>	<b>456,3</b>	<b>(1,5)</b>	<b>454,9</b>	<b>83,9</b>	<b>84,9</b>	<b>44,8</b>					
<b>Négoce ciment/clinker</b>	<b>183,4</b>	<b>(19,8)</b>	<b>163,6</b>	<b>9,8</b>	<b>9,8</b>	<b>6,6</b>		<b>(1,1)</b>			
Non affecté <sup>(4)</sup>	305,2	(230,9)	74,3	(41,6)	(41,6)	(58,8)					
Éliminations interzones	(299,4)	299,4	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Postes non affectés par secteurs	-	-	-	-	-	-	(48,2)	-	-	-	-
<b>TOTAL GROUPE</b>	<b>3 823,1</b>	<b>-</b>	<b>3 823,1</b>	<b>706,2</b>	<b>725,1</b>	<b>319,2</b>	<b>(48,2)</b>	<b>20,1</b>	<b>291,1</b>	<b>(111,6)</b>	<b>179,4</b>

(1) Grèce.

(2) Bulgarie, Turquie et Koweït.

(3) Kazakhstan et Chine.

(4) Négoce de combustibles, siège et sociétés holding.

Message du Directeur Général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	50
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	52
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	54
<b>Comptes consolidés</b>	État du résultat global consolidé	55
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	56
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	57
Informations sur la société et le capital	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>58</b>
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

Les autres informations sectorielles au 31 décembre 2012 sont les suivantes :

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2012				2012		
	Actifs opérationnels non courants	Actifs opérationnels courants	Passifs opérationnels	Capitaux investis	Investissements corporels et incorporels	Amortissements corporels et incorporels	Dépréciations d'actifs
France / Belgique	1 123,9	446,0	474,4	1 196,5	90,2	(93,7)	(1,4)
Espagne	225,0	47,9	35,5	246,4	8,1	(16,0)	(157,1)
Autre pays <sup>(1)</sup>	24,6	18,5	12,2	34,0	9,5	(4,5)	(35,0)
<b>Europe de l'Ouest</b>	<b>1 373,5</b>	<b>512,3</b>	<b>522,1</b>	<b>1 476,9</b>	<b>107,8</b>	<b>(114,2)</b>	<b>(193,5)</b>
<b>Amérique du Nord</b>	<b>877,1</b>	<b>140,7</b>	<b>128,2</b>	<b>942,5</b>	<b>26,6</b>	<b>(67,7)</b>	-
Égypte	917,3	121,5	187,5	888,0	31,2	(67,5)	(77,5)
Maroc	494,0	115,5	81,7	539,0	17,8	(37,1)	-
Autres pays <sup>(2)</sup>	211,1	40,8	22,3	236,5	20,3	(9,5)	-
<b>Europe émergente, Afrique du Nord &amp; Moyen-Orient</b>	<b>1 622,3</b>	<b>277,8</b>	<b>291,5</b>	<b>1 663,4</b>	<b>69,3</b>	<b>(114,1)</b>	<b>(77,5)</b>
Thaïlande	271,9	84,9	43,2	319,6	22,5	(24,5)	-
Inde	389,3	52,4	72,7	374,4	24,5	(18,9)	-
Autres pays <sup>(3)</sup>	33,4	9,4	5,2	38,9	4,5	(6,4)	-
<b>Asie</b>	<b>694,6</b>	<b>146,7</b>	<b>121,0</b>	<b>732,9</b>	<b>51,5</b>	<b>(49,8)</b>	-
<b>Négoce ciment / clinker</b>	<b>25,8</b>	<b>40,2</b>	<b>21,5</b>	<b>44,8</b>	<b>3,9</b>	<b>(3,1)</b>	-
Autres <sup>(4)</sup>	3,9	27,0	36,7	(0,6)	0,6	(1,8)	-
<b>TOTAL GROUPE</b>	<b>4 597,3</b>	<b>1 144,7</b>	<b>1 121,1</b>	<b>4 859,9</b>	<b>259,6</b>	<b>(350,7)</b>	<b>(270,9)</b>

(1) Grèce.

(2) Bulgarie et Koweït.

(3) Kazakhstan.

(4) Négoce de combustibles, siège et holding.

Les autres informations sectorielles au 31 décembre 2011 étaient les suivantes :

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2011				2011		
	Actifs opérationnels non courants	Actifs opérationnels courants	Passifs opérationnels	Capitaux investis	Investissements corporels et incorporels	Amortissements corporels et incorporels	Dépréciations d'actifs
France / Belgique	1 135,1	500,9	494,1	1 242,2	83,2	(96,4)	(1,8)
Espagne	390,0	67,4	40,8	426,8	7,6	(19,0)	(20,4)
Autre pays <sup>(1)</sup>	53,8	22,0	11,9	67,1	4,4	(4,5)	(13,0)
<b>Europe de l'Ouest</b>	<b>1 578,9</b>	<b>590,2</b>	<b>546,8</b>	<b>1 736,1</b>	<b>95,2</b>	<b>(119,9)</b>	<b>(35,1)</b>
<b>Amérique du Nord</b>	<b>922,8</b>	<b>137,1</b>	<b>120,7</b>	<b>997,5</b>	<b>18,5</b>	<b>(64,8)</b>	<b>(3,6)</b>
Égypte	1 109,8	146,1	220,7	1 073,2	39,3	(66,4)	-
Maroc	517,3	94,3	88,0	537,2	34,3	(37,4)	-
Autres pays <sup>(2)</sup>	237,4	53,1	22,8	273,8	9,8	(14,0)	(5,7)
<b>Europe émergente, Afrique du Nord &amp; Moyen-Orient</b>	<b>1 864,5</b>	<b>293,5</b>	<b>331,6</b>	<b>1 884,3</b>	<b>83,4</b>	<b>(117,9)</b>	<b>(5,7)</b>
Thaïlande	269,8	74,0	37,1	312,2	11,6	(22,8)	6,3
Inde	406,0	41,5	74,8	379,1	42,7	(18,5)	-
Autres pays <sup>(3)</sup>	98,9	22,6	11,7	111,2	6,5	(9,7)	-
<b>Asie</b>	<b>774,7</b>	<b>138,1</b>	<b>123,6</b>	<b>802,5</b>	<b>60,8</b>	<b>(51,0)</b>	<b>6,3</b>
<b>Négoce ciment / clinker</b>	<b>24,2</b>	<b>50,0</b>	<b>22,0</b>	<b>52,6</b>	<b>3,5</b>	<b>(3,0)</b>	<b>(0,3)</b>
Autres <sup>(4)</sup>	5,1	35,0	67,7	(21,9)	0,8	(2,1)	(15,1)
<b>TOTAL GROUPE</b>	<b>5 170,3</b>	<b>1 243,9</b>	<b>1 212,4</b>	<b>5 451,0</b>	<b>262,3</b>	<b>(358,6)</b>	<b>(53,4)</b>

(1) Grèce.

(2) Bulgarie, Turquie et Koweït.

(3) Kazakhstan et Chine.

(4) Négoce de combustibles, siège et holding.

Les actifs opérationnels non courants comprennent les immobilisations corporelles nettes, les écarts d'acquisition nets, les immobilisations incorporelles nettes ainsi que les droits de forage payés d'avance.

Les actifs opérationnels courants comprennent les stocks, les clients et les actifs courants autres que les créances fiscales et les actifs financiers.

Les passifs opérationnels comprennent les fournisseurs et les provisions ainsi que les passifs autres que les provisions et passifs fiscaux et les passifs financiers.

Les capitaux investis correspondent aux actifs opérationnels sous déduction des passifs opérationnels hors provisions.

Les investissements corporels et incorporels sont présentés avant variation des fournisseurs d'immobilisations.



Message du Directeur Général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	50
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	52
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	54
<b>Comptes consolidés</b>	État du résultat global consolidé	55
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	56
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	57
Informations sur la société et le capital	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>58</b>
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

Les chiffres d'affaires et résultats bruts d'exploitation courants des « Autres pays » sont détaillés ci-après :

(en millions d'euros)

	Chiffre d'affaires		Résultat brut d'exploitation courant	
	2012	2011	2012	2011
Grèce	28,4	41,8	(4,0)	(1,6)
<b>Europe de l'Ouest</b>	<b>28,4</b>	<b>41,8</b>	<b>(4,0)</b>	<b>(1,6)</b>
Bulgarie	59,7	51,4	17,8	30,0
Koweït	56,0	50,8	4,5	6,2
Autres	-	-	-	(0,1)
<b>Europe émergente, Afrique du Nord &amp; Moyen-Orient</b>	<b>115,6</b>	<b>102,2</b>	<b>22,4</b>	<b>36,1</b>
Kazakhstan	44,4	38,7	3,5	3,1
<b>Asie</b>	<b>44,4</b>	<b>38,7</b>	<b>3,5</b>	<b>3,1</b>

## Note 5 - Immobilisations corporelles

(en millions d'euros)

	Terrains et constructions	Carrières et aménagements de carrières	Installations techniques, matériels et outillage	Autres immobilisations corporelles et immobilisations en cours	TOTAL
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2011</b>					
Coût	1 588,1	505,6	5 421,0	744,5	8 259,2
Amortissements cumulés et dépréciations	(718,7)	(176,1)	(3 220,8)	(275,9)	(4 391,5)
<b>Valeur nette comptable au 1<sup>er</sup> janvier 2011</b>	<b>869,3</b>	<b>329,5</b>	<b>2 200,2</b>	<b>468,7</b>	<b>3 867,7</b>
Investissements	15,0	10,1	72,8	163,0	260,9
Variations de périmètre	(40,2)	(0,3)	(57,7)	16,1	(82,2)
Cessions	(2,9)	-	(16,8)	(0,6)	(20,3)
Amortissements et dépréciations	(48,9)	(11,4)	(275,2)	(26,4)	(361,9)
Effets des variations de change	(13,9)	1,2	(25,2)	(11,7)	(49,6)
Reclassements et autres	54,0	(0,8)	172,3	(223,4)	2,1
<b>Au 31 décembre 2011</b>					
Coût	1 559,4	514,8	5 317,7	669,5	8 061,4
Amortissements cumulés et dépréciations	(727,0)	(186,5)	(3 247,3)	(283,9)	(4 444,8)
<b>Valeur nette comptable au 31 décembre 2011</b>	<b>832,3</b>	<b>328,3</b>	<b>2 070,4</b>	<b>385,6</b>	<b>3 616,7</b>
Investissements	13,0	14,0	61,9	169,1	258,1
Variations de périmètre	(20,9)	(0,6)	(48,6)	7,3	(62,8)
Cessions	(2,0)	-	(4,1)	(2,8)	(8,9)
Amortissements et dépréciations	(55,5)	(10,1)	(286,7)	(30,9)	(383,3)
Effets des variations de change	(16,7)	(0,6)	(35,0)	(11,8)	(64,0)
Reclassements et autres	11,2	(0,4)	108,5	(118,4)	0,9
<b>Au 31 décembre 2012</b>					
Coût	1 490,0	502,8	5 211,1	686,1	7 890,0
Amortissements cumulés et dépréciations	(728,5)	(172,2)	(3 344,7)	(288,1)	(4 533,5)
<b>Valeur nette comptable au 31 décembre 2012</b>	<b>761,5</b>	<b>330,7</b>	<b>1 866,4</b>	<b>398,0</b>	<b>3 356,6</b>

### Autres informations

En 2012, les investissements corporels concernent principalement la France/Belgique, l'Egypte, les États-Unis et l'Inde.

En 2011, les investissements corporels concernaient principalement la France/Belgique, le Maroc, l'Inde et l'Égypte.

La ligne « Amortissements et dépréciations » comprend 36,0 millions d'euros de dépréciations en 2012, dont 35,0 millions d'euros en Grèce. En 2011, elle comprenait des dépréciations pour 8,2 millions d'euros, principalement en Bulgarie, États-Unis et Espagne.

Les coûts de production incorporés dans la valeur des immobilisations corporelles s'élèvent à 12,8 millions d'euros en 2012 (10,9 millions d'euros en 2011).

Le montant des coûts d'emprunts capitalisés sur l'exercice 2012 s'élève à 1,3 million d'euros (0,7 million d'euros en 2011).

La valeur nette comptable des immobilisations en location financement s'élève à 17,0 millions d'euros au 31 décembre 2012 (16,9 millions d'euros en 2011).

Message du Directeur Général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	50
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	52
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	54
<b>Comptes consolidés</b>	État du résultat global consolidé	55
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	56
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	57
Informations sur la société et le capital	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>58</b>
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

Les durées d'utilité estimées par catégorie d'immobilisations sont les suivantes :

	Durées en années
Constructions	10 – 33
Installations techniques et machines	5 – 30
Autres immobilisations corporelles	3 – 10

## Note 6 - Écarts d'acquisition

### 6.1 Évolution des écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition comptabilisés aux dates d'acquisition portent notamment sur les synergies attendues de l'intégration des sociétés acquises au sein du Groupe.

Les variations s'analysent ainsi :

(en millions d'euros)

<b>Montants nets au 1<sup>er</sup> janvier 2011</b>	<b>1 565,6</b>
Acquisitions	2,6
Cessions	(12,7)
Dépréciation	(30,1)
Écarts de conversion et autres	(19,8)
<b>Montants nets au 31 décembre 2011</b>	<b>1 505,6</b>
Acquisitions	-
Cessions	(12,9)
Dépréciation	(234,5)
Écarts de conversion et autres	(62,3)
<b>Montants nets au 31 décembre 2012</b>	<b>1 196,0</b>

## 6.2 Tests de perte de valeur

Les écarts d'acquisition font l'objet d'un test systématique de perte de valeur chaque année, conformément à la méthode décrite en note 1.11.

Les flux futurs retenus pour ces tests ont été déterminés sur la base du budget 2013 et du plan stratégique modifié en fonction des nouvelles hypothèses économiques estimées nécessaires pour tenir compte de l'évolution récente des marchés.

Pour les pays de l'Union européenne et d'Amérique du Nord, une prévision de neuf ans a été retenue afin de prendre en compte les tendances à long terme de consommation de ciment. Pour les pays émergents, dont la consommation de ciment dépend fortement de facteurs exogènes liés à des événements macroéconomiques ponctuels, les prévisions ont été limitées à cinq ans. La valeur terminale a été estimée sur la base d'une activité de milieu de cycle, en tenant compte pour chaque pays des risques de marché et de l'orientation prévisible ultérieure. Pour certains pays particulièrement touchés par la crise, notamment la Grèce et l'Espagne, il a également été tenu compte de la consommation de ciment attendue à 10-15 ans. Les projections retenues représentent la meilleure estimation des tendances et conditions économiques futures des pays dans lesquels le Groupe est présent.

En 2012, les valeurs recouvrables correspondent aux valeurs d'utilité pour toutes les unités génératrices de trésorerie.

Les taux d'actualisation sont déterminés pays par pays. Ils correspondent au coût moyen pondéré du capital (WACC), auquel on applique un taux d'inflation estimé à long terme et, le cas échéant, une prime de risque pays. Les WACC sont calculés à partir du coût de marché des fonds propres (basé sur le taux des obligations d'État à 10 ans et d'une prime de risque marché actions ajustée d'un coefficient de sensibilité beta du secteur cimentier européen) et du coût de la dette financière du secteur (basé sur le taux moyen d'emprunt à 7 ans), pondérés par le ratio moyen du secteur Dette financière / Valeur boursière des fonds propres calculé sur la base d'un panel de grands groupes cimentiers européens.

Les hypothèses retenues sur les principales unités génératrices de trésorerie pour effectuer les calculs sont les suivantes :

(en %)	Taux d'actualisation avant impôts		Taux de croissance à long terme inflation incluse	
	2012	2011	2012	2011
<b>Unités génératrices de trésorerie</b>				
France / Belgique	8,3	9,4	2,0	2,0
Espagne	8,8	9,3	1,9	2,0
Grèce	13,5	14,0	1,6	2,0
Amérique du Nord	7,3	7,7	1,8	1,8
Égypte	15,8	13,2	5,4	5,0
Maroc	9,6	10,7	1,5	2,5
Koweït	7,0	9,8	1,9	3,5
Thaïlande	9,4	10,6	3,0	3,5
Inde	14,6	14,5	6,3	6,3

Le taux de croissance à long terme est égal à la seule inflation à long terme, le taux de croissance réel retenu étant de zéro.

La source utilisée pour définir les taux d'inflation est la base de données «Global Insight».

Les tests réalisés fin 2012 ont conduit à déprécier partiellement les écarts d'acquisition de l'Espagne, pour 156,2 millions d'euros, et de l'Égypte, pour 77,5 millions d'euros, ainsi que les immobilisations corporelles en Grèce pour 35,0 millions d'euros. Les dépréciations constatées en Espagne et en Grèce traduisent principalement l'effondrement du marché domestique de ces pays, avec dans le court terme une poursuite de la dégradation de la demande, suivie d'une reprise à moyen terme. Concernant l'Égypte, la dépréciation résulte notamment de l'augmentation de la prime de risque spécifique du pays.

Message du Directeur Général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	50
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	52
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	54
<b>Comptes consolidés</b>	État du résultat global consolidé	55
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	56
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	57
Informations sur la société et le capital	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>58</b>
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

À fin 2012, les valeurs nettes des écarts d'acquisition affectés aux principales unités génératrices de trésorerie sont les suivantes :

(en millions d'euros)

Unités génératrices de trésorerie	Montant des écarts d'acquisition	
	31 décembre 2012	31 décembre 2011
France / Belgique	275,3	275,7
Espagne	14,1	171,1
Grèce	-	-
Amérique du Nord	104,6	107,4
Égypte	456,5	577,7
Maroc	90,8	91,0
Koweït	16,0	29,3
Thaïlande	89,9	88,5
Inde	83,3	88,0
Autres	65,4	76,9
<b>TOTAL</b>	<b>1 196,0</b>	<b>1 505,6</b>

Par ailleurs, pour tenir compte des coûts non alloués à des UGT spécifiques, le Groupe a effectué un test sur la valeur recouvrable d'ensemble, qui n'a pas conduit à enregistrer une dépréciation complémentaire.

#### Analyse de sensibilité :

Au 31 décembre 2012, une hausse d'un point du taux du WACC aurait conduit à enregistrer les dépréciations d'actifs (écarts d'acquisition et autres actifs) supplémentaires suivantes :

- 61,1 millions d'euros en Egypte,
- 35,4 millions d'euros en Espagne,
- 4,3 millions d'euros en Grèce.

Les estimations de la valeur recouvrable de ces UGT sont fortement dépendantes des hypothèses retenues en matière de volumes de ventes et de taux de marge sur coûts variables à moyen et long terme. Ainsi, une réduction de 5% de la demande sur la période de prévision sans modification du flux terminal conduirait à enregistrer les dépréciations supplémentaires suivantes :

- 23,1 millions d'euros en Egypte
- 10,6 millions d'euros en Espagne
- 3,1 millions d'euros en Grèce.

Une réduction de 5 % des flux de trésorerie futurs sur la période de prévision conduirait à enregistrer les dépréciations supplémentaires suivantes :

- 27,4 millions d'euros en Egypte
- 9,5 millions d'euros en Espagne
- 2,2 millions d'euros en Grèce.

### 6.3 Valeur boursière des filiales et entreprises associées cotées

Au 31 décembre 2012, les valeurs boursières de certaines filiales cotées (notamment Suez Cement Company et Ciments du Maroc) ainsi que de la société Vassiliko Cement Works sont significativement différentes de la valeur des actifs correspondants dans les comptes du Groupe.

Le Groupe considère que les valeurs boursières à la clôture ne sont pas nécessairement représentatives de la juste valeur de ces actifs, compte tenu notamment de la faible profondeur des marchés et de la volatilité des cours concernés.

### Note 7 - Immobilisations incorporelles

Le tableau ci-dessous présente les autres immobilisations incorporelles par nature :

<i>(en millions d'euros)</i>	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Concessions et autres	40,2	42,7
Brevets et développements informatiques	4,4	5,2
<b>TOTAL</b>	<b>44,6</b>	<b>47,9</b>

### Note 8 – Participations dans les entreprises associées

Sous cette rubrique figurent les quotes-parts détenues par le Groupe dans les capitaux propres des sociétés ci-dessous, y compris écarts d'acquisition pour 28,5 millions d'euros en 2012 et 31,2 millions d'euros en 2011. En 2012, une dépréciation de 2,5 millions d'euros de l'écart d'acquisition relatif à Vassiliko Cement Works a été enregistrée.

<i>(en millions d'euros)</i>	Valeurs des titres		Quote-part de résultat	
	31 décembre 2012	31 décembre 2011	2012	2011
Ciment Québec (Canada)	93,6	92,0	7,7	10,4
Vassiliko Cement Works (Chypre)	57,0	61,2	(4,0)	0,2
Asment Temara (Maroc)	38,0	40,7	5,1	7,9
Tecno Gravel (Égypte)	4,6	5,1	0,5	0,6
Aquitaine de transformation (France)	4,2	4,1	0,0	0,0
Sider Navi (Italie) *	-	2,3	(0,3)	(1,1)
Autres	4,6	5,5	2,3	2,1
<b>TOTAL</b>	<b>202,0</b>	<b>211,0</b>	<b>11,3</b>	<b>20,1</b>

\* Cédé le 31 mai 2012.

Les informations simplifiées retraitées aux principes du Groupe des principales sociétés mises en équivalence sont les suivantes :

<i>(en millions d'euros)</i>	Total actifs		Total passifs		Produits de l'exercice		Résultat net	
	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011
Ciment Québec	211,5	210,9	35,9	38,9	149,1	139,4	15,3	19,9
Vassiliko Cement Works	352,8	351,4	121,7	130,7	69,5	90,3	(6,2)	0,6
Asment Temara	105,5	114,0	27,1	28,4	92,8	98,0	15,0	21,4

Message du Directeur Général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	50
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	52
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	54
<b>Comptes consolidés</b>	État du résultat global consolidé	55
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	56
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	57
Informations sur la société et le capital	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>58</b>
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

## Note 9 - Autres titres de participation

La rubrique titres de participation comprise dans les actifs non courants ne comprend que des titres classés en titres disponibles à la vente au sens de la norme IAS 39.

(en millions d'euros)

<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2011</b>	<b>124,4</b>
Variation de périmètre	-
Acquisitions	-
Cessions	(11,3)
Dépréciation enregistrée en résultat de l'année	(0,1)
Variation de valeur enregistrée en capitaux propres	(41,7)
Différence de conversion	0,4
Reclassements	(0,2)
<b>Au 31 décembre 2011</b>	<b>71,4</b>
Variation de périmètre	(5,7)
Acquisitions	44,1
Cessions	(35,1)
Dépréciation enregistrée en résultat de l'année	(0,2)
Variation de valeur enregistrée en capitaux propres	(9,0)
Différence de conversion	(0,2)
Reclassements	-
<b>Au 31 décembre 2012</b>	<b>65,3</b>

Au premier semestre 2012, le Groupe a acquis 6,25 % de West China Cement pour 44,0 millions d'euros et la participation de 35 % dans Shifeng Cement est sortie du périmètre. Au cours de l'exercice, le Groupe a cédé l'intégralité de sa participation de 24,03 % dans la société Goltas Cimento pour 45,7 millions d'euros. La plus-value de 25,6 millions d'euros est enregistrée en autres produits financiers. En 2012, la variation de la valeur des titres enregistrée en capitaux propres concerne les participations Al Badia Cement pour - 7,7 millions d'euros et West China Cement pour - 1,1 million d'euros. En 2011, elle concernait principalement la participation Goltas Cimento. Au 31 décembre 2012, le poste comprend les titres West China Cement pour 42,9 millions d'euros, Al Badia Cement (Syrie) pour 10,5 millions d'euros et Yuzhno-Kyrgysky Cement (Kirghizistan) pour 5,0 millions d'euros.

## Note 10 - Autres actifs non courants

Les autres actifs non courants comprennent les éléments suivants :

<i>(en millions d'euros et en valeur nette)</i>	<b>31 décembre 2012</b>	<b>31 décembre 2011</b>
Instruments dérivés *	26,1	26,8
Foretages payés d'avance	0,1	0,2
Prêts à plus d'un an	12,5	12,2
Actifs liés aux engagements de retraite	1,2	0,5
Dépôts et autres	33,1	32,6
<b>TOTAL</b>	<b>73,1</b>	<b>72,3</b>

\* Voir note 19.

## Note 11 - Stocks

Les stocks s'analysent comme suit :

<i>(en millions d'euros et en valeur nette)</i>	<b>31 décembre 2012</b>	<b>31 décembre 2011</b>
Matières premières et consommables	171,2	186,6
Produits intermédiaires et encours	129,7	129,8
Produits finis et marchandises	100,9	102,5
Pièces de rechange	141,4	163,6
Avances et acomptes	13,6	18,1
<b>TOTAL</b>	<b>556,7</b>	<b>600,7</b>

Au 31 décembre 2012, les dépréciations de stocks s'élèvent à 83,5 millions d'euros contre 89,7 millions d'euros au 31 décembre 2011.

## Note 12 - Clients

Les clients et comptes rattachés s'analysent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>31 décembre 2012</b>	<b>31 décembre 2011</b>
Montants bruts	431,1	497,7
Provisions	(52,0)	(56,7)
<b>Montants nets</b>	<b>379,1</b>	<b>441,0</b>

Fin décembre 2011, Ciments Calcia et Unibéton avaient renouvelé sous conditions pour une durée de cinq ans un programme de cessions de créances. Il a été mis fin à ce programme au cours du premier trimestre 2013.

Dans le cadre de ce programme, au 31 décembre 2012, les créances cédées s'élèvent à 121,5 millions d'euros (contre 133,5 millions d'euros au 31 décembre 2011). Les critères définis par la norme IAS 39 permettent de considérer que les risques ont été transférés à hauteur de 90 %. En conséquence, sont conservés au bilan :



Message du Directeur Général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	50
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	52
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	54
<b>Comptes consolidés</b>	État du résultat global consolidé	55
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	56
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	57
Informations sur la société et le capital	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>58</b>
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

- les dépôts additionnel et subordonné (23,9 millions d'euros) en autres débiteurs courants (24,8 millions d'euros à fin décembre 2011) ;
- l'implication du Groupe sous la forme de la garantie accordée (10,1 millions d'euros) en créances clients avec la contrepartie en dettes financières (pour 8,2 millions d'euros) et en diminution des autres débiteurs (pour 2,0 million d'euros).

En décembre 2012, certaines filiales de Ciments Français ont conclu un nouveau programme international de cession de créances pour une durée de cinq ans, ayant pour objet le transfert de créances commerciales éligibles auprès d'un établissement financier, conformément aux termes d'un accord cadre en date du 21 décembre 2012 et de conventions d'application spécifiques conclues par chaque entité. Italcementi Finance intervient dans ce programme en tant qu'agent centralisateur. L'enveloppe initiale du programme s'élève à 70 millions d'euros, et sera portée à 160 millions d'euros à compter de mi-mars 2013. Au 31 décembre 2012, les créances cédées au travers de ce programme s'élèvent à 69,5 millions d'euros. Les critères définis par IAS 39 permettent de considérer que les risques ont été transférés à 100 %. Dans le cadre de ce programme, des créances ont été cédées en garantie et conservées au bilan pour un total au 31 décembre 2012 de 16,1 millions d'euros.

La charge financière correspondant aux cessions de créances opérées au cours de l'exercice 2012 s'élève à 3,0 millions d'euros.

### Dépréciations

Le provisionnement des créances douteuses résulte d'analyses détaillées effectuées par chaque filiale, à partir des balances âgées, client par client, et prend en compte les garanties bancaires et les sûretés réelles reçues. Le montant des créances échues présentant des risques et non provisionnées n'est pas significatif.

## Note 13 - Autres débiteurs courants

<i>(en millions d'euros)</i>	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Créances fiscales et sociales	73,9	82,2
Créances sur cessions d'actifs immobilisés	1,1	3,0
Foretage	41,6	34,9
Instruments dérivés	24,2	19,0
Autres créances diverses	92,4	82,1
<b>TOTAL</b>	<b>233,1</b>	<b>221,2</b>

## Note 14 - Capital social

Au cours des exercices 2012 et 2011, le nombre d'actions constituant le capital social a évolué comme suit :

Nombre d'actions	31 décembre 2012	31 décembre 2011
En début de période	35 778 576	36 381 872
Émission d'actions	19 560	-
Annulation actions propres	-	603 296
En fin de période	35 798 136	35 778 576

Au 31 décembre 2012, le capital social de Ciments Français SA s'élève à 143 192 544 euros (4 euros par action).

## Note 15 - Réserves

### Réserve de conversion (Part attribuable aux propriétaires de la société mère)

Écarts de conversion (en millions d'euros)	31 décembre 2012	31 décembre 2011	Variation 2012/2011
Amérique du Nord (dollars US et canadien)	20,4	23,6	(3,2)
Égypte (livre)	(84,9)	(44,4)	(45,8)
Maroc (dirham)	0,2	1,6	(1,4)
Thaïlande (baht)	49,4	45,5	3,9
Inde (roupie)	(50,4)	(35,8)	(14,6)
Autres	5,6	18,3	(12,7)
<b>TOTAL</b>	<b>(59,8)</b>	<b>2,6</b>	<b>(67,8)</b>

### Autres réserves (Part attribuable aux propriétaires de la société mère)

(en millions d'euros)	Couverture de flux futurs *	Juste valeur actifs disponibles à la vente	Autres réserves
<b>Au 31 décembre 2010</b>	<b>(4,1)</b>	<b>56,4</b>	<b>103,7</b>
Gain (perte) net reconnu en réserve	9,6	(24,2)	0,3
Gain (perte) net transféré en résultat	2,1	(17,9)	-
Impôt différé reconnu en réserve	(2,8)	-	-
<b>Au 31 décembre 2011</b>	<b>4,8</b>	<b>14,3</b>	<b>104,0</b>
Gain (perte) net reconnu en réserve	-	(9,0)	-
Gain (perte) net transféré en résultat	(9,5)	(14,9)	-
Impôt différé reconnu en réserve	2,1	-	-
<b>Au 31 décembre 2012</b>	<b>(2,6)</b>	<b>(9,4)</b>	<b>104,0</b>

\* Voir note 19.6.

## Note 16 - Actions propres

Au cours de l'exercice 2012, la société Ciments Français SA a acquis 287 146 de ses propres titres pour un montant total de 13,1 millions d'euros enregistré au débit de la réserve d'actions propres. Au 31 décembre 2012, Ciments Français détient 363 362 actions propres pour un montant total de 17,1 millions d'euros.

## Note 17 - Dividendes payés

Les dividendes payés par Ciments Français SA au cours de 2012 et 2011 sont les suivants :

(en millions d'euros)	31 décembre 2012	31 décembre 2011
3,00 euros par action (3,00 euros en 2011)	107,5	108,7

Par ailleurs, un acompte de 1,50 euro par action sur le dividende de l'exercice 2012 a été versé le 3 août 2012, soit 53,2 millions d'euros.

Message du Directeur Général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	50
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	52
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	54
<b>Comptes consolidés</b>	État du résultat global consolidé	55
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	56
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	57
Informations sur la société et le capital	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>58</b>
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

## Note 18 - Participations ne donnant pas le contrôle

Les participations ne donnant pas le contrôle s'élevaient à 786,9 millions d'euros en 2012 contre 835,7 millions d'euros en 2011. Le résultat de 2012 est en baisse à 57,5 millions d'euros en 2012 contre 59,0 millions d'euros en 2011. La variation du cours des devises par rapport à l'euro entraîne une diminution des participations ne donnant pas le contrôle de 32,1 millions d'euros.

## Note 19 - Situation financière

### 19.1 Endettement net

Les natures d'actifs et de passifs financiers qui entrent dans le calcul de l'endettement net sont les suivantes :

(en millions d'euros)

Natures d'actifs et de passifs financiers	Rubriques de bilan	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Disponibilités	Trésorerie et équivalents de trésorerie	(539,1)	(577,5)
Juste valeur des instruments dérivés actifs	Autres débiteurs courants	(18,5)	(4,5)
Autres actifs financiers courants	Valeurs mobilières de placement et autres actifs financiers	(17,7)	(12,3)
<b>Disponibilités et actifs financiers courants</b>		<b>(575,3)</b>	<b>(594,3)</b>
Dettes court terme et découverts bancaires	Dettes court terme et découverts bancaires	54,9	40,1
Dettes financières courantes	Dettes financières	122,6	249,7
Juste valeur des instruments dérivés passifs	Autres passifs courants	2,6	21,6
<b>Dettes financières courantes</b>		<b>180,2</b>	<b>311,4</b>
Juste valeur des instruments dérivés actifs	Autres actifs non courants	(26,1)	(22,0)
Autres actifs financiers non courants	Autres actifs non courants	(5,6)	(5,4)
<b>Actifs financiers non courants</b>		<b>(31,7)</b>	<b>(27,4)</b>
Emprunts portant intérêts	Dettes financières	1 270,3	1 327,8
Juste valeur des instruments dérivés passifs	Autres dettes et passifs non courants	2,8	4,0
<b>Dettes financières non courantes</b>		<b>1 273,1</b>	<b>1 331,8</b>
<b>ENDETTEMENT NET</b>		<b>846,2</b>	<b>1 021,4</b>

## 19.2 Dettes financières

### Répartition de la dette brute par catégorie

<i>(en millions d'euros)</i>		Taux d'intérêts effectifs	Échéances	31 décembre 2012	31 décembre 2011
<b>Emprunts obligataires</b>				<b>524,9</b>	<b>535,5</b>
EMTN Placement privé 15 MEUR	4,47 %	4,50 %	2013	-	15,0
EMTN Emprunt obligataire 500 MEUR	4,75 %	4,84 %	2017	524,9	520,5
<b>Emprunts bancaires et tirages sur lignes de crédit</b>				<b>81,9</b>	<b>127,6</b>
Filiales	(1,36 % - 12,0 %)			81,9	127,6
<b>Dettes sur immobilisations en location financement</b>				<b>1,5</b>	<b>3,8</b>
<b>Autres dettes portant intérêts</b>				<b>662,0</b>	<b>660,8</b>
Autres dettes	(0 % - 12,5 %)			24,5	23,8
Emprunt envers Italcementi Finance		3,83 %	2020	537,5	537,1
Emprunt envers Italcementi S.p.A.		1,67 %	2015	100,0	100,0
<b>Emprunts portant intérêts, non courants</b>				<b>1 270,3</b>	<b>1 327,8</b>
<b>Juste valeur des instruments dérivés</b>				<b>2,8</b>	<b>4,0</b>
<b>DETTES FINANCIÈRES NON COURANTES (A)</b>				<b>1 273,1</b>	<b>1 331,8</b>
<b>Emprunts obligataires</b>				<b>15,0</b>	<b>12,8</b>
Placement privé 16,5 MUUSD	5,63 %	5,79 %	2012	-	12,8
EMTN Placement privé 15 MEUR				15,0	-
<b>Emprunts bancaires et tirages sur lignes de crédit</b>				<b>61,6</b>	<b>118,1</b>
Filiales	(1,36 % - 12,0 %)			61,6	118,1
<b>Dettes sur immobilisations en location financement</b>				<b>1,5</b>	<b>4,5</b>
<b>Autres dettes financières *</b>				<b>31,3</b>	<b>29,9</b>
<b>Billet de trésorerie</b>				<b>-</b>	<b>70,0</b>
<b>Concours bancaires</b>				<b>54,9</b>	<b>40,1</b>
<b>Intérêts courus non échus</b>				<b>13,3</b>	<b>14,4</b>
<b>Emprunts portant intérêts, courants</b>				<b>177,5</b>	<b>289,8</b>
<b>Juste valeur des instruments dérivés</b>				<b>2,6</b>	<b>21,6</b>
<b>DETTES FINANCIÈRES COURANTES (B)</b>				<b>180,2</b>	<b>311,4</b>
<b>DETTES FINANCIÈRES (A + B)</b>				<b>1 453,3</b>	<b>1 643,2</b>

\* Y compris programmes de cessions de créances pour 8,1 millions d'euros au 31 décembre 2012.

Depuis 2010, les besoins de financement à court et long terme de Ciments Français SA ont été couverts principalement auprès d'Italcementi Finance SA, société en charge de la coordination et de la mise en place directe des programmes de financement pour l'ensemble d'Italcementi Group.

Message du Directeur Général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	50
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	52
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	54
<b>Comptes consolidés</b>	État du résultat global consolidé	55
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	56
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	57
Informations sur la société et le capital	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>58</b>
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

## Répartition par année d'échéance de la dette à plus d'un an

Emprunts portant intérêts, non courants, en juste valeur

(en millions d'euros)	31 décembre 2012	31 décembre 2011
2013	-	73,3
2014	52,8	42,3
2015	128,9	132,4
2016	4,9	3,3
2017	528,6	522,2
Au-delà	555,1	554,3
<b>TOTAL</b>	<b>1 270,3</b>	<b>1 327,8</b>

## Répartition par devise de la dette à plus d'un an

Emprunts portant intérêts, non courants, en juste valeur

(en millions d'euros)	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Euro	1 176,9	1 186,1
Dollars US et canadien	16,0	25,8
Livre égyptienne	1,0	1,6
Dirham marocain	-	29,7
Roupie indienne	70,4	77,7
Autres devises	6,0	6,9
<b>TOTAL</b>	<b>1 270,3</b>	<b>1 327,8</b>

## Autres informations

### Notation financière

La société est notée depuis mai 2002 par Moody's et par Standard & Poor's. Le 29 mai 2012, Standard & Poor's a abaissé la note de Ciments Français de BBB- à BB+, perspective stable. La notation de Moody's est inchangée depuis décembre 2011 à Ba1, avec perspective négative.

### Principaux emprunts obligataires

- Ciments Français SA assure désormais ses besoins de financement à long terme principalement auprès d'Italcementi Finance SA, en charge de la coordination et de la mise en place directe des programmes de financement pour l'ensemble d'Italcementi Group. En conséquence, son programme d'émission de titres de créances négociables à moyen et long terme (EMTN) n'a pas été mis à jour depuis le 17 juillet 2008. Au 31 décembre 2012, les titres émis et encore en cours dans le cadre de ce programme s'élevaient à 515,0 millions d'euros, dont 500 millions d'euros émis le 21 mars 2007, portant intérêt au taux fixe de 4,75 %, d'une durée de 10 ans.
- Le 24 février 2010, Ciments Français SA a lancé une offre de rachat partiel ou total de ses placements privés 2002 et 2006 auprès des investisseurs américains. Le 7 avril 2010, cette offre avait obtenu l'adhésion pour un montant nominal de 183,5 millions de dollars US sur un total de 200 millions de dollars US de titres émis en 2002, et pour un montant nominal de 300 millions de dollars US correspondant à la totalité des titres émis en 2006. Les titres restants, soit 16,5 millions de dollars US correspondant à la tranche à 10 ans à taux fixe de 5,63 % des titres émis le 15 novembre 2002, ont été remboursés en novembre 2012.

### Principaux emprunts bancaires et tirages sur lignes de crédit

- c) Le 30 novembre 2010, Zuari Cement Ltd avait contracté auprès de plusieurs banques internationales des lignes de crédit bilatérales amortissables à 5 ans pour un montant total de 5,1 milliards de roupies indiennes. La société dispose aussi d'une ligne de crédit bilatérale amortissable à 5 ans de 20 millions de dollars US (environ 900 millions de roupies). Ces lignes de crédit à long terme étaient tirées à hauteur de 5,5 milliards de roupies indiennes à fin décembre 2012, soit un équivalent de 76,5 millions d'euros.
- d) Le 9 juillet 2008, un crédit syndiqué amortissable de 2 milliards de dirhams marocains d'une durée de 5 ans avait été signé par Ciments du Maroc auprès d'un groupe de banques locales et internationales afin de financer l'usine d'Aït Baha. À fin décembre 2012, un total de 330 millions de dirhams restait dû à ce titre, soit un équivalent de 29,6 millions d'euros.

### Principaux prêts et lignes de crédit interentreprises

- e) Au cours du premier semestre 2010, Ciments Français SA a financé l'offre de rachat des placements américains ainsi que le remboursement d'une partie de ses financements à court terme par le biais d'un prêt interentreprises à long terme de 100 millions d'euros à 5 ans à taux variable auprès d'Italcementi S.p.A. qui a été remboursé en totalité par anticipation avec les excédents de trésorerie de Ciments Français SA fin janvier 2013, et d'un prêt interentreprises à long terme de 540 millions d'euros à 10 ans à taux variable auprès d'Italcementi Finance SA. Ce deuxième prêt est adossé directement à l'emprunt obligataire de 750 millions d'euros émis par Italcementi Finance SA en 2010. En date du 15 décembre 2011, Moody's a baissé la notation de l'emprunt obligataire d'Italcementi Finance SA de Baa3 à Ba1, et donc déclenché la clause dite de « step up » de cet emprunt, avec une hausse du coupon de 125 points de base, applicable à compter du coupon annuel en paiement le 19 mars 2013. Le contrat de prêt auprès d'Italcementi Finance SA prévoit que le taux applicable soit ajusté dans la même mesure.
- f) Au cours du troisième trimestre 2010, Ciments Français SA a aussi refinancé une ligne de crédit syndiqué de 700 millions d'euros à cinq ans, qui serait venue à échéance en mai 2012, non utilisée, par une ligne de crédit renouvelable à cinq ans de même montant auprès d'Italcementi Finance SA. Cette ligne de crédit n'est pas tirée à fin décembre 2012.

Tous les prêts et lignes de crédit mis en place entre Ciments Français SA et Italcementi S.p.A. et ses filiales sont contractés à des conditions normales de marché.

## 19.3 Risques de liquidité, de crédit et de contrepartie

### Risque de liquidité

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont essentiellement constitués de placements court terme très liquides à risque négligeable de variation de valeur ; ils sont en partie localisés dans des pays ne permettant pas une disponibilité des fonds immédiate au niveau de la holding Ciments Français (voir note 36.1). Sur la base de la position au 31 décembre 2012, aucune des contreparties ne représente plus de 20 %.

La politique financière centralisée est qu'à tout moment, les lignes de crédit confirmées disponibles doivent être suffisantes pour couvrir les échéances de la dette sur un horizon de deux ans.

Depuis 2010, Ciments Français bénéficie des financements organisés au niveau d'Italcementi, lui permettant d'avoir accès à une capacité d'emprunt plus large et de profiter des synergies générées par une politique financière centralisée. Ciments Français se refinance principalement auprès d'Italcementi Finance SA, filiale d'Italcementi S.p.A., par le biais de prêts interentreprises à long terme, consentis à des conditions normales de marché, et bénéficie de lignes de crédit confirmées auprès de la même société, adossées à des lignes bancaires de même durée non utilisées par celle-ci.

Le tableau ci-dessous présente les maturités de l'endettement net comparées aux lignes de crédit disponibles à la fin de chaque période.

Message du Directeur Général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	50
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	52
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	54
<b>Comptes consolidés</b>	État du résultat global consolidé	55
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	56
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	57
Informations sur la société et le capital	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>58</b>
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

## Maturité de l'endettement et des lignes de crédit

### Au 31 décembre 2012 <sup>(1)</sup>

(en millions d'euros)	Moins d'1 an	1-2 ans	2-3 ans	3-4 ans	4-5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunts portant intérêts, non courants		52,8	128,9	4,9	528,6	555,1	1 270,3
Passifs financiers et autres dettes courants	122,6	-	-	-	-	-	122,6
Concours bancaires courants	54,9	-	-	-	-	-	54,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(539,1)	-	-	-	-	-	(539,1)
<b>Endettement net (échéances)</b>	<b>(361,6)</b>	<b>52,8</b>	<b>128,9</b>	<b>4,9</b>	<b>528,6</b>	<b>555,1</b>	<b>908,7</b>

	Fin 2012	Fin 2013	Fin 2014	Fin 2015	Fin 2016
Lignes de crédit confirmées disponibles à la fin de chaque période	863,0	750,0	750,0	50,0	-

### Au 31 décembre 2011 <sup>(1)</sup>

(en millions d'euros)	Moins d'1 an	1-2 ans	2-3 ans	3-4 ans	4-5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunts portant intérêts, non courants <sup>(2)</sup>	-	73,3	42,3	132,4	3,3	1 076,5	1 327,8
Passifs financiers et autres dettes courants	249,7	-	-	-	-	-	249,7
Concours bancaires courants	40,1	-	-	-	-	-	40,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(577,5)	-	-	-	-	-	(577,5)
<b>Endettement net (échéances)</b>	<b>(287,7)</b>	<b>73,3</b>	<b>42,3</b>	<b>132,4</b>	<b>3,3</b>	<b>1 076,5</b>	<b>1 040,1</b>

(1) Hors instruments dérivés

(2) Dont billets de trésorerie

	Fin 2011	Fin 2012	Fin 2013	Fin 2014	Fin 2015	Fin 2016
Lignes de crédit confirmées disponibles à la fin de chaque période	1 142,0	923,0	750,0	750,0	50,0	-

- Au 31 décembre 2012, la durée de vie moyenne de l'endettement brut (hors dérivés) du Groupe est de 4 ans et 7 mois (5 ans et 8 mois au 31 décembre 2011) ;
- Au 31 décembre 2012, la durée de vie moyenne des lignes de crédit confirmées disponibles est de 2 ans et 6 mois (3 ans et 2 mois au 31 décembre 2011).

### Covenants

Outre les clauses usuelles, certains contrats de financement accordés aux sociétés du Groupe comprennent des clauses particulières (covenants) au titre desquelles figure notamment le respect de certains ratios financiers déterminés principalement à la date de clôture de l'exercice. Le non-respect des limites contractuelles (covenants) est un cas d'exigibilité anticipé ou d'annulation, lorsqu'il s'agit de lignes de crédit bilatéral ou syndiqué non tirées. Toutefois, les contrats accordent un délai avant la mise en œuvre des clauses d'exigibilité. Au 31 décembre 2012, les emprunts bancaires du Groupe soumis à « covenants » représentent 137,6 millions d'euros, soit 9,7 % de l'ensemble de la dette financière brute totalisant 1 422,9 millions d'euros (exprimée en nominal). Par ailleurs, les contrats d'emprunt ne contiennent pas de clause de remboursement accéléré en cas de baisse des notations (*rating triggers*), ni d'augmentation de taux d'intérêt à l'exception de l'emprunt contracté auprès d'Italcementi Finance (voir note 19.2 e).

À cette même date, Ciments Français respecte l'ensemble de ses engagements contractuels et les ratios financiers des covenants sont très en deçà des limites contractuelles. Le Groupe prévoit de respecter les covenants sur les douze prochains mois et procéderait à la communication appropriée en cas de dégradation par rapport aux ratios financiers de référence.

### Risque de crédit

Les clients qui souhaitent bénéficier de délais de paiement sont soumis à des procédures de vérification préalable. Par ailleurs, la gestion des encours clients fait l'objet d'un suivi régulier conformément aux procédures du Groupe.

La concentration du risque de crédit relatif aux créances clients est limitée dans la mesure où la base de la clientèle du Groupe est large et sans dépendance.

### Risque de contrepartie

Les instruments de change et de taux sont exclusivement mis en place avec des contreparties présentant un « rating » élevé. Les contreparties sont choisies en fonction de différents critères : notation attribuée par les agences spécialisées, actifs, capitaux propres, nature et échéances des transactions en respectant des règles de diversification des risques par contrepartie sans concentration. Ce sont généralement des banques internationales de premier plan. Toutes les contreparties sont établies en Europe Occidentale ou aux États-Unis d'Amérique.



Message du Directeur Général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	50
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	52
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	54
<b>Comptes consolidés</b>	État du résultat global consolidé	55
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	56
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	57
Informations sur la société et le capital	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>58</b>
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

## 19.4 Instruments financiers

Le tableau ci-dessous donne la comparaison entre la valeur comptable et la juste valeur de tous les types d'instruments financiers tels que définis dans la norme IAS 39 aux 31 décembre 2012 et 2011.

<i>(en millions d'euros)</i>	31 décembre 2012		31 décembre 2011	
	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable
<b>Actifs financiers à la juste valeur</b>				
<b>Éléments désignés comme tels lors de leur comptabilisation initiale :</b>				
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 36) hors dépôts à terme	304,8	304,8	320,7	320,7
<b>Éléments désignés comme étant détenus à des fins de transaction conformément à IAS 39 :</b>				
Juste valeur des instruments dérivés de change et de taux	44,6	44,6	26,5	26,5
Juste valeur des instruments dérivés de droits d'émission	5,7	5,7	19,3	19,3
<b>Placements détenus jusqu'à leur échéance</b>				
<b>Prêts et créances</b>				
Dépôts à terme	234,3	234,3	256,9	256,9
Créances clients	379,1	379,1	441,0	441,0
Autres débiteurs courants	73,6	73,6	64,4	64,4
Autres actifs financiers	46,8	46,8	45,3	45,3
<b>Actifs financiers disponibles à la vente</b>				
Autres investissements	65,3	65,3	71,4	71,4
<b>Passifs financiers à la juste valeur</b>				
<b>Éléments désignés comme étant détenus à des fins de transaction conformément à IAS 39 :</b>				
Juste valeur des instruments dérivés de change et de taux	5,4	5,4	25,6	25,6
Juste valeur des instruments dérivés de droits d'émission	10,8	10,8	14,6	14,6
<b>Passifs financiers</b>				
Fournisseurs et comptes rattachés	476,4	476,4	498,2	498,2
Autres passifs courants	173,7	173,7	196,6	196,6
Dettes sur contrat de location financement	3,0	3,0	8,3	8,3
Emprunts à taux variable	796,4	796,4	946,7	946,7
Emprunts à taux fixe	635,2	580,3	661,7	608,1
Concours bancaires courants	54,9	54,9	40,1	40,1
Dettes financières courantes	13,3	13,3	14,4	14,4
Engagements de rachats de participations ne donnant pas le contrôle	44,7	44,7	66,5	66,5

Les créances clients et les fournisseurs et autres créditeurs sont à court terme et leur valeur comptable représente une approximation raisonnable de la juste valeur.

Les instruments dérivés sont comptabilisés et évalués à leur juste valeur. La juste valeur des contrats de taux d'intérêt est déterminée sur la base de flux actualisés en utilisant la courbe zéro coupon.

La juste valeur des contrats d'achat de devises à terme est calculée par référence aux taux de change actuels pour des contrats avec des conditions d'échéance similaires.

La juste valeur des dettes et créances en devises est évaluée au cours de clôture. La juste valeur des dettes et créances à taux fixe est déterminée par rapport à un taux fixe hors marge de crédit, ajustée des coûts de transaction directement imputables à l'actif et au passif financier.

#### Valeur de marché des instruments dérivés de change et de taux

(en millions d'euros)

	31 décembre 2012		31 décembre 2011	
	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs
<b>Dérivés - Taux d'intérêt</b>				
Couverture des flux futurs	-	2,8	-	4,0
Couverture de juste valeur *	26,1	-	22,0	-
Instruments dérivés non qualifiés	-	-	-	-
<b>Dérivés - Devises étrangères</b>				
Couverture des flux futurs	-	-	-	-
Couverture de juste valeur	-	-	-	-
Instruments dérivés non qualifiés	-	-	-	-
<b>Non courant</b>	<b>26,1</b>	<b>2,8</b>	<b>22,0</b>	<b>4,0</b>
<b>Dérivés - Taux d'intérêt</b>				
Couverture des flux futurs	-	1,3	0,4	0,8
Couverture de juste valeur	-	-	-	-
Instruments dérivés non qualifiés	-	1,0	-	0,3
<b>Dérivés - Devises étrangères</b>				
Couverture des flux futurs	0,3	0,2	2,7	0,1
Couverture de juste valeur	18,2	0,1	1,4	20,3
Instruments dérivés non qualifiés	-	-	-	0,1
<b>Courant</b>	<b>18,5</b>	<b>2,6</b>	<b>4,5</b>	<b>21,6</b>
<b>TOTAL</b>	<b>44,6</b>	<b>5,4</b>	<b>26,5</b>	<b>25,6</b>

\* Dont swap de taux receveur taux fixe, payeur taux variable indexé sur l'Euribor couvrant une partie de l'emprunt obligataire de 500 millions d'euros émis à taux fixe dans le cadre du programme EMTN, impact taux : 26,1 millions d'euros au 31 décembre 2012 (22,0 millions d'euros au 31 décembre 2011).

Message du Directeur Général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	50
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	52
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	54
<b>Comptes consolidés</b>	État du résultat global consolidé	55
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	56
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	57
Informations sur la société et le capital	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>58</b>
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

Le Groupe a défini cinq classes d'instruments évalués à la juste valeur à la clôture hiérarchisées par niveau comme suit :

<b>Classes d'instruments évalués à la juste valeur</b>	<b>31 décembre 2012</b>	<b>Niveau 1</b> (1)	<b>Niveau 2</b> (2)	<b>Niveau 3</b> (3)
OPCVM	200,4	200,4	-	-
Instruments dérivés – Actif	44,6	-	44,6	-
Titres de participation non consolidés	65,3	42,9	-	22,4
Instruments dérivés – Passif	5,4	-	5,4	-
Engagements de rachat sur minoritaires	44,7	-	-	44,7

(1) Instrument coté sur un marché actif.

(2) Évaluation de l'instrument s'appuyant sur des données de marché observables.

(3) Évaluation de l'instrument s'appuyant sur des données non observables.

## 19.5 Politique de gestion des risques financiers

Le Groupe utilise certains instruments financiers pour réduire les risques de taux d'intérêt ainsi que les risques de change résultant de la nature de sa dette et de son activité internationale.

### Risque de taux d'intérêt

La gestion du risque de taux d'intérêt vise à minimiser le coût de l'endettement net du Groupe et à réduire l'exposition à ce risque. Deux natures de risque sont couvertes :

- Le risque de variation de la valeur de marché des actifs et passifs financiers à taux fixe.  
Le Groupe est exposé à un risque de coût d'opportunité en cas de baisse des taux dans le cas d'un endettement à taux fixe. Une variation des taux aura une incidence sur la valeur de marché des actifs et passifs à taux fixe et affectera le résultat consolidé en cas de liquidation ou remboursement anticipé de ces instruments.
- Le risque de variation des flux futurs des actifs et passifs financiers à taux variable.  
Une variation de taux aura peu d'incidence sur la valeur de marché des actifs et passifs financiers à taux variable, mais affectera l'évolution des frais financiers et en conséquence, les résultats futurs de l'entreprise.

Le Groupe, dans le cadre de sa politique générale, de ses objectifs de performance et de réduction du risque, arbitre entre ces deux risques, en privilégiant la couverture des flux futurs sur les court et moyen termes et la couverture du risque de variation sur la valeur de marché sur le long terme, dans le cadre de limites définies.

La couverture du risque de taux est principalement réalisée par la négociation de contrats d'échange de taux d'intérêt (swaps), de FRA (accords de taux futurs) et d'options de taux d'intérêt négociés sur un marché de gré à gré avec des banques de premier rang. Toute exposition en dérivés ne peut excéder l'exposition sous-jacente.

### Instruments dérivés de taux par échéance

La répartition par maturité dans le temps des différentes opérations de couverture de taux est la suivante :

(valeurs nominales - en millions d'euros)

	Maturité				TOTAL
	à moins d'1 an	de 1 à 2 ans	de 2 à 5 ans	à plus de 5 ans	
<b>Couverture juste valeur</b>					
<b>Swaps receveur fixe / payeur variable</b>					
165 M€ 4,75 % / Euribor 3M + 0,6260 %	-	-	165,0	-	165,0
<b>Total couverture juste valeur</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>165,0</b>	<b>-</b>	<b>165,0</b>
<b>Couverture flux de trésorerie</b>					
<b>Swaps receveur variable / payeur fixe</b>					
175 M€ Euribor 3M / 2,02 %	75,0	100,0	-	-	175,0
0,6 M€ Euribor 6M / 2,79 %	0,2	0,2	0,2	-	0,6
<b>Total couverture flux de trésorerie</b>	<b>75,2</b>	<b>100,2</b>	<b>0,2</b>	<b>-</b>	<b>175,6</b>
<b>Instruments dérivés non qualifiés</b>					
<b>Swaps receveur variable / payeur fixe</b>					
0,6 M€ Euribor 3M / 1,95 %	0,2	0,2	0,2	-	0,6
100,0 M\$ Libor 3M / 0,43 %	-	75,8	-	-	75,8
100,0 M\$ Libor 3M / 0,67 %	-	-	75,8	-	75,8
200,0 M\$ Libor 3M / 0,92 %	-	-	-	151,6	151,6
<b>Total instruments dérivés non qualifiés</b>	<b>0,2</b>	<b>76,0</b>	<b>76,0</b>	<b>151,6</b>	<b>303,8</b>
<b>TOTAL</b>	<b>75,4</b>	<b>176,2</b>	<b>241,2</b>	<b>151,6</b>	<b>644,4</b>

Les instruments financiers sont exprimés en valeur nominale du contrat de couverture ; sont exclus, le cas échéant, les instruments désactivés à la date de clôture.

### Exposition au risque de taux d'intérêt

Le tableau ci-dessous donne la valeur historique, par échéance, des instruments financiers du Groupe exposés au risque de taux d'intérêt.

Message du Directeur Général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	50
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	52
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	54
<b>Comptes consolidés</b>	État du résultat global consolidé	55
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	56
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	57
Informations sur la société et le capital	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>58</b>
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

## Endettement net après couverture

(en millions d'euros)	Total	à moins d'1 an	de 1 à 2 ans	de 2 à 5 ans	à plus de 5 ans
<b>Taux fixe</b>					
Passifs financiers à taux fixe *	580,3	35,0	2,2	531,0	12,0
Actifs financiers à taux fixe	-	-	-	-	-
<b>Passif financier net à taux fixe avant couverture</b>	<b>580,3</b>	<b>35,0</b>	<b>2,2</b>	<b>531,0</b>	<b>12,0</b>
Couvertures taux fixe / taux variable	(165,0)	-	-	(165,0)	-
Couvertures taux variable / taux fixe	479,4	75,4	176,2	76,2	151,6
<b>Passif financier net à taux fixe après couverture</b>	<b>894,7</b>	<b>110,4</b>	<b>178,4</b>	<b>422,2</b>	<b>163,6</b>
<b>Taux variable</b>					
Passifs financiers à taux variable *	867,5	142,5	50,6	131,4	543,0
Actifs financiers à taux variable	(562,4)	(556,8)	-	(5,6)	-
<b>Passif financier net à taux variable avant couverture</b>	<b>305,1</b>	<b>(414,3)</b>	<b>50,6</b>	<b>125,8</b>	<b>543,0</b>
Couvertures taux fixe / taux variable	165,0	-	-	165,0	-
Couvertures taux variable / taux fixe	(479,4)	(75,4)	(176,2)	(76,2)	(151,6)
<b>Passif financier net à taux variable après couverture</b>	<b>(9,3)</b>	<b>(489,7)</b>	<b>(125,6)</b>	<b>(214,6)</b>	<b>391,4</b>

\* Hors instruments dérivés.

Au 31 décembre 2012, en cas d'une translation de la courbe des taux de +0,5 %, la revalorisation du portefeuille de dérivés de taux aurait un impact avant impôt de +0,9 million d'euros sur les capitaux propres et +1,8 million d'euros sur le résultat ; l'effet positif sur le résultat provient principalement des instruments dérivés non qualifiés en comptabilité de couverture couvrant le risque de taux sur la dette intra-Groupe de la filiale des États-Unis. La revalorisation des dettes à taux fixe couvertes en juste valeur aurait un impact avant impôt de +3,8 millions d'euros sur le résultat.

Inversement, en cas d'une translation de la courbe des taux de -0,5 %, la revalorisation du portefeuille de dérivés de taux aurait un impact avant impôt de -0,9 million d'euros sur les capitaux propres et de -1,7 million d'euros sur le résultat. La revalorisation des dettes à taux fixe couvertes en juste valeur aurait un impact avant impôt de -3,9 millions d'euros sur le résultat.

## Risque de change

Les sociétés du Groupe sont exposées au risque de change sur leurs flux d'exploitation et sur leurs encours de financement libellés en devises autres que leur monnaie locale.

Les sociétés du Groupe opèrent principalement sur leur marché local. En conséquence, la facturation et les coûts d'exploitation sont libellés dans la même monnaie et l'exposition au risque de change sur les flux d'exploitation est peu significative à l'exception des achats de combustibles, de pièces de rechange et des investissements liés à la construction de nouvelles usines.

La politique du Groupe prévoit que les filiales empruntent et placent dans leur devise locale, sauf dans le cas de couverture de flux en devises étrangères. Cependant, le Groupe peut adapter cette règle générale dans des cas particuliers pour tenir compte de la situation spécifique d'un pays (forte inflation, taux d'intérêt élevés, convertibilité, liquidité...).

Dans le cadre de son activité de financement des filiales, Ciments Français peut en outre s'engager dans des contrats de financement dans une devise qui ne correspond pas à celle du prêt à sa filiale.

La politique du Groupe consiste à couvrir ces expositions lorsque les conditions de marché le permettent. L'exposition nette de chaque entité est déterminée sur la base des flux nets d'exploitation prévisionnels à l'horizon d'un à deux ans et des encours de financement ou placement engagés en devises autres que sa monnaie locale.

Pour couvrir son exposition au risque de change, le Groupe utilise principalement des contrats de change à terme, des swaps de devises ou des couvertures à composantes optionnelles conclues avec des banques de premier rang.

Le tableau ci-dessous donne le montant au 31 décembre 2012 des passifs et actifs financiers contractés dans une devise autre que la devise locale de la société. L'exposition nette résulte principalement du placement de la trésorerie des filiales égyptiennes en dollars américains afin de se prémunir des effets des fluctuations de la monnaie locale. Par ailleurs, le risque de change sur le prêt en dollars américains de Ciments Français à sa filiale Essroc est couvert par un swap de change.

<i>(en équivalent millions d'euros)</i>	<b>Euro</b>	<b>USD</b>	<b>Autres</b>
Actifs financiers <sup>(1)</sup>	13,8	658,5	11,9
Passifs financiers <sup>(1)</sup>	(2,8)	(21,3)	(46,8)
Instruments dérivés <sup>(2)</sup>	-	(534,4)	38,0
<b>Exposition nette par devise</b>	<b>11,0</b>	<b>102,8</b>	<b>3,2</b>

(1) Hors dettes et créances commerciales.

(2) En valeur nominale.

L'exposition des capitaux propres au risque de change est due principalement au dollar américain, au baht thaïlandais, au dirham marocain, à la livre égyptienne et à la roupie indienne. Les investissements nets dans ces devises ne sont pas couverts. Une variation de 1 % des taux de conversion des devises étrangères par rapport à l'euro aurait au 31 décembre 2012 un impact de 32,9 millions d'euros sur les capitaux propres dont 7,8 millions d'euros sur les participations ne donnant pas le contrôle.

Au 31 décembre 2012, une appréciation de 10 % des cours de change sur le portefeuille de dérivés de change aurait un impact de +3,5 millions d'euros sur les capitaux propres et de -51,9 millions d'euros sur le résultat avant impôt. Une dépréciation de 10 % des cours de change aurait un impact de -2,9 millions d'euros sur les capitaux propres et de +51,8 millions d'euros sur le résultat avant impôt.

Message du Directeur Général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	50
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	52
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	54
<b>Comptes consolidés</b>	État du résultat global consolidé	55
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	56
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	57
Informations sur la société et le capital	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>58</b>
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

## Instruments dérivés de change par échéance

Les instruments de change sont présentés en valeur nominale et exprimés en euros au cours de clôture. Leur maturité est inférieure à un an.

(valeurs nominales - en millions d'euros)

	31 décembre 2012	31 décembre 2011
<b>Achats à terme</b>		
<b>Couverture de flux de trésorerie</b>		
Dollar US	29,3	66,4
Autres	-	0,4
<b>Couverture de juste valeur</b>		
Dollar US	48,8	5,0
Franc suisse	46,8	46,1
Autres	-	54,6
<b>Total achats à terme</b>	<b>124,8</b>	<b>172,6</b>
<b>Ventes à terme</b>		
<b>Couverture de juste valeur</b>		
Dollar US	555,1	489,4
Autres	10,3	11,5
<b>Instruments dérivés non qualifiés</b>		
Dollar US	0,1	2,8
<b>Total ventes à terme</b>	<b>565,5</b>	<b>503,7</b>
<b>Options</b>		
<b>Couverture de flux de trésorerie</b>		
Dollar US	7,7	-
<b>Total options</b>	<b>7,7</b>	<b>-</b>
<b>Contrats d'échange de devises et de taux *</b>		
<b>Couverture de juste valeur</b>		
Dollar US	-	100,7
<b>Total contrats d'échange de devises et de taux</b>	<b>-</b>	<b>100,7</b>

\* Les contrats d'échange de devises et de taux d'intérêt correspondent à la couverture d'emprunts libellés en dollar US.

### Risque sur les instruments dérivés sur matières premières

Le Groupe ne négocie pas d'instruments dérivés sur matières premières et n'est donc pas exposé à ce type de risque.

### Risque de variation des cours de quotas d'émission de CO<sub>2</sub>

Les sociétés européennes du Groupe sont exposées aux fluctuations du marché des droits d'émission de CO<sub>2</sub>. En 2012, elles ont donné mandat à Italcementi S.p.A. pour acheter et vendre des droits d'émission de CO<sub>2</sub> (EUA) et des crédits de réduction des émissions (CER).

En 2012, sur la base du surplus de droit d'émission engendré par le faible scénario macro-économique et le ralentissement du secteur ciment, le Groupe a cédé des quotas excédentaires pour un montant de 22,4 millions d'euros (34,1 millions d'euros en 2011). Il a couvert sur la période 2009-2013 une partie de son exposition par des contrats de vente d'EUA (fermes ou à composantes optionnelles) et d'achat de CER, avec l'objectif de diversifier et optimiser le portefeuille de droits d'émission CO<sub>2</sub>.

Les impacts sur le bilan, le résultat et les capitaux propres des opérations sur instruments dérivés de droits d'émission sont indiqués dans le tableau ci-après :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>2012</b>	<b>2011</b>
Actifs non courants	-	4,8
Actifs courants	5,7	14,5
Passifs non courants	-	(5,8)
Passifs courants	(10,8)	(8,8)
<b>Total net</b>	<b>(5,1)</b>	<b>4,7</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>(2,3)</b>	<b>(3,8)</b>
<b>Réserve dérivés</b>	<b>-</b>	<b>5,8</b>

### Risque marchés actions

Ciments Français est peu exposé au risque sur marchés actions. Les titres disponibles à la vente, à l'exception des titres West China Cement ne sont pas cotés, et les actions propres de Ciments Français sont évaluées au coût d'acquisition en déduction des capitaux propres.

## 19.6 Comptabilité de couverture

Les impacts des opérations de couverture de la période peuvent être résumés comme suit :

La réserve des capitaux propres enregistre les variations de juste valeur, la perte ou le profit sur l'instrument de couverture dans le cas d'une couverture de flux de trésorerie qui est considérée comme efficace.

Les montants enregistrés en capitaux propres au 31 décembre 2012 au titre des nouveaux instruments dérivés s'élèvent à +0,0 millions d'euros (+3,0 millions d'euros au 31 décembre 2011). La réserve correspondant aux instruments échus en 2012 et sortis des capitaux propres est de -2,6 millions d'euros au 31 décembre 2012 (+2,1 millions d'euros au 31 décembre 2011). La variation des capitaux propres liée aux instruments dérivés souscrits au cours des exercices antérieurs et toujours en portefeuille au 31 décembre 2012 est de -0,2 million d'euros (non significative au 31 décembre 2011). L'inefficacité découlant des couvertures de flux de trésorerie en portefeuille fin 2012 et comptabilisée dans le compte de résultat n'est pas significative en 2012 et 2011.

En ce qui concerne les couvertures de juste valeur en portefeuille fin 2012, les montants comptabilisés dans le compte de résultat s'élèvent à +44,2 millions d'euros pour l'exercice 2012 (+3,1 millions d'euros en 2011). Les montants comptabilisés attribuables au risque couvert sur le sous-jacent s'élèvent à -44,5 millions d'euros au 31 décembre 2012 (-3,3 millions d'euros au 31 décembre 2011). Ces éléments sont comptabilisés en résultat dans la juste valeur des instruments dérivés de taux et de change (note 30).



Message du Directeur Général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	50
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	52
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	54
<b>Comptes consolidés</b>	État du résultat global consolidé	55
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	56
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	57
Informations sur la société et le capital	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>58</b>
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

## Note 20 - Retraites, prévoyance et autres avantages accordés aux salariés

### 20.1 Régimes à prestations définies

Au sein du Groupe, les régimes à prestations définies correspondent essentiellement à des régimes de retraite ou de préretraite, à des indemnités de fin de carrière, ainsi qu'à la couverture de certains frais médicaux.

Les engagements de retraite et d'indemnités de fin de carrière les plus significatifs concernent les États-Unis et la France. Ils sont financés partiellement ou en totalité par des contributions versées par le Groupe et les salariés à des organismes indépendants qui en assurent le service et la gestion des fonds. Par ailleurs, des plans de préretraite existent en Belgique.

Certains salariés aux États-Unis bénéficient également de régimes de couverture de frais médicaux et d'assurance-vie après leur départ en retraite. Les régimes couvrent généralement un certain pourcentage des frais nets engagés après couverture sociale. En France, et dans une moindre mesure en Belgique, certains salariés bénéficient de la prise en charge partielle par l'employeur de la cotisation versée à une mutuelle assurant le remboursement d'une partie des dépenses de frais médicaux après leur départ en retraite.

Par ailleurs, des régimes de médailles du travail accordées pendant l'activité sont également en place dans les filiales françaises du Groupe.

#### Avantages postérieurs à l'emploi - Régimes de retraite et assimilés

Les montants comptabilisés au bilan au 31 décembre sont les suivants :

(en millions d'euros)

		Régimes de retraite et autres avantages long terme		Couverture médicale postérieure à l'emploi		TOTAL	
		2012	2011	2012	2011	2012	2011
A	Valeur actualisée de l'obligation financée	158,2	148,9	-	-	158,2	148,9
B	Juste valeur des actifs du régime	(93,6)	(88,1)	-	-	(93,6)	(88,1)
C=A+B	<b>Valeur nette de l'obligation financée</b>	<b>64,6</b>	<b>60,8</b>	-	-	<b>64,6</b>	<b>60,8</b>
D	Valeur actualisée de l'obligation non financée	32,6	29,9	98,7	89,5	131,4	119,5
E=C+D	<b>Valeur nette de l'obligation</b>	<b>97,3</b>	<b>90,7</b>	<b>98,7</b>	<b>89,5</b>	<b>196,0</b>	<b>180,2</b>
F	Profits (pertes) actuariels non comptabilisés	(56,3)	(49,5)	(20,9)	(11,8)	(77,2)	(61,3)
G	Coût non comptabilisé des services passés	(1,0)	(1,2)	(1,2)	(0,7)	(2,2)	(1,9)
H=E+F+G	<b>Passif net au bilan</b>	<b>40,0</b>	<b>40,0</b>	<b>76,6</b>	<b>77,0</b>	<b>116,6</b>	<b>117,0</b>
<b>Montants du bilan :</b>							
	Passifs	41,2	40,5	76,6	77,0	117,8	117,5
	Actifs	(1,2)	(0,5)	-	-	(1,2)	(0,5)
	<b>Passif net au bilan</b>	<b>40,0</b>	<b>40,0</b>	<b>76,6</b>	<b>77,0</b>	<b>116,6</b>	<b>117,0</b>

Les variations du passif net comptabilisé au bilan s'analysent comme suit :

(en millions d'euros)

	Régimes de retraite et autres avantages long terme		Couverture médicale postérieure à l'emploi		TOTAL	
	2012	2011	2012	2011	2012	2011
<b>Passif net à l'ouverture</b>	<b>40,0</b>	<b>45,6</b>	<b>77,0</b>	<b>74,4</b>	<b>117,0</b>	<b>120,0</b>
Charge nette comptabilisée dans le compte de résultat	9,8	7,9	4,4	5,1	14,2	13,0
Cotisations versées ou paiement de prestations par l'employeur	(9,7)	(9,4)	(4,1)	(3,6)	(13,8)	(13,0)
Différences de change sur les régimes étrangers	(0,1)	(0,2)	(0,7)	1,3	(0,8)	1,1
Passifs acquis (cédés) dans le cadre de regroupements d'entreprises	-	(3,9)	-	(0,2)		(4,1)
<b>Passif net à la clôture</b>	<b>40,0</b>	<b>40,0</b>	<b>76,6</b>	<b>77,0</b>	<b>116,6</b>	<b>117,0</b>

Le détail de la charge se présente comme suit :

(en millions d'euros)

	Régimes de retraite et autres avantages long terme		Couverture médicale postérieure à l'emploi		TOTAL	
	2012	2011	2012	2011	2012	2011
Coût des services rendus au cours de la période	(3,7)	(3,2)	(1,7)	(1,8)	(5,4)	(5,0)
Intérêts sur l'obligation	(7,3)	(7,4)	(3,4)	(3,8)	(10,7)	(11,2)
Rendement attendu des actifs du régime	6,2	5,7	-	-	6,2	5,7
(Pertes) profits actuariels nets comptabilisés au titre de la période	(5,2)	(2,0)	(0,1)	(0,1)	(5,3)	(2,1)
Coût des services passés	(0,7)	(0,7)	0,1	0,2	(0,6)	(0,5)
(Pertes) profits sur réductions et liquidations	0,8	(0,2)	0,8	0,5	1,6	0,3
<b>TOTAL</b>	<b>(9,8)</b>	<b>(7,9)</b>	<b>(4,4)</b>	<b>(5,1)</b>	<b>(14,2)</b>	<b>(13,0)</b>
Dont enregistré en frais de personnel	(9,8)	(7,9)	(4,4)	(5,1)	(14,2)	(13,0)
Dont enregistré en autres charges et autres produits	-	-	-	-	-	-
<b>Rendement réel des actifs du régime</b>	<b>10,9</b>	<b>3,7</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>10,9</b>	<b>3,7</b>

Message du Directeur Général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	50
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	52
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	54
<b>Comptes consolidés</b>	État du résultat global consolidé	55
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	56
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	57
Informations sur la société et le capital	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>58</b>
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

La variation de l'obligation s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)

	Régimes de retraite et autres avantages long terme		Couverture médicale postérieure à l'emploi		TOTAL	
	2012	2011	2012	2011	2012	2011
<b>Obligation à l'ouverture</b>	<b>178,9</b>	<b>160,1</b>	<b>89,5</b>	<b>80,3</b>	<b>268,4</b>	<b>240,4</b>
Coûts des services rendus au cours de la période	3,7	3,2	1,7	1,8	5,4	5,0
Intérêts sur l'obligation	7,3	7,4	3,4	3,8	10,7	11,2
Cotisations des salariés	-	-	0,3	0,2	0,3	0,2
Amendements	0,5	0,5	0,4	-	0,9	0,5
Pertes (profits) actuariels	17,9	20,0	9,1	6,4	27,0	26,4
Prestations payées	(13,4)	(12,1)	(4,4)	(3,8)	(17,8)	(16,0)
Transferts et regroupements d'entreprises	(0,6)	(3,3)	-	(0,2)	(0,6)	(3,5)
Réduction et liquidations de plans	(0,7)	(1,0)	(0,7)	(0,5)	(1,4)	(1,5)
Écart de change et autres	(2,6)	4,0	(0,6)	1,6	(3,3)	5,6
<b>Obligation à la clôture</b>	<b>190,8</b>	<b>178,9</b>	<b>98,7</b>	<b>89,5</b>	<b>289,6</b>	<b>268,4</b>

La variation de la juste valeur des actifs s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)

	Régimes de retraite et autres avantages long terme		Couverture médicale postérieure à l'emploi		TOTAL	
	2012	2011	2012	2011	2012	2011
<b>Juste valeur des actifs de couverture à l'ouverture</b>	<b>88,1</b>	<b>86,1</b>	-	-	<b>88,1</b>	<b>86,1</b>
Rendement attendu	6,2	5,7	-	-	6,2	5,7
(Pertes) profits actuariels	4,6	(1,9)	-	-	4,6	(1,9)
Cotisations employeur	9,7	9,4	4,1	3,6	13,8	13,0
Cotisations des salariés	-	-	0,3	0,2	0,3	0,2
Prestations payées	(13,4)	(12,2)	(4,4)	(3,8)	(17,8)	(16,0)
Regroupement d'entreprises	-	(0,1)	-	-	-	(0,1)
Liquidations	-	(1,0)	-	-	-	(1,0)
Écart de change et autres	(1,7)	2,2	-	-	(1,7)	2,2
<b>Juste valeur des actifs de couverture à la clôture</b>	<b>93,6</b>	<b>88,1</b>	-	-	<b>93,6</b>	<b>88,1</b>

Le Groupe s'attend à payer 13,3 millions d'euros au titre des cotisations employeur pour 2013.

La composition des actifs de couverture est la suivante :

(en %)	2012	2011
Actions	38,5	38,3
Obligations	49,7	49,5
Immobilier	0,3	0,4
Autres	11,5	11,8
<b>TOTAL</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Les données relatives aux régimes de retraite et autres avantages à long terme sont récapitulées ci-après :

(en millions d'euros)	2012		2011		2010		2009		2008	
Valeur actualisée des plans partiellement ou entièrement financés	158,2		148,9		128,7		117,1		113,3	
Juste valeur des actifs de couverture	(93,6)		(88,1)		(86,1)		(78,6)		(73,1)	
Net	64,6		60,8		42,6		38,5		40,2	
Écarts d'expérience sur les actifs - (pertes) profits	4,6	5%	(1,9)	-2 %	3,5	4 %	6,1	8 %	(25,1)	-34 %
Écarts d'expérience sur l'engagement total - (pertes) profits	8,2	3%	(8,2)	-3 %	0,1	0 %	4,1	2 %	1,2	1 %

Les principales hypothèses actuarielles retenues pour l'estimation des engagements du Groupe sont les suivantes :

(en %)	Europe		Amérique du Nord		Autres pays	
	2012	2011	2012	2011	2012	2011
Taux de rendement attendu des actifs de couverture <sup>(1)</sup>	N/A	3,50-4,70	N/A	7,72	N/A	7,50
Taux d'augmentation des salaires	1,00-3,50	1,00-3,50	N/A	NA	3,50-8,50	3,50-8,50
Taux d'actualisation <sup>(2)</sup>						
Belgique	1,75-2,75	4,60				
Espagne	2,75	4,60				
France	1,00-2,75	4,60				
Grèce	2,75	4,60				
Bulgarie	4,25	5,50				
Canada			4,25	4,75		
USA			3,50	4,19		
Maroc					4,50	4,50
Koweït					3,50	4,60
Thaïlande					3,75	3,50
Inde					8,25	8,40

(1) Déterminés par pays et en fonction de taux de rendement nets estimés à long terme. À compter de 2013, les taux retenus seront les taux d'actualisation (cf. note 20.4).

(2) Les taux d'actualisation ont été déterminés de façon harmonisée en tenant compte de la maturité propre aux différents engagements, l'indice de référence étant l'indice Iboxx Corporate AA pour les pays de la zone Euro et pour les États-Unis le « Citygroup Pension Discount Curve » ; pour les autres pays, divers indices de référence, à 10 ans et plus, ont été utilisés.

Message du Directeur Général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	50
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	52
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	54
<b>Comptes consolidés</b>	État du résultat global consolidé	55
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	56
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	57
Informations sur la société et le capital	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>58</b>
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

Une variation de +/-50 points de base des taux d'actualisation aurait un impact de -16,5 et +18,3 millions d'euros sur l'évaluation de l'obligation totale, et -0,5 et +0,5 million d'euros sur le résultat.

Une variation de +/-50 points de base des taux de rendement attendus des actifs de couverture des fonds de pension aurait un impact de +0,4 et -0,4 million d'euros sur le résultat.

Une variation de +/- 1 point de pourcentage du taux d'évolution des coûts médicaux aurait un impact de +4,3 et -3,5 millions d'euros sur l'évaluation de l'obligation correspondante, et de +0,3 et -0,2 million d'euros sur le compte de résultat.

## 20.2 Régimes à cotisations définies

Au sein du Groupe, les régimes à cotisations définies correspondent essentiellement à des régimes de retraite, de couverture médicale et de prévoyance. Le montant des contributions relatives à ces régimes enregistrées dans l'exercice s'élève à 38,4 millions d'euros (contre 37,4 millions d'euros en 2011).

## 20.3 Indemnités de fin de contrat de travail

Les provisions pour indemnités de fin de contrat de travail s'élèvent à 4,3 millions d'euros au 31 décembre 2012 (5,7 millions d'euros en 2011).

## 20.4 Impacts attendus d'IAS 19 R

Le 16 juin 2011, l'IASB a publié une version révisée de l'IAS 19 « Avantages du personnel », dont l'application, rétrospective, conduira, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013, à enregistrer intégralement les engagements envers les salariés à la clôture de chaque exercice. L'option du corridor sera supprimée, ainsi que l'amortissement des écarts actuariels et du coût des services passés sur la durée résiduelle d'activité des salariés. Par ailleurs, le rendement attendu des actifs de couverture des régimes de retraite sera évalué en utilisant le même taux d'actualisation que le taux d'actualisation des passifs sociaux.

Les impacts de ce changement de méthode seront enregistrés en capitaux propres pour leur montant net d'impôts au 1<sup>er</sup> janvier 2012, les écarts actuariels nés postérieurement étant comptabilisés en « Autres éléments du résultat global » non recyclables au compte de résultat. Les effets des changements de régime postérieurs au 1<sup>er</sup> janvier 2012 seront enregistrés au compte de résultat de la période au cours de laquelle ils sont intervenus.

L'impact attendu hors impôts différés est une augmentation de la provision au passif du bilan au 1<sup>er</sup> janvier 2012 estimée à 63 millions d'euros, avec en contrepartie une diminution des capitaux propres. La charge enregistrée en 2012 en frais de personnel serait diminuée de 1,5 million d'euros, et la charge enregistrée en autres éléments du résultat global serait de 19 millions d'euros.

## Note 21 - Autres provisions et passifs éventuels

### 21.1 Autres provisions

Dans le cadre de l'activité normale du Groupe, tout comme dans le cadre de dossiers particuliers décrits ci-après, des litiges peuvent naître avec des tiers et des procédures peuvent être engagées. Des provisions sont constituées conformément aux principes décrits en note 1.19.

Les autres provisions s'analysent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	31 décembre 2011	Dotations	Reprise (montant utilisé)	Reprise (montant non utilisé)	Variation de périmètre	Écarts de conversion	Reclassement	31 décembre 2012
Réaménagement des sites et environnement	62,1	8,9	(5,5)	(3,7)	(0,3)	(0,7)	(2,4)	58,4
Litiges *	64,7	9,8	(9,1)	(5,7)	-	(2,5)	(5,4)	51,8
Autres risques et charges *	40,9	4,2	(6,2)	(0,9)	-	(1,6)	2,1	38,5
<b>TOTAL</b>	<b>167,6</b>	<b>23,0</b>	<b>(20,8)</b>	<b>(10,3)</b>	<b>(0,3)</b>	<b>(4,7)</b>	<b>(5,7)</b>	<b>148,7</b>
Part non courante	165,6	22,7	(19,2)	(10,3)	(0,3)	(4,7)	(5,7)	148,1
Part courante	2,0	0,2	(1,6)	-	-	-	-	0,6

\* Les provisions pour litiges et autres risques et charges sont destinées à couvrir des risques comme des litiges avec les tiers et des différends avec les administrations, notamment en matière fiscale. Les reprises, montants non utilisés, correspondent pour l'essentiel à des excédents de provisions et des extinctions de risque sur des litiges fiscaux provisionnés.

L'impact net des variations de provisions en 2012 s'analyse comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Dotations	Reprise montants non utilisés	TOTAL (net)
Résultat d'exploitation	16,3	(7,2)	9,1
Impôts	6,6	(3,1)	3,5
<b>TOTAL</b>	<b>23,0</b>	<b>(10,3)</b>	<b>12,6</b>

Message du Directeur Général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	50
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	52
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	54
<b>Comptes consolidés</b>	État du résultat global consolidé	55
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	56
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	57
Informations sur la société et le capital	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>58</b>
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

## 21.2 Passifs éventuels

Les principaux risques et litiges en cours au 31 décembre 2012 et n'ayant pas donné lieu à provision sont indiqués ci-après. À la connaissance du Groupe, il n'existe pas d'autre litige, arbitrage ou fait exceptionnel susceptible d'avoir une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine du Groupe.

### Europe de l'Ouest

La Commission européenne a commencé une enquête en novembre 2008 à l'encontre de plusieurs groupes cimentiers parmi lesquels Italcementi S.p.A. et ses filiales, notamment Ciments Français, Ciments Calcia, et Compagnie des Ciments Belges. En décembre 2010, la Commission a formellement ouvert une procédure à l'encontre d'Italmobiliare S.p.A. (société contrôlant Italcementi S.p.A.) et a élargi son enquête à Financiera y Minera. En avril 2011, elle a notifié une demande d'informations à Italmobiliare S.p.A., qui a apporté les réponses appropriées et contesté cette demande devant les juridictions européennes. À ce jour, la commission n'a pas notifié de griefs à Italmobiliare S.p.A et le dossier est toujours en cours.

En juillet 2009, le Conseil de la concurrence belge a notifié une demande d'informations à divers opérateurs cimentiers dont la Compagnie des Ciments Belges, puis, en 2010, a communiqué ses conclusions aux parties concernées. Une décision finale est attendue en 2013.

### Turquie

Suite à la non-réalisation du contrat de 2008 entre Sibcem et Ciments Français pour la cession des actifs turcs (Set Group), plusieurs procédures sont en cours :

- Sibconcord, le principal actionnaire de Sibcem, a entamé en Russie une procédure d'annulation du contrat. Le 26 septembre 2011, la décision d'annulation du contrat obtenue en première instance par Sibconcord, confirmée en appel et par la cour de cassation régionale, a été cassée par la cour suprême de la fédération de Russie. Le dossier est renvoyé en première instance. En décembre 2011, avant l'arrêt de cassation de la cour suprême de la fédération de Russie, Sibconcord avait effectué une tentative d'exécution forcée de la décision russe, alors en vigueur, au Kazakhstan, mais a été déboutée tant par le tribunal de première instance qu'en appel.
- Ciments Français a engagé une procédure d'arbitrage suivant le règlement CCI (siège de l'arbitrage à Istanbul) conformément aux dispositions contractuelles. Le 7 décembre 2010, une sentence arbitrale favorable a été obtenue, reconnaissant que Ciments Français avait valablement exercé son droit de résilier le contrat et avait à bon droit conservé les 50 millions d'euros payés par Sibcem. Sibcem a obtenu d'un tribunal turc, non compétent en l'espèce, l'annulation de cette sentence ; après que Ciments Français a interjeté appel de ce jugement, cette décision a été annulée et l'affaire renvoyée devant le tribunal de commerce d'Istanbul. Par ailleurs, le 3 décembre 2012, le tribunal arbitral a rendu une sentence finale (intégrant la répartition des frais de procédure) mettant ainsi un terme à la procédure d'arbitrage.
- Parallèlement, Ciments Français poursuit ses procédures de reconnaissance de la sentence arbitrale dans différents pays, y compris en Russie.

### Inde

Dans le cadre d'une procédure initiée en 2006, des amendes pour pratiques anticoncurrentielles ont été infligées en juin 2012 à 11 sociétés cimentières. Zuari Cement Limited, filiale de Ciments Français, ne figure pas parmi les sociétés sanctionnées.

Par ailleurs le litige entre Zuari Cement Limited et Larsen & Toubro au sujet de travaux de Larsen & Toubro sur le site de Yerraguntla, pour lequel une procédure d'arbitrage avait été initiée en août 2011, a fait l'objet d'un règlement amiable entre les parties en 2012.

## Note 22 - Impôts sur les bénéfices

### Analyse des actifs et passifs d'impôts différés

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2011	Résultat	Autres mouvements *	Au 31 décembre 2012
Déficits reportables	56,6	7,0	(1,7)	61,8
Immobilisations	(337,6)	1,7	15,0	(320,9)
Provisions	77,8	3,5	(7,0)	74,3
Autres	8,3	(3,2)	(7,7)	(2,4)
<b>Passif net d'impôts différés</b>	<b>(194,9)</b>	<b>8,9</b>	<b>(1,3)</b>	<b>(187,3)</b>
Dont				
Impôts différés actifs	17,4		(7,2)	10,2
Impôts différés passifs	(212,3)	8,9	5,9	(197,5)

\* Les autres mouvements sont constitués des impôts différés sur les profits et charges comptabilisés en capitaux propres, de l'impact des variations de périmètre et des écarts de conversion.

Au 31 décembre 2012, après constatation au cours de l'année d'une variation d'impôts différés de 2,1 millions d'euros (cf. note 15), le gain cumulé enregistré en capitaux propres est de 1,6 million d'euros.

Au 31 décembre 2012, le montant des actifs d'impôts différés non comptabilisés s'élève à 117,2 millions d'euros. Ils proviennent de déficits fiscaux à hauteur de 107,4 millions d'euros, principalement, 6,5 millions d'euros en Espagne et 5,2 millions d'euros en Thaïlande, reportables entre 2013 et 2016, et 92,9 millions d'euros en Amérique du Nord reportables entre 2013 et 2022.

## Note 23 - Autres passifs courants

Le poste « Autres passifs courants » se détaille comme suit :

(en millions d'euros)	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Dettes fiscales et sociales	174,4	187,8
Fournisseurs d'immobilisations	65,1	72,1
Engagements de rachats d'intérêts minoritaires	44,7	66,9
Avances clients	66,4	67,6
Instruments dérivés	13,4	21,6
Autres dettes diverses	55,2	79,4
<b>TOTAL</b>	<b>419,2</b>	<b>495,4</b>

Les engagements de rachat sur minoritaires portent sur 48 % des actions Universal for Ready Mix Concrete en Égypte, 42 % des actions Hilal au Koweït et 26 % des actions Gulbarga en Inde.

Il n'existe pas d'autre engagement inconditionnel de rachat d'actions détenues par des minoritaires.



Message du Directeur Général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	50
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	52
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	54
<b>Comptes consolidés</b>	État du résultat global consolidé	55
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	56
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	57
Informations sur la société et le capital	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>58</b>
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

## Note 24 - Engagements hors bilan

### 24.1 Engagements liés au financement du Groupe

(en millions d'euros)	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Endettement bénéficiant de sûretés réelles sous forme d'hypothèques *	98,3	119,3
Cautions, garanties et autres	114,9	108,7
<b>TOTAL</b>	<b>213,2</b>	<b>228,0</b>

#### Échéancier des engagements liés au financement au 31 décembre 2012 :

(en millions d'euros)	Total	À moins d'1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans	Indéterminée
Endettement (figurant au bilan)	1 392,9	122,6	715,2	555,1	-
dont endettement bénéficiant de sûretés réelles sous forme d'hypothèques * :	98,3	30,5	67,8	-	-
Cautions, garanties et autres	114,9	49,2	34,6	1,4	29,7

\* Au 31 décembre 2012, les sûretés réelles garantissent principalement des dettes des filiales indiennes. La valeur nette comptable des actifs faisant l'objet d'hypothèques était de 207,2 millions d'euros fin 2012.

### 24.2 Engagements liés aux activités opérationnelles du Groupe

Au 31 décembre 2012, les engagements relatifs aux contrats de locations non résiliables ou faisant l'objet d'indemnité en cas de résiliation s'élevaient à 78,7 millions d'euros (85,0 millions d'euros en 2011).

Au 31 décembre 2012, les engagements contractuels pris au titre des droits de foretage ou de contrats d'achats de matières premières et combustibles s'élevaient à 123,0 millions d'euros (116,7 millions d'euros en 2011).

Les contrats et commandes fermes d'investissement s'élevaient à 185,6 millions d'euros au 31 décembre 2012 (64,3 millions d'euros en 2011).

#### Échéancier des engagements liés aux activités opérationnelles :

(en millions d'euros)	Total	À moins d'1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans
Contrats de location	78,7	20,8	44,6	13,3
Foretages et achats de matières premières et combustibles	123,0	52,9	35,9	34,2
Investissements	185,6	121,4	64,2	-

## Note 25 - Achats et consommations

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>2012</b>	<b>2011</b>
Achats de matières premières et de produits semi-finis	(367,7)	(369,0)
Achats de combustibles	(328,0)	(394,7)
Achats d'emballages, matériels, pièces de rechange	(233,1)	(239,8)
Achats de produits finis et marchandises	(158,5)	(186,7)
Énergie électrique, eau, gaz	(379,6)	(335,9)
Variation des stocks et autres	(44,5)	(3,4)
<b>TOTAL</b>	<b>(1 511,4)</b>	<b>(1 529,7)</b>

## Note 26 - Services extérieurs

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>2012</b>	<b>2011</b>
Sous-traitance	(270,3)	(270,5)
Transport sur vente	(430,5)	(407,5)
Frais de conseils juridiques et consultants	(25,7)	(27,2)
Loyers	(62,2)	(58,8)
Assurances	(32,5)	(32,4)
Autres services extérieurs	(136,4)	(141,1)
<b>TOTAL</b>	<b>(957,6)</b>	<b>(937,4)</b>

## Note 27 - Charges de personnel

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>2012</b>	<b>2011</b>
Salaires, intéressement et participation	(424,1)	(430,3)
Charges sociales	(117,6)	(120,0)
Charges des régimes à prestations définies	(14,2)	(12,8)
Charges relatives aux plans de stock-options	-	(0,3)
Autres charges de personnel	(63,4)	(62,4)
<b>TOTAL</b>	<b>(619,2)</b>	<b>(625,8)</b>

Les effectifs du Groupe au 31 décembre 2012 s'élèvent à 14 776 personnes (15 103 au 31 décembre 2011).

Le montant des rémunérations versées par Ciments Français SA aux membres des organes d'administration est donné en note 34.

Message du Directeur Général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	50
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	52
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	54
<b>Comptes consolidés</b>	État du résultat global consolidé	55
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	56
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	57
Informations sur la société et le capital	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>58</b>
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

## Attribution d'options

Les termes et conditions des plans d'option en cours au 31 décembre 2012 sont les suivants :

Date assemblée générale / conseil d'administration	Nombre d'options autorisées	Nombre d'options attribuées à l'origine	Délai d'exercice	Options exercées	Options annulées	Options non exercées	Prix unitaire en euros
<b>OPTIONS DE SOUSCRIPTION</b>							
<b>Autorisation du 12.04.2001</b>	1 000 000						
01.03.2005		169 400	14.04.2008 - 14.04.2015	1 000	13 500	154 900	70,88
01.03.2006		155 000	23.03.2009 - 22.03.2016	-	8 200	146 800	117,29
		<b>324 400</b>		<b>1 000</b>	<b>21 700</b>	<b>301 700</b>	
<b>Autorisation du 11.04.2006</b>	1 000 000						
05.03.2007		166 400	23.03.2010 - 22.03.2017	-	12 100	154 300	140,28
14.04.2008		152 900	14.04.2011 - 13.04.2018	-	8 400	144 500	108,55
		<b>319 300</b>		<b>-</b>	<b>20 500</b>	<b>298 800</b>	
<b>SOUS-TOTAL</b>		<b>643 700</b>		<b>1 000</b>	<b>42 200</b>	<b>600 500</b>	
<b>OPTIONS D'ACHAT</b>							
<b>Autorisation du 12.04.2001</b>							
12.02.2003		171 400	12.02.2006 - 12.02.2013	119 400	12 100	39 900	45,59
<b>SOUS-TOTAL</b>		<b>171 400</b>		<b>119 400</b>	<b>12 100</b>	<b>39 900</b>	
<b>TOTAL</b>		<b>815 100</b>		<b>120 400</b>	<b>54 300</b>	<b>640 400</b>	

Les mouvements sur les plans d'option en cours sont les suivantes :

	31 décembre 2012		31 décembre 2011	
	Nombre	Prix d'exercice moyen (en euros)	Nombre	Prix d'exercice moyen (en euros)
<b>Options (souscription et achat) en cours au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>662 760</b>	<b>96,58</b>	<b>677 060</b>	<b>103,53</b>
Options levées dans l'exercice	(19 560)	45,90	(600)	45,59
Options annulées dans l'exercice	(2 800)	121,56	(13 700)	108,38
Options attribuées dans l'exercice	-	-	-	-
<b>Options (souscription et achat) en cours en fin de période</b>	<b>640 400</b>	<b>-</b>	<b>662 760</b>	<b>-</b>
Options exerçables en fin de période	640 400	-	662 760	-

Au titre de l'autorisation donnée par l'assemblée générale du 12 avril 2001, le conseil d'administration du 12 février 2003 a attribué 171 400 options d'achat d'actions. Au 31 décembre 2012, la société détient 39 900 actions propres qui ont été affectées à la couverture de ce plan par le conseil d'administration du 1<sup>er</sup> mars 2005.

Le prix moyen des actions sur l'exercice est de 48,75 euros (66,10 euros en 2011).

La durée de vie moyenne résiduelle des options en cours est de 3,5 années.

Les plans donnant lieu à constatation d'une charge selon la méthode décrite en note 1.18 présentent les caractéristiques suivantes :

Date d'attribution /attributaires	Nombre d'options Origine	Période d'acquisition des droits	Charge de personnel au 31 décembre 2012 (en milliers d'euros)	Charge de personnel au 31 décembre 2011 (en milliers d'euros)
<b>14 avril 2008</b>		3 ans		
Mandataires sociaux	60 000		-	47
Employés	92 900		-	261
<b>TOTAL</b>			<b>-</b>	<b>308</b>

## Note 28 - Autres produits et autres charges d'exploitation

(en millions d'euros)	2012	2011
Autres impôts et taxes	(69,9)	(72,6)
Dépréciation de créances, net	(2,3)	(8,3)
Réaménagement des sites, net	(5,6)	(8,2)
Autres charges d'exploitation	(22,4)	(28,5)
<b>Total autres charges d'exploitation</b>	<b>(100,1)</b>	<b>(117,6)</b>
Autres produits d'exploitation	76,5	71,3
<b>Total autres produits (charges) d'exploitation</b>	<b>(23,6)</b>	<b>(46,3)</b>

Les autres produits d'exploitation comprennent 22,4 millions d'euros de cessions de quotas d'émission des gaz à effet de serre excédentaires (34,1 millions d'euros en 2011).

## Note 29 - Autres produits et charges non courants

Les autres produits et charges comprennent des coûts de restructuration et les plus et moins-values de cessions d'actifs.

(en millions d'euros)	2012	2011
Plus (moins) values de cessions nettes <sup>(1)</sup>	9,2	23,6
Coûts de restructuration <sup>(2)</sup>	(4,5)	(4,7)
<b>TOTAL</b>	<b>4,7</b>	<b>19,0</b>

(1) Dont en 2012 : 6,8 millions d'euros aux États-Unis, et en 2011 plus-value de cession Axim : 23,4 millions d'euros.

(2) Dont en 2012 : 3,1 millions d'euros en Espagne, et en 2011 : 2,6 millions d'euros aux États-Unis et 1,4 million d'euros en Espagne.

Message du Directeur Général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	50
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	52
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	54
<b>Comptes consolidés</b>	État du résultat global consolidé	55
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	56
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	57
Informations sur la société et le capital	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>58</b>
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

## Note 30 - Résultat financier

(en millions d'euros)

	2012		2011	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Produits d'intérêts	-	11,3	-	23,4
Charges d'intérêts	(65,2)	-	(71,9)	-
<b>Charge nette d'intérêts sur l'endettement net portant intérêts</b>	<b>(53,9)</b>	-	<b>(48,5)</b>	-
Dividendes nets	-	1,4	-	1,8
Autres produits financiers	-	33,3	-	35,7
Autres charges financières	(20,2)	-	(27,9)	-
<b>Sous-totaux (a)</b>	<b>(85,3)</b>	<b>45,9</b>	<b>(99,8)</b>	<b>60,9</b>
Dépréciation de titres de participation (b)	(0,2)	-	(0,1)	-
<b>Sous-total net (a) + (b)</b>	<b>(39,6)</b>	-	<b>(39,0)</b>	-
Juste valeur des instruments dérivés de taux	(0,6)	-	-	-
Gain (pertes) de change	(34,4)	-	(11,2)	-
Juste valeur des instruments dérivés de change	-	36,6	-	1,9
<b>Sous-totaux</b>	<b>35,0</b>	<b>36,6</b>	<b>(11,2)</b>	<b>1,9</b>
<b>Sous-total net (c)</b>	-	<b>1,5</b>	<b>(9,3)</b>	-
<b>Résultat financier (a) + (b) + (c)</b>	<b>(38,1)</b>	-	<b>(48,2)</b>	-

Les intérêts capitalisés selon la norme IAS 23 révisée s'élevaient à 1,3 million d'euros en 2012 et 0,7 million d'euros en 2011.

## Note 31 - Analyse de la charge d'impôt figurant au compte de résultat

(en millions d'euros)

	2012	2011
Impôts courants	(107,6)	(113,1)
Ajustement de l'impôt courant relatif à des périodes antérieures	2,5	(6,7)
Impôts différés	2,5	17,0
Impôts résultant de changements de taux	-	(8,9)
<b>TOTAL</b>	<b>(102,6)</b>	<b>(111,6)</b>

## Analyse du taux effectif d'imposition

(en millions d'euros)

	2012		2011	
	Montants	%	Montants	%
Résultat avant impôts et résultat des sociétés en équivalence	(1,8)		271,0	
<b>Impôt théorique calculé selon le taux normal applicable en France</b>	<b>(0,6)</b>	<b>36,1</b>	<b>97,8</b>	<b>36,1</b>
Écart de taux France/étranger <sup>(1)</sup>	6,9		(18,6)	-6,6
Effets des changements de taux d'imposition <sup>(2)</sup>	-		8,9	3,4
Actifs d'impôts non constatés sur pertes fiscales de l'exercice <sup>(3)</sup>	24,6		26,8	11,4
Modification des perspectives de récupération de l'actif d'impôts différés nette des utilisations de déficits non activés	-		(2,1)	-0,8
Non-déductibilité des dépréciations de goodwill	66,2		9,0	
Imposition atténuée des plus-values sur titres cédés	(9,2)		(13,6)	
Différences permanentes et autres	17,3		(3,3)	-3,1
Impôt sur exercices antérieurs	(2,5)		6,7	2,6
<b>Impôt effectif du Groupe</b>	<b>102,6</b>		<b>111,6</b>	<b>43,1</b>

(1) En 2012, l'Espagne, la Grèce le Maroc et la Bulgarie sont les pays pour lesquels l'impact des différences de taux avec celui de la France est le plus significatif.

(2) En 2011, l'impact des changements de taux d'imposition se situe principalement en Égypte.

(3) En 2012, les déficits reportables non activés ont été générés principalement par les États-Unis et l'Espagne.

## Note 32 - Autres éléments du résultat global

(en millions d'euros)

	Montant avant effets d'impôt	Impôt	Montant après effets d'impôt
<b>Autres éléments du résultat global au 31 décembre 2011</b>	<b>12,1</b>	<b>(0,5)</b>	<b>11,6</b>
Ajustements de juste valeur sur titres disponibles à la vente	(23,8)	-	(23,8)
Ajustements de juste valeur sur instruments dérivés de couverture	(9,5)	2,1	(7,4)
Différences de conversion	(94,4)	-	(94,4)
Quote-part des autres éléments du résultat global des entreprises associées	(0,1)	-	(0,1)
<b>Autres éléments du résultat global au 31 décembre 2012</b>	<b>(115,7)</b>	<b>1,6</b>	<b>(114,1)</b>

Message du Directeur Général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	50
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	52
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	54
<b>Comptes consolidés</b>	État du résultat global consolidé	55
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	56
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	57
Informations sur la société et le capital	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>58</b>
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

## Note 33 - Résultat par action

### Résultat de base et résultat dilué

Le résultat de base par action est obtenu en divisant le résultat attribuable aux actionnaires de la société mère par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation sur la période, déduction faite du nombre moyen pondéré des actions propres.

Le résultat dilué par action prend en compte l'effet dilutif des stock-options.

Les stock-options dont le prix d'exercice est supérieur au cours moyen de l'action sur l'exercice, soit 48,75 euros en 2012, sont exclues du calcul.

La détermination des résultats de base et dilué par action est présentée ci-dessous :

<i>(en milliers d'actions)</i>	<b>2012</b>	<b>2011</b>
Nombre d'actions au 1 <sup>er</sup> janvier	35 779	36 382
Actions propres détenues au 1 <sup>er</sup> janvier	(76)	(140)
Acquisition pondérée d'actions propres sur la période	(163)	(194)
Annulation/affectation d'actions propres sur la période	-	-
Nombre pondéré d'actions émises sur la période	16	-
<b>Nombre moyen pondéré d'actions au 31 décembre</b>	<b>35 555</b>	<b>36 048</b>
Effet dilutif des options de souscription et d'achat d'actions	5	18
<b>Nombre moyen pondéré d'actions (résultat dilué) au 31 décembre</b>	<b>35 560</b>	<b>36 066</b>
<b>Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère</b> <i>(en millions d'euros)</i>	<b>(142,6)</b>	<b>215,3</b>
Résultat de base par action <i>(en euros)</i>	(4,01)	5,97
Résultat dilué par action <i>(en euros)</i>	(4,01)	5,97
<b>Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère des activités poursuivies</b> <i>(en millions d'euros)</i>	<b>(150,9)</b>	<b>119,1</b>
<b>Résultat de base des activités poursuivies par action</b> <i>(en euros)</i>	<b>(4,24)</b>	<b>3,30</b>
Résultat dilué des activités poursuivies par action <i>(en euros)</i>	(4,24)	3,30

### Événements post-clôture, levées d'options sur actions et annulation d'actions

Au 28 février 2013, 12 375 options sur actions ont été levées.

## Note 34 - Transactions avec les parties liées

### Termes et conditions des transactions avec les parties liées

Le Groupe Ciments Français échange des marchandises et des prestations de services de type technique ou administratif courants avec Italcementi S.p.A., ses filiales, et des entreprises associées.

Ainsi, le Groupe Ciments Français vend à Italcementi S.p.A. et à ses filiales des combustibles et des produits semi-finis et finis. C.T.G. S.p.A., filiale commune de Ciments Français et Italcementi, facture des prestations d'assistance technique et de développement technologique au Groupe Ciments Français.

Des refacturations de personnel interviennent également entre Italcementi S.p.A. et Ciments Français SA ou ses filiales, ainsi que des refacturations de frais engagés par Italcementi S.p.A. pour le développement de projets d'organisation, d'assurance et d'informatique.

Une nouvelle répartition des frais communs entre Italcementi S.p.A. et Ciments Français est entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2011. Elle porte sur les coûts des fonctions relatives aux activités du Groupe en faveur de l'une ou l'autre société, ou indistinctement en faveur du Groupe, et se substitue à celle en vigueur depuis 2004. Elle concerne également l'affectation des dépenses liées à des projets d'acquisition et de développement international.

Ces transactions sont conclues à des conditions normales de marché. Il n'y a pas eu de garanties fournies ou reçues pour les créances ou dettes sur les parties liées. En 2012 et 2011, le Groupe n'a pas enregistré de provision pour créances douteuses relatives aux montants dus par les parties liées.

Par ailleurs, Ciments Français assure ses besoins de financement principalement auprès d'Italcementi Finance, et a également donné mandat à Italcementi S.p.A. pour la gestion de ses droits d'émission (cf. note 19).

Les transactions du Groupe Ciments Français avec les sociétés liées sont les suivantes :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>Italcementi S.p.A.</b>		<b>Sociétés contrôlées par Italcementi S.p.A.</b>		<b>Entreprises associées</b>	
	<b>2012</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2011</b>
Ventes de marchandises	51,7	58,4	0,1	0,9	21,0	22,8
Achats de marchandises	(9,1)	(7,0)	(0,3)	(3,5)	(1,4)	(1,8)
Ventes de prestations de service	7,8	8,6	3,9	1,2	-	-
Achats de prestations de service	(47,9)	(45,6)	(32,6)	(35,5)	-	-
Produits financiers	-	-	-	-	-	-
Frais financiers	(1,1)	(1,8)	(26,4)	(20,4)	-	-
Créances commerciales	4,1	9,1	1,1	1,1	-	-
Dettes commerciales	(24,3)	(46,5)	(23,5)	(27,1)	-	-
Créances financières	-	-	-	-	-	-
Dettes financières	(106,5)	(100,0)	(538,2)	(537,1)	-	-

Au 31 décembre 2012, le Groupe Ciments Français a couvert auprès d'Italcementi Finance ses risques de taux à hauteur de 303,2 millions d'euros et de change à hauteur de 29,5 millions d'euros. Par ailleurs, les acquisitions d'immobilisations se sont élevées à 10,8 millions d'euros au cours de l'année 2012 (10,7 millions d'euros en 2011).



Message du Directeur Général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	50
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	52
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	54
<b>Comptes consolidés</b>	État du résultat global consolidé	55
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	56
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	57
Informations sur la société et le capital	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>58</b>
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

## Société mère ultime

La société Italcementi S.p.A. est une société italienne cotée au marché réglementé géré par Borsa Italiana S.p.A. Elle est majoritairement détenue par Italmobiliare S.p.A., cotée sur le même marché.

Il n'y a pas eu de transaction entre Italmobiliare S.p.A. et le Groupe Ciments Français.

## Entreprises associées

Les principales entreprises associées avec lesquelles le Groupe effectue des ventes, des prestations et des achats sont les sociétés Ciment Québec et Innocon en Amérique du Nord et Vassiliko à Chypre.

## Coentreprises

Les transactions réalisées avec les coentreprises et qui ne seraient pas éliminées en consolidation sont peu significatives.

## Sociétés contrôlées par Italcementi S.p.A.

Les opérations refacturées à Ciments Français ou à ses filiales concernent principalement une quote-part des coûts de recherche et développement et des prestations de services engagés par C.T.G. S.p.A. détenu à parts égales par Italcementi et Ciments Français.

## Principaux dirigeants

Le président, le directeur général, le directeur général délégué ainsi que les autres membres du conseil d'administration de Ciments Français sont considérés comme principaux dirigeants au sens de la norme IAS 24.

Les effets des transactions avec les principaux dirigeants sur les comptes de Ciments Français sont les suivants :

Transactions avec les principaux dirigeants (en millions d'euros)	Charges 2012	Bilan 31 décembre 2012	Charges 2011	Bilan 31 décembre 2011
Avantages à court terme, hors jetons de présence	(2,4)	(1,2)	(2,0)	(0,8)
Jetons de présence	(0,6)	-	(0,5)	-
<b>Sous-total avantages à court terme</b>	<b>(3,0)</b>	<b>(1,2)</b>	<b>(2,5)</b>	<b>(0,8)</b>
Avantages postérieurs à l'emploi	(0,2)	(2,1)	-	(1,9)
Paiement en actions *	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>(3,2)</b>	<b>(3,3)</b>	<b>(2,5)</b>	<b>(2,7)</b>

\* Charges de période d'acquisition des droits (3 ans) des plans Ciments Français et Italcementi S.p.A.

Les avantages à court terme hors jetons de présence comprennent les rémunérations versées par Ciments Français SA (salaires de base, primes et avantages en nature) au président, au directeur général et au directeur général délégué.

Les jetons de présence sont versés par Ciments Français SA et ses filiales consolidées par intégration globale ou proportionnelle.

## Note 35 - Participation dans les coentreprises

Les principales sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint sont essentiellement des sociétés françaises de matériaux de construction.

La part du Groupe dans les actifs, passifs, produits et charges du Groupe dans les coentreprises, qui est incluse dans les rubriques correspondantes des états financiers consolidés est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>31 décembre 2012</b>	<b>31 décembre 2011</b>
Actifs courants	32,5	29,1
Actifs non courants	80,5	79,0
<b>Total actif</b>	<b>113,0</b>	<b>108,1</b>
Passifs courants	22,9	20,7
Passifs non courants	14,7	14,2
<b>Total passif</b>	<b>37,5</b>	<b>34,9</b>

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>2012</b>	<b>2011</b>
Produits	39,6	40,3
Charges	(38,5)	(40,3)
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>1,1</b>	<b>-</b>

Message du Directeur Général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	50
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	52
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	54
<b>Comptes consolidés</b>	État du résultat global consolidé	55
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	56
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	57
Informations sur la société et le capital	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>58</b>
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

## Note 36 - Tableau des flux de trésorerie

### 36.1 Trésorerie et équivalents de trésorerie

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>31 décembre 2012</b>	<b>31 décembre 2011</b>
Banques et caisses	104,5	95,0
Ciments Français SA	0,6	3,0
Filiales	103,8	92,0
OPCVM	200,4	225,6
Ciments Français SA	145,5	152,0
Filiales	54,9	73,6
Dépôts à moins de 3 mois	234,3	256,9
Ciments Français SA	-	-
Filiales	234,3	256,9
<b>TOTAL</b>	<b>539,1</b>	<b>577,5</b>

Les placements OPCVM répondent aux conditions de classement en trésorerie et équivalents de trésorerie telles que précisées en note 1.15.

Un montant de 336,5 millions d'euros est détenu au 31 décembre 2012 (368,1 millions d'euros au 31 décembre 2011) dans des pays ne permettant pas une disponibilité des fonds immédiate au niveau de la holding Ciments Français (principalement l'Égypte, le Maroc, la Thaïlande et l'Inde), notamment du fait des réglementations en vigueur.

### 36.2 Besoin en fonds de roulement (BFR)

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>2012</b>	<b>2011</b>
Variation stocks	18,6	(22,0)
Variation clients	56,0	(0,7)
Variation fournisseurs	(8,0)	57,1
<b>Variation BFR exploitation</b>	<b>66,6</b>	<b>34,4</b>
Variation autres actifs	(1,7)	(20,4)
Variation autres passifs	(17,2)	45,8
<b>Variation BFR hors exploitation</b>	<b>(18,9)</b>	<b>25,4</b>
<b>Total variation besoin en fonds de roulement</b>	<b>47,8</b>	<b>59,8</b>

## Note 37 - Activités abandonnées

Le 31 mai 2012, Ciments Français a cédé sa participation dans Afyon Cimento. Le prix de cession net s'élève à 24,2 millions d'euros en numéraire et la plus-value de cession à 0,2 million d'euros.

Le 26 juin 2012, Ciments Français a cédé sa participation dans Fuping Cement en contrepartie d'une prise de participation dans West China Cement. Au jour de l'échange, la valeur en bourse des actions reçues s'élevait à 44,0 millions d'euros ; sur cette base, la plus-value de cession s'élève à 12,8 millions d'euros.

En 2011, Ciments Français avait cédé sa participation dans Set Group Holding. Le prix de cession s'élevait à 269,7 millions d'euros en numéraire et la plus-value à 106,9 millions d'euros.

Les montants figurant sur les lignes « Résultat des activités abandonnées » et « Flux nets liés aux activités abandonnées » des comptes consolidés sont détaillés ci-après :

### Compte de résultat

(en millions d'euros)

	2012		Set Group Holding	2011	
	Afyon Cimento	Fuping Cement		Afyon Cimento	Fuping Cement
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>1,7</b>	<b>8,5</b>	-	<b>20,1</b>	<b>43,1</b>
Production stockée	2,1	(0,2)	-	0,3	(1,0)
Achats et consommations	(2,8)	(8,1)	-	(15,6)	(36,4)
Services extérieurs	(0,3)	(0,9)	-	(2,9)	(3,3)
Charges de personnel	(0,9)	(0,8)	-	(3,1)	(3,0)
Autres produits (charges) d'exploitation	(0,2)	(0,5)	-	(0,4)	(1,5)
<b>Résultat brut d'exploitation courant</b>	<b>(0,5)</b>	<b>(2,1)</b>	-	<b>(1,7)</b>	<b>(2,1)</b>
Amortissements	(0,4)	(1,2)	-	(1,5)	(4,6)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>(0,9)</b>	<b>(3,3)</b>	-	<b>(3,3)</b>	<b>(6,6)</b>
Produits financiers	0,1	-	-	0,4	-
Charges financières	-	(0,9)	-	-	(2,9)
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>(0,8)</b>	<b>(4,2)</b>	-	<b>(2,9)</b>	<b>(9,5)</b>
Impôts	-	-	-	0,1	0,2
<b>Résultat net</b>	<b>(0,8)</b>	<b>(4,2)</b>	-	<b>(2,8)</b>	<b>(9,3)</b>
Plus (moins)-values de cession des activités abandonnées	0,2	12,8	106,9	-	-
Dont part attribuable aux :					
Propriétaires de la société mère	(0,2)	8,6	106,9	(1,4)	(9,3)
Participations ne donnant pas le contrôle	(0,4)	-	-	(1,4)	-

Message du Directeur Général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	50
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	52
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	54
<b>Comptes consolidés</b>	État du résultat global consolidé	55
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	56
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	57
Informations sur la société et le capital	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>58</b>
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

## État des flux de trésorerie

(en millions d'euros)	2012		Set Group Holding	2011	
	Afyon Cimento	Fuping Cement		Afyon Cimento	Fuping Cement
Flux de trésorerie générés par l'activité	(1,2)	1,1	-	(1,9)	(10,5)
Flux de trésorerie liés aux investissements	(0,1)	(0,7)	-	(1,2)	(2,7)
Flux de trésorerie liés aux financements	-	11,6	-	(0,5)	17,0
Flux de cession nets des frais liés aux cessions	22,8	(1,7)	262,2	-	-
Trésorerie des filiales cédées	(2,6)	(22,8)	(5,3)	-	-
Incidence des variations des devises	0,2	(0,2)	-	(1,2)	0,9
<b>Flux nets liés aux activités abandonnées</b>	<b>19,2</b>	<b>(12,8)</b>	<b>256,9</b>	<b>(4,9)</b>	<b>4,7</b>

Au 31 décembre 2011, la contribution des sociétés cédées au bilan consolidé s'établissait comme suit :

(en millions d'euros)	Afyon Cimento	Fuping Cement
Actifs non courants	22,7	69,2
Actifs courants	10,4	24,5
Capitaux propres	29,3	46,9
Passifs non courants	1,2	-
Passifs courants	2,6	46,8

## Note 38 – Événements postérieurs à la clôture

À la connaissance de la société, il n'existe aucun événement postérieur à la clôture susceptible d'avoir un impact significatif sur la situation économique, le patrimoine et la situation financière du Groupe au 31 décembre 2012.

## Note 39 - Périmètre de consolidation

ENTITÉS	ADRESSE	% contrôle au 31 déc. 2012	% contrôle au 31 déc. 2011	% intérêts au 31 déc. 2012	% intérêts au 31 déc. 2011	Méthode de consolidation au 31 déc. 2012
<b>CIMENT FRANCE</b>						
SCE La Grange d'Etaule	Beaujeu St Vallier - 70100 Gray	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
SOCLI	2 Quartier Castans - Izaourt - 65370 Loures Barousse	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
IMMOBILIÈRE DES TECHNODES	Rue des Technodes - 78930 Guerville	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
CIMALIT	Zone portuaire - Quai A. de Vial - Poste 435 - 33530 Bassens	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
SRT Société Rouennaise de Transformation	Chez Ciments Calcia, Boulevard Maritime - 76350 Grand Couronne	60,0	60,0	60,0	60,0	GLOB
CIMENTS CALCIA	Rue des Technodes - 78930 Guerville	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
SZG	AM Zementwerk - 66130 Saarbrucken Gudingén (Allemagne)	80,0	80,0	80,0	80,0	GLOB
STE Aquitaine de Transformation	5 bd Louis Loucheur - 92210 Saint Cloud	40,0	40,0	40,0	40,0	EQUI
<b>TRANSPORT (TRATEL)</b>						
TRATEL	Les Technodes - 78930 Guerville	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
LARRICQ	Z.I - 28 rue de l'Aumônerie - 79600 Airvault	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
JOHAR	Voie Saint Nicolas - 51300 Luxemont-Villotte	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
TRAGOR	162 av du Haut Lévêque - 33600 Pessac	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
TRABEL TRANSPORTS	Grand Route 260 - 7530 Gaurain Ramecroix (Belgique)	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
DECOUX	Route de Saint Gilles - 30300 Beaucaire	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
BONAFINI	Z.I. de la Gare - Moulit - 14370 Argences	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
TRABEL AFFRETEMENT	Grand Route 260 - 7530 Gaurain Ramecroix (Belgique)	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
<b>MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION FRANCE</b>						
B.C. DE L'ADOUR	Lieu-dit «Castera» - Rue du Moulin de Castera - 64100 Bayonne	60,0	60,0	36,0	36,0	GLOB
SCI Lepeltier	Route de Berry-Bouy - 18230 Saint Doulichard	-	100,0	-	100,0	-
DTM Dragages, Transports & Travaux Maritimes	30 & 36 bis rue Saint Claude, 29 rue du Duc, Port de la Pallice - 17000 La Rochelle	50,0	50,0	50,0	50,0	PROP
SABLIMARIS *	Z.I. Portuaire du Rohu - 56600 Lanester	50,0	50,0	50,0	50,0	PROP
UNIWERBETON	Z.I. des Érables, BP 13 - 54181 Heillecourt	70,0	70,0	70,0	70,0	GLOB
LES GRAVES DE L'ESTUAIRE	Route du Port Pétrolier, Terre-plein Sud - 76600 Le Havre	33,3	33,3	33,3	33,3	PROP

Message du Directeur Général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	50
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	52
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	54
<b>Comptes consolidés</b>	État du résultat global consolidé	55
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	56
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	57
Informations sur la société et le capital	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>58</b>
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

ENTITÉS	ADRESSE	% contrôle au 31 déc. 2012	% contrôle au 31 déc. 2011	% intérêts au 31 déc. 2012	% intérêts au 31 déc. 2011	Méthode de consolidation au 31 déc. 2012
LES SABLIERES DE L'ODET *	Port de Corniguel - 29000 Quimper	50,0	50,0	50,0	50,0	PROP
CALCAIRES DE SOUPPES SUR LOING	Lieu-dit «Le Coudray» - 77460 Souppes sur Loing	50,0	50,0	50,0	50,0	PROP
CARRIERES BRESSE BOURGOGNE *	Port fluvial Sud de Chalon - 71380 Epervans	33,3	33,3	33,3	33,3	PROP
DIJON BETON	Route de Gray - 21850 St Apollinaire	15,0	15,0	15,0	15,0	EQUI
DRAGAGES ET CARRIERES	Port fluvial Sud-Chalon - 71380 Epervans	50,0	50,0	50,0	50,0	PROP
B.C. DES ABERS	11 rue de la roche - BP 6 - 29870 Lannilis	34,0	34,0	34,0	34,0	EQUI
B.C. DU PAYS BASQUE	Lieu-dit «Castera» Rue du Moulin de Castera - 64100 Bayonne	60,0	60,0	60,0	60,0	GLOB
GSM	Les Technodes BP 2 - 78930 Guerville	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
UNIBETON	Les Technodes - 78930 Guerville	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
STÉ PARISIENNE DE SABLIERES	«Le Catelier» - Martot - 27340 Pont de l'Arche	50,0	50,0	50,0	50,0	PROP
EURARCO FRANCE	Chemin de Barre Mer - St Firmin les Crotoy - 80550 Le Crotoy	65,0	65,0	65,0	65,0	GLOB
FRAIMBOIS GRANULATS	Pont de Fraimbois - 54300 Moncel les Luneville	50,0	50,0	50,0	50,0	PROP
UNIBETON-VAR	Z.A. du Berthoire - 13410 Lambesc	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
SAS DES GRÉSILLONS	2 quai Henri IV - 75004 Paris	35,0	35,0	35,0	35,0	PROP
STINKAL	Hameau Beaulieu - 62250 Ferques	35,0	35,0	35,0	35,0	EQUI
LES CALCAIRES GIRONDINS	18/20 avenue René Cassagne - 33150 Cenon	50,0	50,0	50,0	50,0	PROP
FONCIERE PETITE SEINE	Route de Donnermarie en Montois – 77480 Saint-Sauveur les Bray	42,2	-	42,2	-	PROP
SCI DU COLOMBIER	SILIC, 2 rue du Verseau – 94150 Rungis	63,0	-	63,0	-	GLOB
GRAVES DE L'ESTUAIRE DE LA GIRONDE LGEG	5 Chai de Chaulne - 33420 St Jean de Blaignac	50,0	50,0	50,0	50,0	PROP
LES SABLES DE MÉZIÈRES	La Ballastière - 37705 St-Pierre des Corps	50,0	50,0	50,0	50,0	PROP
GRANULATS DE LA DROME	Parc St Jean - ZAC du Mas de Grille - 34437 St Jean de Vedas	51,0	51,0	51,0	51,0	GLOB
CALCAIRES LORRAINS	ZI. avenue des Érables - 54181 Heillecourt	50,0	50,0	50,0	50,0	PROP
SCI Balloy	49 bis avenue F. Roosevelt - 77215 Avon	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
VALOISE	13 route de Conflans - 95480 Pierrelaye	60,0	60,0	60,0	60,0	PROP
SEAPM	49 bis avenue F. Roosevelt - 77215 Avon	56,4	56,4	56,4	56,4	PROP
GRANULATS OUEST	3 rue du Charron - 44800 Saint Herblain	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
LES QUATRE TERMES	Chemin St Jean - 13000 Salon de Provence	50,0	50,0	50,0	50,0	PROP
SODRAMARIS	30 & 36 bis rue Saint Claude, 29 rue du Duc, Port de la Pallice - 17000 La Rochelle	50,0	50,0	50,0	50,0	PROP

ENTITÉS	ADRESSE	% contrôle au 31 déc. 2012	% contrôle au 31 déc. 2011	% intérêts au 31 déc. 2012	% intérêts au 31 déc. 2011	Méthode de consolidation au 31 déc. 2012
<b>BELGIQUE</b>						
CCB	Grand Route 260 - 7530 Tournai	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
DE PAEPE BETON	Kennedylaan - Afrit Moervaart Noord - 9042 Gent	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
SOCIETE DES CARRIERES DU TOURNAISIS	Grand-Route 19 – 7530 Tournai (Gaurain Ramecroix)	65,0	65,0	65,0	65,0	PROP
<b>ESPAGNE</b>						
C. G. CANTERAS	Carretera de Almeria - Km 8, apdo 189 - Malaga	99,4	99,4	99,3	99,3	GLOB
FINANCIERA y MINERA	Carretera de Almeria - Km 8, apdo 189 - 29080 Malaga	99,9	99,9	99,9	99,9	GLOB
HORMIGONES Y MINAS	Carretera de Almeria - Km 8, apdo 189 - 29080 Malaga	100,0	100,0	99,9	99,9	GLOB
ATLANTICA DE GRANELES	Sestao-Galindo, Via Galindo – Vizcaya	50,0	50,0	50,0	50,0	PROP
VENTORE	Carretera de Almeria - Km 8, apdo 189 - Malaga	100,0	100,0	99,9	99,9	GLOB
C.A.S. MALAGA	Carretera de Almeria - Km 8, apdo 189 - Malaga	100,0	100,0	99,9	99,9	GLOB
INVERSIONES	Carretera de Almeria - Km 8, apdo 189 - Malaga	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
CONGLOMERANTES HIDRAULICOS ESPECIALES	Carretera de Almeria - Km 8, apdo 189 - Malaga	85,0	85,0	85,0	85,0	GLOB
<b>GRÈCE - CHYPRE</b>						
HALYPS BUILDING MATERIALS	Km 17 National Rd Athens-Korinth - 19300 Aspropyrgos - Attika	99,9	99,9	99,9	99,9	GLOB
VASSILIKO CEMENT WORKS Ltd	1A Kyriakos Matsis Avenue - 1519 Nicosia - Chypre	24,6	24,6	24,6	24,6	EQUI
ITALMED CEMENT COMPANY	284 Arch Makarios C ave Fortuna Blg Block B, 3105 Limassol Chypre	100,0	100,0	99,9	99,9	GLOB
<b>AMÉRIQUE DU NORD</b>						
ESSROC CANADA Inc. (Canada)	2000 Argentia Rd-Plaza 3-Suite 270 L5N 1P7 Mississauga (Ontario) Canada	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
ESSROC SAN JUAN Inc.	Road No. 2 km 26.7 Bo. Espinosa - 00646 Dorado - Puerto Rico	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
GREYROCK Inc.	3251 Bath Pike - Nazareth, PA 18064 (USA)	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
TOMAHAWK Inc.	c/o Delaware Corporate Management Inc. 1105 N. Market St - Suite 1300 - 19899 Wilmington DL (USA)	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
GRUPE CIMENT QUEBEC Inc.	145 bd du Centenaire - GOA 3GO St Basile de Portneuf (Québec) Canada	50,0	50,0	50,0	50,0	EQUI



Message du Directeur Général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	50
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	52
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	54
<b>Comptes consolidés</b>	État du résultat global consolidé	55
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	56
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	57
Informations sur la société et le capital	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>58</b>
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

ENTITÉS	ADRESSE	% contrôle au 31 déc. 2012	% contrôle au 31 déc. 2011	% intérêts au 31 déc. 2012	% intérêts au 31 déc. 2011	Méthode de consolidation au 31 déc. 2012
CIMENT QUEBEC Inc. *	145 bd du Centenaire - GOA 3GO St Basile de Portneuf (Québec) Canada	50,0	50,0	50,0	50,0	EQUI
3092-0631 QUÉBEC	145 bd du Centenaire - GOA 3GO St Basile de Portneuf (Québec) Canada	50,0	50,0	50,0	50,0	EQUI
ST-BASILE TRANSPORT *	184 bd du Centenaire - GOA 3GO St Basile de Portneuf (Québec) Canada	50,0	50,0	50,0	50,0	EQUI
INNOCON Inc.	50 Newkirk Road - Richmond Hill, (Ontario) L4C 3G3 Canada	50,0	50,0	50,0	50,0	EQUI
ESSROC CEMENT Corp.	3251 Bath Pike - Nazareth PA 18064 (USA)	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
ESSROC Corp.	3251 Bath Pike - Nazareth PA 18064 (USA)	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
ARROWHEAD INVESTMENT Co	502 East John Street - 89706 Carson City Nevada (USA)	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
RIVERTON INVESTMENT Corp.	158 Front Royal Rd – Suite 305 Winchester VA 22602 (USA)	-	100,0	-	100,0	-
CAPITOL CEMENT Corp.	158 Front Royal Rd – Suite 305 Winchester VA 22602 (USA)	-	100,0	-	100,0	-
RIVERTON Corp.	158 Front Royal Rd – Suite 305 Winchester VA 22602 (USA)	-	100,0	-	100,0	-
INNOCON PARTNERSHIP	50 Newkirk Road - L4C 3G3 Richmond Hill, (Ontario) Canada	50,0	50,0	50,0	50,0	EQUI
ESSROC READY MIX Corp.	3251 Bath Pike - Nazareth PA 18064 (USA)	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
CAMBRIDGE AGGREGATES Inc.	1182 Alps road RR#2 Cambridge (Ontario) Canada	60,0	60,0	60,0	60,0	GLOB
SABLE WILSON	180 chemin McCrank, JOX 1A0 Alcove (Québec) Canada	-	100,0	-	100,0	-
BETON MERCIER Inc.	110 rue Bélanger, J6J 4Z2 Châteauguay (Québec) Canada	-	50,0	-	50,0	-
NATIONAL EAST READY MIX Corp. *	2695 14th avenue - L3R 0H9 Markham (Ontario) Canada	60,0	60,0	60,0	60,0	EQUI
<b>ÉGYPTE</b>						
SUEZ CEMENT COMPANY	Nile Office Building Southern - Cairo	55,1	55,1	50,7	50,7	GLOB
TOURAH PORTLAND CEMENT	Nile Korniche, Helwan Road - Tourah PO Box 269 - Cairo	71,9	71,9	39,3	39,3	GLOB
SUEZ BAG COMPANY	Quattamia, Ein Sokhna Rd (km 30), PO Box 1022 Maadi - Cairo	57,8	57,8	28,8	28,8	GLOB
HELWAN CEMENT CO	98 Street n°250 - Maadi, Cairo	99,5	99,5	50,4	50,4	GLOB
READY MIX PRODUCTION (RMBP)	39 Kasr El Nile Street - Cairo	-	52,0	-	26,4	-
READY MIX PRODUCTION UNIVERSAL (RMPU)	39 Kasr El Nile Street - Cairo	-	52,0	-	26,4	-
TECNO GRAVEL EGYPT SAE	39 Kasr El Nile Street - Cairo	45,0	45,0	22,8	22,8	EQUI

ENTITÉS	ADRESSE	% contrôle au 31 déc. 2012	% contrôle au 31 déc. 2011	% intérêts au 31 déc. 2012	% intérêts au 31 déc. 2011	Méthode de consolidation au 31 déc. 2012
DECOM	About City - II Saber Amin St.-Cairo, I Ibn Afan Sq. Dokki - Cairo, West of Suez Golf	100,0	100,0	26,4	26,4	GLOB
AXIM FOR INDUSTRIALS	35 Ramses st., Marouf, Office n° 10, Cairo	100,0	100,0	50,1	50,1	GLOB
DEVELOPMENT FOR INDUSTRIES	35 Ramses st., Marouf, Office n° 6, Cairo	100,0	100,0	50,1	50,1	GLOB
SUEZ LIME	Nile Office Building Southern, Cairo	50,0	50,0	25,2	25,2	PROP
SUEZ FOR TRANSPORTATION	Nile Office Building Southern, Cairo	100,0	100,0	49,4	49,4	GLOB
SUEZ FOR IMPORT & EXPORT	35 Ramsis str. Kaser El Nile, Cairo	100,0	100,0	50,0	50,0	GLOB
HELWAN BAGS	Kafr El Elw, Corniche Elnile - Helwan	71,0	70,6	35,8	35,8	GLOB
UNIVERSAL COMPANY FOR READY MIX CONCRETE PRODUCTION	108, Anabib El-Petrol Street, End of Gesr El-Suez, The industrial area, Cairo	52,0	-	26,3	-	GLOB
<b>MAROC</b>						
PROCIMAR	621 boulevard Panoramique, Casablanca	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
BETOMAR	621 boulevard Panoramique, Casablanca	100,0	100,0	62,3	62,3	GLOB
ASMENT TEMARA	Ain Attig, Route de Casablanca, Temara	37,0	37,0	37,0	37,0	EQUI
CIMENTS DU MAROC	621 boulevard Panoramique, Casablanca	62,3	62,3	62,3	62,3	GLOB
MARGUERITE VIII	621 boulevard Panoramique, Casablanca	-	100,0	-	100,0	-
MARGUERITE X	621 boulevard Panoramique, Casablanca	-	100,0	-	100,0	-
INDUSAHA SA	Immeuble Chiâa, route de Mekka km 18 route de la ville du port - Laayoune	91,0	91,0	56,7	56,7	GLOB
<b>BULGARIE</b>						
MARVEX BULGARIA	9160 - Devnya	-	100,0	-	99,9	-
DEVNYA CEMENT AD	Varna District - 9160 Devnya	100,0	100,0	99,9	99,9	GLOB
LYULYAKA	1 Suvorovsko Shose - 9160 Devnya	100,0	100,0	99,9	99,9	GLOB
VULKAN AD	Vulkan Quarter - Dimitrovgrad	98,6	98,3	98,5	98,3	GLOB
DEVNYA FINANCE	Varna District - 9160 Devnya	50,0	50,0	50,0	49,9	EQUI
ICS DANUBE CEMENT	65, Stefan cel Mare Blvd, 65 of, 806 - Chisianu, République de Moldavie	-	100,0	-	99,9	-
<b>TURQUIE</b>						
AFYON CIMENTO SANAYI TAS	Papken Plaza, Halk Sokak 40-44, Kat 8 - Sahrayicedid Kadikoy 34734 Istanbul	-	51,0	-	51,0	-
<b>KOWEÏT</b>						
HILAL CEMENT	PO Box 20732, 143068 Safat, Koweït	51,0	51,0	25,8	25,8	GLOB
KUGEMIX	1 bd Al-Tayeba, Industrial Area, Koweït	100,0	100,0	13,3	13,3	GLOB
AL MAHALIYA	Po Box 5146, 13052 Safat, Koweït	51,0	51,0	13,2	13,2	GLOB
TAMEER BETON	Po Box 236624 - Doha, Qatar	49,0	49,0	12,7	12,7	EQUI
GULF READY MIX CONCRETE	Al Mirqab Plot 1, building 1, Office 5, floor 6, Koweït	100,0	100,0	13,2	13,2	GLOB

Message du Directeur Général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	50
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	52
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	54
<b>Comptes consolidés</b>	État du résultat global consolidé	55
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	56
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	57
Informations sur la société et le capital	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>58</b>
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

ENTITÉS	ADRESSE	% contrôle au 31 déc. 2012	% contrôle au 31 déc. 2011	% intérêts au 31 déc. 2012	% intérêts au 31 déc. 2011	Méthode de consolidation au 31 déc. 2012
<b>LIBYE</b>						
ITC FOR CEMENT	Bashir El Ibrahim Street Al Dhara Tripoli - Libye	50,0	50,0	50,0	50,0	PROP
<b>THAÏLANDE</b>						
JALAPRATHAN CEMENT PUBLIC	23/124-128 Soi Soonvijai, Rama 9 Rd - 10320 Huay Kwang - 10320 Bangkok	37,0	37,0	59,0	59,0	GLOB
JALAPRATHAN CONCRETE	23/124-128 Soi Soonvijai, Rama 9 Rd - 10320 Huay Kwang - 10320 Bangkok	37,0	37,0	59,0	59,0	GLOB
ASIA CEMENT (ACC)	23/124-128 Soi Soonvijai, Rama 9 Rd - 10320 Huay Kwang - 10320 Bangkok	25,4	25,4	39,5	39,5	GLOB
ASIA CEMENT PRODUCTS	23/124-128 Soi Soonvijai, Rama 9 Rd - 10320 Huay Kwang - 10320 Bangkok	25,4	25,4	39,5	39,5	GLOB
NAGA PROPERTY	23/124-128 Soi Soonvijai, Rama 9 Rd - 10320 Huay Kwang - 10320 Bangkok	37,0	37,0	59,0	59,0	GLOB
ASIA CEMENT ENERGY CONSERVATION	23/124-128 Soi Soonvijai, Rama 9 Rd - 10320 Huay Kwang - 10320 Bangkok	25,4	25,4	39,5	39,5	GLOB
<b>INDE</b>						
ZUARI CEMENT LTD	Krishna Nagar - Yerraguntla 516311, Kadapa district, Andra Pradesh	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
SITAPURAM POWER Ltd	431A Road n°22, Jubilee Hills - 500 033 Hyderabad	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
GULBARGA CEMENT Ltd	2&3 Ground floor, 10th Main Jeevanbimanagar, Hall III stage, 560 075 Bangalore	74,0	74,0	74,0	74,0	GLOB
<b>CHINE</b>						
FUPING CEMENT	Zhuangli Town, Fuping county, Weinan City, Shaanxi Province	-	100,0	-	100,0	-
<b>KAZAKHSTAN</b>						
SHYMKENT CEMENT	Aknazar han Street W/n – 486050 Shymkent	92,9	92,9	92,9	92,9	GLOB
BETON ATA LLP	264 Kazybaev Street, Zhetysuskiy region 050014 Almaty	75,5	75,5	70,1	70,1	GLOB
<b>NÉGOCE</b>						
INTERCOM	124, via G. Camozzi - 24121 Bergame, Italie	94,7	99,5	80,5	84,6	GLOB
GACEM	Kanifing Industrial Estate, PO Box 2973, Serrekunda, Gambie	80,0	80,0	80,0	80,0	GLOB
INTERBULK TRADING	Via Bagutti 5, CH-6904 Lugano, Suisse	85,0	85,0	85,0	85,0	GLOB
MAFCI	BP n° 5291, Nouakchott, Mauritanie	51,2	51,2	51,2	51,2	GLOB
EUROTECH CEMENT	Rruga Unazes Shkozet, Durres, Albanie	84,0	84,0	83,9	83,9	GLOB
SIDER NAVI *	39 via S. Brigida - 80133 Naples, Italie	-	10,0	-	8,5	-

ENTITÉS	ADRESSE	% contrôle au 31 déc. 2012	% contrôle au 31 déc. 2011	% intérêts au 31 déc. 2012	% intérêts au 31 déc. 2011	Méthode de consolidation au 31 déc. 2012
MEDCEM	39 via S. Brigida - 80133 Naples, Italie	50,0	50,0	40,2	42,3	PROP
SINGHA CEMENT (PRIVATE)	44/1 New Nuge road, Colombo 03, Sri Lanka	80,2	80,2	80,2	80,2	GLOB
MARITIME TRADE & BROKERAGE	Via Paolo Imperiale, Edificio Caffa int. 8 e 9 - Genova, Italie	33,0	33,0	28,3	28,3	EQUI
INTERBULK EGYPT	35 St. Ramsis, United Bank Building 6th floor - Cairo - Égypte	100,0	100,0	85,3	85,3	GLOB
MAURITANIENNE DES BÂTIMENTS ET ROUTES	BP 40254, Nouakchott, Mauritanie	100,0	100,0	51,2	51,4	GLOB
<b>SIÈGE &amp; HOLDINGS</b>						
SAX	Les Technodes - Rue du Château - 78930 Guerville	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
TECHNODES SA	Rue du Château - 78930 Guerville	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
SODECIM	Tour Ariane - 5 pl. de la Pyramide - 92800 Puteaux	-	100,0	-	100,0	-
CIMENTS FRANÇAIS EUROPE CFE	Herengracht 537 1017 BV Amsterdam (Pays-Bas)	-	100,0	-	100,0	-
TERCIM	Tour Ariane - 5 pl. de la Pyramide - 92800 Puteaux	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
CIMENTS FRANÇAIS (Siège)	Tour Ariane - 5 pl. de la Pyramide - 92800 Puteaux	100,0	100,0	100,0	100,0	MÈRE
COFIPAR	Tour Ariane - 5 pl. de la Pyramide - 92800 Puteaux	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
INVESTCIM	Tour Ariane - 5 pl. de la Pyramide - 92800 Puteaux	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
VESPRAPAT HOLDING CO LTD	N°540 Mercury Tower 22nd fl. Ploenchit Road Lumpiee Subdistrict - Bangkok, Thaïlande	49,0	49,0	49,0	49,0	GLOB
VANIYUTH CO LTD	Sukhumvit Rd, Klongtoey subdistrict, Wattana district, 10110 Bangkok Metropolis, Thaïlande	48,8	48,8	48,8	48,8	GLOB
COCIMAR	Tour Ariane - 5 pl. de la Pyramide - 92800 Puteaux	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
CIMFRA China	Tour Ariane - 5 pl. de la Pyramide - 92800 Puteaux	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
ESSROC INTERNATIONAL	Tour Ariane - 5 pl. de la Pyramide - 92800 Puteaux	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
PARCIB	Tour Ariane - 5 pl. de la Pyramide - 92800 Puteaux	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
AL MANAR CEMENT	Tour Ariane - 5 pl. de la Pyramide - 92800 Puteaux	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
MENAF	Tour Ariane - 5 pl. de la Pyramide - 92800 Puteaux	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB

Message du Directeur Général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	50
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	52
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	54
<b>Comptes consolidés</b>	État du résultat global consolidé	55
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	56
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	57
Informations sur la société et le capital	<b>Notes explicatives aux comptes consolidés</b>	<b>58</b>
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

ENTITÉS	ADRESSE	% contrôle au 31 déc. 2012	% contrôle au 31 déc. 2011	% intérêts au 31 déc. 2012	% intérêts au 31 déc. 2011	Méthode de consolidation au 31 déc. 2012
SUEZ BOSPHORUS	Kordon Yolu Sokak n° 6 Daire 1, Kalamis 34726 Istanbul - Turquie	100,0	100,0	50,7	50,7	GLOB
CIFI	Tour Ariane - 5 pl. de la Pyramide - 92800 Puteaux	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
SOFICEM	Tour Ariane - 5 pl. de la Pyramide - 92800 Puteaux	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
CODESIB	Tour Ariane - 5 pl. de la Pyramide - 92800 Puteaux	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
XINPRO	Tour Ariane - 5 pl. de la Pyramide - 92800 Puteaux	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
CIMINTER SA	1 rue Joseph Hackin - 1746 Luxembourg	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
SEAS Co Ltd	23/124-128 Soi Soonvijai, Rama 9 Rd - 10320 Huay Kwang - 10320 Bangkok - Thaïlande	100,0	-	100,0	-	GLOB

\* Filiales de sociétés consolidées par intégration proportionnelle ou par mise en équivalence.



---

## 4

## Comptes annuels de Ciments Français SA

4.1	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels . . . . .	134
4.2	Résultats, situation financière et autres informations juridiques de la société mère, Ciments Français SA . . . . .	136
4.3	Compte de résultat . . . . .	138
4.4	Bilan . . . . .	139
4.5	Annexe . . . . .	141
4.6	Tableau des 5 derniers exercices . . . . .	157
4.7	Tableau des filiales et participations sur les 2 derniers exercices . . . . .	158
4.8	Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2012 . . . . .	159



## 4.1 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2012

### **KPMG Audit**

Département de KPMG S.A.  
1, cours Valmy  
92923 Paris-La Défense Cedex

### **ERNST & YOUNG Audit**

1/2 place des Saisons,  
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Ciments Français SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### **1. Opinion sur les comptes annuels**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

### **2. Justification des appréciations**

Les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers au 31 décembre 2012 ont été réalisées dans un contexte où les perspectives économiques sont difficiles à appréhender. Ces conditions sont décrites dans la note « Estimations de la Direction » de l'annexe aux comptes annuels. C'est dans ce contexte que, conformément aux dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce, nous avons procédé à nos propres appréciations que nous portons à votre connaissance :



Message du Directeur Général	<b>Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels</b>	<b>134</b>
Présentation du Groupe	Résultats, situation financière et autres informations juridiques	
Commentaires sur l'exercice	de Ciments Français SA	136
Comptes consolidés	Compte de résultat	138
<b>Comptes annuels de Ciments Français SA</b>	Bilan	139
Gouvernement d'entreprise	Annexe	141
Informations sur la société et le capital	Tableau des 5 derniers exercices	157
Assemblée générale	Tableau des filiales et participations sur les 2 derniers exercices	158
Informations complémentaires	Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2012	159
Informations sur le développement durable		

## Estimations comptables

### Dépréciation des titres de participation

Votre société constitue des provisions pour dépréciation des titres de participation, selon la méthode décrite en notes « Méthodes d'évaluation » et « B2 Immobilisations financières » de l'annexe. Sur la base des éléments disponibles à ce jour, nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par votre société pour déterminer ces provisions pour dépréciation des titres de participation et avons mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage l'application de ces méthodes.

### Provisions pour risques et charges

Votre société constitue des provisions pour couvrir les risques et litiges, selon les modalités décrites en note « Méthodes d'évaluation » de l'annexe. Nous avons examiné les procédures en vigueur dans le groupe permettant le recensement et l'évaluation des risques et nous avons procédé à l'appréciation des hypothèses retenues pour établir les provisions.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## 3. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris-La Défense, le 15 mars 2013

Les commissaires aux comptes

KPMG Audit  
Département de KPMG S.A.

ERNST & YOUNG Audit



Patrick-Hubert Petit



Philippe Grandclerc



Pierre-Henri Pagnon

## 4.2 Résultats, situation financière et autres informations juridiques de la société mère, Ciments Français SA

### Faits significatifs

Les faits significatifs de l'année 2012 sont détaillés dans la section 4.5 « Annexe ».

### Résultats

Le résultat net de Ciments Français SA en 2012 s'établit à 50,2 millions d'euros (contre 296,3 millions d'euros en 2011).

### Dividende

Le dividende, soumis à l'approbation de l'assemblée générale du 11 avril 2013, a été fixé à 3 euros.

Compte tenu du versement d'un acompte sur dividende de 1,50 euro le 3 août 2012, le solde à verser au titre du dividende de l'exercice 2012, soit 1,50 euro par action, sera mis en paiement à compter du 2 mai 2013.

### Capital social

Au 31 décembre 2011, le capital social est de 143 114 304 euros, divisé en 35 778 576 actions de 4 euros chacune.

Au cours de l'année 2012, le nombre d'actions a varié comme suit :

- Levées d'options de souscription d'actions : 19 560
- Annulation d'actions : néant

Au 31 décembre 2012, le capital social est de 143 192 544 euros, divisé en 35 798 136 actions de 4 euros chacune.

À la clôture de l'exercice, l'actionnaire principal, la société Italcementi S.p.A. détient 83,16 % des actions (85,67 % avec Italmobiliare S.p.A.) et 91,07 % des droits de vote.

Au 31 décembre 2012, la société est susceptible d'émettre 600 500 actions nouvelles au maximum, résultant de la levée d'options de souscription d'actions.

### Rapport spécial sur les actions propres

(Article L.225-209 alinéa 2 du code de commerce)

Au 1<sup>er</sup> janvier 2012, la société détenait 76 216 actions dont 39 900 actions destinées à alimenter un plan d'options d'achat d'actions, le solde, soit 36 316 actions, étant destiné à être annulé.

Au cours de l'exercice 2012, la société a acquis 287 146 actions dans le cadre du programme de rachat d'actions et de réduction de capital autorisé par l'assemblée générale du 13 avril 2012.

Au cours de l'exercice, aucune option d'achat d'actions n'a été levée.

Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2012	76 216 actions
Acquisition	287 146 actions
Annulation	- actions
Levées d'options d'achat d'actions	- actions
<b>Solde au 31 décembre 2012</b>	<b>363 362 actions</b>

Message du Directeur Général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	134
Présentation du Groupe	<b>Résultats, situation financière et autres informations juridiques de Ciments Français SA</b>	<b>136</b>
Commentaires sur l'exercice		
Comptes consolidés	Compte de résultat	138
<b>Comptes annuels de Ciments Français SA</b>	Bilan	139
Gouvernement d'entreprise	Annexe	141
Informations sur la société et le capital	Tableau des 5 derniers exercices	157
Assemblée générale	Tableau des filiales et participations sur les 2 derniers exercices	158
Informations complémentaires	Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2012	159
Informations sur le développement durable		

À la clôture de l'exercice, 363 362 actions étaient donc inscrites au nom de la société (dont 323 462 actions acquises dans un but d'annulation et 39 900 actions destinées à la couverture du plan d'options d'achat de l'année 2003). Leur valeur nominale globale s'élève à 1 453 448 euros et leur valeur évaluée au cours d'achat est de 17 127 829 euros.

Les actions propres représentent 1,02 % du capital social. Au cours de l'exercice, la société n'a procédé à aucune vente d'actions.

### Plans d'option

Depuis 1987, l'assemblée générale a autorisé le conseil d'administration à consentir des options de souscription ou d'achat d'actions. La dernière autorisation, valable trente-huit mois, portant sur un million d'options, a été donnée le 11 avril 2006. Il a été décidé de ne pas la renouveler.

Au cours de l'exercice 2012, 19 560 options de souscription d'action ont été levées au titre des plans précédents et 2 800 ont été annulées.

D'autres informations relatives aux plans d'options sont communiquées dans la section 5.2 « Intérêts et rémunération des organes d'administration et de direction » et dans les notes explicatives aux comptes consolidés (note 27).

### Mandataires sociaux

Les informations relatives à la rémunération des mandataires sociaux sont données dans la partie 5 « Gouvernement d'entreprise ».

### Informations environnementales

Compte tenu de l'activité de holding de Ciments Français SA, les effets de son activité sur l'environnement sont peu significatifs. Des informations sur les risques liés aux activités des filiales, l'organisation du Groupe et les mesures mises en place pour prévenir ces risques, ainsi que les objectifs assignés aux filiales sont donnés dans la partie 9 « Informations sur le développement durable ».

### Procédures judiciaires et d'arbitrage

La société Ciments Français n'a pas connaissance de procédure judiciaire, arbitrale, ou de fait exceptionnel la concernant, et pouvant avoir des effets significatifs sur sa situation financière ou sa rentabilité, autre que ceux mentionnés en section 4.5, alinéa Faits exceptionnels et litiges.

### Informations sociales

Les informations sociales relatives à la société Ciments Français SA sont les suivantes :

La société emploie 93 personnes au 31 décembre 2012 qui bénéficient toutes d'un contrat à durée indéterminée. Au cours de l'exercice, hors mouvement de mobilité, 2 personnes ont été embauchées, 6 personnes ont fait l'objet d'un licenciement et 3 personnes d'une rupture conventionnelle.

Le recours à la main d'œuvre intérimaire et aux heures supplémentaires n'est pas significatif.

En matière de temps de travail, la société applique la loi sur l'aménagement et la réduction du temps de travail dans le cadre d'un accord signé en 1999 et 4 salariés bénéficient d'un contrat à temps partiel (1 à 60 %, 1 à 70 % et 2 à 80 %).

Au cours de l'exercice, le taux d'absentéisme a été de 2,18 %.

En 2012, la masse salariale s'élève à 12 155 milliers d'euros.

Les salariés de Ciments Français bénéficient d'un certain nombre d'avantages sociaux tels que l'adhésion à une mutuelle, à un contrat de prévoyance, à des régimes de retraite complémentaire, la participation aux dépenses de restauration et diverses primes octroyées lors d'événements familiaux. Ils disposent également d'un Plan Épargne Entreprise et d'un Plan Épargne pour la Retraite Collectif Interentreprises alimentés par le versement des sommes issues de l'intéressement ou de versement volontaire sur des fonds communs de placement d'entreprise.

Le comité d'entreprise de Ciments Français est composé de quatre titulaires. Au cours de l'année 2012, le comité d'entreprise s'est réuni 11 fois en session ordinaire et 13 fois en session extraordinaire. La charge totale du comité d'entreprise s'est élevée à 110 078 euros.

En matière de formation, 84 formations ont été effectuées en 2012 pour un temps de 1 575 heures.

Le comité d'hygiène et de sécurité s'est réuni, au cours de l'année 2012, quatre fois en session ordinaire et trois fois en session extraordinaire.

Des informations sur la politique et les actions du Groupe dans le domaine des ressources humaines sont développées en section 1.7 « Ressources humaines » et 9.2 « Responsabilité sociale ».

### 4.3 Compte de résultat

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	Exercice 2012	Exercice 2011
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	A1	<b>12 418</b>	<b>18 291</b>
Charges et consommations	A2	(95 453)	(110 350)
<b>VALEUR AJOUTÉE</b>		<b>(83 035)</b>	<b>(92 059)</b>
Impôts et taxes	A3	(4 240)	(4 562)
Charges de personnel	A4	(16 900)	(25 318)
<b>EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION</b>		<b>(104 175)</b>	<b>(121 939)</b>
Autres produits	A5	61 249	65 524
Autres charges		(438)	(398)
Amortissements		(1 104)	(1 308)
Provisions		(934)	-
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>(45 402)</b>	<b>(58 121)</b>
Dividendes		178 481	183 046
Charges financières nettes		(70 246)	(28 916)
(Dotations) ou reprise de provisions		(56 770)	10 439
<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>	A6	<b>51 465</b>	<b>164 569</b>
<b>RÉSULTAT COURANT</b>		<b>6 063</b>	<b>106 448</b>
Produits exceptionnels		115 075	368 898
Charges exceptionnelles		(100 536)	(211 468)
Amortissements		(7)	-
Provisions		(2 696)	(4 217)
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL</b>	A7	<b>11 836</b>	<b>153 213</b>
<b>RÉSULTAT D'ENTREPRISE</b>		<b>17 899</b>	<b>259 661</b>
Impôt sur les bénéfices	A10	32 274	36 618
<b>RÉSULTAT NET</b>		<b>50 173</b>	<b>296 279</b>

Message du Directeur Général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	134
Présentation du Groupe	Résultats, situation financière et autres informations juridiques de Ciments Français SA	136
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat	138
Comptes consolidés	Bilan	139
Comptes annuels de Ciments Français SA	Annexe	141
Gouvernement d'entreprise	Tableau des 5 derniers exercices	157
Informations sur la société et le capital	Tableau des filiales et participations sur les 2 derniers exercices	158
Assemblée générale	Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2012	159
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

## 4.4 Bilan

### ACTIF

(en milliers d'euros)

	Notes	Montant brut	31 décembre 2012 Amortissements & provisions (à déduire)	Montant net	31 décembre 2011
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<i>B1</i>	<b>13 184</b>	<b>12 692</b>	<b>492</b>	<b>1 038</b>
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<i>B1</i>				
Installations		1 629	1 197	432	592
Autres immobilisations		4 450	4 160	290	638
		<b>6 079</b>	<b>5 357</b>	<b>722</b>	<b>1 230</b>
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES <sup>(1)</sup></b>	<i>B2</i>				
Participations		3 959 721	165 932	3 793 789	3 893 770
Créances rattachées à des participations		571 528	-	571 528	285 757
Autres titres immobilisés		17 152	24	17 128	3 996
Prêts		704	-	704	681
Autres		106	-	106	179
		<b>4 549 211</b>	<b>165 956</b>	<b>4 383 255</b>	<b>4 184 383</b>
<b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>		<b>4 568 474</b>	<b>184 005</b>	<b>4 384 469</b>	<b>4 186 651</b>
<b>AUTRES CRÉANCES</b>					
Créances clients et comptes rattachés	<i>B3</i>	24 401	935	23 466	28 535
Autres créances d'exploitation		511	-	511	571
Charges constatées d'avance	<i>B4</i>	13 138	-	13 138	9 521
Créances diverses <sup>(2)</sup>	<i>B4</i>	20 306	-	20 306	368 253
Ecart de conversion Actif <sup>(2)</sup>		11 265	-	11 265	45 438
Valeurs mobilières de placement		145 517	-	145 517	151 989
Disponibilités		614	-	614	2 024
		<b>215 752</b>	<b>935</b>	<b>214 817</b>	<b>606 331</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>4 784 226</b>	<b>184 940</b>	<b>4 599 286</b>	<b>4 792 982</b>
(1) dont à moins d'un an				26	0
(2) dont à plus d'un an				0	0

**PASSIF***(en milliers d'euros)*

	Notes	31 décembre 2012	31 décembre 2011
<b>CAPITAUX PROPRES</b>			
Capital		143 193	143 114
Primes d'émission, de fusion, d'apport		994 590	946 197
Réserve spéciale de réévaluation	B6	4 802	4 802
Réserve légale		15 394	15 394
Autres réserves		76 011	76 011
Report à nouveau		1 263 649	1 074 051
Résultat de l'exercice		50 173	296 279
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	B5	<b>2 547 812</b>	<b>2 555 848</b>
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES <sup>(1)</sup></b>	B7	<b>41 645</b>	<b>68 855</b>
<b>DETTES FINANCIÈRES <sup>(1)</sup></b>	B8		
Emprunts obligataires		515 000	527 761
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit <sup>(2)</sup>		67	27
Emprunts et dettes financières divers		1 420 386	1 526 579
		<b>1 935 453</b>	<b>2 054 367</b>
<b>AUTRES DETTES <sup>(1)</sup></b>			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		28 133	52 399
Dettes fiscales et sociales		10 512	10 871
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		177	55
Produits constatés d'avance		407	514
Autres dettes		0	0
Écart de conversion Passif		35 147	50 073
		74 376	113 912
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>4 599 286</b>	<b>4 792 982</b>
(1) dont à plus d'un an		1 258 207	1 347 855
dont à moins d'un an		793 267	889 279
(2) dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		67	27

Message du Directeur Général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	134
Présentation du Groupe	Résultats, situation financière et autres informations juridiques de Ciments Français SA	136
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat	138
Comptes consolidés	<b>Bilan</b>	<b>139</b>
<b>Comptes annuels de Ciments Français SA</b>	<b>Annexe</b>	<b>141</b>
Gouvernement d'entreprise	Tableau des 5 derniers exercices	157
Informations sur la société et le capital	Tableau des filiales et participations sur les 2 derniers exercices	158
Assemblée générale	Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2012	159
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

## 4.5 Annexe

(Tous les montants sont exprimés en milliers d'euros, sauf précision contraire.)

### Faits significatifs de l'exercice 2012

Le 28 mai, l'agence de notation Standard and Poor's a dégradé la note à long terme de Ciments Français de BBB- à BB+ avec perspective stable.

Le 31 mai, Ciments Français a finalisé, via sa filiale Parcib détenue à 100 %, la vente de sa participation de 51 % dans le capital d'Afyon Cimento (Turquie) au Groupe Cimsa Cimento, après avoir obtenu l'accord de l'Autorité turque de la concurrence. Les actions ont été transférées pour un montant total de 57,5 millions de livres turques, soit l'équivalent d'environ 25 millions d'euros. Après la vente de Set Group intervenue en 2011, Ciments Français a cessé toute production cimentière directe sur le marché turc.

Le 26 juin, Ciments Français a finalisé, via sa filiale Cimfra détenue à 100 %, après approbation de l'opération par les autorités chinoises compétentes, la transaction annoncée en mai avec West China Cement (WCC). Sur la base de l'accord conclu, l'intégralité du capital de Fuping Cement (Chine, province du Shaanxi), incluant la participation de 35 % de Fuping Cement dans le capital de Shifeng Cement, a été apportée à WCC en échange d'une participation de 6,25 % dans WCC par augmentation de capital réservée. Ciments Français devient ainsi le 3<sup>e</sup> actionnaire de WCC et siège désormais au conseil d'administration.

### Principes généraux

Les comptes annuels (bilan et compte de résultat) arrêtés au 31 décembre 2012 et 2011 ont été établis suivant les principes et méthodes définis par la loi comptable et ses textes d'application conformément au règlement CRC 99-03.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base ci-après :

- image fidèle ;
- comparabilité ;
- continuité d'activité ;
- régularité ;
- sincérité ;
- permanence des méthodes ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

---

## Méthodes d'évaluation

### Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont valorisées aux coûts historiques d'acquisition, hors frais financiers intercalaires.

- **Amortissements**

- Les amortissements sont calculés sur la durée d'utilisation estimée des immobilisations selon les méthodes suivantes :

- agencements et installations : linéaire sur 10 ans,
- installations techniques, matériel et outillage : linéaire sur 8 ans dans la plupart des cas,
- véhicules : linéaire sur 4 ans,
- mobilier de bureau : linéaire sur 8 ans,
- machines, matériel de bureau et gros matériel informatique : linéaire sur 5 ans,
- logiciels : linéaire sur 3 ou 5 ans.

- Les amortissements figurent en charge d'exploitation et sont portés en diminution de l'actif immobilisé.

- **Provisions**

Lorsque la valeur d'inventaire est jugée inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est constatée par voie de provision.

### Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont valorisées aux coûts historiques d'acquisition, ou à leur valeur d'apport, la réévaluation légale ayant été pratiquée sur les titres en portefeuille au 31 décembre 1976.

- **Provisions**

Une dépréciation est constatée par voie de provision lorsque la valeur d'inventaire des titres est inférieure à la valeur historique. La valeur d'inventaire des titres est déterminée en général par référence à la quote-part de capitaux propres détenue, éventuellement réappréciée en tenant compte notamment des éléments incorporels, sur la base de la valeur de l'entreprise, effectuée selon la méthode de calcul des flux de trésorerie actualisés (*discounted cash flows*), ou dans le cas de titres cotés en bourse, le cours du dernier jour de l'exercice, s'il représente la valeur de l'entreprise.

### Créances et dettes en devises

Les créances et dettes en devises hors de la zone EURO sont converties au taux en vigueur à la clôture de l'exercice ; les écarts par rapport aux valeurs d'origine sont enregistrés dans les comptes d'écart de conversion actif et passif prévus à cet effet.

Sauf situation particulière (notamment en cas de couverture), les pertes de conversion enregistrées en écart de conversion actif font l'objet d'une provision pour risques et charges.



Message du Directeur Général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	134
Présentation du Groupe	Résultats, situation financière et autres informations juridiques de Ciments Français SA	136
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat	138
Comptes consolidés	Bilan	139
<b>Comptes annuels de Ciments Français SA</b>	<b>Annexe</b>	<b>141</b>
Gouvernement d'entreprise	Tableau des 5 derniers exercices	157
Informations sur la société et le capital	Tableau des filiales et participations sur les 2 derniers exercices	158
Assemblée générale	Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2012	159
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

## Provisions pour risques et charges

Une provision est comptabilisée lorsqu'il existe à la clôture de l'exercice, une obligation juridique ou implicite dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de tiers.

En matière d'engagements de retraite et avantages similaires, les principaux régimes à prestations définies sont les indemnités de fin de carrière et des couvertures de frais médicaux. Les engagements liés à la retraite sont externalisés auprès de compagnies d'assurances. L'engagement constaté au bilan prend en compte la juste valeur des actifs du régime. À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004, les engagements de retraite et avantages similaires sont évalués et comptabilisés conformément à la recommandation 2003-R01 du CNC. La provision pour indemnités de fin de carrière a diminué en 2012 de 494 milliers d'euros contre une augmentation de 159 milliers d'euros en 2011 ; la provision au titre des autres engagements a diminué en 2012 de 81 milliers d'euros contre une hausse de 49 milliers d'euros en 2011. Les impacts de la loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 ont été pris en compte en écarts actuariels.

Les droits au titre des indemnités de fin de carrière sont définis par la convention collective de l'industrie de la fabrication des ciments.

Par ailleurs, un régime de médailles du travail versées pendant l'activité est également en place. Ciments Français a appliqué le règlement 2004-03 du CRC relatif à ces médailles. Ce régime a fait l'objet d'une évaluation actuarielle.

Les écarts actuariels résultent des changements d'hypothèses actuarielles retenues pour les évaluations d'un exercice à l'autre ainsi que tout écart constaté sur l'obligation ou sur la valeur des fonds par rapport aux hypothèses retenues en début d'exercice. Ces écarts actuariels sont amortis par plan selon la méthode dite «du corridor» (écarts excédant 10 % de la valeur du marché du fonds ou de la dette actuarielle), sur la durée d'activité moyenne du personnel bénéficiant du régime.

Les variations des engagements suite à une modification de régime sont enregistrées immédiatement en résultat lorsque les droits sont acquis ou étalés sur la période d'acquisition des droits.

Le taux d'actualisation est de 2,75 % pour les indemnités de fin de carrière et les frais de santé, et de 2,50 % pour les médailles du travail. Le taux d'inflation est de 2,00%. Les engagements ont été évalués à partir de la table de mortalité TH-TF 00-02. Pour les indemnités de fin de carrière, le taux d'augmentation des salaires est de 2,75 % et le taux de rendement attendu des actifs de 2,75 %.

## Impôt sur les sociétés

Il est rappelé que l'application du régime des groupes intégrés est automatiquement prolongée de 5 ans en 5 ans.

Ciments Français SA est la société tête du groupe d'intégration fiscale dont le périmètre au 31 décembre 2012 est le suivant :

Al Manar	Codesib	Johar	Tercim
Bonafini	Cofipar	Larricq	Tragor
Cifi	Decoux	Menaf	Tratel
Cimalit	Essroc International	Parcib	Unibéton
Ciments Calcia	Granulats Ouest	Sax	Unibéton Var
Ciments Français	GSM	SCI de Balloy	Xinpro
Cimfra	Immobilière des Technodes	Socli	
Cocimar	Investcim	Technodes	

Les règles de répartition de la charge d'impôt du Groupe entre les différentes sociétés sont fixées conventionnellement ; les principes retenus sont les suivants :

- neutralité du régime pour les filiales intégrées ;
- chez Ciments Français :
  - prise en charge ou en produit de l'incidence des retraitements liés au régime,
  - comptabilisation dans les produits de l'exercice de l'économie d'impôt réalisée apportée par les sociétés déficitaires,
  - constitution d'une provision pour charges relative à ces économies d'impôt, afin de couvrir les versements ultérieurs à effectuer au titre des filiales, lorsqu'elles redeviendront bénéficiaires.

### **Instruments financiers**

La société utilise certains instruments financiers pour réduire les risques de taux de change et d'intérêt résultant de son activité internationale et de la nature des emprunts contractés. Les positions sont prises sur des marchés organisés ou de gré à gré, dans le cadre d'une politique de couverture partielle des transactions considérées, à l'exclusion de toute position spéculative. Les résultats dégagés sur les opérations de couverture sont comptabilisés de manière symétrique à celle des résultats réalisés sur les éléments couverts.

#### **• Achats et ventes à terme de devises**

Les créances et dettes en devises faisant l'objet de contrats de vente ou d'achat à terme sont valorisées sur la base des taux de couverture, les écarts éventuels par rapport à la valeur historique étant enregistrés en résultat.

#### **• Swaps de devises**

Les résultats dégagés sur les swaps de devises constituant des opérations de couverture sont comptabilisés de manière symétrique aux résultats des éléments couverts.

#### **• Instruments de couverture du risque de taux d'intérêt**

La société utilise notamment des swaps de taux d'intérêt, des « FRA » et des « collars » pour se couvrir de la variation des taux. Le différentiel de taux d'intérêt reçu ou payé est enregistré en charges financières.

### **Frais d'émission d'emprunts**

Depuis 1997, les frais d'émission d'emprunts préalablement comptabilisés en frais payés d'avance à l'actif du bilan, sont enregistrés linéairement en charges externes, en liaison avec la durée des emprunts correspondants.

### **Faits exceptionnels et litiges**

Dans le cadre normal des activités de Ciments Français, des litiges peuvent naître avec des tiers et des procédures peuvent être engagées. Des provisions sont déterminées en fonction de l'appréciation des risques attachés à chaque dossier, lorsqu'une estimation du coût est possible.

Les principaux risques et litiges en cours au 31 décembre 2012 et n'ayant pas donné lieu à provision sont les suivants :

- 1) La Commission européenne a commencé une enquête en novembre 2008 à l'encontre de plusieurs groupes cimentiers parmi lesquels Italcementi S.p.A. et ses filiales, notamment Ciments Français, Ciments Calcia, et la Compagnie des Ciments Belges. En décembre 2010, la Commission a formellement ouvert une procédure à l'encontre d'Italmobiliare S.p.A. (société contrôlant Italcementi S.p.A.) et a élargi son enquête à Financiera y Minera. En avril 2011, elle a notifié une demande d'informations à Italmobiliare S.p.A., qui a apporté les réponses appropriées et contesté cette demande devant les juridictions européennes. À ce jour, la commission n'a pas notifié de griefs à Italmobiliare S.p.A et le dossier est toujours en cours.

Message du Directeur Général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	134
Présentation du Groupe	Résultats, situation financière et autres informations juridiques de Ciments Français SA	136
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat	138
Comptes consolidés	Bilan	139
<b>Comptes annuels de Ciments Français SA</b>	<b>Annexe</b>	<b>141</b>
Gouvernement d'entreprise	Tableau des 5 derniers exercices	157
Informations sur la société et le capital	Tableau des filiales et participations sur les 2 derniers exercices	158
Assemblée générale	Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2012	159
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

En juillet 2009, le Conseil de la concurrence belge a notifié une demande d'informations à divers opérateurs cimentiers dont la Compagnie des Ciments Belges, puis, en 2010, a communiqué ses conclusions aux parties concernées. Une décision finale est attendue au cours du premier trimestre 2013.

- 2) Suite à la non-réalisation du contrat de 2008 entre Sibcem et Ciments Français pour la cession des actifs turcs (Set Group), plusieurs procédures sont en cours :

Sibconcord, le principal actionnaire de Sibcem, a entamé en Russie une procédure d'annulation du contrat. Le 26 septembre 2011, la décision d'annulation du contrat obtenue en première instance par Sibconcord, confirmée en appel et par la cour de cassation régionale, a été cassée par la cour suprême de la fédération de Russie. Le dossier est renvoyé en première instance. En décembre 2011, avant l'arrêt de cassation de la cour suprême de la fédération de Russie, Sibconcord avait effectué une tentative d'exécution forcée de la décision russe, alors en vigueur, au Kazakhstan mais a été déboutée tant par le tribunal de première instance qu'en appel.

Ciments Français a engagé une procédure d'arbitrage suivant le règlement CCI (siège de l'arbitrage à Istanbul) conformément aux dispositions contractuelles. Le 7 décembre 2010, une sentence arbitrale favorable a été obtenue, reconnaissant que Ciments Français avait valablement exercé son droit de résilier le contrat et avait à bon droit conservé les 50 millions d'euros payés par Sibcem. Sibcem a obtenu d'un tribunal turc, non compétent en l'espèce, l'annulation de cette sentence ; après que Ciments Français a interjeté appel de ce jugement, cette décision a été annulée et l'affaire renvoyée devant le tribunal de commerce d'Istanbul. Par ailleurs le 3 décembre 2012, le tribunal arbitral a rendu une sentence finale (intégrant la répartition des frais de procédure) mettant ainsi un terme à la procédure d'arbitrage.

Parallèlement, Ciments Français poursuit ses procédures de reconnaissance de la sentence arbitrale dans différents pays, y compris en Russie.

À la connaissance de la société, il n'existe pas d'autre litige, arbitrage ou fait exceptionnel susceptible d'avoir une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine de la société.

### Consolidation

Les comptes de la société sont inclus suivant la méthode de l'intégration globale dans les comptes d'Italcementi S.p.A. - Via Camozzi 124 - 24121 Bergame (Italie).

### Estimations de la direction

L'établissement des comptes sociaux, conformément aux principes comptables généralement admis en France, nécessite la prise en compte, par la direction de la Société, d'un certain nombre d'estimations et d'hypothèses qui ont une incidence sur les montants d'actifs et de passifs et sur les charges et produits du compte de résultat, tels que les amortissements et les provisions, ainsi que sur les actifs et passifs éventuels mentionnés en annexe. Ces estimations sont déterminées sur l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles. Elles tiennent également compte du contexte actuel qui rend les perspectives économiques difficiles à appréhender. Il est possible que la réalité se révèle différente de ces estimations et hypothèses.

## Commentaires sur les comptes

### A. Compte de résultat

Les montants indiqués sont en milliers d'euros sauf indication contraire.

	2012	2011
<b>A1 Chiffre d'affaires</b>		
Prestations de services	12 418	18 291
dont à l'exportation	10 180	11 973
<b>A2 Charges et consommations</b>		
Loyers, charges et entretien	(4 169)	(4 399)
Honoraires	(5 891)	(7 785)
Achats d'autres approvisionnements	(117)	(115)
Contribution Centre Technique Groupe	(19 618)	(21 176)
Prestations externes	(65 658)	(76 875)
<b>TOTAL</b>	<b>(95 453)</b>	<b>(110 350)</b>
<b>A3 Impôts et taxes</b>		
Contribution sociale de solidarité	(178)	(120)
Impôts et taxes exigibles à l'étranger	(3 417)	(3 472)
Autres	(645)	(970)
<b>TOTAL</b>	<b>(4 240)</b>	<b>(4 562)</b>
<b>A4 Charges de personnel</b>		
Salaires, appointements, indemnités	(11 927)	(17 358)
Charges sociales sur rémunérations	(4 640)	(6 439)
Avantages postérieurs à l'emploi	575	(207)
Autres frais de personnel	(908)	(1 314)
<b>TOTAL</b>	<b>(16 900)</b>	<b>(25 318)</b>
<b>A5 Autres produits</b>		
Transfert de technologie et assistance aux filiales *	60 820	65 158
Autres	429	366
<b>TOTAL</b>	<b>61 249</b>	<b>65 524</b>
<b>A6 Résultat financier</b>		
Dividendes	178 481	183 046
Autres produits financiers	41 489	39 822
Charges financières sur dettes bancaires et comptes courants	(52 669)	(61 851)
Différences de change nettes	(26 515)	(6 887)
Provisions sur immobilisations financières	(89 321)	10 439
<b>TOTAL</b>	<b>51 465</b>	<b>164 569</b>

\* Ciments Français assure à ses filiales une assistance en matière technique et administrative rémunérée en fonction du chiffre d'affaires de chaque filiale.

Message du Directeur Général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	134
Présentation du Groupe	Résultats, situation financière et autres informations juridiques de Ciments Français SA	136
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat	138
Comptes consolidés	Bilan	139
<b>Comptes annuels de Ciments Français SA</b>	<b>Annexe</b>	<b>141</b>
Gouvernement d'entreprise	Tableau des 5 derniers exercices	157
Informations sur la société et le capital	Tableau des filiales et participations sur les 2 derniers exercices	158
Assemblée générale	Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2012	159
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

Les montants indiqués sont en milliers d'euros sauf indication contraire.

	2012	2011
<b>A7 Résultat exceptionnel</b>		
Plus et moins-values sur cessions actif	18 372	157 956
Subvention et abandon de créances filiales	-	(397)
Provisions ou charges pour coûts sociaux	(178)	(344)
Provisions ou charges pour contrôles fiscaux	(4 492)	(4 210)
Autres	(1 866)	208
<b>TOTAL</b>	<b>11 836</b>	<b>153 213</b>
<b>A8 Produits et charges concernant le Groupe</b>		
Chiffres d'affaires	12 418	18 255
Autres produits	60 857	65 168
Dividendes	178 481	183 046
Produits financiers	15 449	12 137
Provisions sur titres et créances rattachées	(125 199)	25 403
Autres charges externes	(66 931)	(68 911)
Charges financières	(28 867)	(30 800)
Produits (charges) exceptionnels	15 349	159 101
<b>TOTAL</b>	<b>61 557</b>	<b>363 399</b>
<b>A9 Rémunérations versées aux mandataires sociaux</b>		
Jetons de présence	437	398
Rémunérations	2 140	2 182
<b>TOTAL</b>	<b>2 577</b>	<b>2 580</b>
<b>A10 Résultat fiscal - Ventilation de l'impôt du régime intégré</b>		
Désignation : Charge (profit) d'impôt		
<b>Effet du régime intégré</b>		
Impôts reçus des filiales intégrées		
- Taux normal et taux réduit (y compris contributions exceptionnelles)	59 830	70 433
Charge d'impôt de l'exercice de l'ensemble		
- Taux normal	(24 620)	(31 500)
- Taux réduit	(929)	(727)
- Contributions additionnelles	(2 095)	(2 649)
Provision pour charges d'impôt futur liées au régime intégré *	(2 114)	(1 218)
Régularisation	(38)	(117)
Crédit d'impôt recherche, crédit d'impôt étranger et autres	2 240	2 396
<b>TOTAL</b>	<b>32 274</b>	<b>36 618</b>

\* Voir note sur les méthodes d'évaluation de l'impôt sur les sociétés.

En l'absence d'intégration fiscale, le résultat taxable de Ciments Français SA présente un déficit sur les 2 exercices présentés. Pour chacune des 2 années, l'impôt au taux réduit correspond à la taxation du produit de redevances.

## A11 Variations des réintégrations et déductions fiscales

Nature	31 décembre 2011		Variations		31 décembre 2012	
	Actif	Passif	Actif	Passif	Actif	Passif
<b>Charges non déductibles temporairement</b>						
<b>À déduire l'année suivante</b>						
Bonus	-	2 789	-	(414)	-	2 375
Contribution sociale de solidarité	-	120	-	58	-	178
Subvention construction	-	63	-	(15)	-	48
<b>À déduire ultérieurement</b>						
Provision garantie de passif	-	1 359	-	-	-	1 359
Provision pour risques sur participation	-	-	-	1 500	-	1 500
Indemnités départ en retraite	-	1 980	-	(494)	-	1 486
Mutuelle	-	1 732	-	(134)	-	1 598
Long-term incentive (bonus à 3 ans)	-	2 368	-	(1 058)	-	1 310
<b>Charges déduites, produits imposés non encore comptabilisés</b>						
Écart de conversion actif	45 438	-	(34 173)	-	11 265	-
Écart de conversion passif	-	50 073	-	(14 926)	-	35 147
Provision pour risque de change	-	43 651	-	(32 550)	-	11 101
Produit d'intégration fiscale filiales	-	15 802	-	2 114	-	17 916
<b>TOTAL</b>	<b>45 438</b>	<b>119 937</b>	<b>(34 173)</b>	<b>(45 919)</b>	<b>11 265</b>	<b>74 018</b>

## B. Bilan

<b>B1 Immobilisations incorporelles et corporelles</b>	<b>2012</b>	<b>2011</b>
Au 31 décembre	1 214	2 268
Au 1 <sup>er</sup> janvier	2 268	3 368
<b>Variation nette</b>	<b>(1 054)</b>	<b>(1 100)</b>
<b>Variation du montant brut (a)</b>		
Investissements	158	209
Immobilisations cédées ou mises hors service	(116)	(317)
<b>TOTAL</b>	<b>42</b>	<b>(108)</b>
<b>Variation des amortissements (b)</b>		
Annuité d'amortissement	1 104	1 308
Amortissements des immobilisations cédées ou mises hors service	(8)	(316)
<b>TOTAL</b>	<b>1 096</b>	<b>992</b>
<b>Variation du montant net (a) - (b)</b>	<b>(1 054)</b>	<b>(1 100)</b>

Message du Directeur Général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	134
Présentation du Groupe	Résultats, situation financière et autres informations juridiques	
Commentaires sur l'exercice	de Ciments Français SA	136
Comptes consolidés	Compte de résultat	138
<b>Comptes annuels de Ciments Français SA</b>	Bilan	139
Gouvernement d'entreprise	<b>Annexe</b>	<b>141</b>
Informations sur la société et le capital	Tableau des 5 derniers exercices	157
Assemblée générale	Tableau des filiales et participations sur les 2 derniers exercices	158
Informations complémentaires	Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2012	159
Informations sur le développement durable		

<b>B2 Immobilisations financières</b>	<b>2012</b>	<b>2011</b>
Au 31 décembre	4 383 255	4 184 383
Au 1 <sup>er</sup> janvier	4 184 383	4 693 925
<b>Variation nette</b>	<b>198 872</b>	<b>(509 542)</b>
<b>Analyse des différentes variations</b>		
Investissements (désinvestissements) en titres de participations <sup>(1)</sup>	(10 660)	(154 600)
(Dotation) reprise des provisions pour dépréciation des titres de participation <sup>(2)</sup>	(89 321)	7 078
Augmentation (diminution) nette des créances rattachées à des participations <sup>(3)</sup>	285 771	(355 102)
Augmentation (diminution) des prêts	23	(482)
Actions propres <sup>(4)</sup>	13 132	(4 397)
Autres variations	(73)	(2 039)
<b>TOTAL</b>	<b>198 872</b>	<b>(509 542)</b>

(1) **2012** : La variation nette de - 10 660 milliers d'euros provient des mouvements suivants :

Acquisition	
- CEMENTS FRANÇAIS EUROPE	+ 329 645
Cessions	
- GOLTAS	- 70 947
- SHYMKENT CEMENT	- 12 583
- AFYON	- 11 351
- ASMENT DE TEMARA	- 1 055
Augmentations de capital	
- CODESIB	+ 50 000
- PARCIB	+ 33 960
- PROCIMAR	+ 954
- SEAS	+ 255
Absorption de CEMENTS FRANÇAIS EUROPE et SODECIM avec effet rétroactif au 1 <sup>er</sup> janvier 2012	
- apport des titres FINANCIERA Y MINERA détenus par CEMENTS FRANÇAIS EUROPE et SODECIM	+ 637 270
- apport des titres COMPAGNIE DES CEMENTS BELGES détenus par CEMENTS FRANÇAIS EUROPE	+ 178 284
- apport des titres CARRIÈRES DU TOURNAISIS détenus par CEMENTS FRANÇAIS EUROPE	+ 7 699
- apport des titres CEMENTS DU MAROC détenus par SODECIM	+ 1
- annulation des titres SODECIM	- 663 021
- annulation des titres CEMENTS FRANÇAIS EUROPE	- 489 771

**2011** : La variation nette de -154 600 milliers d'euros provient des mouvements suivants :

Cession de titres représentatifs d'actifs en Turquie	
- SET GROUP	-167 180
- GOLTAS	-32 438
- AFYON	-5 677
Souscription et augmentation de capital	
- CIMINTER : souscription initiale pour 50 milliers d'euros puis augmentation de capital de 53 750 milliers d'euros	+ 53 800
- AL MANAR : augmentation de capital	+ 1 500
Autre	
CIFRINTER : acquisition de la totalité des titres non détenus pour 28 607 milliers d'euros puis liquidation de la société et annulation de la totalité des titres pour 33 212 milliers d'euros.	- 4 605

(2) **2012** : La variation nette de - 89 321 milliers d'euros est due à la reprise de provision sur Goltas (35 878 milliers d'euros) en raison de la cession de ces titres, et à des dotations relatives à Halyps (41 703 milliers d'euros), Menaf (31 424 milliers d'euros), Financiera y Minera (22 087 milliers d'euros), Tercim (10 154 milliers d'euros), Suez Cement Company (8 756 milliers d'euros), Cimfra (7 501 milliers d'euros), Codesib (3 129 milliers d'euros), Singha Cement (275 milliers d'euros) et Al Manar (170 milliers d'euros).

**2011** : La variation nette de +7 078 milliers d'euros est due à une dotation de 18 325 milliers d'euros pour Goltas en raison de la baisse du cours de bourse, à la reprise de provision liée à la cession de Set Group (17 979 milliers d'euros), et à des variations de provision en liaison avec l'évolution des quotes-parts de capitaux propres, Halyps (-24 758 milliers d'euros), Al Manar (-2 213 milliers d'euros), Singha Cement (-395 milliers d'euros), Jalapathan Cement Public (+18 823 milliers d'euros), Cofipar (+13 999 milliers d'euros) et Sax (+1 968 milliers d'euros).

(3) **2012** : La variation nette de + 285 771 milliers d'euros est principalement due au transfert de court terme à long terme de prêts à Essroc pour 291 866 milliers d'euros, au remboursement de 10 000 milliers d'euros par Shymkent Cement et au prêt de 3 400 milliers d'euros à Inversiones e Iniciativas.

**2011** : La variation nette de -355 102 milliers d'euros est principalement due au transfert en créance à court terme d'un prêt à ESSROC pour 453 000 milliers de dollars US, à une nouvelle avance de 11 000 milliers de dollars US et à l'actualisation du prêt à ESSROC pour +20 843 milliers d'euros ; au remboursement de 30 000 milliers d'euros de GSM et à la capitalisation du prêt à Al Manar pour 1 500 millier d'euros .

(4) **2012** : Dans le cadre du programme de rachat d'actions, 287 146 actions ont été acquises, avec pour objectif leur annulation, pour un montant de 13 132 milliers d'euros, soit un cours moyen brut de 45,73 euros par action hors frais. Aucune action n'a été annulée au cours de l'année. Au cours de l'exercice, aucune option d'achat n'a été levée. À la clôture de l'exercice, Ciments Français détenait 363 362 actions pour un montant de 17 128 milliers d'euros.

**2011** : Dans le cadre du programme de rachat d'actions, 540 000 actions ont été acquises, avec pour objectif leur annulation, pour un montant de 35 966 milliers d'euros, soit un cours moyen brut de 66,60 euros par action hors frais. Au cours de l'année, 99 612 actions ont été annulées selon décision du conseil d'administration du 3 mai 2011 et 503 684 actions ont été annulées selon décision du conseil d'administration du 4 novembre 2011. Au cours de l'exercice, 600 actions ont été attribuées dans le cadre des levées d'option d'achat d'actions. À la clôture de l'exercice, Ciments Français détenait 76 216 actions pour un montant de 3 996 milliers d'euros.

### B3 Créances clients et comptes rattachés

Fin 2012, les créances clients et comptes rattachés correspondent essentiellement aux facturations aux filiales du Groupe effectuées au titre des contrats de transfert de technologie et d'assistance, ainsi qu'à la facturation réalisée à sa société mère Italcementi S.p.A. au titre du contrat de répartition des coûts de structure entre les deux sociétés.

<b>B4 Créances diverses et comptes rattachés</b>	<b>2012</b>	<b>2011</b>
Comptes courants débiteurs des filiales <sup>(1)</sup>	20 185	365 829
Impôt sur les sociétés	0	2 238
Autres débiteurs	121	186
Charges payées d'avance <sup>(2)</sup>	13 138	9 521
<b>TOTAL</b>	<b>33 444</b>	<b>377 774</b>

(1) Le montant au 31 décembre 2011 comprenait Essroc pour 350 104 milliers d'euros. Les prêts à Essroc ont été renouvelés par avenant en février 2012, avec des échéances à plus d'un an au 31 décembre 2012, et sont inscrits en « créances rattachées à des participations ».

(2) Comprend les frais d'émission d'emprunt obligataire et d'emprunts auprès d'établissements de crédit qui ont fait l'objet d'un étalement sur la durée des emprunts et dont le solde s'élève, au 31 décembre 2012, à 6 814 milliers d'euros.

<b>B5 Capitaux propres</b>	<b>2012</b>	<b>2011</b>
Au 31 décembre	2 547 812	2 555 848
Au 1 <sup>er</sup> janvier	2 555 848	2 462 603
<b>Variation nette</b>	<b>(8 036)</b>	<b>93 245</b>

L'augmentation nette des capitaux propres provient des mouvements suivants :

<b>Analyse des différentes variations</b>	<b>2012</b>	<b>2011</b>
Résultat net	50 173	296 279
Distribution de l'exercice	(53 528)	(108 727)
Acompte sur dividendes	(53 152)	(53 972)
Variation capital et prime d'émission <sup>(1)</sup>	898	0
Annulation actions propres <sup>(2)</sup>	0	(40 335)
Boni de fusion <sup>(3)</sup>	47 573	0
<b>TOTAL</b>	<b>(8 036)</b>	<b>93 245</b>

(1) Augmentation de capital :

- **2012** : de 19 560 actions de valeur nominale de 4 euros, soit 78 milliers d'euros et une prime d'émission de 820 milliers d'euros.

- **2011** : absence d'augmentation de capital.

(2) Annulation d'actions propres :

- **2012** : aucune annulation d'action propre n'a été effectuée au cours de l'exercice.

- **2011** : 603 296 actions.

(3) Boni de fusion lié à l'absorption de Ciments Français Europe avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2012.

### Actions propres

Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2012	76 216 actions
Acquisition	287 146 actions
Annulation	0 action
Levée d'option d'achat d'action	0 action
<b>Solde au 31 décembre 2012</b>	<b>363 362 actions</b>



Message du Directeur Général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	134
Présentation du Groupe	Résultats, situation financière et autres informations juridiques de Ciments Français SA	136
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat	138
Comptes consolidés	Bilan	139
<b>Comptes annuels de Ciments Français SA</b>	<b>Annexe</b>	<b>141</b>
Gouvernement d'entreprise	Tableau des 5 derniers exercices	157
Informations sur la société et le capital	Tableau des filiales et participations sur les 2 derniers exercices	158
Assemblée générale	Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2012	159
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

## Options de souscription d'achat d'actions en cours au 31 décembre 2012

À plusieurs reprises et pour la dernière fois le 11 avril 2006, l'assemblée générale a autorisé le conseil d'administration à consentir des options de souscription et d'achat d'actions à certains membres du personnel de la société et de ses filiales.

Date assemblée générale / conseil d'administration	Nombre d'options autorisées	Nombre d'options attribuées à l'origine	Délai d'exercice	Options exercées	Options annulées *	Options non exercées	Prix unitaire en euros
<b>OPTIONS DE SOUSCRIPTION</b>							
<b>Autorisation du 12.04.2001</b>	1 000 000						
01.03.2005		169 400	14.04.2008 - 14.04.2015	1 000	13 500	154 900	70,88
01.03.2006		155 000	23.03.2009 - 22.03.2016	-	8 200	146 800	117,29
		<b>324 400</b>		<b>1 000</b>	<b>21 700</b>	<b>301 700</b>	
<b>Autorisation du 11.04.2006</b>	1 000 000						
05.03.2007		166 400	23.03.2010 - 22.03.2017	-	12 100	154 300	140,28
14.04.2008		152 900	14.04.2011 - 13.04.2018	-	8 400	144 500	108,55
		<b>319 300</b>		<b>-</b>	<b>20 500</b>	<b>298 800</b>	
<b>SOUS-TOTAL</b>		<b>643 700</b>		<b>1 000</b>	<b>42 200</b>	<b>600 500</b>	
<b>OPTIONS D'ACHAT</b>							
<b>Autorisation du 12.04.2001</b>							
12.02.2003		171 400	12.02.2006 - 12.02.2013	119 400	12 100	39 900	45,59
<b>SOUS-TOTAL</b>		<b>171 400</b>		<b>119 400</b>	<b>12 100</b>	<b>39 900</b>	
<b>TOTAL</b>		<b>815 100</b>		<b>120 400</b>	<b>54 300</b>	<b>640 400</b>	

\* Les options sont annulées soit en raison de démission ou de licenciement, soit pour dépassement de la date limite d'exercice.

La variation nette des capitaux propres qui résulterait de la levée des 600 500 options de souscription s'élèverait à environ 65,5 millions d'euros. Les options de souscription représentent une dilution potentielle de 1,7 % du capital.

## B6 Réserve de réévaluation

Titres de participation (réévaluation 1976) : 4 802 milliers d'euros (montant inchangé par rapport à 2011).

## B7 Provisions pour risques et charges

	Montants au 1 <sup>er</sup> janvier 2012	Dotations	Reprise provisions montant utilisé	Reprise provisions montant non utilisé	Montants au 31 décembre 2012
Perte de change	43 651	11 101	-	43 651	11 101 *
Charges d'impôt liées au régime intégré	15 802	2 114	-	-	17 916
Retraites et avantages similaires	3 781	6	628	-	3 159
Contrôle fiscal	4 210	2 184	-	-	6 394
Autres provisions	1 411	1 664	-	-	3 075
<b>TOTAL</b>	<b>68 855</b>	<b>17 069</b>	<b>628</b>	<b>43 651</b>	<b>41 645</b>

\* Dont Interbulk en CHF pour 10 678 milliers d'euros.

### Impact des charges nettes liées aux provisions pour risques et charges

	Dotations	Reprise montant utilisé	Reprise montant non utilisé	Total net
Charges de personnel	6	628	-	(622)
Résultat financier	11 101	-	43 651	(32 550)
Résultat exceptionnel	1 664	-	-	1 664
Impôt	4 298	-	-	4 298
<b>TOTAL</b>	<b>17 069</b>	<b>628</b>	<b>43 651</b>	<b>(27 210)</b>

### Avantages postérieurs à l'emploi

Les montants comptabilisés au bilan sont les suivants :

	Au 31 décembre 2012	Au 31 décembre 2011
<b>Engagements de retraite et avantages similaires</b>		
Valeur actualisée de l'obligation financée	8 258	7 524
Juste valeur des actifs du régime	3 522	3 454
Valeur actualisée de l'obligation non financée	4 736	4 070
Profits (pertes) actuariels non comptabilisés	(1 692)	(451)
<b>Passif net à la clôture</b>	<b>3 044</b>	<b>3 619</b>
Actifs	115	162
Passifs	3 159	3 781
<b>Obligation nette au bilan</b>	<b>3 044</b>	<b>3 619</b>

Les variations du passif net comptabilisé au bilan s'analysent comme suit :

	Au 31 décembre 2012	Au 31 décembre 2011
<b>Engagements de retraite et avantages similaires</b>		
Passif net à l'ouverture	3 619	3 411
Charge nette (produit net) comptabilisé dans le compte de résultat	(575)	208
<b>Passif net à la clôture</b>	<b>3 044</b>	<b>3 619</b>

Le détail de la variation du passif net se présente comme suit :

	Au 31 décembre 2012	Au 31 décembre 2011
<b>Engagements de retraite et avantages similaires</b>		
Coût des services rendus au cours de l'exercice	196	198
Intérêts sur l'obligation	265	258
Rendement attendu des actifs du régime	(104)	(140)
Pertes (profits) sur réductions et liquidations	(798)	17
Cotisation versée, paiement et transfert	(134)	(125)
<b>Total porté en charge (produit) de personnel</b>	<b>(575)</b>	<b>208</b>
<b>Total variation du passif net</b>	<b>(575)</b>	<b>208</b>
Rendement réel sur actifs du régime	67	63

Message du Directeur Général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	134
Présentation du Groupe	Résultats, situation financière et autres informations juridiques de Ciments Français SA	136
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat	138
Comptes consolidés	Bilan	139
<b>Comptes annuels de Ciments Français SA</b>	<b>Annexe</b>	<b>141</b>
Gouvernement d'entreprise	Tableau des 5 derniers exercices	157
Informations sur la société et le capital	Tableau des filiales et participations sur les 2 derniers exercices	158
Assemblée générale	Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2012	159
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

## B8 Dettes financières

	Montants au 1 <sup>er</sup> janvier 2012	Mouvements de l'exercice	Montants au 31 décembre 2012
Emprunts obligataires	527 761	(12 761)	515 000
Emprunts et crédits bancaires	27	40	67
Billets de trésorerie	70 000	(70 000)	0
Dettes sociétés du Groupe	1 443 547	(35 534)	1 408 013
Autres	13 032	(659)	12 373
<b>TOTAL</b>	<b>2 054 367</b>	<b>(118 914)</b>	<b>1 935 453</b>

### Analyse de la dette financière en fonction des taux d'intérêt \*

	2012	2011
Taux d'intérêt fixe inférieur à 6 %	513 590	525 993
Taux d'intérêt variable inférieur à 6 %	1 421 863	1 528 374
<b>TOTAL</b>	<b>1 935 453</b>	<b>2 054 367</b>

\* Avant opération de couverture.

## B9 Engagements financiers en cours à la clôture de l'exercice

	2012	2011
Avals, cautions et garanties données	71 045	106 320
<b>Engagements réciproques :</b>		
- Échange de taux d'intérêt (montants nominaux)	340 000	640 679
- Opérations de couverture du risque de change (montants nominaux)	593 425	581 100
- Lignes de crédit non utilisées	830 000	1 110 000
<b>TOTAL</b>	<b>1 834 470</b>	<b>2 438 099</b>

La présentation faite n'omet pas l'existence d'un engagement hors bilan significatif.

**B10 Juste valeur des instruments financiers dérivés**

	Au 31 décembre 2012		Au 31 décembre 2011	
	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs
<b>Dérivé - Taux d'intérêt</b>				
Couverture de flux futurs		2 803		3 924
Couverture de juste valeur	26 125		22 035	
<b>Dérivés - Devises étrangères</b>				
Couverture de juste valeur				
<b>Non courant</b>	<b>26 125</b>	<b>2 803</b>	<b>22 035</b>	<b>3 924</b>
<b>Dérivé - Taux d'intérêt</b>				
Couverture de flux futurs		1 289	379	828
Négoce		29	67	295
<b>Dérivés - Devises étrangères</b>				
Couverture de juste valeur	18 219	30	1 016	20 196
Négoce				128
<b>Courant</b>	<b>18 219</b>	<b>1 348</b>	<b>1 462</b>	<b>21 447</b>
<b>TOTAL</b>	<b>44 344</b>	<b>4 151</b>	<b>23 497</b>	<b>25 371</b>

Les justes valeurs indiquées ci-dessus sont présentées hors intérêts courus.

**B11 Charges à payer**

	2012	2011
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	18 321	37 111
Dettes financières (emprunts et dettes diverses)	14 061	13 878
Autres dettes	10 689	10 926
<b>TOTAL</b>	<b>43 071</b>	<b>61 915</b>

Message du Directeur Général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	134
Présentation du Groupe	Résultats, situation financière et autres informations juridiques de Ciments Français SA	136
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat	138
Comptes consolidés	Bilan	139
<b>Comptes annuels de Ciments Français SA</b>	<b>Annexe</b>	<b>141</b>
Gouvernement d'entreprise	Tableau des 5 derniers exercices	157
Informations sur la société et le capital	Tableau des filiales et participations sur les 2 derniers exercices	158
Assemblée générale	Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2012	159
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

## B12 Échéancier des créances et des dettes

Au 31 décembre 2012	Total	À moins d'un an	À plus d'un an et moins de cinq ans	À plus de cinq ans
Créances d'exploitation	23 977	23 977	-	-
Charges constatées d'avance	13 138	8 060	4 305	773
Créances diverses	20 306	20 306	-	-
Écarts de conversion	11 265	11 265	-	-
Valeurs mobilières de placement et disponibilités	146 131	146 131	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>214 817</b>	<b>209 739</b>	<b>4 305</b>	<b>773</b>
Dettes financières	1 935 453	701 232	734 221	500 000
Autres dettes	39 229	39 229	-	-
Écarts de conversion	35 147	35 147	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>2 009 829</b>	<b>775 608</b>	<b>734 221</b>	<b>500 000</b>

Échéancier dette fournisseurs	2012	2011
Échéance fin janvier	2 911	4 994
Échéance fin février	6 901	8 466
Échéance fin mars	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>9 812</b>	<b>13 460</b>

## B13 Actifs et passifs concernant le Groupe

	2012	2011
<b>Actifs (montants nets)</b>		
Titres de participation	3 793 789	3 893 770
Créances rattachées à des participations	571 528	285 757
Créances clients et comptes rattachés	23 466	28 489
Autres créances	20 184	365 828
<b>Total actifs</b>	<b>4 408 967</b>	<b>4 573 844</b>
<b>Passifs</b>		
Provisions pour risques et charges	1 500	0
Dettes financières	1 408 013	1 443 547
Dettes d'exploitation	25 714	48 462
<b>Total passifs</b>	<b>1 435 227</b>	<b>1 492 009</b>

**B14 Écarts de conversion**

	2012	2011
<b>Actifs</b>		
Prêt Essroc (USD)	0	33 638
Prêt Interbulk (CHF)	10 678	10 350
Autres	587	1 450
<b>Total actifs</b>	<b>11 265</b>	<b>45 438</b>
<b>Passifs</b>		
Placement privé (USD)	0	3 700
Prêt Essroc (USD)	35 131	46 339
Autres	16	34
<b>Total passifs</b>	<b>35 147</b>	<b>50 073</b>

**B15 Répartition des effectifs**

	2012	2011
Ingénieurs et cadres	78	84
ETDAM	15	17
<b>TOTAL</b>	<b>93</b>	<b>101</b>

**B16 Droit individuel formation**

Les droits en cours d'acquisition s'élèvent à 8 605 heures.

**B17 Événements post-clôture**

À la connaissance de la société, il n'existe aucun événement postérieur à la clôture susceptible d'avoir un impact significatif sur la situation économique, le patrimoine et la situation financière de la société au 31 décembre 2012.

Message du Directeur Général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	134
Présentation du Groupe	Résultats, situation financière et autres informations juridiques de Ciments Français SA	136
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat	138
Comptes consolidés	Bilan	139
<b>Comptes annuels de Ciments Français SA</b>	<b>Annexe</b>	<b>141</b>
Gouvernement d'entreprise	<b>Tableau des 5 derniers exercices</b>	<b>157</b>
Informations sur la société et le capital	Tableau des filiales et participations sur les 2 derniers exercices	158
Assemblée générale	Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2012	159
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

## 4.6 Tableau des 5 derniers exercices

(en milliers d'euros)	2012	2011	2010	2009	2008
<b>Situation financière en fin d'exercice</b>					
Capital social	143 193	143 114	145 528	145 435	147 041
Nombre d'actions émises	35 798 136	35 778 576	36 381 872	36 358 822	36 760 182
<b>Résultat global des opérations</b>					
Chiffre d'affaires hors taxes	12 418	18 291	15 053	12 723	12 192
Bénéfice avant impôts, amortissements et provisions	79 410	254 747	90 942	74 584	177 182
Impôts sur les bénéfices <sup>(1)</sup>	32 274	36 618	42 781	34 491	47 021
Bénéfice (Perte) après impôts, amortissements et provisions	50 173	296 279	145 743	128 398	171 382
Montant du bénéfice distribué <sup>(2)</sup>	107 394	107 336	108 725	108 647	108 852
<b>Résultat des opérations réduit à une seule action</b>					
(en euros)					
Bénéfice après impôts, mais avant amortissements et provisions	3,12	8,14	3,70	3,00	6,10
Bénéfice (Perte) après impôts, amortissements et provisions	1,40	8,28	4,00	3,53	4,66
Dividende versé	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00
<b>Personnel</b>					
Nombre de salariés	93	101	115	139	142
Montant de la masse salariale	11 927	17 359	17 658	18 310	23 179
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité Sociale, œuvres sociales, etc...)	5 440	7 326	7 689	8 384	8 668

(1) Économie d'impôts.

(2) Montant provisoire qui sera ajusté en fonction des actions existantes au jour de l'assemblée générale mixte du 11 avril 2013 après déduction des actions propres et sous réserve de la décision de la dite assemblée.

## 4.7 Tableau des filiales et participations sur les 2 derniers exercices

(en millions d'euros)	Chiffre d'affaires		Résultat		Quote-part détenue en %		Valeur nette	
	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011
<b>TITRES DE SOCIÉTÉS FRANÇAISES</b>								
CIMENTS CALCIA	758,8	820,2	64,5	97,0	99,99	99,99	911,1	911,1
INVESTCIM	-	-	1,2	(1,2)	100,00	99,99	130,0	130,0
SODECIM	-	-	-	11,3	-	99,99	-	663,0
AL MANAR	-	-	(0,2)	(0,1)	100,00	100,00	0,9	1,1
TECHNODES	-	-	0,5	0,4	100,00	99,99	3,0	3,0
CIFI	-	-	-	-	100,00	100,00	7,4	7,4
CIMFRA	-	-	(7,3)	-	100,00	100,00	43,0	50,5
COCIMAR	-	-	23,6	19,7	100,00	100,00	150,5	150,5
CODESIB	-	-	(3,1)	-	100,00	100,00	51,9	5,0
COFIPAR	-	-	0,7	0,6	100,00	100,00	36,3	36,3
GSM	262,6	263,1	14,8	12,8	99,99	99,99	65,9	65,9
IMMOBILIÈRE DES TECHNODES	-	-	0,2	(0,2)	59,97	59,97	5,9	5,9
SAX	-	-	-	-	100,00	99,99	6,8	6,8
ESSROC INTERNATIONAL	-	-	-	0,1	100,00	100,00	244,4	244,4
MENAF	-	-	(36,1)	20,8	100,00	100,00	321,1	352,5
TERCIM	-	-	(9,8)	4,1	100,00	99,99	66,4	76,5
UNIBETON	435,6	455,6	(11,1)	(10,4)	99,99	99,99	201,9	201,9
PARCIB	-	-	0,5	-	100,00	100,00	34,0	0,1
Autres	-	-	-	-	-	-	0,0	0,0
<b>Sous-total</b>							<b>2 280,5</b>	<b>2 911,9</b>
<b>TITRES DE SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES</b>								
CIMENTS FRANCAIS EUROPE (Pays-Bas)	-	-	-	29,1	-	32,01	-	160,1
COMPAGNIE DES CIMENTS BELGES (Belgique)	209,4	231,8	4,6	9,7	78,52	39,74	301,6	123,3
HALYPS (Grèce)	28,4	41,8	(7,7)	(7,2)	59,89	59,89	38,2	79,9
AFYON CIMENTO SANAYI (Turquie)	-	20,2	-	(2,7)	-	51,00	-	11,4
PROCIMAR (Maroc)	-	-	5,6	5,6	99,99	99,99	7,1	6,1
ASMENT DE TEMARA (Maroc)	-	-	15,0	22,0	17,09	19,99	6,2	7,3
JALAPRATHAN CEMENT PUBLIC (Thaïlande)	56,0	47,2	(0,5)	3,7	37,00	37,00	28,4	28,4
ASIA CEMENT PUBLIC (Thaïlande)	170,6	147,2	3,6	0,5	25,43	25,43	105,1	105,1
VULKAN (Bulgarie)	13,0	13,9	(1,3)	1,2	70,00	70,00	17,6	17,6
ZUARI CEMENT LIMITED (Inde)	248,6	220,4	9,7	14,2	80,14	80,14	197,8	197,8
SUEZ CEMENT COMPANY (Égypte)	190,6	196,0	72,0	92,8	12,36	12,36	127,5	136,3
SINGHA CEMENT (Sri Lanka)	18,7	17,2	(2,2)	(0,5)	80,16	80,16	0,0	0,3
CARRIÈRES DU TOURNAISIS (Belgique)	29,4	31,3	2,1	2,1	42,69	18,79	11,5	3,8
SHYMKENT (Kazakhstan)	-	36,8	-	(1,8)	-	92,88	-	12,6
SOCIÉTÉ MAURITANO-FRANÇAISE DES CIMENTS (Mauritanie)	18,4	16,3	0,8	2,4	51,11	51,11	2,8	2,8
CIMINTER (Luxembourg)	-	-	-	-	100,00	100,00	53,8	53,8
FINANCIERA Y MINERA (Espagne)	98,4	-	(32,9)	-	96,45	-	615,2	-
SEAS (Thaïlande)	0,5	-	-	-	99,98	-	0,3	-
Autres	-	-	-	-	-	-	0,2	35,3
<b>Sous-total</b>							<b>1 513,3</b>	<b>981,9</b>
<b>TOTAL</b>							<b>3 793,8</b>	<b>3 893,8</b>

N.B. : De nombreuses holdings parmi les filiales et participations figurant ci-dessus sont, par définition, sans chiffre d'affaires.



Message du Directeur Général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	134
Présentation du Groupe	Résultats, situation financière et autres informations juridiques	
Commentaires sur l'exercice	de Ciments Français SA	136
Comptes consolidés	Compte de résultat	138
<b>Comptes annuels de Ciments Français SA</b>	Bilan	139
Gouvernement d'entreprise	Annexe	141
Informations sur la société et le capital	Tableau des 5 derniers exercices	157
Assemblée générale	<b>Tableau des filiales et participations sur les 2 derniers exercices</b>	<b>158</b>
Informations complémentaires	<b>Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2012</b>	<b>159</b>
Informations sur le développement durable		

## 4.8 Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2012

### A/ RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS CONCERNANT LES PARTICIPATIONS DONT LA VALEUR D'INVENTAIRE BRUTE EXCÈDE 1 % DU CAPITAL DE CIMENTS FRANÇAIS

	Capital	Capitaux propres avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenu en %	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Avals, cautions, garanties donnés	Chiffre d'affaires H.T. <sup>(1)</sup>	Résultats	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brute	Nette					
<i>(en milliers de devises)</i>										
<b>1 - FILIALES (50 % AU MOINS DU CAPITAL DÉTENU PAR LA SOCIÉTÉ)</b>										
CIMENTS CALCIA <sup>(2)</sup>										
Rue des Technodes CS 20001 78931 Guerville Cedex	593 836	964 026	99,99	911 097	911 097	-	12 597	758 841	64 517	91 315
GSM										
Rue des Technodes CS 20001 78931 Guerville Cedex	18 676	84 370	99,99	65 850	65 850	30 030	5 518	262 616	14 754	30 006
CIMFRA										
Tour Ariane 5 place de la Pyramide 92800 Puteaux	62 116	50 241	100,00	62 116	42 959	-	-	-	(7 282)	-
COFIPAR										
Tour Ariane 5 place de la Pyramide 92800 Puteaux	18 000	20 496	100,00	36 337	36 337	254	-	-	681	-
TERCIM										
Tour Ariane 5 place de la Pyramide 92800 Puteaux	55 539	63 869	100,00	76 524	66 370	-	-	-	(9 767)	3 332
SAX										
Rue des Technodes CS 20001 78931 Guerville Cedex	483	6 160	100,00	6 821	6 821	3 070	-	-	(25)	-
INVESTCIM										
Tour Ariane 5 place de la Pyramide 92800 Puteaux	110 406	110 016	100,00	129 985	129 985	-	-	-	1 222	-
AL MANAR										
Tour Ariane 5 place de la Pyramide 92800 Puteaux	3 300	1 087	100,00	3 300	917	-	-	-	(170)	-
COCIMAR										
Tour Ariane 5 place de la Pyramide 92800 Puteaux	72 958	155 259	100,00	150 536	150 536	-	-	-	23 563	18 645
CODESIB										
Tour Ariane 5 place de la Pyramide 92800 Puteaux	55 037	55 026	100,00	55 037	51 908	10 730	-	-	(3 123)	-
CIMINTER										
1 rue Joseph Hackin 1746 Luxembourg - Luxembourg	53 800	53 766	100,00	53 800	53 800	-	-	-	(19)	-
UNIBETON										
Rue des Technodes CS 20001 78931 Guerville Cedex	27 160	98 129	99,99	201 950	201 950	-	29 400	435 609	(11 053)	-
HALYPS										
17th Km National Road - 19300 Aspropyrgos Athènes - Grèce	48 821	96 255	59,89	104 678	38 217	500	-	28 355	(7 650)	-
IMMOBILIÈRE DES TECHNODES										
Rue des Technodes CS 20001 78931 Guerville Cedex	8 024	7 703	59,97	5 869	5 869	-	-	-	204	-
ESSROC INTERNATIONAL										
Tour Ariane 5 place de la Pyramide 92800 Puteaux	244 398	253 799	100,00	244 398	244 398	-	-	-	11	-

	Capital	Capitaux propres avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenu en %	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Avals, cautions, garanties donnés	Chiffre d'affaires H.T. <sup>(1)</sup>	Résultats	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brute	Nette					
<i>(en milliers de devises)</i>										
MENAF Tour Ariane 5 place de la Pyramide 92800 Puteaux	352 500	364 380	100,00	352 500	321 076	-	-	-	(36 096)	18 330
CIFI Tour Ariane 5 place de la Pyramide 92800 Puteaux	7 350	7 291	100,00	7 350	7 350	2 392	-	5	(5)	-
TECHNODES Rue des Technodes CS 20001 78931 Guerville Cedex	3 200	4 299	100,00	3 049	3 049	-	-	-	507	1 200
SINGHA CEMENT <sup>(3)</sup> 44/1 New Nuge Road - Peliyagoda - Colombo 03 Sri Lanka	397 396 LKR	50 490 LKR	80,16	2 381	0	-	-	18 735	(2 229)	-
SOCIETE MAURITANO-FRANCAISE DES CIMENTS <sup>(4)</sup> BP 5291 - Nouakchott - Mauritanie	1 111 310 MRO	3 716 888 MRO	51,11	2 788	2 788	-	-	18 400	750	1 804
PROCIMAR <sup>(5)</sup> 621 boulevard Panoramique - Casablanca Maroc	37 500 MAD	473 096 MAD	99,99	7 071	7 071	-	-	-	5 564	-
VULKAN <sup>(6)</sup> Vulkan Quarter - Dimitrovgrad - Bulgarie	453 BGL	89 476 BGL	70,00	17 619	17 619	-	-	12 958	(1 306)	-
ZUARI CEMENT LIMITED <sup>(7)</sup> Krishna Nagar - Yerraguntla 516311 Kadapa District Andhra Pradesh - Inde	4 279 614 INR	12 903 205 INR	80,14	197 752	197 752	-	-	248 565	9 667	-
COMPAGNIE DES CIMENTS BELGES Grand Route 260 7530 Tournai – Belgique	295 031	398 787	78,52	301 634	301 634	-	4 633	209 430	4 592	-
PARCIB Tour Ariane 5 place de la Pyramide 92800 Puteaux	34 000	33 989	100,00	34 020	34 020	-	-	20	543	-
FYM Carretera de Almeria Km 8 29720 Malaga - Espagne	39 160	368 934	96,45	637 270	615 183	-	-	98 381	(32 917)	-
<b>2 - PARTICIPATION (10 À 50 % DU CAPITAL DÉTENU PAR LA SOCIÉTÉ)</b>										
JALAPRATHAN CEMENT PUBLIC <sup>(8)</sup> 23/124-128 Soi Soonvijai Rama 9 Road - Khet Huaykwang, 10320 Bangkok Thaïlande	1 200 000 THB	1 376 060 THB	37,00	28 355	28 355	12 446	7 435	56 039	(520)	-
CARRIÈRES DU TOURNAISIS Grand route 19 7530 Tournai – Belgique	12 297	19 771	42,69	11 538	11 538	-	-	29 385	2 132	-
ASIA CEMENT PUBLIC <sup>(8)</sup> 23/124-128 Soi Soonvijai Rama 9 Road - Khet Huaykwang, 10320 Bangkok Thaïlande	4 670 523 THB	10 218 604 THB	25,43	105 088	105 088	-	-	170 619	3 614	2 216
ASMENT DE TEMARA <sup>(5)</sup> Ain Attig - Route de Casablanca Temara - Maroc	495 000 MAD	706 975 MAD	17,09	6 204	6 204	-	-	-	15 006	3 765
SUEZ CEMENT COMPANY <sup>(9)</sup> Nile Office Building Southern Le Caire - Égypte	909 283 EGP	5 107 732 EGP	12,36	136 255	127 499	115	-	190 634	71 952	7 543

Message du Directeur Général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	134
Présentation du Groupe	Résultats, situation financière et autres informations juridiques de Ciments Français SA	136
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat	138
Comptes consolidés	Bilan	139
<b>Comptes annuels de Ciments Français SA</b>	Annexe	141
Gouvernement d'entreprise	Tableau des 5 derniers exercices	157
Informations sur la société et le capital	Tableau des filiales et participations sur les 2 derniers exercices	158
Assemblée générale	<b>Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2012</b>	<b>159</b>
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

## B/ RENSEIGNEMENTS GLOBAUX CONCERNANT LES AUTRES FILIALES OU PARTICIPATIONS

	Capital	Capitaux propres avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenu en %	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Avals, cautions, garanties donnés	Chiffre d'affaires H.T. <sup>(1)</sup>	Résultats	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brute	Nette					
<i>(en milliers de devises)</i>										
<b>1 - FILIALES NON REPRISES AU § A</b>										
Filiales françaises (ensemble)	-	-	-	38	38	-	-	-	-	-
Filiales étrangères (ensemble)	-	-	-	509	509	-	-	-	-	325
<b>2 - PARTICIPATIONS NON REPRISES AU § A</b>										
Sociétés françaises (ensemble)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés étrangères (ensemble)	-	-	-	2	2	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>				<b>3 959 721</b>	<b>3 793 789</b>	<b>59 537</b>	<b>59 583</b>			<b>178 481</b>

(1) chiffre d'affaires pris en compte pour les comptes consolidés

(2) dont écart de réévaluation 4 802

(3) 1 euro = 168,323 LKR

(4) 1 euro = 399,824 MRO

(5) 1 euro = 11,142 MAD

(6) 1 euro = 1,956 BGL

(7) 1 euro = 72,560 INR

(8) 1 euro = 40,347 THB

(9) 1 euro = 8,378 EGP



---

# 5

## Gouvernement d'entreprise

5.1	Direction, administration et contrôle . . . . .	164
5.2	Rémunérations et avantages des membres des organes d'administration et de direction . . . . .	179
5.3	Participation des membres des organes d'administration et de direction au capital . . .	184
5.4	Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil . . . . .	185
5.5	Rapport du président du conseil sur le fonctionnement du conseil d'administration et les procédures de contrôle interne et de gestion des risques . . . . .	187

## 5.1 Direction, administration et contrôle

(Composition à l'assemblée générale du 11 avril 2013)

### Conseil d'administration

Président

**Yves René NANOT**

Vice-président

**Carlo PESENTI**

**Giovanni FERRARIO**

*Représentant permanent d'Italcementi Finance SA*

**Giampiero PESENTI**

*Représentant permanent d'Italcementi S.p.A.*

**Martina BARCAROLI**

**Elisabeth LULIN** <sup>(1)</sup>

**Marc VIENOT**

**Dario MASSI**

**Jean-Paul MERIC** <sup>(2)</sup>

**Sebastiano MAZZOLENI**

*Représentant permanent d'Italcementi Ingegneria Srl*

Secrétaire du conseil

**Graziano MOLINARI** <sup>(3)</sup>

### Direction

Directeur général

**Giovanni FERRARIO**

Directeur général délégué

**Jean-Paul MERIC**

Directeur général délégué adjoint

**Fabrizio DONEGÀ**

Directeur des ressources humaines

**Silvestro CAPITANIO**

Directeur administration et contrôle

**Carlo BIANCHINI**

Directeur financier

**Giovanni MAGGIORA**

### Commissaires aux comptes

Titulaires

**Ernst & Young Audit**

**KPMG Audit, Département de KPMG SA**

### Suppléants

**Auditex**

**SCP Jean-Claude André**

(1) En remplacement de Victoire de Margerie, démissionnaire le 31 décembre 2012.

(2) En remplacement d'Italo Lucchini, démissionnaire le 1<sup>er</sup> mars 2013.

(3) Non administrateur.

Message du Directeur Général	<b>Direction, administration et contrôle</b>	<b>164</b>
Présentation du Groupe	Rémunérations et avantages des membres des organes d'administration et de direction	179
Commentaires sur l'exercice	Participation des membres des organes d'administration et de direction au capital	184
Comptes consolidés	Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil	185
Comptes annuels de Ciments Français SA	Rapport du président du conseil	187
<b>Gouvernement d'entreprise</b>		
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

## Activités principales et mandats extérieurs exercés par les mandataires sociaux au cours des cinq dernières années

### Yves René NANOT

Né le 27 mars 1937, nationalité française

Adresse professionnelle : Ciments Français - Tour Ariane - 5 place de la Pyramide - 92800 Puteaux

#### Fonction chez Ciments Français : président du conseil d'administration

Année d'entrée en fonction : 1993

Assemblée de fin de mandat : 2015

#### Exercice 2012

##### Autres mandats :

Administrateur de : Italcementi S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie), Essroc <sup>G</sup> (USA), Ciments du Maroc <sup>C/G</sup> (Maroc), Asia Cement <sup>G</sup> (Thaïlande), Zuari Cement Company <sup>G</sup> (Inde), Suez Cement Company <sup>C/G</sup> (Égypte)

#### Exercice 2011

##### Autres mandats :

Administrateur de : Rhodia <sup>C</sup> (France) jusqu'au 21 octobre 2011, Italcementi S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie), Essroc <sup>G</sup> (USA), Ciments du Maroc <sup>C/G</sup> (Maroc), Asia Cement <sup>G</sup> (Thaïlande), Zuari Cement Company <sup>G</sup> (Inde), Suez Cement Company <sup>C/G</sup> (Égypte)

#### Exercice 2010

##### Autres mandats :

Administrateur de : Rhodia <sup>C</sup> (France), Italcementi S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie), Essroc <sup>C/G</sup> (USA), Set Group Holding <sup>C/G</sup> (Turquie), Ciments du Maroc <sup>C/G</sup> (Maroc), Asia Cement <sup>G</sup> (Thaïlande), Zuari Cement Company <sup>G</sup> (Inde), Suez Cement Company <sup>C/G</sup> (Égypte)

#### Exercice 2009

##### Autres mandats :

Administrateur de : Rhodia <sup>C</sup> (France), Provimi <sup>C</sup> (France), Italcementi S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie), Essroc <sup>G</sup> (USA), Set Group Holding <sup>G</sup> (Turquie), Ciments du Maroc <sup>C/G</sup> (Maroc), Asia Cement <sup>G</sup> (Thaïlande), Zuari Cement Company <sup>G</sup> (Inde), Suez Cement Company <sup>C/G</sup> (Égypte)

#### Exercice 2008

##### Autres mandats :

Président du conseil d'administration de Rhodia <sup>C</sup> (France) jusqu'au 17 mars 2008  
Administrateur de : Rhodia <sup>C</sup> (France), Italcementi S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie), Centre Technique Groupe S.p.A. <sup>G</sup> (Italie) jusqu'au 27 mars 2008, Essroc <sup>G</sup> (USA), Set Group Holding <sup>G</sup> (Turquie), Ciments du Maroc <sup>C/G</sup> (Maroc), Asia Cement <sup>G</sup> (Thaïlande), Zuari Cement Company <sup>G</sup> (Inde), Suez Cement Company <sup>C/G</sup> (Égypte), Provimi <sup>C</sup> (France)

<sup>C</sup> : société cotée en Bourse

<sup>G</sup> : société faisant partie d'Italcementi Group

**Carlo PESENTI**

Né le 30 mars 1963, nationalité italienne

Adresse professionnelle : Italcementi S.p.A. - 124 via Camozzi - 24121 Bergame (Italie)

**Fonction chez Ciments Français : administrateur**

Année d'entrée en fonction : 1998

Assemblée de fin de mandat : 2015

Vice-président du conseil d'administration depuis 2007

<b>Exercice 2012</b>	Administrateur délégué d'Italcementi S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie) <b>Autres mandats :</b> Directeur général et administrateur d'Italmobiliare S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie) Administrateur de : Mediobanca S.p.A. <sup>C</sup> (Italie), RCS MediaGroup S.p.A. <sup>C</sup> (Italie), UniCredito Italiano S.p.A. <sup>C</sup> (Italie), Ambienta Sgr (Italie)
<b>Exercice 2011</b>	Administrateur délégué d'Italcementi S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie) <b>Autres mandats :</b> Directeur général et administrateur d'Italmobiliare S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie) Administrateur de : Mediobanca S.p.A. <sup>C</sup> (Italie), RCS MediaGroup S.p.A. <sup>C</sup> (Italie), UniCredito Italiano S.p.A. <sup>C</sup> (Italie), Ambienta Sgr (Italie)
<b>Exercice 2010</b>	Administrateur délégué d'Italcementi S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie) <b>Autres mandats :</b> Directeur général et administrateur d'Italmobiliare S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie) Administrateur de : Mediobanca S.p.A. <sup>C</sup> (Italie), RCS MediaGroup S.p.A. <sup>C</sup> (Italie), UniCredito Italiano S.p.A. <sup>C</sup> (Italie), Ambienta Sgr <sup>C</sup> (Italie)
<b>Exercice 2009</b>	Administrateur délégué d'Italcementi S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie) <b>Autres mandats :</b> Directeur général et administrateur d'Italmobiliare S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie) Administrateur de : Mediobanca S.p.A. <sup>C</sup> (Italie), RCS MediaGroup S.p.A. <sup>C</sup> (Italie), UniCredito Italiano S.p.A. <sup>C</sup> (Italie), Ambienta Sgr <sup>C</sup> (Italie)
<b>Exercice 2008</b>	Administrateur délégué d'Italcementi S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie) <b>Autres mandats :</b> Directeur général et administrateur d'Italmobiliare S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie) Administrateur de : Mediobanca S.p.A. <sup>C</sup> (Italie), RCS MediaGroup S.p.A. <sup>C</sup> (Italie), UniCredito Italiano S.p.A. <sup>C</sup> (Italie), Ambienta Sgr <sup>C</sup> (Italie)

<sup>C</sup> : société cotée en Bourse<sup>G</sup> : société faisant partie d'Italcementi Group



Message du Directeur Général	<b>Direction, administration et contrôle</b>	<b>164</b>
Présentation du Groupe	Rémunérations et avantages des membres des organes d'administration et de direction	179
Commentaires sur l'exercice	Participation des membres des organes d'administration et de direction au capital	184
Comptes consolidés	Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil	185
Comptes annuels de Ciments Français SA	Rapport du président du conseil	187
<b>Gouvernement d'entreprise</b>		
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

### Giovanni FERRARIO

Né le 3 novembre 1948, nationalité italienne

Adresse professionnelle : Italcementi S.p.A. - 124 via Camozzi - 24121 Bergame (Italie)

#### Fonction chez Ciments Français : directeur général

Représentant permanent de la société Italcementi Finance SA, administrateur depuis 2010

Assemblée de fin de mandat : 2014

#### Exercice 2012

##### Autres mandats :

Directeur général d'Italcementi S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie)

Administrateur de : Centro Tecnico di Gruppo <sup>G</sup> (Italie), Zuari Cement <sup>G</sup> (Inde), Asia Cement <sup>G</sup> (Thaïlande), Suez Cement Company <sup>C/G</sup> (Égypte), Essroc Corp. <sup>G</sup> (USA) et BravoSolution S.p.A. <sup>G</sup> (Italie)

Président du conseil d'administration d'Italgen S.p.A. <sup>G</sup> (Italie)

Représentant permanent de la société Sodecim <sup>G</sup> chez Ciments du Maroc <sup>C/G</sup> (Maroc)

#### Exercice 2011

##### Autres mandats :

Directeur général d'Italcementi S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie)

Administrateur de : Centro Tecnico di Gruppo <sup>G</sup> (Italie), Zuari Cement <sup>G</sup> (Inde), Asia Cement <sup>G</sup> (Thaïlande), Suez Cement Company <sup>C/G</sup> (Égypte), Essroc Corp. <sup>G</sup> (USA) et BravoSolution S.p.A. <sup>G</sup> (Italie)

Président du conseil d'administration d'Italgen S.p.A. <sup>G</sup> (Italie)

Représentant permanent de la société Sodecim <sup>G</sup> chez Ciments du Maroc <sup>C/G</sup> (Maroc)

#### Exercice 2010

##### Autres mandats :

Directeur général d'Italcementi S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie)

Administrateur de : Centro Tecnico di Gruppo <sup>G</sup> (Italie), Zuari Cement <sup>G</sup> (Inde), Asia Cement <sup>G</sup> (Thaïlande), Suez Cement Company <sup>C/G</sup> (Égypte), Essroc Corp. <sup>G</sup> (USA) et BravoSolution S.p.A. <sup>G</sup> (Italie)

Président du conseil d'administration d'Italgen S.p.A. <sup>G</sup> (Italie)

Représentant permanent de la société Sodecim <sup>G</sup> chez Ciments du Maroc <sup>C/G</sup> (Maroc)

#### Exercice 2009

##### Autres mandats :

Directeur général d'Italcementi S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie)

Administrateur de : Centro Tecnico di Gruppo <sup>G</sup> (Italie), Zuari Cement <sup>G</sup> (Inde), Asia Cement <sup>G</sup> (Thaïlande), Suez Cement Company <sup>C/G</sup> (Égypte), Essroc Corp. <sup>G</sup> (USA) et BravoSolution S.p.A. <sup>G</sup> (Italie)

Président du conseil d'administration d'Italgen S.p.A. <sup>G</sup> (Italie)

Représentant permanent de la société Sodecim <sup>G</sup> chez Ciments du Maroc <sup>C/G</sup> (Maroc)

#### Exercice 2008

##### Autres mandats :

Directeur général d'Italcementi S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie) depuis le 4 juin 2008

Administrateur de : Centro Tecnico di Gruppo <sup>G</sup> (Italie) depuis le 23 juillet 2008, Zuari Cement <sup>G</sup> (Inde) depuis le 21 juillet 2008, Asia Cement <sup>G</sup> (Thaïlande) depuis le 16 juillet 2008, Suez Cement Company <sup>C/G</sup> (Égypte) depuis le 15 juillet 2008, Essroc Corp. <sup>G</sup> (USA) depuis le 24 juillet 2008 et BravoSolution S.p.A. <sup>G</sup> (Italie) depuis le 23 juillet 2008

Président du conseil d'administration d'Italgen S.p.A. <sup>G</sup> (Italie) depuis le 25 juillet 2008

Représentant permanent de la société Sodecim <sup>G</sup> chez Ciments du Maroc <sup>C/G</sup> (Maroc) depuis le 18 juin 2008

<sup>C</sup> : société cotée en Bourse

<sup>G</sup> : société faisant partie d'Italcementi Group

**Jean-Paul Méric**

Né le 21 mai 1943, nationalité française

Adresse professionnelle : Ciments Français - Tour Ariane - 5 place de la Pyramide - 92800 Puteaux

**Fonction chez Ciments Français : directeur général délégué**

Année d'entrée en fonction : 2010

Assemblée de fin de mandat : 2014

**Exercice 2012**Président de : Ciments Calcia <sup>Ⓒ</sup> (France), GSM <sup>Ⓒ</sup> (France) et Unibéton <sup>Ⓒ</sup> (France)**Autres mandats :**Président du conseil d'administration de Financiera y Minera <sup>Ⓒ</sup> (Espagne)Président administrateur délégué de : Compagnie des Ciments Belges <sup>Ⓒ</sup> (Belgique)Vice-président et directeur général délégué de Ciments du Maroc <sup>Ⓒ/Ⓒ</sup> (Maroc)Administrateur de : Marvex <sup>Ⓒ</sup> (Bulgarie) jusqu'au 24 avril 2012, Italmed <sup>Ⓒ</sup> (Chypre), CTG <sup>Ⓒ</sup> (Italie)Membre du conseil de surveillance de Devnya Cement AD <sup>Ⓒ</sup> (Bulgarie) jusqu'au 12 avril 2012**Exercice 2011**Président de : Ciments Calcia <sup>Ⓒ</sup> (France), GSM <sup>Ⓒ</sup> (France) et Unibéton <sup>Ⓒ</sup> (France)**Autres mandats :**Président du conseil d'administration de Financiera y Minera <sup>Ⓒ</sup> (Espagne)Président administrateur délégué de : Compagnie des Ciments Belges <sup>Ⓒ</sup> (Belgique)Vice-président et directeur général délégué de Ciments du Maroc <sup>Ⓒ/Ⓒ</sup> (Maroc)Administrateur de : Marvex <sup>Ⓒ</sup> (Bulgarie), Italmed <sup>Ⓒ</sup> (Chypre), CTG <sup>Ⓒ</sup> (Italie)Président du directoire de C.F.E. N.V. <sup>Ⓒ</sup> (Pays-Bas)Membre du conseil de surveillance de Devnya Cement AD <sup>Ⓒ</sup> (Bulgarie)**Exercice 2010**Président de : Ciments Calcia <sup>Ⓒ</sup> (France), GSM <sup>Ⓒ</sup> (France) et Unibéton <sup>Ⓒ</sup> (France)Président-directeur général d'Essroc Corp. <sup>Ⓒ</sup> (États-Unis)**Directeur général et administrateur d'Essroc Cement Corp. <sup>Ⓒ</sup> (États-Unis)**

Directeur général d'Essroc Canada Inc. (Canada)

**Autres mandats :**Président du conseil d'administration de Financiera y Minera <sup>Ⓒ</sup> (Espagne)Président administrateur délégué de : Compagnie des Ciments Belges <sup>Ⓒ</sup> (Belgique), Cifrinter <sup>Ⓒ</sup> (Luxembourg)Vice-président et directeur général délégué de Ciments du Maroc <sup>Ⓒ/Ⓒ</sup> (Maroc)Administrateur de : Marvex <sup>Ⓒ</sup> (Bulgarie), Ciment Québec <sup>Ⓒ</sup> (Canada), Groupe Ciment Québec <sup>Ⓒ</sup> (Canada), Italmed <sup>Ⓒ</sup> (Chypre), CTG <sup>Ⓒ</sup> (Italie)Président du directoire de C.F.E. N.V. <sup>Ⓒ</sup> (Pays-Bas)Membre du conseil de surveillance de Devnya Cement AD <sup>Ⓒ</sup> (Bulgarie)<sup>Ⓒ</sup> : société cotée en Bourse<sup>Ⓒ</sup> : société faisant partie d'Italcementi Group

Message du Directeur Général	<b>Direction, administration et contrôle</b>	<b>164</b>
Présentation du Groupe	Rémunérations et avantages des membres des organes d'administration et de direction	179
Commentaires sur l'exercice	Participation des membres des organes d'administration et de direction au capital	184
Comptes consolidés	Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil	185
Comptes annuels de Ciments Français SA	Rapport du président du conseil	187
<b>Gouvernement d'entreprise</b>		
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

### Giampiero PESENTI

Né le 5 mai 1931, nationalité italienne

Adresse professionnelle : Italcementi S.p.A. - 124 via Camozzi - 24121 Bergame (Italie)

#### Fonction chez Ciments Français :

**Représentant permanent depuis 2004 de la société Italcementi S.p.A., administrateur depuis 1992**

Assemblée de fin de mandat : 2013

<b>Exercice 2012</b>	Président et administrateur délégué d'Italmobiliare S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie) Président d'Italcementi S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie) <b>Autres mandats :</b> Vice-président de : Fondazione Italcementi Cav. Lav. Carlo Pesenti <sup>G</sup> (Italie) Administrateur de : Compagnie Monégasque de Banque (Monaco), Finter Bank Zurich <sup>G</sup> (Suisse), Mittel S.p.A. (Italie), Istituto Europeo di Oncologia Représentant permanent de Soparfi Italmobiliare SA <sup>G</sup> chez Crédit Mobilier de Monaco <sup>G</sup> (Monaco)
<b>Exercice 2011</b>	Président et administrateur délégué d'Italmobiliare S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie) Président d'Italcementi S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie) <b>Autres mandats :</b> Vice-président de : Fondazione Italcementi Cav. Lav. Carlo Pesenti <sup>G</sup> (Italie) Administrateur de : Compagnie Monégasque de Banque (Monaco), Finter Bank Zurich <sup>G</sup> (Suisse), Mittel S.p.A. (Italie), Allianz (Italie), Istituto Europeo di Oncologia, Représentant permanent de Soparfi Italmobiliare SA <sup>G</sup> chez Crédit Mobilier de Monaco <sup>G</sup> (Monaco)
<b>Exercice 2010</b>	Président et administrateur délégué d'Italmobiliare S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie) Président d'Italcementi S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie) <b>Autres mandats :</b> Vice-président de : Fincomind AG <sup>G</sup> (Italie), Fondazione Italcementi Cav. Lav. Carlo Pesenti <sup>G</sup> (Italie) Administrateur de : Compagnie Monégasque de Banque (Monaco), Finter Bank Zurich <sup>G</sup> (Suisse), Mittel S.p.A. (Italie), Pirelli S.p.A. <sup>C</sup> (Italie), Allianz RAS (Italie), Istituto Europeo di Oncologia, RCS Quotidiani (Italie) Représentant permanent de Soparfi Italmobiliare SA <sup>G</sup> chez Crédit Mobilier de Monaco <sup>G</sup> (Monaco)
<b>Exercice 2009</b>	Président et administrateur délégué d'Italmobiliare S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie) Président d'Italcementi S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie) <b>Autres mandats :</b> Président de Franco Tosi S.r.l. <sup>G</sup> (Italie) Vice-président de : Fincomind AG <sup>G</sup> , Fondazione Italcementi Cav. Lav. Carlo Pesenti <sup>G</sup> Administrateur de : Compagnie Monégasque de Banque (Monaco), Finter Bank Zurich <sup>G</sup> (Suisse), Soparfinter SA <sup>G</sup> (Luxembourg), Mittel S.p.A. (Italie), Pirelli S.p.A. <sup>C</sup> (Italie), Allianz RAS (Italie), Istituto Europeo di Oncologia, Représentant permanent de Soparfi Italmobiliare SA <sup>G</sup> chez Crédit Mobilier de Monaco <sup>G</sup> (Monaco)
<b>Exercice 2008</b>	Président et administrateur délégué d'Italmobiliare S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie) Président d'Italcementi S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie) <b>Autres mandats :</b> Président de Franco Tosi S.r.l. <sup>G</sup> (Italie) Vice-président de : Fincomind AG <sup>G</sup> , Fondazione Italcementi Cav. Lav. Carlo Pesenti <sup>G</sup> Administrateur de : Ciments du Maroc <sup>C/G</sup> (Maroc) jusqu'au 3 mars 2008, Compagnie Monégasque de Banque (Monaco), Finter Bank Zurich <sup>G</sup> (Suisse), Soparfinter SA <sup>G</sup> , Mittel S.p.A. (Italie), Pirelli S.p.A. <sup>C</sup> (Italie), Allianz RAS (Italie), Istituto Europeo di Oncologia, Représentant permanent de Soparfi Italmobiliare SA <sup>G</sup> chez Crédit Mobilier de Monaco <sup>G</sup> (Monaco)

<sup>C</sup> : société cotée en Bourse

<sup>G</sup> : société faisant partie d'Italcementi Group

**Martina BARCAROLI**

Née le 7 juillet 1973, nationalité italienne  
 Adresse professionnelle : Vovan & Associés – 7 rue de Madrid – 75008 Paris

**Fonction chez Ciments Français : administrateur**

Année d'entrée en fonction : 2013  
 Assemblée de fin de mandat : 2014

**Exercice 2012** Avocate

**Marc VIENOT**

Né le 1<sup>er</sup> novembre 1928, nationalité française  
 Adresse professionnelle : Société Générale - 17 cours Valmy - 92972 Paris-La Défense cedex

**Fonction chez Ciments Français : administrateur**

Année d'entrée en fonction : 1999  
 Assemblée de fin de mandat : 2014

**Exercice 2012** **Autres mandats :**  
 Président d'honneur de la Société Générale <sup>c</sup> (France)  
 Administrateur de Société Générale Marocaine de Banques (Maroc)  
 Membre du conseil de surveillance du Groupe Barrière (France)

**Exercice 2011** **Autres mandats :**  
 Président d'honneur de la Société Générale <sup>c</sup> (France)  
 Administrateur de Société Générale Marocaine de Banques (Maroc)  
 Membre du conseil de surveillance de : Groupe Barrière (France)

**Exercice 2010** **Autres mandats :**  
 Président d'honneur de la Société Générale <sup>c</sup> (France)  
 Administrateur de Société Générale Marocaine de Banques (Maroc)  
 Membre du conseil de surveillance de Groupe Barrière (France)

**Exercice 2009** **Autres mandats :**  
 Président d'honneur de la Société Générale <sup>c</sup> (France)  
 Administrateur de Société Générale Marocaine de Banques (Maroc)  
 Membre du conseil de surveillance de Groupe Barrière (France)

**Exercice 2008** **Autres mandats :**  
 Président d'honneur et administrateur de la Société Générale <sup>c</sup> (France)  
 Administrateur de : Alcatel <sup>c</sup> (France), Société Générale Marocaine de Banques (Maroc)  
 Membre du conseil de surveillance de Groupe Barrière (France)

<sup>c</sup> : société cotée en Bourse

Message du Directeur Général	<b>Direction, administration et contrôle</b>	<b>164</b>
Présentation du Groupe	Rémunérations et avantages des membres des organes d'administration et de direction	179
Commentaires sur l'exercice	Participation des membres des organes d'administration et de direction au capital	184
Comptes consolidés	Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil	185
Comptes annuels de Ciments Français SA	Rapport du président du conseil	187
<b>Gouvernement d'entreprise</b>		
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

### **Dario MASSI**

Né le 26 janvier 1942, nationalité italienne

Adresse professionnelle : Italcementi S.p.A. - 124 via Camozzi - 24121 Bergame (Italie)

#### **Fonction chez Ciments Français : administrateur**

Auparavant représentant permanent de la Société Internationale Italcementi France, administrateur depuis 1992

Année d'entrée en fonction : 2010

Assemblée de fin de mandat : 2014

#### **Exercice 2012**

##### **Autre mandat :**

Administrateur de la Fondazione Italcementi Cav. Lav. Carlo Pesenti <sup>G</sup> (Italie)

#### **Exercice 2011**

##### **Autre mandat :**

Administrateur de la Fondazione Italcementi Cav. Lav. Carlo Pesenti <sup>G</sup> (Italie)

#### **Exercice 2010**

##### **Autre mandat :**

Administrateur de la Fondazione Italcementi Cav. Lav. Carlo Pesenti <sup>G</sup> (Italie)

<sup>G</sup> : société faisant partie d'Italcementi Group

**Italo LUCCHINI**

Né le 28 décembre 1943, nationalité italienne

Adresse professionnelle : 2 piazzale della Repubblica - 24122 Bergamo (Italie)

**Fonction chez Ciments Français : administrateur depuis le 13 avril 2010**

Représentant permanent de la société Calcestruzzi jusqu'en 2010

Assemblée de fin de mandat : 2014

Démissionnaire le 1<sup>er</sup> mars 2013**Exercice 2012****Autres mandats :**Vice président et administrateur d'Italmobiliare S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie)Administrateur d'Italcementi S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie)Membre du conseil de surveillance de Union di Banche Italiane Scpa <sup>C</sup> (Italie)Président du conseil d'administration et administrateur d'Azienda Agricola Lodoletta Srl <sup>G</sup> (Italie)

Président du « Collegio Sindicale » de : BMW Italia S.p.A., BMW Financial Services Italia S.p.A. (Italie) jusqu'au 26 avril 2012, Fedrigoni S.p.A., San Colombano S.p.A. (ex Cartiere Fedrigoni &amp; C. S.p.A.) (Italie)

**Exercice 2011****Autres mandats :**Vice président et administrateur d'Italmobiliare S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie)Administrateur d'Italcementi S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie)Membre du conseil de surveillance de Union di Banche Italiane Scpa <sup>C</sup> (Italie)Président du conseil d'administration et administrateur d'Azienda Agricola Lodoletta Srl <sup>G</sup> (Italie)

Président du « Collegio Sindicale » de : BMW Italia S.p.A., BMW Financial Services Italia S.p.A. (Italie), Fedrigoni S.p.A., Cartiere Fedrigoni &amp; C. S.p.A. (Italie)

**Exercice 2010****Autres mandats :**Vice président et administrateur d'Italmobiliare S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie)Administrateur d'Italcementi S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie)Membre du conseil de surveillance de : Union di Banche Italiane Scpa <sup>C</sup> (Italie)Président du conseil d'administration et administrateur d'Azienda Agricola Lodoletta Srl <sup>G</sup> (Italie)

Président du « Collegio Sindicale » de : BMW Italia S.p.A., BMW Financial Services Italia S.p.A. (Italie)

**Exercice 2009****Autres mandats :**Vice président et administrateur d'Italmobiliare S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie)Administrateur d'Italcementi S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie)Membre du conseil de surveillance de : Union di Banche Italiane Scpa <sup>C</sup> (Italie), Acbgroup S.p.A. (Italie)Président du conseil d'administration et administrateur d'Azienda Agricola Lodoletta Srl <sup>G</sup> (Italie)

Président du « Collegio Sindicale » de : BMW Italia S.p.A., BMW Financial Services Italia S.p.A. (Italie)

**Exercice 2008****Autres mandats :**Vice président et administrateur d'Italmobiliare S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie)Administrateur d'Italcementi S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie)Membre du conseil de surveillance de : Union di Banche Italiane Scpa <sup>C</sup> (Italie), Acbgroup S.p.A. (Italie)Président du conseil d'administration et administrateur d'Azienda Agricola Lodoletta Srl <sup>G</sup> (Italie)<sup>C</sup> : société cotée en Bourse<sup>G</sup> : société faisant partie d'Italcementi Group

Message du Directeur Général	<b>Direction, administration et contrôle</b>	<b>164</b>
Présentation du Groupe	Rémunérations et avantages des membres des organes d'administration et de direction	179
Commentaires sur l'exercice	Participation des membres des organes d'administration et de direction au capital	184
Comptes consolidés	Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil	185
Comptes annuels de Ciments Français SA	Rapport du président du conseil	187
<b>Gouvernement d'entreprise</b>		
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

### Sebastiano MAZZOLENI

Né le 11 mai 1968, nationalité italienne

Adresse professionnelle : Via S. Sebastiano - 24129 Bergame (Italie)

#### Fonction chez Ciments Français :

**Représentant permanent depuis 2004 de la société Italcementi Ingegneria Srl (dénommée Sicil Fin S.p.A. jusqu'en 2010), administrateur depuis 1997**

Assemblée de fin de mandat : 2014

<b>Exercice 2012</b>	<b>Autres mandats :</b> Administrateur d'Italcementi S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie) Administrateur d'Italmobiliare S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie)
<b>Exercice 2011</b>	<b>Autres mandats :</b> Administrateur d'Italcementi S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie) Administrateur d'Italmobiliare S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie)
<b>Exercice 2010</b>	<b>Autres mandats :</b> Administrateur d'Italcementi S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie)
<b>Exercice 2009</b>	<b>Autres mandats :</b> Administrateur d'Italcementi S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie)
<b>Exercice 2008</b>	<b>Autres mandats :</b> Administrateur d'Italcementi S.p.A. <sup>C/G</sup> (Italie)

<sup>C</sup> : société cotée en Bourse

<sup>G</sup> : société faisant partie d'Italcementi Group

**Victoire de MARGERIE**

Née le 6 avril 1963, nationalité française

Adresse professionnelle : Marzac Investment - 64 rue Madame - 75006 Paris

**Fonction chez Ciments Français : administrateur**

Année d'entrée en fonction : 2006

Assemblée de fin de mandat : 2014

Démissionnaire au 31 décembre 2012

<b>Exercice 2012</b>	Président de Marzac Investment (France) Président de Rondol Technology (Grande-Bretagne)  <b>Autres mandats :</b> Administrateur de : Morgan Crucible <sup>c</sup> (Royaume-Uni) depuis mai 2012, Eurazeo <sup>c</sup> (France) depuis mai 2012, Norsk Hydro <sup>c</sup> (Norvège) depuis octobre 2012, Arkema <sup>c</sup> (France) depuis novembre 2012 Administrateur et membre du comité des rémunérations de Groupe Flo <sup>c</sup> (France) jusqu'au 31 décembre 2012 Administrateur et président du comité matériaux d'Eco Emballages
<b>Exercice 2011</b>	Président de Marzac Investment (France) Président de Rondol Technology (Grande-Bretagne) Professeur en Management Stratégique à Grenoble École de Management  <b>Autres mandats :</b> Administrateur d'Outokumpu <sup>c</sup> (Finlande) jusqu'en mars 2011 Administrateur et membre du comité des rémunérations de Groupe Flo <sup>c</sup> depuis mai 2011 Administrateur et président du comité matériaux d'Eco Emballages depuis octobre 2011
<b>Exercice 2010</b>	Président de Marzac Investment (France) Président de Rondol Technology (Grande-Bretagne) Professeur en Management Stratégique à Grenoble École de Management  <b>Autres mandats :</b> Administrateur d'Outokumpu <sup>c</sup> (Finlande)
<b>Exercice 2009</b>	Président de Marzac Investment (France) Président de Rondol Technology (Grande-Bretagne) Professeur en Management Stratégique à Grenoble École de Management  <b>Autres mandats :</b> Administrateur d'Outokumpu <sup>c</sup> (Finlande)
<b>Exercice 2008</b>	Professeur de stratégie et management technologique à Grenoble École de Management  <b>Autres mandats :</b> Administrateur d'IPSOS <sup>c</sup> (France) jusqu'en juillet 2008 Administrateur d'Outokumpu <sup>c</sup> (Finlande) Président du conseil d'administration de Rondol Technology (Grande-Bretagne)

<sup>c</sup> : société cotée en Bourse



Message du Directeur Général	<b>Direction, administration et contrôle</b>	<b>164</b>
Présentation du Groupe	Rémunérations et avantages des membres des organes d'administration et de direction	179
Commentaires sur l'exercice	Participation des membres des organes d'administration et de direction au capital	184
Comptes consolidés	Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil	185
Comptes annuels de Ciments Français SA	Rapport du président du conseil	187
<b>Gouvernement d'entreprise</b>		
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

## Liens familiaux entre les membres du conseil

Giampiero Pesenti est le père de Carlo Pesenti et l'oncle de Sebastiano Mazzoleni.

## Examen de l'indépendance des administrateurs

Le conseil d'administration du 1er mars 2013 a procédé à un examen de la situation de chacun des administrateurs au regard des critères d'indépendance fixés par le code AFEP/MEDEF de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées dans sa version de décembre 2008.

Yves René Nanot, mandataire social, n'est pas un administrateur indépendant.

Victoire de Margerie, démissionnaire au 31 décembre 2012, était un administrateur indépendant.

Marc Viénot, qui a été président de la Société Générale, banque avec laquelle la société entretient des relations d'affaires, n'exerce plus ce mandat depuis 1997 ; par ailleurs, bien qu'administrateur de Ciments Français depuis plus de douze ans, il a conservé toute l'indépendance d'esprit et l'objectivité nécessaires pour être considéré comme un administrateur indépendant.

Eu égard aux fonctions qu'ils ont exercées ou exercent encore chez Italcementi S.p.A. et à la composition du capital de cette société, Carlo Pesenti, Italo Lucchini, Dario Massi, les sociétés Italcementi S.p.A. (représentée par Giampiero Pesenti), la société Italcementi Finance SA (représentée par Giovanni Ferrario) et la société Italcementi Ingegneria Srl (représentée par Sebastiano Mazzoleni) ainsi que leurs représentants ne sont pas des administrateurs indépendants.

Martina Barcaroli est un administrateur indépendant.

En définitive, trois des administrateurs sur les dix composant le conseil d'administration de Ciments Français sont indépendants.

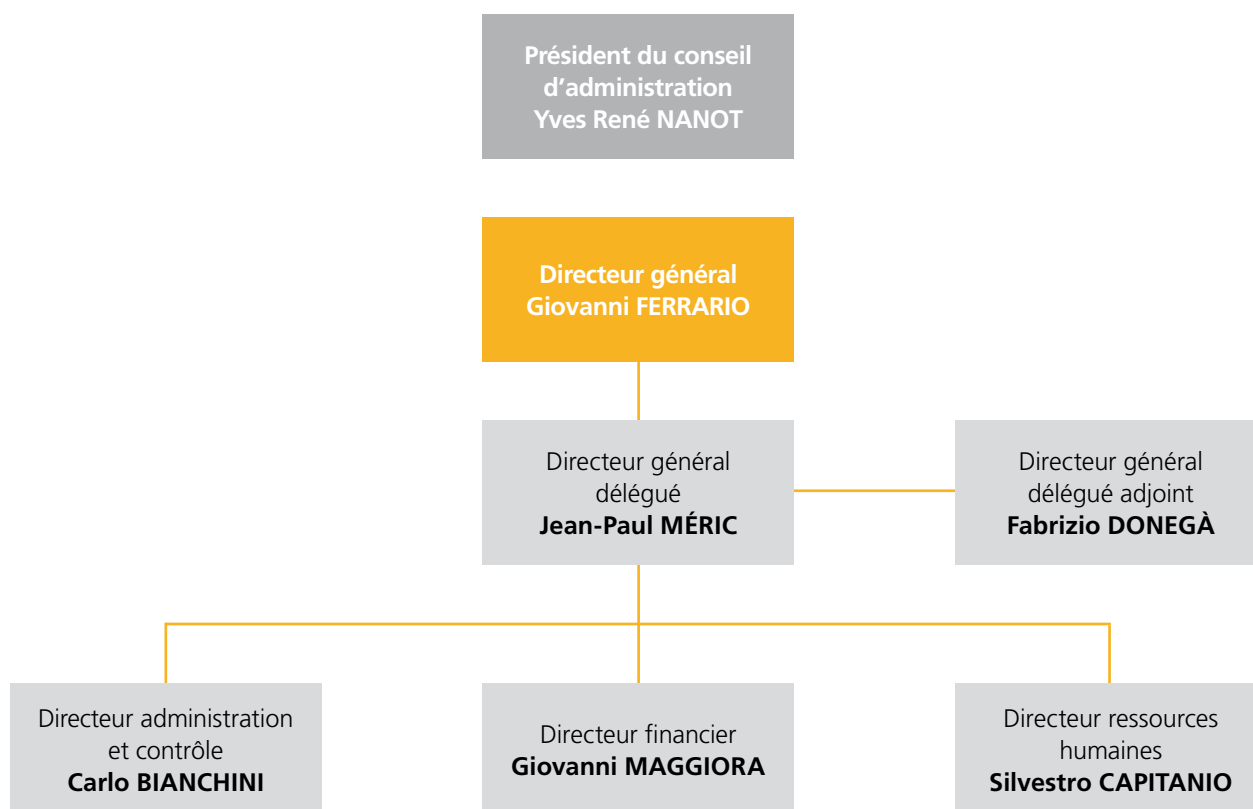
## Fonctionnement du conseil d'administration et des comités

(Article L.225-37 du code de commerce)

Une information détaillée sur les conditions de préparation et d'organisation du conseil d'administration est donnée dans le rapport établi par le président du conseil d'administration sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil d'administration et les procédures de contrôle interne.

Ce rapport, présenté en section 5.5, décrit notamment le fonctionnement du conseil d'administration et des comités spécialisés, les principales caractéristiques de son règlement intérieur, ainsi que les règles de comportement applicables à chacun de ses membres.

## Membres de la direction au 31 décembre 2012



**Yves René NANOT** (né le 27 mars 1937)

### Président du conseil d'administration

Ingénieur des Arts et Métiers, titulaire d'un MBA et d'un doctorat de UCLA, Yves René Nanot a commencé sa carrière chez DuPont de Nemours aux États-Unis et a exercé diverses responsabilités en France et en Europe (1962-1983) ; il est alors président du directoire de DuPont de Nemours France de 1980 à 1983.

Il rejoint ensuite le Groupe Total et est nommé président-directeur général de Hutchinson SA de 1983 à 1989 ; il est ensuite nommé président-directeur général de Total France puis directeur général de Total Raffinage Distribution et membre du comité exécutif du Groupe Total.

En juillet 1993, il est nommé président-directeur général de Ciments Français SA.

Yves René Nanot est également administrateur d'Italcementi S.p.A.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010, il a quitté ses fonctions de directeur général de Ciments Français mais demeure président du conseil d'administration.

Message du Directeur Général	<b>Direction, administration et contrôle</b>	<b>164</b>
Présentation du Groupe	Rémunérations et avantages des membres des organes d'administration et de direction	179
Commentaires sur l'exercice	Participation des membres des organes d'administration et de direction au capital	184
Comptes consolidés	Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil	185
Comptes annuels de Ciments Français SA	Rapport du président du conseil	187
<b>Gouvernement d'entreprise</b>		
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

**Giovanni FERRARIO** (né le 3 novembre 1948)

### **Directeur général**

Diplômé en économie et commerce de l'université Bocconi de Milan, Giovanni Ferrario a été nommé directeur général délégué (COO) d'Italcementi S.p.A. et Ciments Français SA en juin 2008.

Il a débuté sa carrière dans le Groupe Pirelli, où entré en 1973, il a assumé des responsabilités internationales, en Europe, aux États-Unis et au Brésil. De 1998 à 2001, il devient administrateur délégué de Pirelli Pneumatici, responsable des opérations nationales et internationales du secteur pneumatique, hissant Pirelli au rang des cinq premiers producteurs mondiaux. En 2001, il est nommé administrateur délégué et directeur général de Pirelli & C.

En février 2005, Giovanni Ferrario devient président et administrateur délégué d'Olivetti Tecnost jusqu'à sa nomination au sein d'Italcementi Group.

Il a, en outre, assumé les fonctions de conseiller senior chez Morgan Stanley pour le secteur industriel et le rôle de conseil pour de nombreux fonds d'investissement privés.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010, Giovanni Ferrario est directeur général de Ciments Français SA.

**Jean-Paul MERIC** (né le 21 mai 1943)

### **Directeur général délégué**

Ancien élève de l'École Polytechnique et de l'École Supérieure d'Électricité, Jean-Paul Méric a commencé sa carrière chez EDF, avant de rejoindre l'industrie cimentière, tout d'abord au CERILH (Centre d'Études et de Recherches de l'Industrie des Liants Hydrauliques) puis chez Ciments Français depuis 1985. Il est successivement nommé directeur de la recherche et du développement et directeur de la division Ciment France.

Directeur général délégué adjoint de Ciments Français depuis 1991, il est alors responsable des activités France/Belgique du Groupe, puis responsable des activités à l'international, notamment aux États-Unis, au Canada, au Maroc, en Turquie, en Grèce, en Bulgarie et au Kazakhstan.

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2006, Jean-Paul Méric a sous sa responsabilité les activités du Groupe en France, Belgique, Espagne et Maroc.

Jean-Paul Méric est directeur général délégué de Ciments Français SA depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010.

**Fabrizio DONEGÀ** (né le 26 août 1963)

### **Directeur général délégué adjoint**

Titulaire d'un diplôme d'ingénieur en mécanique de l'université de Gênes, en finance de l'entreprise de l'université Bocconi à Milan et en management de la Harvard Business School (États-Unis), Fabrizio Donegà a débuté sa carrière chez Italcementi en 1990, d'abord en tant que directeur assistance technique puis comme directeur d'usine.

De 1995 à 1998, il a occupé le poste de directeur diagnostique et performance au sein du siège social d'Italcementi. En 1999, il a été nommé directeur responsable de la Grèce et de la Bulgarie, auxquels s'ajoutèrent ensuite Chypre, le Kazakhstan et l'Égypte jusqu'en 2003. De 2004 à 2007, il a été directeur général adjoint d'Italcementi S.p.A. responsable des opérations industrielles d'Italcementi Group en Italie. Depuis octobre 2007, il est directeur général délégué adjoint de Ciments Français, responsable des activités en Bulgarie, Grèce, Chypre, Kazakhstan, Égypte et Koweït.

---

**Carlo BIANCHINI** (né le 20 décembre 1955)

**Directeur administration et contrôle**

Carlo Bianchini est diplômé en économie d'entreprise et en analyse stratégique de l'université Bocconi à Milan, où il a été assistant professeur de 1979 à 1990.

Il a commencé sa carrière chez Pirelli en 1980 où il a occupé différents postes au sein des départements stratégie, trésorerie internationale et finance en Italie et à l'étranger. En 1998, il rejoint Italtel S.p.A. comme directeur finance, puis Siemens ICN S.p.A. en tant que directeur administration et finance.

Il est entré chez Italcementi S.p.A. en 2000, comme responsable finance, administration et contrôle de la zone Italie ; en 2008, il est nommé directeur administration et contrôle d'Italcementi et rejoint Ciments Français SA en tant que directeur administration et contrôle.

**Giovanni MAGGIORA** (né le 18 novembre 1960)

**Directeur financier**

Diplômé en sciences économiques de l'université de Turin et titulaire d'un MBA de l'université Bocconi à Milan, Giovanni Maggiora intègre le Groupe Fiat en 1987, où il occupe diverses fonctions dans les départements trésorerie, relations investisseurs et fusions et acquisitions en Italie et à l'étranger, en France, au Royaume-Uni et aux États-Unis.

En 2007, il rejoint Italcementi, où il s'occupe de développement international et plus particulièrement des projets du Groupe dans le bassin méditerranéen et au Moyen-Orient.

En juillet 2008, il est nommé directeur financier d'Italcementi S.p.A. et de Ciments Français SA.

En 2010, il est nommé président-directeur général de la société Italcementi Finance SA, créée par Italcementi S.p.A. pour centraliser les refinancements d'Italcementi Group sur les marchés obligataires et bancaires internationaux.

**Silvestro CAPITANIO** (né le 20 juillet 1944)

**Directeur des ressources humaines**

Titulaire d'une maîtrise en philosophie, diplômé de sciences sociales, Silvestro Capitanio a commencé son activité professionnelle au sein de la société Italmimpianti du Groupe Finsider en s'occupant de l'organisation et de la gestion des ressources humaines.

Entré chez Italcementi en 1971, il gère les relations industrielles avant de devenir le responsable de la gestion des ressources humaines en Italie. En juillet 1994, il devient directeur central du personnel et du développement organisationnel d'Italcementi S.p.A. Il est ensuite nommé responsable de la direction fonctionnelle des ressources humaines du Groupe en décembre 1995, puis, en 2001, il rejoint Ciments Français SA en tant que directeur des ressources humaines.

Message du Directeur Général	Direction, administration et contrôle	164
Présentation du Groupe	Rémunérations et avantages des membres des organes d'administration et de direction	179
Commentaires sur l'exercice		
Comptes consolidés	Participation des membres des organes d'administration et de direction au capital	184
Comptes annuels de Ciments Français SA	Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil	185
<b>Gouvernement d'entreprise</b>	Rapport du président du conseil	187
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

## 5.2 Rémunération et avantages des membres des organes d'administration et de direction

Le Groupe applique les recommandations AFEP/MEDEF sur les rémunérations des dirigeants mandataires sociaux des sociétés cotées.

### Rémunérations versées aux dirigeants mandataires sociaux

#### Tableau de synthèse des rémunérations attribuées à chaque dirigeant mandataire social

(en euros)	2012	2011
<b>Yves René NANOT - Président du conseil d'administration</b>		
Rémunérations dues au titre de l'exercice	299 105	275 315
Valorisation des options attribuées au titre de l'exercice	-	-
Valorisation des actions de performance attribuées au titre de l'exercice	-	-
<b>Giovanni FERRARIO - Directeur général</b>		
Rémunérations dues au titre de l'exercice	1 464 000	1 318 000
Valorisation des options attribuées au titre de l'exercice	-	-
Valorisation des actions de performance attribuées au titre de l'exercice	-	-
<b>Jean-Paul MÉRIC - Directeur général délégué</b>		
Rémunérations dues au titre de l'exercice	693 259	738 598
Valorisation des options attribuées au titre de l'exercice	-	-
Valorisation des actions de performance attribuées au titre de l'exercice	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>2 456 364</b>	<b>2 331 913</b>

Au cours des exercices 2012 et 2011, il n'a pas été attribué d'option de souscription ou d'achat d'actions ni d'action de performance de la société Ciments Français SA ou de ses filiales, ou d'Italcementi S.p.A.

## Détail des rémunérations versées aux dirigeants mandataires sociaux

(en euros)	2012		2011	
	dues	versées	dues	versées
<b>Yves René NANOT</b>				
Fixe	150 000	150 000	150 000	150 000
Variable	-	-	-	-
Exceptionnelle	-	-	-	-
Jetons de présence (Ciments Français)	38 540	38 540	29 000	29 000
Jetons de présence (filiales)	105 813	105 813	91 563	91 563
Avantages en nature (voiture)	4 752	4 752	4 752	4 752
<b>Sous-total</b>	<b>299 105</b>	<b>299 105</b>	<b>275 315</b>	<b>275 315</b>
<b>Giovanni FERRARIO</b>				
Fixe	750 000	750 000	750 000	750 000
Variable	714 000	552 000	552 000	617 500
Exceptionnelle	-	-	-	-
Jetons de présence (Ciments Français)	-	-	16 000	16 000
Avantages en nature	-	-	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>1 464 000</b>	<b>1 302 000</b>	<b>1 318 000</b>	<b>1 383 500</b>
<b>Jean-Paul MÉRIC</b>				
Fixe	458 000	458 000	458 000	458 000
Variable	178 125	220 375	220 375	197 250
Exceptionnelle	-	-	-	-
Jetons de présence (filiales)	52 382	52 382	55 471	55 471
Avantages en nature (voiture)	4 752	4 752	4 752	4 752
<b>Sous-total</b>	<b>693 259</b>	<b>735 509</b>	<b>738 598</b>	<b>715 473</b>
<b>TOTAL</b>	<b>2 456 364</b>	<b>2 336 614</b>	<b>2 331 913</b>	<b>2 374 288</b>

Les rémunérations du directeur général et du directeur général délégué se composent des éléments suivants :

- une rémunération fixe annuelle ;
- une rémunération variable annuelle, octroyée sous conditions de performance économique et d'atteinte d'objectifs personnels. Elle est versée l'année suivante, lorsque tous les éléments de son calcul sont connus ;
- une rémunération variable pluriannuelle calculée sur la période 2011-2013, à verser en 2014, également octroyée sous condition de performance économique et d'atteinte d'objectifs personnels, et faisant référence à la valeur de l'action Italcementi S.p.A.

Message du Directeur Général	Direction, administration et contrôle	164
Présentation du Groupe	Rémunérations et avantages des membres des organes d'administration et de direction	179
Commentaires sur l'exercice		
Comptes consolidés	Participation des membres des organes d'administration et de direction au capital	184
Comptes annuels de Ciments Français SA	Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil	185
<b>Gouvernement d'entreprise</b>	Rapport du président du conseil	187
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

## Jetons de présence versés aux mandataires sociaux non dirigeants

Les jetons de présence versés par Ciments Français SA comprennent une partie fixe et une partie variable tenant compte de la présence effective des administrateurs aux séances du conseil d'administration et des comités du conseil. La rémunération du président d'un comité est supérieure à celle d'un simple membre.

Le montant individuel brut versé à ses mandataires sociaux non dirigeants par Ciments Français SA ou par les sociétés contrôlées au sens de l'article L.233-16 est indiqué ci-dessous. Le Groupe Ciments Français ne verse pas d'autre rémunération à ces personnes.

Jetons de présence (en euros)	2012		2011	
	Ciments Français	Filiales	Ciments Français	Filiales
<b>Administrateurs</b>				
Carlo PESENTI <sup>(1)</sup>	35 540	-	27 500	-
Giampiero PESENTI	47 960	-	35 500	-
Italo LUCCHINI	37 040	-	29 000	-
Victoire de MARGERIE	34 040	-	33 500	-
Martina BARCAROLI <sup>(2)</sup>	38 210	-	-	-
Sebastiano MAZZOLENI	38 540	-	29 000	-
Dario MASSI	47 540	-	39 500	-
Marc VIÉNOT	53 960	-	44 500	-
<b>Anciens administrateurs</b>				
Antoine BERNHEIM <sup>(3)</sup>	5 830	-	27 500	-
Comte de RIBES <sup>(3)</sup>	14 830	-	45 500	-
Pierfranco BARABANI <sup>(4)</sup>	6 340	-	29 000	-
<b>TOTAL</b>	<b>359 830</b>	<b>-</b>	<b>340 500</b>	<b>-</b>

(1) Jetons reversés à la société Italmobiliare S.p.A.

(2) Martina Barcaroli a été cooptée lors de l'assemblée générale annuelle du 13 avril 2012 en remplacement de la Société Internationale Italcementi (Luxembourg), démissionnaire.

(3) Administrateur démissionnaire d'office pour limite d'âge à l'assemblée générale annuelle du 13 avril 2012.

(4) Représentant permanent de la Société Internationale Italcementi (Luxembourg), administrateur démissionnaire le 29 février 2012.

## Rémunération des mandataires sociaux de Ciments Français chez Italcementi S.p.A.

Ces rémunérations sont versées exclusivement au titre de mandats ou de contrats de travail chez Italcementi S.p.A. et ses sociétés contrôlées à l'exclusion de Ciments Français, et ne font pas l'objet de refacturation à Ciments Français. Les montants ci-après correspondent aux salaires bruts, avantages en nature et primes et bonus comptabilisés suivant le critère de la « competenza » (règle de la CONSOB Italienne). Ils ne comprennent pas les jetons de présence versés par Ciments Français et ses sociétés contrôlées.

Mandataire social	Mandat chez Ciments Français	Rémunération Italcementi S.p.A. due au titre de l'exercice	
		2012	2011
<i>(en euros)</i>			
Giovanni FERRARIO	Directeur général de Ciments Français et représentant permanent d' <b>Italcementi Finance SA</b>	546 575	887 850
Giampiero PESENTI	Représentant permanent d' <b>Italcementi S.p.A.</b>	4 701 403	1 986 983
Pierfranco BARABANI *	Représentant permanent de <b>Société Internationale Italcementi (Luxembourg)</b>	326 635	335 385
Italo LUCCHINI	Administrateur	66 200	66 200
Dario MASSI	Administrateur	85 835	150 000
Sebastiano MAZZOLENI	Administrateur	45 000	45 000
<b>TOTAL</b>		<b>5 771 648</b>	<b>3 471 418</b>

\* Représentant permanent de la Société Internationale Italcementi (Luxembourg), administrateur démissionnaire le 29 février 2012.

Carlo Pesenti, administrateur de Ciments Français, ne reçoit pas de rémunération d'Italcementi S.p.A., il est rémunéré par Italmobiliare S.p.A. et une partie du coût à la charge de cette dernière est refacturée à Italcementi S.p.A.

La refacturation de la part fixe de cette rémunération s'élève à 1 667,1 milliers d'euros pour 2012 et 1 676,9 milliers d'euros pour 2011.

La refacturation de la part variable s'élève à 1 335,2 milliers d'euros pour 2012 et 1 168,3 milliers d'euros pour 2011.

Dans sa séance du 26 mars 2013, le conseil d'administration d'Italmobiliare S.p.A. décidera de la part variable de la rémunération de Carlo Pesenti au titre de 2012.

#### Options de souscription ou d'achat d'actions levées durant l'exercice par chaque dirigeant mandataire social

Options levées par les dirigeants mandataires sociaux	Numéro et date du plan	Nombre d'options levées en 2012	Prix d'exercice <i>(en euros)</i>	Année d'attribution
Jean-Paul MÉRIC	N° 911209816 du 14 février 2002	14 000	45,90	2000

#### Historique des plans d'options sur actions

Le Groupe Ciments Français a ouvert de 1987 à 2008 des plans d'attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions Ciments Français au bénéfice des membres du personnel de Ciments Français ou de sociétés dont 10 % au moins du capital sont détenus directement ou indirectement par la société, ainsi qu'au bénéfice des mandataires sociaux. Sur les plans en cours au 31 décembre 2012, les options sont exerçables trois ans après la date d'attribution pendant un délai de 7 ans. Les options attribuées sont annulées en cas de démission ou de licenciement ou lorsque le délai d'exercice est expiré.

Depuis 2008, Ciments Français n'attribue plus d'options sur actions.

Au sein du Groupe Ciments Français, il n'existe pas d'autre plan d'attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions.



Message du Directeur Général	Direction, administration et contrôle	164
Présentation du Groupe	Rémunérations et avantages des membres des organes d'administration et de direction	179
Commentaires sur l'exercice		
Comptes consolidés	Participation des membres des organes d'administration et de direction au capital	184
Comptes annuels de Ciments Français SA		
<b>Gouvernement d'entreprise</b>	Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil	185
Informations sur la société et le capital	Rapport du président du conseil	187
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

## Plans en cours au 31 décembre 2012

Date Assemblée Générale / conseil d'administration	Catégorie <sup>(1)</sup>	Nombre d'options attribuées	Dont mandataires sociaux <sup>(2)</sup>		Période d'exercice	Prix de souscription ou d'achat	Options exercées au 31.12.2012	Options annulées	Options restantes au 31.12.2012
			Yves René Nanot	Jean-Paul Méric					
<b>Autorisation du 12.04.2001</b>									
12.02.2003	A	171 400	36 000	14 500	12.02.2006 - 12.02.2013	45,59	119 400	12 100	39 900
01.03.2005	S	169 400	40 000	15 000	14.04.2008 - 13.04.2015	70,88	1 000	13 500	154 900
01.03.2006	S	155 000	45 000	15 000	23.03.2009 - 22.03.2016	117,29	-	8 200	146 800
<b>Sous-total</b>		<b>495 800</b>	<b>121 000</b>	<b>44 500</b>			<b>120 400</b>	<b>33 800</b>	<b>341 600</b>
<b>Autorisation du 11.04.2006</b>									
05.03.2007	S	166 400	45 000	15 000	23.03.2010 - 22.03.2017	140,28	-	12 100	154 300
14.04.2008	S	152 900	45 000	15 000	14.04.2011 - 13.04.2018	108,55	-	8 400	144 500
<b>Sous-total</b>		<b>319 300</b>	<b>90 000</b>	<b>30 000</b>			<b>-</b>	<b>20 500</b>	<b>298 800</b>
<b>TOTAL</b>		<b>815 100</b>	<b>211 000</b>	<b>74 500</b>			<b>120 400</b>	<b>54 300</b>	<b>640 400 <sup>(3)</sup></b>
Dont options de souscription		643 700					1 000	42 200	600 500
Dont options d'achat		171 400					119 400	12 100	39 900

(1) A = achat, S = souscription.

(2) Composition à l'assemblée générale du 13 avril 2012.

(3) Dont 249 500 peuvent être levées par les mandataires sociaux.

## Options consenties aux dix premiers salariés non mandataires sociaux et options levées par ces derniers

Aucune option de souscription ou d'achat d'actions n'a été consentie par Ciments Français ou ses filiales au cours de l'exercice.

19 560 options ont été levées pendant l'exercice par les dix premiers salariés non mandataires sociaux :

Date assemblée générale / conseil d'administration Ciments Français	Catégorie *	Nombre d'options levées	Prix de souscription ou d'achat
<b>Autorisation du 12 avril 2001</b>			
14 février 2002	S	19 560	45,90
<b>TOTAL</b>		<b>19 560</b>	

\* S = souscription.

## Contrat de travail, retraite spécifique, indemnité de départ et clause de non-concurrence en faveur des dirigeants mandataires sociaux

Dirigeants mandataires sociaux	Contrat de travail		Régime de retraite supplémentaire		Indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus en raison de la cessation ou du changement de fonctions		Indemnités relatives à une clause de non-concurrence	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
Yves René NANOT		x		x		x		x
Giovanni FERRARIO		x		x		x		x
Jean-Paul MÉRIC	x <sup>(1)</sup>		x		x <sup>(2)</sup>			x

(1) Suspendu depuis sa nomination en qualité de directeur général délégué.

(2) Les seules règles ordinaires du droit du travail et de la convention collective bénéficiant à tout salarié sont susceptibles de s'appliquer.

## 5.3 Participation des membres des organes d'administration et de direction au capital

### Nombre d'actions détenues par les mandataires sociaux au 31 décembre 2012

Mandataire social	Mandat	Nombre d'actions Ciments Français détenues	
		Personnes physiques	Personnes morales
Yves René NANOT	Président du conseil d'administration	89 550	-
Carlo Pesenti	Vice-président du conseil d'administration et administrateur	50	-
Giovanni FERRARIO	Directeur général Représentant permanent d' <b>Italcementi Finance SA</b>	-	50
Jean-Paul MÉRIC	Directeur général délégué	9 400	-
Giampiero PESENTI	Représentant permanent d' <b>Italcementi S.p.A.</b>	-	29 768 225
Italo LUCCHINI	Administrateur	50	-
Victoire de MARGERIE	Administrateur	50	-
Martina BARCAROLI	Administrateur	50	-
Sebastiano MAZZOLENI	Représentant permanent d' <b>Italcementi Ingegneria Srl</b>	-	50
Dario MASSI	Administrateur	50	-
Marc VIÉNOT	Administrateur	50	-
<b>TOTAL</b>		<b>99 250</b>	<b>29 768 325</b>

### Transactions des mandataires sociaux sur les titres de la société en 2012

(Article 223-26 du règlement général de l'AMF)

	Nombre d'actions		Autres instruments financiers		Prix moyen (en euros)
	Achat	Vente	Achat ou souscription	Vente	
Martina BARCAROLI	50	-	-	-	50,75

Message du Directeur Général	Direction, administration et contrôle	164
Présentation du Groupe	Rémunérations et avantages des membres des organes d'administration et de direction	179
Commentaires sur l'exercice	Participation des membres des organes d'administration et de direction au capital	184
Comptes consolidés	Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil	185
Comptes annuels de Ciments Français SA	Rapport du président du conseil	187
<b>Gouvernement d'entreprise</b>		
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

## 5.4 Rapport des commissaires aux comptes, établi en application de l'article L.225-235 du Code de commerce, sur le rapport du président du conseil d'administration de la société Ciments Français SA

Exercice clos le 31 décembre 2012

### **KPMG Audit**

Département de KPMG S.A.  
1, cours Valmy  
92923 Paris-La Défense Cedex

### **Ernst & Young Audit**

1/2 place des Saisons  
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Ciments Français S.A. et en application des dispositions de l'article L.225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le président de votre société conformément aux dispositions de l'article L.225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

Il appartient au président d'établir et de soumettre à l'approbation du conseil d'administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L.225-37 du Code de commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du président, concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que ce rapport comporte les autres informations requises par l'article L.225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

### **Informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière**

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du président ainsi que de la documentation existante ;

- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président du conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L.225-37 du Code de commerce.

#### Autres informations

Nous attestons que le rapport du président du conseil d'administration comporte les autres informations requises à l'article L.225-37 du Code de commerce.

Paris-La Défense, le 15 mars 2013

#### Les commissaires aux comptes

KPMG Audit  
Département de KPMG S.A.



Patrick-Hubert Petit



Philippe Grandclerc

ERNST & YOUNG Audit



Pierre-Henri Pagnon

Message du Directeur Général	Direction, administration et contrôle	164
Présentation du Groupe	Rémunérations et avantages des membres des organes d'administration et de direction	179
Commentaires sur l'exercice		
Comptes consolidés	Participation des membres des organes d'administration et de direction au capital	184
Comptes annuels de Ciments Français SA		
<b>Gouvernement d'entreprise</b>	<b>Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil</b>	<b>185</b>
Informations sur la société et le capital	<b>Rapport du président du conseil</b>	<b>187</b>
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

## 5.5 Rapport du président du conseil sur le fonctionnement du conseil d'administration et les procédures de contrôle interne et de gestion des risques

(Article L.225-37 du code de commerce)

Le présent rapport a été approuvé par le conseil d'administration du 1<sup>er</sup> mars 2013.

### Direction générale

Le conseil d'administration a décidé lors de sa réunion du 4 novembre 2009 de dissocier à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010 les fonctions de président du conseil d'administration et de directeur général. Sur proposition du directeur général, le conseil d'administration a nommé un directeur général délégué qui dispose des mêmes pouvoirs que le directeur général.

### Fonctionnement du conseil d'administration

#### Composition à l'assemblée du 11 avril 2013

Le conseil d'administration est composé de dix membres – deux femmes et huit hommes – dont trois sont indépendants au regard des critères retenus par la société. Un administrateur est considéré comme indépendant lorsqu'il n'entretient aucune relation de quelque nature que ce soit avec Ciments Français, son Groupe ou sa direction, qui puisse compromettre l'exercice de sa liberté de jugement (code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées AFEP/MEDEF de décembre 2008, qui est le code de référence de la société). L'analyse de l'indépendance des administrateurs est développée dans la section 5.1.

#### Fonctionnement

Le mandat des administrateurs est statutairement d'une durée de six ans, renouvelable. Depuis 2006, les renouvellements ou nominations d'administrateurs sont effectués pour une durée de quatre ans.

Chaque administrateur doit détenir un minimum de 50 actions.

Un règlement intérieur régissant le fonctionnement du conseil d'administration a été adopté le 3 avril 2003. Les adaptations nécessaires pour répondre aux évolutions du droit et aux recommandations de place sont régulièrement étudiées et adoptées par le conseil.

Le règlement intérieur est consultable sur le site internet de la société à [www.cimfra.com](http://www.cimfra.com).

Le conseil dispose des pouvoirs définis par les textes en vigueur. Le conseil examine et délibère préalablement sur les opérations significatives, et notamment :

- les orientations stratégiques du Groupe ;
- les accords stratégiques d'alliance et de coopération industrielle ;
- les investissements importants.

Le conseil d'administration est informé, au moins deux fois par an, de la situation financière, de la situation de trésorerie ainsi que des engagements de la société.

---

Le règlement intérieur prévoit que le conseil procède à une évaluation de son fonctionnement au moins tous les trois ans : il est désormais procédé à une nouvelle évaluation interne au début de chaque année, sur la base d'un questionnaire concernant la composition, l'organisation, le fonctionnement du conseil d'administration et des comités spécialisés. À l'unanimité, les administrateurs estiment que l'organisation et le fonctionnement du conseil d'administration sont en conformité avec la réglementation, l'éthique et les principes du gouvernement d'entreprise.

Le président est chargé de convoquer le conseil et d'en diriger les débats. En cas d'empêchement du président, le vice-président ou, à défaut, un administrateur désigné par les autres membres présents du conseil remplit les mêmes fonctions et jouit des mêmes prérogatives.

Le directeur général dispose conformément à la loi des pouvoirs les plus étendus sans limitation particulière. Il en est de même du directeur général délégué.

Les convocations sont faites par correspondance, internet ou télécopie. Elles sont transmises par le secrétaire du conseil. Le président fixe l'ordre du jour des réunions du conseil.

Il appartient au président, assisté du secrétaire du conseil, de transmettre les informations appropriées aux autres membres du conseil. Chaque administrateur reçoit ainsi les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission. Les administrateurs reçoivent également toutes les informations utiles relatives aux événements significatifs pour la société.

Le conseil se réunit au moins quatre fois par an. Au cours de l'année 2012, il s'est réuni 6 fois et le taux de présence a été de 88 %.

Les commissaires aux comptes assistent à chaque séance du conseil d'administration.

## Comités

Le règlement intérieur du conseil prévoit que certaines délibérations du conseil soient précédées par des réunions de comités spécialisés, composés d'administrateurs nommés par le conseil ; ces comités étudient et préparent ces délibérations. Ils émettent, dans leur domaine de compétence, des propositions, recommandations et/ou avis.

Les membres du comité sont désignés à titre personnel et ne peuvent pas se faire représenter.

La durée du mandat des membres du comité coïncide avec celle de leur mandat d'administrateur. Le mandat de membre du comité peut faire l'objet d'un renouvellement en même temps que celui d'administrateur.

Le conseil désigne au sein de chaque comité un président pour une durée identique à celle de ses fonctions et, le cas échéant, un secrétaire.

Le secrétaire est chargé d'établir le procès-verbal de chaque réunion qui sera retranscrit dans un registre ad hoc.

Un compte rendu des travaux de chaque comité est donné par le président du comité ou par un membre du comité à la plus proche séance du conseil d'administration.

Chaque comité peut décider d'inviter à ses réunions, en tant que de besoin, toute personne de son choix. Le comité peut également demander l'appui de spécialistes extérieurs.

Le conseil peut, outre les comités spécialisés permanents qu'il a créés, décider de constituer des comités ad hoc pour les opérations exceptionnelles par leur importance ou leur spécificité avec une durée de vie limitée à l'étude.

Message du Directeur Général	Direction, administration et contrôle	164
Présentation du Groupe	Rémunérations et avantages des membres des organes d'administration et de direction	179
Commentaires sur l'exercice		
Comptes consolidés	Participation des membres des organes d'administration et de direction au capital	184
Comptes annuels de Ciments Français SA	Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil	185
<b>Gouvernement d'entreprise</b>	<b>Rapport du président du conseil</b>	<b>187</b>
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

## Le comité des nominations et des rémunérations

Ce comité est composé de trois administrateurs, dont deux sont indépendants. Jusqu'à l'assemblée du 13 avril 2012, il se compose de Giampiero Pesenti, Antoine Bernheim et le Comte de Ribes, ces deux derniers étant, après cette assemblée, remplacés par Martina Barcaroli et Marc Viénot. Le comité des nominations et des rémunérations est présidé par Giampiero Pesenti.

Le règlement intérieur du conseil précise les attributions de ce comité qui a pour mission de préparer les décisions du conseil et de lui faire des recommandations dans les domaines suivants :

### Nominations

- la sélection des candidats aux fonctions d'administrateurs, les propositions de nomination du président du conseil d'administration, du directeur général et des directeurs généraux délégués et des présidents des comités ;
- la qualification d'indépendance des administrateurs.

### Rémunérations

- la rémunération du président du conseil d'administration, du directeur général et du ou des directeurs généraux délégués. Le comité est chargé de :
  - recommander annuellement au conseil le niveau de rémunération fixe,
  - définir les critères de la part variable de la rémunération et de les appliquer annuellement en fonction des performances réalisées. Les critères de performance utilisés prennent en compte principalement la réalisation d'objectifs chiffrés sur la profitabilité de l'ensemble consolidé et des objectifs spécifiques en matière de développement international,
  - examiner les autres formes de rémunérations et d'avantages en nature (voir informations détaillées en section 5.2).
- la définition, le cas échéant, d'une politique générale de rémunération et d'avantages pour les cadres dirigeants y compris en matière de retraites et l'examen de la situation individuelle des membres de la direction générale ;
- les éventuels plans de souscription ou d'achat d'actions au profit des cadres dirigeants et salariés (« stock-options »), ainsi que les catégories d'allocation les plus appropriées en veillant à définir à l'avance les périodes d'attribution ;
- les éventuelles augmentations de capital réservées aux salariés.

Le comité se réunit chaque fois que l'intérêt de la société l'exige.

Au cours de l'exercice, le comité des nominations et des rémunérations s'est réuni 2 fois. Le taux de présence de ses membres aux réunions s'est élevé à 67 %. Le comité a procédé à l'examen de l'indépendance des administrateurs. Il a également fait des propositions en matière de rémunération du directeur général et du directeur général délégué, de renouvellement d'administrateurs qui ont été suivies par le conseil.

La partie variable de la rémunération du directeur général a été déterminée en liaison avec la réalisation d'objectifs chiffrés portant principalement sur la profitabilité de l'ensemble consolidé et de la mise en place d'outils et de programmes informatiques structurés ; la partie variable de la rémunération du directeur général délégué a été déterminée en fonction principalement de la réalisation d'objectifs chiffrés sur la profitabilité de l'ensemble consolidé et de zones opérationnelles dont il a la responsabilité directe.

## Le comité des comptes

Ce comité est composé de quatre membres, dont trois sont indépendants. Jusqu'à l'assemblée du 13 avril 2012, il se compose de Victoire de Margerie, Marc Viénot, Dario Massi et le Comte de Ribes, ce dernier étant, après cette assemblée, remplacé par Martina Barcaroli. Le comité des comptes est présidé par Marc Viénot.

Le comité des comptes a pour mission conformément à l'article L.823-19 du code de commerce d'assurer le suivi :

- du processus d'élaboration de l'information financière ;
- de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques ;
- du contrôle légal des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés par les commissaires aux comptes ;
- de l'indépendance des commissaires aux comptes.

### Suivi du processus d'élaboration de l'information financière :

Il porte sur :

- l'architecture d'ensemble des systèmes permettant d'élaborer les informations comptables et financières, à savoir les informations historiques (informations périodiques), les informations prévisionnelles et les autres informations issues d'un processus d'élaboration structuré ;
- la revue de l'information comptable et financière elle-même, en particulier la traduction comptable des événements importants qui ont eu une incidence sur les comptes ;
- l'existence du processus de préparation des communiqués de presse à l'occasion de la publication des comptes annuels et semestriels et de l'information trimestrielle.

En outre, le conseil a jugé opportun :

- que le comité examine la cohérence de la présentation des communiqués financiers par rapport aux informations figurant dans les comptes, dès lors que la direction générale est en mesure de transmettre les projets de communiqués financiers au comité ;
- de saisir le comité des comptes à propos de certaines parties du document de référence : rapport du président du conseil sur le fonctionnement du conseil d'administration et les procédures de contrôle interne et de gestion des risques notamment. Le comité des comptes prend connaissance du rapport du président et, le cas échéant, formule des observations.

### Suivi de l'efficacité des systèmes

Les systèmes de contrôle interne et de gestion des risques s'appuient sur un référentiel interne, conforme aux principes généraux de l'AMF, en coordination avec la société mère Italcementi. Sont inclus dans le champ d'examen du comité des comptes, les risques faisant l'objet d'une traduction comptable, les risques identifiés par les systèmes de contrôle interne et de gestion des risques pouvant avoir une incidence sur les comptes, ainsi que tout risque non identifié significatif qui viendrait à la connaissance du comité.

Le suivi de l'efficacité des systèmes par le comité des comptes porte sur :

- l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques ;
- la prise en compte des faiblesses et dysfonctionnements identifiés et des actions correctrices.



Message du Directeur Général	Direction, administration et contrôle	164
Présentation du Groupe	Rémunérations et avantages des membres des organes d'administration et de direction	179
Commentaires sur l'exercice	Participation des membres des organes d'administration et de direction au capital	184
Comptes consolidés	Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil	185
Comptes annuels de Ciments Français SA	<b>Rapport du président du conseil</b>	<b>187</b>
<b>Gouvernement d'entreprise</b>		
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

## Suivi du contrôle légal des comptes par les commissaires aux comptes

Le comité des comptes :

- échange avec les commissaires aux comptes et examine leurs conclusions, en vue de mieux apprécier le processus d'élaboration de l'information financière et d'avoir connaissance des principales zones de risques et incertitudes sur les comptes ;
- examine notamment avec la direction administration et contrôle, la direction financière et les commissaires aux comptes, les projets de comptes annuels, semestriels et trimestriels de la société et du Groupe consolidé afin d'en faciliter l'arrêté ou la revue par le conseil ainsi que les rapports financiers et de gestion périodiques du Groupe ;
- assure le suivi du budget du commissariat et son adéquation avec les missions ;
- s'assure que le co-commissariat est effectif ;
- examine la mise en œuvre des recommandations des commissaires aux comptes.

## Suivi de l'indépendance des commissaires aux comptes

Le comité s'assure que les commissaires :

- respectent les dispositions relatives aux incompatibilités prévues par leurs règles professionnelles ;
- disposent, au sein de leur cabinet, d'une procédure d'autorisation préalable à la réalisation des diligences directement liées à la mission du commissaire aux comptes et des prestations réalisées par son réseau.

Le comité des comptes reçoit notamment la déclaration annuelle d'indépendance des commissaires. Le comité émet une recommandation sur les commissaires aux comptes proposés à la désignation de l'assemblée en s'appuyant, le cas échéant, sur une procédure d'appel d'offres.

Il procède annuellement à une revue des conventions conclues entre Ciments Français et Italcementi, pour s'assurer de la parfaite neutralité de ces accords et en fait rapport au conseil.

Il donne un avis sur les opérations financières d'importance significative pour le Groupe préalablement à la saisine du conseil par le président ; il délibère également sur la gestion des risques financiers.

Dans le cadre de sa mission, le comité des comptes entend le directeur financier du Groupe, le directeur administration et contrôle et leurs collaborateurs, le directeur de l'audit interne, ainsi que les commissaires aux comptes. Lors du comité des comptes précédant le conseil d'administration qui arrête les comptes, les commissaires aux comptes commentent une présentation soulignant les points essentiels des résultats et des options comptables retenues. Le comité des comptes rend compte de ses travaux à la plus prochaine réunion du conseil d'administration.

Il se réunit au moins quatre fois par an et chaque fois que l'intérêt de la société l'exige. Au cours de l'année 2012, ce comité s'est réuni 5 fois. Le taux de présence de ses membres aux réunions s'est élevé à 95 %. Les membres du comité reçoivent la documentation avant la tenue de chaque réunion.

Le comité a examiné le projet de comptes consolidés annuels, semestriels et trimestriels, ainsi que les comptes sociaux annuels avant leur présentation au conseil et a transmis son avis sur ces comptes.

## Participation aux assemblées

Les règles relatives à la participation des actionnaires aux assemblées de la société sont fixées par la loi et les statuts.

## Confidentialité et règles prudentielles

Le conseil d'administration a adopté depuis plusieurs années un code d'éthique applicable à l'ensemble du personnel du Groupe définissant les principes d'éthique et de comportement dans leurs actions et rapports avec les tiers. Ce code définit notamment un certain nombre de règles en matière de loyauté, impartialité, protection du secret des affaires, de l'individu, de l'environnement et du patrimoine de la société, ainsi que des processus de contrôle et de fiabilité des informations. Ce code précise également les règles de conduite envers les clients, les fournisseurs, les institutions publiques, les organisations politiques et les organes de presse.

Parallèlement, chaque administrateur et membre de comité s'engage à respecter les obligations suivantes :

- respecter les obligations légales et réglementaires, les statuts de la société, le règlement intérieur et ses règles prudentielles ;
- s'obliger à faire part au conseil de toute situation de conflit d'intérêts ponctuel, même potentiel, et s'abstenir de participer au vote de la délibération correspondante ;
- s'efforcer de participer à toutes les réunions du conseil et, le cas échéant, des comités auxquels il appartient. Sa présence aux assemblées générales de la société est recommandée ;
- déclarer à l'Autorité des marchés financiers (AMF) leurs opérations sur les titres Ciments Français dès finalisation de ces opérations et adresser une copie à la société. L'information sur ces transactions est publiée sur le site de l'AMF ;
- eu égard aux informations non publiques acquises dans le cadre de ses fonctions, l'administrateur ou le membre de comité :
  - doit se considérer comme lié par une obligation de stricte confidentialité,
  - doit se considérer comme « initié permanent », et à ce titre s'abstenir d'intervenir sur les titres de la société pendant une période de 15 jours précédant la date à laquelle les comptes consolidés ou à défaut les comptes annuels sont rendus publics et plus généralement pendant la période comprise entre la date à laquelle est connue une information qui, si elle était rendue publique, pourrait avoir une influence significative sur le cours de l'action et la date à laquelle cette information est rendue publique, et par ailleurs respecter le « codice di comportamento » établi par Italcementi Group.

## Contrôle interne et gestion des risques

Ce rapport sur les procédures de contrôle interne et de gestion des risques a été rédigé en s'appuyant sur un référentiel interne, conforme aux principes généraux du cadre de l'AMF (cf. [www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)), en coordination avec la société mère Italcementi. Le présent texte a été préparé à partir des travaux réalisés par les différentes directions fonctionnelles (notamment gestion des risques et audit interne) ; il est mis à jour chaque année.

### Définition du contrôle interne

Le contrôle interne représente l'ensemble des systèmes de contrôle mis en œuvre par la direction générale et le management du Groupe et qui vise à assurer :

- la conformité aux lois et règlements ;
- l'application des instructions et des orientations fixées par la direction générale ;
- le bon fonctionnement des processus internes de la société, notamment ceux concourant à la sauvegarde de ses actifs ;
- la fiabilité des informations financières.

D'une façon générale, le contrôle interne contribue à la maîtrise des activités, à l'efficacité des opérations et à l'utilisation efficiente des ressources de la société.

En contribuant à prévenir et maîtriser les risques de ne pas atteindre les objectifs que se sont fixés la société et le Groupe, le dispositif de contrôle interne joue un rôle clé dans la conduite et le pilotage de leurs différentes activités.

Message du Directeur Général	Direction, administration et contrôle	164
Présentation du Groupe	Rémunérations et avantages des membres des organes d'administration et de direction	179
Commentaires sur l'exercice	Participation des membres des organes d'administration et de direction au capital	184
Comptes consolidés	Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil	185
Comptes annuels de Ciments Français SA	<b>Rapport du président du conseil</b>	<b>187</b>
<b>Gouvernement d'entreprise</b>		
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

## Objectifs du contrôle interne

Les procédures de contrôle interne mises en place par la société ont pour objectifs de prévenir et de maîtriser les risques résultant de l'activité de l'entreprise et les risques d'erreurs ou de fraude, en particulier dans les domaines comptables et financiers ; ils répondent notamment aux objectifs suivants :

- s'assurer que les actes de gestion sont menés dans le respect des valeurs, des orientations et des objectifs définis par le conseil d'administration et le management, en conformité avec les lois et les réglementations en vigueur, et qu'ils permettent d'assurer la protection des personnes et des actifs de la société ;
- contribuer à l'assurance que les informations comptables, financières et de gestion communiquées sont fiables et reflètent avec sincérité l'activité et la situation de la société et du Groupe.

Ainsi, plus globalement, le dispositif de contrôle interne doit permettre de minimiser les risques d'erreurs, de fraude et de non-respect des réglementations.

Ce processus de contrôle interne qui vise à protéger les personnes et les actifs de la société et de ses filiales s'appuie sur une organisation et des procédures en matière de contrôle opérationnel de ses filiales, de fiabilité des états financiers et de communication financière du Groupe. Comme tout système de contrôle, il ne peut cependant fournir une garantie absolue que les risques sont totalement éliminés.

Le processus décrit s'applique aux sociétés du Groupe consolidées par intégration globale ou par intégration proportionnelle. Il fait l'objet d'une mise en place progressive dans les filiales nouvellement acquises.

## Objectifs et démarche d'analyse des risques

La fonction de directeur des risques Groupe (*Chief Risk Officer*) a été créée en mai 2010 afin de pérenniser le processus de gestion des risques (*Enterprise Risk Management*) commencé dans le cadre d'un programme initié courant 2008 au niveau d'Italcementi Group.

La mission de la Direction des Risques est de soutenir la pérennité et l'amélioration des performances à moyen terme, de préserver le patrimoine et la réputation du Groupe, d'aider aux processus de décision et de fixation d'objectifs, et de mobiliser les acteurs concernés du management pour réduire les risques sous leur responsabilité.

La démarche inspirée des cadres du COSO (*Committee Of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission*) et des recommandations de l'AMF, s'articule autour de cinq phases :

- identification des principales zones de risque en relation avec les objectifs stratégiques du Groupe et définition de méthodologies et instruments d'analyse et d'évaluation des facteurs de risque ;
- évaluation, tant au niveau national que mondial, des facteurs de risque mesurés en termes d'impact, de probabilité et d'horizon temporel, afin de disposer d'une vision globale du portefeuille des risques du Groupe ;
- sélection des risques prioritaires, définition des stratégies de réponse, et des règles de gouvernance au niveau du Groupe. De nombreux risques opérationnels sont gérés au niveau des filiales, alors que d'autres, exigeant une compétence spécifique ou relevant d'une responsabilité transversale sont centralisés au niveau des fonctions centrales.
- mise en place des stratégies et des actions d'atténuation définies et développement du processus de gestion des risques de l'entreprise ;
- Information de la Direction de l'entreprise, et de ses organes de contrôle, de la synthèse des principaux risques, de leur gestion et de leur évolution

## Organisation et structure - les acteurs du contrôle interne

Afin de mettre en œuvre sa politique de gestion des risques, la société s'appuie sur une organisation générale et des principes de gouvernance développés dans la première partie de ce rapport.

La direction générale définit les axes stratégiques et les orientations de contrôle interne. Au sein de chaque filiale ou direction fonctionnelle Groupe, cette responsabilité est déléguée aux dirigeants.

Le comité des comptes, dans le cadre de sa mission, prend connaissance du suivi des risques et des engagements. Le comité est également informé chaque année du plan d'audit, des missions réalisées et du suivi des recommandations.

La direction de l'audit interne a pour mission de donner à la direction générale une assurance sur le degré de maîtrise de ses opérations, de lui apporter ses conseils pour les améliorer et de contribuer à créer de la valeur ajoutée. Elle aide la direction à atteindre ses objectifs en évaluant par une approche systématique et méthodique ses processus de management des risques, de contrôle, et de gouvernement d'entreprise et en faisant des propositions pour renforcer leur efficacité. La fonction, centralisée au niveau du Groupe, est assurée par une équipe de 22 auditeurs. La direction de l'audit interne est directement rattachée à la direction générale.

La direction de l'audit interne établit son plan d'audit sur trois ans. L'audit interne visite l'ensemble des entités opérationnelles du Groupe sur un cycle de trois ans. Ce plan qui prévoit environ 50 missions d'audit par an peut être modifié en fonction des priorités. La démarche d'analyse des risques est continue. En effet, la construction de chaque plan d'audit annuel intègre la variation du périmètre de consolidation, les nouveaux risques éventuellement identifiés par le processus ERM (*Enterprise Risk Management*), ainsi que les contributions du management du Groupe et des filiales. La communication avec le comité des comptes au sujet du plan d'audit et du suivi des missions effectuées est régulière et se traduit par des réunions formelles et des échanges de documentation entre les acteurs concernés.

Des contrôles clés et des procédures sont définis au niveau du Groupe sous la responsabilité des directions opérationnelles et fonctionnelles Groupe. L'efficacité de ces procédures s'appuie sur le dispositif de contrôle interne propre à chacune des filiales. Ce dispositif dont la responsabilité est déléguée à la direction générale de chaque filiale doit s'inscrire dans le respect des normes et chartes définies par le Groupe.

Au sein de la direction finance, le département management des risques est responsable de la définition de la politique d'assurance des risques du Groupe, de l'élaboration des procédures Groupe en matière d'assurance des actifs et des personnes, de la couverture des pertes d'exploitation et des risques liés à la responsabilité civile. Il est responsable du suivi et du contrôle de la bonne application de ces procédures dans les filiales. Il est également responsable de la mise en place du plan de prévention des risques industriels.

La direction finance a la responsabilité du contrôle des risques de marché et de liquidité (cf. section 1.8), du suivi des engagements financiers, de la mise en place des procédures applicables au siège et aux filiales du Groupe et de leur suivi. La direction finance contribue au processus de fiabilisation de l'information financière publiée dans son domaine de compétence.

La direction affaires juridiques suit notamment l'ensemble des litiges du Groupe en y apportant support et contrôle (cf. section 2.5).

Le département affaires fiscales assure un suivi des évolutions réglementaires en matière fiscale, contrôle le respect des réglementations locales par les filiales du Groupe et évalue les conséquences fiscales des opérations envisagées par le Groupe.

Au sein de la direction administration et contrôle, le département budget et contrôle est en charge de l'établissement et du contrôle des budgets, des résultats consolidés mensuels de gestion et du suivi des investissements en liaison avec les directions opérationnelles et financières du Groupe et des filiales.

Les départements consolidation et procédures comptables ont pour mission d'élaborer les états financiers consolidés du Groupe, de préparer les manuels de procédures comptables applicables au Groupe et de contrôler le respect des lois et normes comptables en vigueur relatives à l'établissement des comptes et aux informations à communiquer en annexe.

Message du Directeur Général	Direction, administration et contrôle	164
Présentation du Groupe	Rémunérations et avantages des membres des organes d'administration et de direction	179
Commentaires sur l'exercice	Participation des membres des organes d'administration et de direction au capital	184
Comptes consolidés	Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil	185
Comptes annuels de Ciments Français SA	<b>Rapport du président du conseil</b>	<b>187</b>
<b>Gouvernement d'entreprise</b>		
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

La direction de la gestion des risques (*Enterprise Risk Management*) a pour mission principale la supervision des risques du Groupe, par leur identification, leur mesure et leur traitement.

Ce rôle de facilitation, de coordination et de contrôle des risques s'inscrit dans les processus opérationnels du Groupe, comme le budget ou l'évaluation des principaux investissements, ou la mise en place d'actions d'atténuation des risques (soit au niveau mondial, soit au niveau de chaque pays).

### Procédures existantes

Les procédures formalisées sont mises à jour au niveau du Groupe par les directions qu'elles concernent. La cartographie des risques a été définie précisément par l'identification de 41 risques prioritaires. Elles couvrent les domaines suivants :

### La couverture des risques opérationnels

- protection des actifs et couverture des risques industriels dans le cadre d'une gestion centralisée de la gestion des risques mettant l'accent sur les points suivants :
  - investissement et désinvestissement industriel et financier,
  - assurances et prévention des risques industriels,
  - sécurité et protection des personnes,
  - licences et permis d'exploiter les installations industrielles,
  - conséquences financières.
- risques environnementaux et respect des réglementations, pour lesquels une structure a été créée, rattachée à la direction générale ;
- risques de marché et de liquidité soumis à des principes de gestion et des règles prudentielles définies par la direction générale, laquelle établit des niveaux de décision et des rôles respectifs entre les fonctions centrales et les filiales. Ces risques font l'objet d'une gestion centralisée et sont encadrés par les procédures suivantes :
  - gestion des risques en matière de financement, placement, gestion des risques de taux, des risques de change et de trésorerie,
  - sécurité et délégation de pouvoir,
  - reporting financier (dette, couverture de taux d'intérêt et de change, engagements financiers).
- risques juridiques et fiscaux avec les procédures :
  - de remontée des litiges juridiques et fiscaux,
  - d'information des principaux contrats,
  - d'organisation et de suivi des structures juridiques des filiales,
  - d'intervention dans tous les contrats significatifs de financement, de cession, d'acquisition et de fusion,
  - de revue par plan pluriannuel des situations fiscales des filiales,
  - un programme spécifique de formation sur les législations particulières auxquelles est soumis le Groupe a été déployé dans tous les pays et fait l'objet d'une mise à jour régulière.
- risques d'engagement couverts par des procédures de :
  - délégation de pouvoir,
  - suivi des engagements.

- risques relatifs aux systèmes d'information couvert par les procédures de :
  - accès aux systèmes garantissant la sécurité et l'intégrité des systèmes et données,
  - secours en cas d'incidents afin de permettre une continuité des principaux processus d'exploitation et de gestion dans des délais courts.
- risques de volatilité des prix de certaines matières premières, de combustibles et d'électricité avec la mise en place de :
  - programmes d'investissements pour favoriser l'usage de combustibles de substitution,
  - contrats à terme visant à garantir l'approvisionnement.
- risques relatifs aux nouveaux produits :
  - un programme a été défini dont l'objectif est de diffuser au sein du Groupe les meilleures pratiques afin de garantir la mise à disposition de nouveaux produits en adéquation avec les besoins de la clientèle ainsi que la protection des marques et licences.
- risques d'image :
  - le Groupe a défini des programmes de gestion de crise afin d'en réduire le possible impact et de garantir l'information adéquate aux parties concernées.

### **Procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière**

En complément des contrôles opérationnels, le dispositif de contrôle interne qui assure la fiabilité des informations financières publiées s'articule autour de quatre axes principaux :

- un système informatisé, commun à l'ensemble des filiales du Groupe, de reporting de gestion et de consolidation qui permet d'établir les états financiers du Groupe ;
- un processus d'élaboration et de remontée de l'information publiée dans les états financiers qui fait l'objet de procédures formalisées ;
- des contrôles clés réalisés par la direction administration et contrôle (contrôle de gestion, consolidation, procédures) et la direction finance présentés ci-après ;
- les missions réalisées par la direction de l'audit interne.

La direction administration et contrôle du Groupe procède à l'élaboration et au contrôle de l'information financière, comptable et de gestion.

Les différents processus que sont la planification, le processus budgétaire, le reporting mensuel et l'établissement des comptes consolidés trimestriels, ainsi que les contrôles et rapprochements effectués à chaque stade contribuent à la fiabilisation de l'information comptable et financière.

De façon périodique, le plan stratégique à cinq ans est établi par les filiales. La structure du plan a été adaptée afin de faciliter les calculs des tests de dépréciation requis par IAS 36. Chaque année, les filiales du Groupe établissent leur budget prévisionnel mensualisé suivant les principes du Groupe. Ces prévisions budgétaires font l'objet de deux actualisations en cours d'exercice.

Suivant un processus mensuel de reporting de résultat de gestion, d'investissements, de données techniques, les résultats sont analysés et contrôlés par le département budget et contrôle de gestion.

Les procédures de reporting, les définitions, ainsi que les principes comptables appliqués sont formalisées dans le manuel de procédures Groupe qui a été adapté suite à la mise en place des normes IFRS. Les comptes consolidés du Groupe sont établis tous les trimestres sur un logiciel de consolidation commun. Le plan de compte, la liasse de consolidation, ainsi que les principes comptables applicables sont formalisés dans le manuel de procédures Groupe.

Message du Directeur Général	Direction, administration et contrôle	164
Présentation du Groupe	Rémunérations et avantages des membres des organes d'administration et de direction	179
Commentaires sur l'exercice	Participation des membres des organes d'administration et de direction au capital	184
Comptes consolidés	Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil	185
Comptes annuels de Ciments Français SA	<b>Rapport du président du conseil</b>	<b>187</b>
<b>Gouvernement d'entreprise</b>		
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

Pour les clôtures semestrielles et annuelles, une note d'instruction spécifique est envoyée aux filiales afin de rappeler les points clés du processus de clôture.

Pour l'établissement des comptes annuels, une procédure de pré-clôture est mise en place. Cette procédure permet également de s'assurer que les normes du Groupe sont correctement comprises par les filiales et permettent de fiabiliser, par un contact direct, l'information qu'elles transmettent. À chaque clôture trimestrielle, les comptes consolidés sont rapprochés des résultats de gestion et les écarts éventuels sont analysés.

Le département informations comptables et procédures assure la veille réglementaire en matière de principes comptables et d'informations comptables et de gestion, ainsi que les relations avec les instances réglementaires et professionnelles et la prise en compte de leurs recommandations en matière d'informations comptables et financières. Les procédures Groupe font l'objet d'une mise à jour en fonction de l'évolution des normes.

Certains processus de clôture se sont d'ailleurs complexifiés et font également intervenir des consultants externes. Ainsi, notamment, le processus d'évaluation des actifs à long terme a été étendu de manière systématique à l'ensemble des unités génératrices de trésorerie comportant un écart d'acquisition. Le processus de revue des engagements de retraites et avantages au personnel est mené conjointement avec un cabinet d'actuaire. La valorisation des instruments financiers ainsi que les tests d'efficacité permettant d'appliquer la comptabilisation de couverture sont réalisés par des experts indépendants.

Par ailleurs, dans le processus de clôture des comptes interviennent des expertises internes spécifiques dans certains domaines comme notamment :

- revue des calculs de dépréciation des unités génératrices de trésorerie par le contrôle de gestion Groupe et le département finance-acquisition ;
- revue de la situation fiscale Groupe et dans chacun des pays par le département fiscalité ;
- revue des litiges en cours et clauses spécifiques des contrats significatifs (financement, cession, acquisition) avec la direction juridique ;
- analyse par le département trésorerie - financement de la dette et des engagements financiers et rapprochement avec le reporting Groupe ; élaboration des informations de l'annexe relatives à la dette, au résultat financier et à la gestion des risques de marché.

Les états financiers consolidés et les informations de gestion font l'objet d'une revue effectuée par un comité de relecture.

Les comptes sociaux et les comptes consolidés du Groupe font l'objet d'un examen de la part des commissaires aux comptes, avec un examen limité pour les comptes semestriels et un audit pour les comptes annuels. Les commissaires aux comptes présentent leurs conclusions de façon périodique au comité des comptes.

La gestion des systèmes d'information et la sécurité des données informatiques sont assurées par une direction Systèmes d'information. L'ensemble des filiales du Groupe dispose d'un outil informatique de gestion commun « ERP » qui permet notamment de couvrir les fonctions ventes, distribution, achats, stocks, immobilisations, production, etc. Les systèmes de reporting de gestion et de consolidation sont également des systèmes communs qui permettent de fiabiliser une remontée homogène des informations. L'utilisation des systèmes informatiques est vérifiée régulièrement dans le cadre des missions d'audit spécialisées menées par l'audit interne.

Un manuel descriptif des principes et procédures comptables utilisées pour le traitement et l'élaboration de l'information comptable et financière (sur le site intranet depuis 2007) est régulièrement mis à jour et complété notamment par la publication d'une procédure précisant, pour chaque division, les niveaux de contrôle à mettre en place et la désignation de la personne responsable des informations financières.

---

Le manuel des pouvoirs et des responsabilités visant à permettre une gestion du système de délégation de pouvoir dans le Groupe conforme aux principes de gouvernement d'entreprise définis dans nos modèles d'organisation, de gestion et de contrôle, fait également l'objet de mises à jour régulières.

### **Perspectives**

En 2012 s'est achevé le déploiement de la dernière phase du projet *Risk & Compliance*, en finalisant notamment la revue complète pour tous les pays/métiers du Groupe de la cartographie des risques principaux identifiés lors du début du programme en 2008.

L'année 2013 consolidera, dans une perspective d'amélioration continue, l'ancrage de la gestion des risques dans les processus de gestion courante de l'entreprise afin d'en devenir un critère supplémentaire de décision de management.







---

## 6

## Informations sur la société et le capital

6.1	Renseignements généraux concernant l'émetteur . . . . .	202
6.2	Évolution du capital social et des primes d'émission . . . . .	205
6.3	Composition de l'actionnariat Ciments Français . . . . .	206
6.4	Information des actionnaires . . . . .	208
6.5	Politique d'information . . . . .	211
6.6	Informations concernant Italcementi Group, auquel appartient Ciments Français . . . .	211
6.7	Consultation des documents . . . . .	213
6.8	Contrats importants . . . . .	213
6.9	Changement significatif de la situation financière ou commerciale . . . . .	213

## 6.1 Renseignements généraux concernant l'émetteur

### Actes constitutifs et statuts

<b>Raison sociale</b>	CIMENTS FRANÇAIS
<b>Forme</b>	Société anonyme française régie par la loi sur les sociétés commerciales n° 66-537 du 24 juillet 1966
<b>Siège social</b>	Tour Ariane, 5 Place de la Pyramide - 92800 Puteaux
<b>RCS</b>	599 800 885 Nanterre
<b>APE</b>	7010 Z
<b>Date de constitution</b>	1 <sup>er</sup> janvier 1881
<b>Durée</b>	Jusqu'au 1 <sup>er</sup> janvier 2040 sauf dissolution anticipée ou prorogation
<b>Objet</b> (art. 2 des Statuts)	<p>La société a pour objet :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- l'exploitation, la fondation, l'acquisition ou l'aliénation d'usines à ciment, à chaux ou autres liants hydrauliques et matériaux de construction en France, dans les départements d'Outre-mer ou en tout autre pays et, généralement, tout ce qui a rapport à la fabrication, au commerce, à l'industrie, aux applications de tous liants hydrauliques et de tous matériaux de construction ainsi que de tous produits entrant dans cette fabrication ou de tous produits pouvant en dériver ;</li><li>- toutes études, recherches, expériences, essais intéressant ces applications, techniques et industries ;</li><li>- la recherche de tous brevets d'invention, la concession de la jouissance desdits brevets, le dépôt de toutes marques commerciales et la concession en jouissance ou autrement des dites marques ;</li><li>- la prise d'intérêts dans toutes entreprises civiles, commerciales, industrielles, mobilières ou immobilières, soit par souscription ou achat de titres ou droits sociaux, création de sociétés nouvelles, apport, soit encore par association ou alliance, prise de commandite et octroi d'avances et de crédit ;</li><li>- plus généralement, toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières se rattachant, directement ou indirectement, aux activités ci-dessus énoncées ou susceptibles de favoriser le développement de la société.</li></ul>
<b>Documents juridiques</b>	Les statuts, procès-verbaux d'assemblées, rapports des commissaires aux comptes, etc. peuvent être consultés au siège social, Tour Ariane, 5 Place de la Pyramide - 92800 Puteaux.

Message du Directeur Général	<b>Renseignements généraux concernant l'émetteur</b>	<b>202</b>
Présentation du Groupe	Évolution du capital social et des primes d'émission	205
Commentaires sur l'exercice	Composition de l'actionnariat Ciments Français	206
Comptes consolidés	Information des actionnaires	208
Comptes annuels de Ciments Français SA	Politique d'information	211
Gouvernement d'entreprise	Informations concernant Italcementi Group, auquel appartient Ciments Français	211
<b>Informations sur la société et le capital</b>		
Assemblée générale	Consultation des documents	213
Informations complémentaires	Contrats importants	213
Informations sur le développement durable	Changement significatif de la situation financière ou commerciale	213

## Exercice social

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre

## Répartition des bénéfices

(art. 34 des Statuts)

Sur le bénéfice de l'exercice, diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est effectué le prélèvement destiné à constituer le fonds de réserve légale qui doit être au moins égal au minimum obligatoire.

Le solde augmenté, le cas échéant, des reports bénéficiaires, constitue le bénéfice distribuable sur lequel il est prélevé successivement :

- la somme nécessaire pour distribuer, à titre de premier dividende, un montant égal à 5 % du montant nominal libéré et non amorti du capital social ;
- toutes sommes que l'assemblée générale juge convenable de fixer pour être affectées à tous comptes de réserves spéciales ou générales ;
- la somme nécessaire pour, le cas échéant, distribuer un dividende complémentaire à toutes les actions existantes.

Le solde, s'il en existe, est reporté à nouveau sur l'exercice suivant.

L'assemblée générale a la faculté d'accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende ou de l'acompte sur dividende mis en distribution, une option entre le paiement de ce dividende ou de cet acompte en numéraire ou en actions, dans les conditions et modalités fixées par la loi.

## Assemblées générales

(art. 27 et 28 des Statuts)

Les assemblées générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par la loi. Les réunions ont lieu au jour, heure et lieu indiqués sur l'avis de convocation.

Tout actionnaire peut participer personnellement ou par mandataire aux assemblées s'il est justifié, dans les conditions légales, de l'enregistrement comptable de ses titres à son nom ou à celui de l'intermédiaire inscrit pour son compte au troisième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

Lorsque le vote est exprimé par correspondance, il n'est tenu compte que des formules parvenues à la société trois jours au moins avant la date de l'assemblée.

Lors de l'assemblée, l'assistance personnelle de l'actionnaire annule toute procuration ou vote par correspondance.

En cas de conflit entre les deux modes de participation, la procuration prime le vote par correspondance, quelle que soit la date respective de leur émission, sous réserve des votes exprimés dans le formulaire de vote par correspondance.

## Actions

(art. 7 des Statuts)

Les actions entièrement libérées sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire. La société peut, à tout moment, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, demander à l'organisme chargé de la compensation des titres des renseignements relatifs aux titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans les assemblées générales ainsi qu'aux détenteurs desdits titres.

**Droits de vote**

(art. 28 des Statuts)

Chaque actionnaire a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions. Toutefois, un droit de vote double de celui conféré aux actions au porteur est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative, depuis deux ans au moins, au nom du même actionnaire, à la fin de l'année civile précédant la date de réunion de l'assemblée considérée. Ce droit de vote double a été instauré par l'assemblée générale du 16 juillet 1968.

En outre, en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission ou d'apport, le droit de vote double est également conféré, dès leur émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire, à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

Ce droit de vote double cesse de plein droit d'être attaché à toute action ayant fait l'objet d'une conversion au porteur ou d'un transfert en propriété.

Néanmoins, conservera le droit acquis ou n'interrompra pas le délai de deux ans ci-dessus fixé tout transfert du nominatif au nominatif par suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donation entre vifs au profit d'un conjoint ou d'un parent au degré successible.

Au 31 décembre 2012, le nombre d'actions à droit de vote double s'élève à 29 905 733.

**Franchissement de seuils statutaires**

(art. 8 des Statuts)

Tout actionnaire, agissant seul ou de concert, qui vient à posséder ou à céder un nombre d'actions représentant plus de 2,5 % ou un multiple de 2,5 % du capital social ou des droits de vote, est tenu d'informer la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans un délai de quinze jours, étant toutefois précisé que pour les seuils de 5 %, 10 %, 15 %, 20 %, 25 %, 33,33 %, 50 %, 66,66 %, 90 % et 95 %, le délai est réduit à cinq jours de Bourse.

Les actions, correspondant à la fraction qui aurait dû être déclarée et qui ne l'a pas été, sont privées du droit de vote dans les conditions prévues par la loi.

**Capital social**

(art. 6 des Statuts)

Le capital social s'élève à 143 192 544 euros au 31 décembre 2012, il est divisé en 35 798 136 actions de 4 euros.

**Capital autorisé**

Le capital au 1<sup>er</sup> janvier 2013 peut être augmenté de 600 500 actions par levée des options de souscription consenties au personnel.

À part les options mentionnées, il n'existe pas d'autres titres donnant accès au capital. Des informations relatives aux plans de souscription ou d'achat d'actions sont données dans les notes explicatives aux comptes consolidés (section 3.7, note 27) et en section 4.2.

Par ailleurs, l'assemblée générale mixte du 13 avril 2011 a délégué au conseil d'administration, pour une durée de 26 mois, la compétence de décider une ou plusieurs augmentations de capital, jusqu'à concurrence d'un montant nominal de 100 millions d'euros, soit par émission d'actions ou d'autres valeurs mobilières donnant accès au capital avec droit préférentiel de souscription, soit par incorporation de primes, réserves, bénéfiques avec possibilité d'augmenter le montant de l'émission (9<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> résolutions).

Le conseil d'administration n'a pas utilisé cette délégation en 2012.

Message du Directeur Général	Renseignements généraux concernant l'émetteur	202
Présentation du Groupe	Évolution du capital social et des primes d'émission	205
Commentaires sur l'exercice	Composition de l'actionnariat Ciments Français	206
Comptes consolidés	Information des actionnaires	208
Comptes annuels de Ciments Français SA	Politique d'information	211
Gouvernement d'entreprise	Informations concernant Italcementi Group, auquel appartient Ciments Français	211
<b>Informations sur la société et le capital</b>	Consultation des documents	213
Assemblée générale	Contrats importants	213
Informations complémentaires	Changement significatif de la situation financière ou commerciale	213
Informations sur le développement durable		

**Nombre d'actionnaires** Lors de la dernière assemblée générale mixte du 13 avril 2012, le nombre d'actionnaires présents, représentés ou votant par correspondance était de 612 personnes détenant 90,99 % du capital social.

**Actionnaires ou groupe d'actionnaires contrôlant plus de 2,5 % du capital social** Les membres du conseil d'administration au 31 décembre 2012 détiennent 83,40 % du capital social et 91,39 % des droits de vote.

Le pourcentage du capital détenu par le personnel n'est pas significatif au 31 décembre 2012.

Voir aussi tableaux synoptiques en section 6.3 « Composition de l'actionnariat Ciments Français ».

## 6.2 Évolution du capital social et des primes d'émission

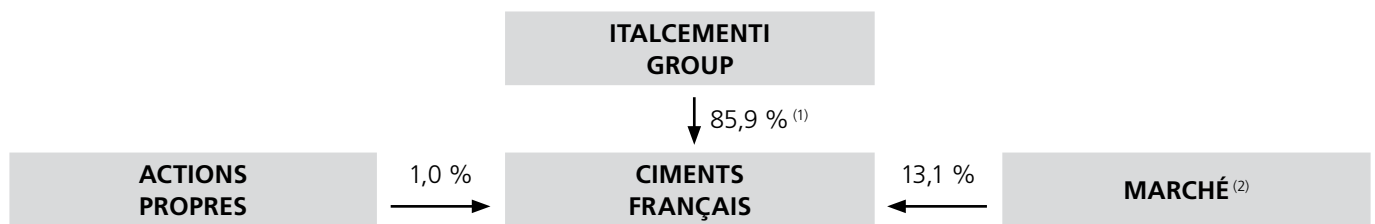
	Mouvements de titres					Capital (en euros)			Primes d'émission, de fusion, d'apport (en euros)		
	Ouverture	Options de souscription d'actions	Annulation d'actions	Mouvements	Clôture	Ouverture	Mouvements	Clôture	Ouverture	Mouvements	Clôture
<b>2007</b>	38 355 306	90 572	761 244	(670 672)	<b>37 684 634</b>	153 421 224	(2 682 688)	<b>150 738 536</b>	<b>937 619 933</b>	3 961 719	<b>941 581 652</b>
<b>2008</b>	37 684 634	40 070	964 522	(924 452)	<b>36 760 182</b>	150 738 536	(3 697 808)	<b>147 040 728</b>	<b>941 581 652</b>	1 695 265	<b>943 276 917</b>
<b>2009</b>	36 760 182	29 145	430 505	(401 360)	<b>36 358 822</b>	147 040 728	(1 605 440)	<b>145 435 288</b>	<b>943 276 917</b>	1 689 800	<b>944 966 718</b>
<b>2010</b>	36 358 822	23 050	0	23 050	<b>36 381 872</b>	145 435 288	92 200	<b>145 527 488</b>	<b>944 966 718</b>	1 230 507	<b>946 197 225</b>
<b>2011</b>	36 381 872	-	603 296	(603 296)	<b>35 778 576</b>	145 527 488	(2 413 184)	<b>143 114 304</b>	<b>946 197 225</b>	-	<b>946 197 225</b>
<b>2012</b>	<b>35 778 576</b>	<b>19 560</b>	<b>0</b>	<b>19 560</b>	<b>35 798 136</b>	<b>143 114 304</b>	<b>78 240</b>	<b>143 192 544</b>	<b>946 197 225</b>	<b>819 564</b>	<b>947 016 789</b>

Au cours de l'exercice 2012, la société Ciments Français SA a racheté 287 146 de ses propres titres et n'en a cédé aucun. Par ailleurs, 19 560 actions ont été créées suite à la levée d'options de souscription.

Les achats réalisés font l'objet d'une information hebdomadaire publiée sur le site internet de la société à <http://www.cimfra.com>.

## 6.3 Composition de l'actionnariat Ciments Français

### Organigramme simplifié de l'actionnariat Ciments Français au 31 décembre 2012



(1) Dont 2,73 % détenu directement par Italmobiliare S.p.A., société mère d'Italcementi S.p.A.

(2) À la connaissance de la société, il n'existe pas d'actionnaires du marché détenant plus de 5 % du capital et des droits de vote.

Les sociétés Italcementi S.p.A. et Ciments Français sont toutes deux cotées en Bourse.

### Évolution du pourcentage de détention du capital de Ciments Français

	Au 31 décembre 2012	Au 31 décembre 2011	Au 31 décembre 2010
Italcementi S.p.A.	83,16 %	83,20 %	81,82 %
Mandataires sociaux (personnes physiques)	0,28 %	0,28 %	0,31 %
<b>Total mandataires sociaux</b>	<b>83,44 %</b>	<b>83,48 %</b>	<b>82,13 %</b>
Autres sociétés d'Italcementi Group	ns	ns	ns
Italmobiliare S.p.A.	2,73 %	2,43 %	0,66 %
Actions propres	1,01 %	0,21 %	0,39 %
Actionnariat salarié	ns	ns	ns
Public	12,82 %	13,88 %	16,82 %
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

Italcementi S.p.A. a déclaré à l'AMF avoir franchi individuellement en hausse, le 4 novembre 2011, le seuil de 90 % des droits de vote de Ciments Français SA et détenir individuellement à cette date 29 768 225 actions représentant 59 536 449 droits de vote, soit 83,20 % du capital et 90,64 % des droits de vote de Ciments Français SA.



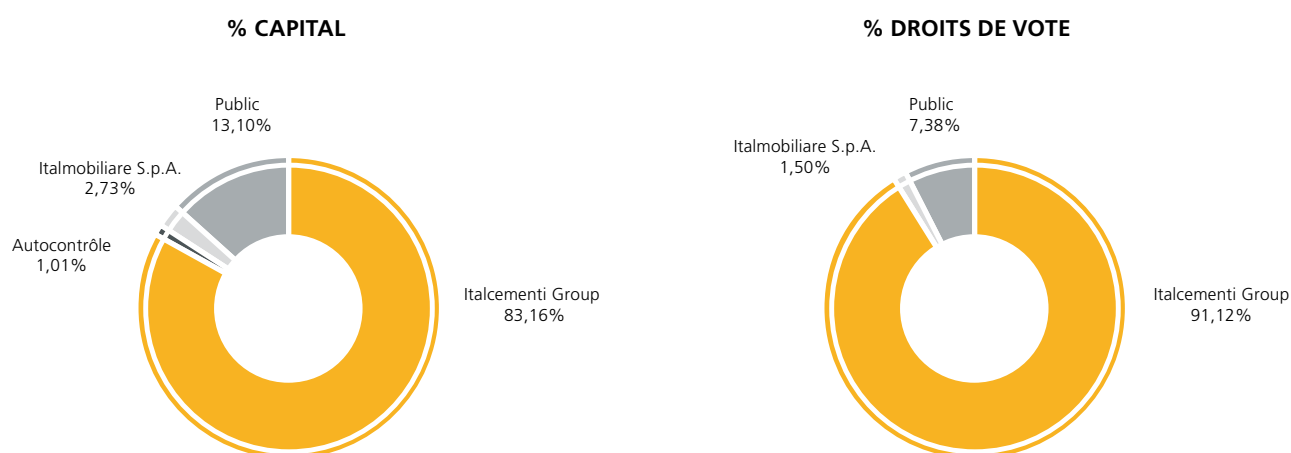
Message du Directeur Général	Renseignements généraux concernant l'émetteur	202
Présentation du Groupe	Évolution du capital social et des primes d'émission	205
Commentaires sur l'exercice	<b>Composition de l'actionnariat Ciments Français</b>	<b>206</b>
Comptes consolidés	Information des actionnaires	208
Comptes annuels de Ciments Français SA	Politique d'information	211
Gouvernement d'entreprise	Informations concernant Italcementi Group, auquel appartient Ciments Français	211
<b>Informations sur la société et le capital</b>		
Assemblée générale	Consultation des documents	213
Informations complémentaires	Contrats importants	213
Informations sur le développement durable	Changement significatif de la situation financière ou commerciale	213

## Répartition du capital de Ciments Français et des droits de vote associés au 31 décembre 2012

	Italcementi Group	Italmobiliare S.p.A.	Public	Actions propres	Total actions
<b>% intérêt</b>					
Actions nominatives	29 768 425	0	158 527	363 362	30 290 314
Actions au porteur	0	977 051	4 530 771	0	5 507 822
<b>Total actions (toutes de même catégorie)</b>	<b>29 768 425</b>	<b>977 051</b>	<b>4 689 298</b>	<b>363 362</b>	<b>35 798 136</b>
<b>Total % intérêt au 31 décembre 2012</b>	<b>83,16 %</b>	<b>2,73 %</b>	<b>13,10 %</b>	<b>1,01 %</b>	<b>100 %</b>
Total % intérêt au 31 décembre 2011	83,20 %	2,43 %	14,16 %	0,21 %	100 %
<b>% droits de vote</b>					
Actions nominatives	59 536 850	0	295 835	0	59 832 685
Actions au porteur	0	977 051	4 530 771	0	5 507 822
<b>Total droits de vote</b>	<b>59 536 850</b>	<b>977 051</b>	<b>4 826 606</b>	<b>0</b>	<b>65 340 507</b>
<b>Total % droits de vote au 31 décembre 2012</b>	<b>91,12 %</b>	<b>1,50 %</b>	<b>7,38 %</b>	<b>0,00 %</b>	<b>100 %</b>
Total % droits de vote au 31 décembre 2011	90,74 %	1,33 %	7,93 %	0,00 %	100 %

## Composition de l'actionnariat Ciments Français

### Répartition du capital et des droits de vote au 31 décembre 2012



## Autres informations

Les actions Ciments Français d'Italcementi S.p.A. inscrites au nominatif pur n'ont pas fait l'objet de nantissement.

## 6.4 Information des actionnaires

### Place de cotation

Ciments Français a adhéré au segment Next Prime d'Euronext en 2001.

Toutes les actions sont cotées sur Euronext Paris - Eurolist - Valeurs locales (compartiment A) sous le code ISIN FR0000120982. Elles sont éligibles au SRD (Système de Règlement Différé).

Ciments Français fait partie des valeurs qui composent les indices créés par Euronext début 2005 : CAC Mid and Small et CAC Construction & MAT.

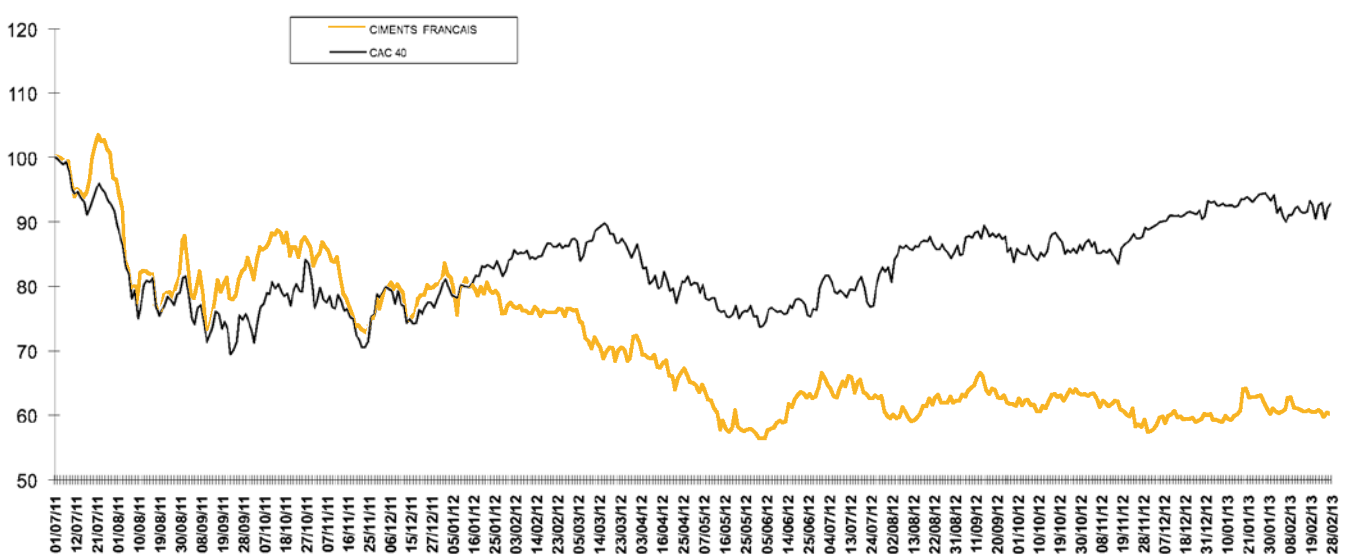
Au 31 décembre 2012, la capitalisation boursière de Ciments Français est de 1,601 milliard d'euros et son capital est de 143 192 544 euros divisé en 35 798 136 actions de 4 euros de nominal chacune.

### Évolution du cours de bourse du 1<sup>er</sup> juillet 2011 au 28 février 2013

(source Euronext)

Cours le plus haut (en euros)	Cours le plus bas (en euros)	Cours au 28 février 2013 (en euros)	Volume moyen quotidien	
			Titres	Capitaux (en million d'euros)
77,49	41,63	44,70	11 228	0,61

Base 100 au 1<sup>er</sup> juillet 2011

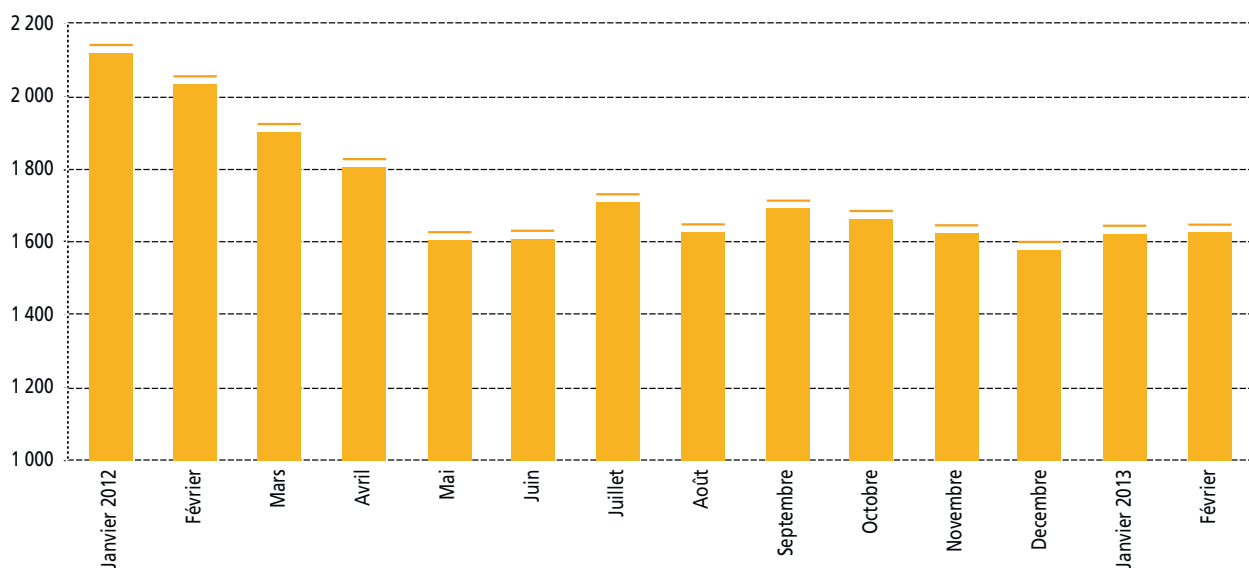


Message du Directeur Général	Renseignements généraux concernant l'émetteur	202
Présentation du Groupe	Évolution du capital social et des primes d'émission	205
Commentaires sur l'exercice	Composition de l'actionnariat Ciments Français	206
Comptes consolidés	<b>Information des actionnaires</b>	<b>208</b>
Comptes annuels de Ciments Français SA	Politique d'information	211
Gouvernement d'entreprise	Informations concernant Italcementi Group, auquel appartient Ciments Français	211
<b>Informations sur la société et le capital</b>	Consultation des documents	213
Assemblée générale	Contrats importants	213
Informations complémentaires	Changement significatif de la situation financière ou commerciale	213
Informations sur le développement durable		

	Mois	Cours le plus haut (en euros)	Cours le plus bas (en euros)	Volume mensuel	
				Titres échangés	Capitaux (en millions d'euros)
<b>2011</b>	Juillet	77,49	69,17	314 133	23,16
	Août	74,05	55,10	636 079	38,29
	Septembre	66,00	53,42	283 307	16,65
	Octobre	67,13	59,33	391 935	25,14
	Novembre	66,00	53,63	324 997	18,93
	Décembre	60,40	54,51	260 423	15,19
<b>2012</b>	Janvier	62,18	55,51	154 532	9,06
	Février	57,99	55,95	162 387	9,21
	Mars	57,13	50,40	337 733	17,68
	Avril	53,98	47,50	195 725	9,85
	Mai	49,39	42,10	347 213	15,53
	Juin	48,24	41,63	195 921	8,79
	Juillet	49,68	44,53	128 213	6,11
	Août	48,11	42,50	81 181	3,68
	Septembre	49,98	45,66	92 837	4,37
	Octobre	48,06	44,21	176 654	8,15
	Novembre	48,00	42,31	105 021	4,73
	Décembre	45,81	42,36	123 732	5,46
<b>2013</b>	Janvier	48,29	43,79	254 466	11,65
	Février	46,98	44,30	238 913	10,81

## Évolution de la capitalisation boursière depuis janvier 2012

(en millions d'euros)



## Politique de distribution de dividendes

Dividendes par action

Exercice	Nombre d'actions rémunérées	Dividende versé par action
2008	36 283 977 <sup>(1)</sup>	3,00 €
2009	36 215 510 <sup>(1)</sup>	3,00 €
2010	36 242 360 <sup>(1)</sup>	3,00 €
Acompte sur dividende 2011	35 981 610 <sup>(1)</sup>	1,50 €
Solde 2011	35 702 360 <sup>(1)</sup>	1,50 €
<b>Acompte sur dividende 2012</b>	<b>35 434 774 <sup>(1)</sup></b>	<b>1,50 €</b>
<b>Solde 2012</b>	<b>35 434 774 <sup>(2)</sup></b>	<b>1,50 € <sup>(3) (4)</sup></b>

(1) Déduction faite des actions propres n'ayant pas droit à dividende.

(2) Nombre provisoire pour les actions émises au 31 décembre 2012 sous déduction des actions propres. Sera ajusté en fonction du nombre d'actions au jour de l'assemblée générale mixte du 11 avril 2013 et sous réserve de la décision de ladite assemblée.

(3) Sous réserve de l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires.

(4) La date de paiement du solde de dividende a été fixée au 2 mai 2013.

Message du Directeur Général	Renseignements généraux concernant l'émetteur	202
Présentation du Groupe	Évolution du capital social et des primes d'émission	205
Commentaires sur l'exercice	Composition de l'actionnariat Ciments Français	206
Comptes consolidés	<b>Information des actionnaires</b>	<b>208</b>
Comptes annuels de Ciments Français SA	<b>Politique d'information</b>	<b>211</b>
Gouvernement d'entreprise	Informations concernant Italcementi Group, auquel appartient Ciments Français	211
<b>Informations sur la société et le capital</b>	Consultation des documents	213
Assemblée générale	Contrats importants	213
Informations complémentaires	Changement significatif de la situation financière ou commerciale	213
Informations sur le développement durable		

## 6.5 Politique d'information

### Relations investisseurs et actionnaires

Tél : 33 (0) 1 42 91 76 76 - Fax : 33 (0) 1 42 91 75 70

Courriel : [InvestorRelations@cimfra.com](mailto:InvestorRelations@cimfra.com) - Internet : <http://www.cimfra.com>

### Adresse

Ciments Français  
 Tour Ariane  
 92088 Paris-La Défense Cedex  
 France  
 Standard : 33 (0) 1 42 91 75 00

### Agenda financier 2013

	Communiqués	Conférences téléphoniques
Chiffre d'affaires 2012	5 février 2013	
Résultats annuels 2012	5 mars 2013	6 mars 2013 *
Assemblée générale annuelle	11 avril 2013 à 11 h 00	
Chiffre d'affaires et résultats 1 <sup>er</sup> trimestre 2013	3 mai 2013	6 mai 2013
Résultats 1 <sup>er</sup> semestre 2013	30 juillet 2013	31 juillet 2013
Chiffre d'affaires et résultats 3 <sup>e</sup> trimestre 2013	7 novembre 2013	8 novembre 2013

\* Réunion analystes financiers Ciments Français.

## 6.6 Informations concernant Italcementi Group, auquel appartient Ciments Français

Italcementi est, historiquement, le premier producteur de ciment en Italie. Depuis la prise de contrôle de Ciments Français en 1992, Italcementi est devenu l'un des principaux producteurs de ciment au niveau mondial.

### Actionnariat

Italcementi est majoritairement détenu par Italmobiliare S.p.A. dont l'actionnaire principal est la famille Pesenti. Les deux sociétés sont cotées sur le marché réglementé géré par Borsa Italiana S.p.A.

### Activité

#### Ciment, béton prêt à l'emploi et granulats

La quasi-totalité des activités internationales du Groupe est exercée par Ciments Français.

Les usines et implantations d'Italcementi Group en Italie comprennent 14 cimenteries et 5 centres de broyage. Les usines sont situées dans toute l'Italie. Leurs positions, près des principaux centres de consommation, leur donnent un avantage compétitif (coûts de transport minimisés) tout en offrant un service efficace et de proximité aux clients.

## Effectifs

Au 31 décembre 2012, Italcementi Group compte 18 886 personnes (y compris les effectifs de Ciments Français).

## Ventes consolidées

En 2012, les ventes consolidées d'Italcementi Group (y compris les ventes de Ciments Français) se sont élevées à 4 480,1 millions d'euros dont 64,8 % pour le ciment et 35,2 % pour les granulats, le béton prêt à l'emploi et les autres activités.

Réalisant plus de 83 % du chiffre d'affaires d'Italcementi Group, Ciments Français présente donc un intérêt stratégique certain pour Italcementi.

La répartition des ventes par zone géographique d'Italcementi Group est la suivante :

Pays	Pourcentage des ventes consolidées *	
	2012	2011
Italie	16,5	18,4
France/Belgique	33,3	33,9
Autres pays Europe de l'Ouest	2,2	3,4
Amérique du Nord	9,8	8,7
Europe émergente, Afrique du Nord et Moyen-Orient	21,2	21,2
Asie	11,6	9,8
Autres	5,4	4,6
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

\* Exprimées après élimination des opérations internes au Groupe.

La répartition des ventes par secteur d'activité se présente comme suit :

Secteur d'activité	Pourcentage des ventes consolidées *	
	2012	2011
Ciment et clinker	64,8	64,3
Granulats et BPE	28,6	29,8
Autres	6,6	5,9
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

\* Exprimées après élimination des opérations internes au Groupe.

## Chiffres clés consolidés

(en millions d'euros)	2012	2011
Chiffre d'affaires	4 480,1	4 657,4
Résultat brut d'exploitation courant	632,4	701,1
Résultat brut d'exploitation	614,9	741,9
Résultat d'exploitation	(150,9)	138,9
Résultat net, Part attribuable aux propriétaires du Groupe	(395,8)	(3,1)
Effectifs (nombre)	18 886	19 462

Message du Directeur Général	Renseignements généraux concernant l'émetteur	202
Présentation du Groupe	Évolution du capital social et des primes d'émission	205
Commentaires sur l'exercice	Composition de l'actionnariat Ciments Français	206
Comptes consolidés	Information des actionnaires	208
Comptes annuels de Ciments Français SA	Politique d'information	211
Gouvernement d'entreprise	Informations concernant Italcementi Group, auquel appartient Ciments Français	211
<b>Informations sur la société et le capital</b>		
Assemblée générale	Consultation des documents	213
Informations complémentaires	Contrats importants	213
Informations sur le développement durable	Changement significatif de la situation financière ou commerciale	213

## 6.7 Consultation des documents

Les statuts de la société, le présent rapport annuel, ainsi que ceux des deux exercices précédents sont disponibles sur le site internet <http://www.cimfra.com>, comme au siège social conformément aux dispositions légales.

## 6.8 Contrats importants

À ce jour, Ciments Français n'a pas conclu de contrat majeur conférant une obligation ou un engagement important pour l'ensemble du Groupe, autres que ceux conclus dans le cadre normal des affaires.

## 6.9 Changement significatif de la situation financière ou commerciale

Aucun changement significatif de la situation financière ou commerciale de la société n'est survenu depuis la clôture de l'exercice 2012.





---

# 7

## Assemblée générale

- 7.1 Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés ..... 216
- 7.2 Rapports des commissaires aux comptes sur les opérations sur le capital ..... 218
- 7.3 Présentation et texte des résolutions ..... 223

---

## 7.1 Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012

### **KPMG Audit**

Département de KPMG S.A.  
1, cours Valmy  
92923 Paris-La Défense Cedex

### **Ernst & Young Audit**

1/2 place des Saisons  
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

Aux Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Message du Directeur Général	Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés	216
Présentation du Groupe	Rapports des commissaires aux comptes sur les opérations sur le capital	218
Commentaires sur l'exercice	Présentation et textes des résolutions	223
Comptes consolidés		
Comptes annuels de Ciments Français SA		
Gouvernement d'entreprise		
Informations sur la société et le capital		
<b>Assemblée générale</b>		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

## Conventions et engagements soumis à l'approbation de l'assemblée générale

En application de l'article L.225-40 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements suivants qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

### Avec M. Jean-Paul Méric, directeur général délégué de votre société

#### **Nature et objet**

Garantie de retraite accordée au directeur général délégué.

#### **Modalités**

Dans sa séance du 27 juillet 2011, le conseil d'administration a confirmé que la garantie de retraite dont bénéficiait M. Jean-Paul Méric antérieurement à sa nomination en qualité de directeur général délégué continuait à s'appliquer pendant la durée d'exercice de son mandat, cette période étant prise en compte dans le calcul de l'ancienneté utilisée pour la détermination de ses droits et la rémunération perçue au titre de son mandat de directeur général délégué étant prise en compte pour le calcul du montant de sa pension.

Le montant de cet avantage de retraite correspond à une rente annuelle de € 87.910,69 au 31 décembre 2012. Aucune charge n'a été enregistrée au titre de cet engagement au cours de l'exercice par la société.

### Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention ni d'aucun engagement déjà approuvés par l'assemblée générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Paris-La Défense, le 15 mars 2013

Les commissaires aux comptes

KPMG Audit  
Département de KPMG S.A.



Patrick-Hubert Petit



Philippe Grandclerc

ERNST & YOUNG Audit



Pierre-Henri Pagnon

## 7.2 Rapports des commissaires aux comptes sur les opérations sur le capital

### Rapport des commissaires aux comptes sur la réduction de capital

Assemblée générale extraordinaire du 11 avril 2013 (onzième résolution)

#### KPMG Audit

Département de KPMG S.A.  
1, cours Valmy  
92923 Paris-La Défense Cedex

#### Ernst & Young Audit

1/2 place des Saisons  
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue à l'article L.225-209 du Code de commerce en cas de réduction du capital par annulation d'actions achetées, nous avons établi le présent rapport destiné à vous faire connaître notre appréciation sur les causes et conditions de la réduction du capital envisagée.

Votre Conseil d'administration vous propose de lui déléguer, pour une durée de 24 mois, tous pouvoirs pour annuler, dans la limite de 10 % de son capital, par période de 24 mois, les actions achetées au titre de la mise en œuvre d'une autorisation d'achat par votre société de ses propres actions dans le cadre des dispositions de l'article précité.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences conduisent à examiner si les causes et conditions de la réduction du capital envisagée, qui n'est pas de nature à porter atteinte à l'égalité des actionnaires, sont régulières.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les causes et conditions de la réduction du capital envisagée.

Paris-La Défense, le 15 mars 2013

Les commissaires aux comptes

KPMG Audit  
Département de KPMG S.A.



Patrick-Hubert Petit



Philippe Grandclerc

ERNST & YOUNG Audit



Pierre-Henri Pagnon

Message du Directeur Général	Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés	216
Présentation du Groupe		
Commentaires sur l'exercice	<b>Rapports des commissaires aux comptes sur les opérations sur le capital</b>	<b>218</b>
Comptes consolidés	Présentation et textes des résolutions	223
Comptes annuels de Ciments Français SA		
Gouvernement d'entreprise		
Informations sur la société et le capital		
<b>Assemblée générale</b>		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

## **Rapport des commissaires aux comptes sur l'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital prévue aux douzième et treizième résolutions de l'assemblée générale extraordinaire du 11 avril 2013**

Assemblée générale extraordinaire du 11 avril 2013

### **KPMG Audit**

Département de KPMG S.A.  
1, cours Valmy  
92923 Paris-La Défense Cedex

### **Ernst & Young Audit**

1/2 place des Saisons  
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par l'article L.228-92 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur la proposition de délégation au conseil d'administration de la compétence de décider une ou plusieurs augmentations du capital par l'émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Votre conseil d'administration vous propose, sur la base de son rapport de lui déléguer, pour une durée de 26 mois, la compétence pour décider d'une émission d'actions ordinaires de la société ou de toutes valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à des actions ordinaires de la société avec maintien du droit préférentiel de souscription. Le cas échéant, il lui appartiendra de fixer les conditions définitives d'émission de cette opération.

Le montant nominal global des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme ne pourra excéder 100 millions d'euros en nominal au titre de la douzième et de la treizième résolutions.

Le nombre de titres à créer dans le cadre de la mise en œuvre de la délégation visée à la douzième résolution pourra être augmenté dans les conditions prévues à l'article L.225-135-1 du Code de commerce, dans la limite du plafond global prévu par la douzième résolution, si vous adoptez la treizième résolution.

Il appartient à votre conseil d'administration d'établir un rapport conformément aux articles R. 225-113 et suivants du Code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes et sur certaines autres informations concernant ces opérations, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du conseil d'administration relatif à ces opérations et les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre.

Nous vous signalons que le rapport de votre conseil d'administration ne comporte pas l'indication des modalités de détermination du prix d'émission prévue par les textes réglementaires.

Par ailleurs, les conditions définitives de l'augmentation du capital n'étant pas fixées, nous n'exprimons pas d'avis sur celles-ci.

Conformément à l'article R. 225-116 du Code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire, le cas échéant, lors de l'utilisation de cette délégation par votre conseil d'administration en cas d'émissions de valeurs mobilières donnant accès au capital.

Paris-La Défense, le 15 mars 2013

Les commissaires aux comptes

KPMG Audit  
Département de KPMG S.A.



Patrick-Hubert Petit



Philippe Grandclerc

ERNST & YOUNG Audit



Pierre-Henri Pagnon

Message du Directeur Général	Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés	216
Présentation du Groupe		
Commentaires sur l'exercice	<b>Rapports des commissaires aux comptes sur les opérations sur le capital</b>	<b>218</b>
Comptes consolidés	Présentation et textes des résolutions	223
Comptes annuels de Ciments Français SA		
Gouvernement d'entreprise		
Informations sur la société et le capital		
<b>Assemblée générale</b>		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

## **Rapport des commissaires aux comptes sur l'augmentation de capital réservée aux salariés et des sociétés qui lui sont liées dans les conditions légales, adhérents à un plan d'épargne d'entreprise de la société ou de groupe**

Assemblée générale mixte du 11 avril 2013 (quatorzième résolution)

### **KPMG Audit**

Département de KPMG S.A.  
1, cours Valmy  
92923 Paris-La Défense Cedex

### **Ernst & Young Audit**

1/2 place des Saisons  
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1

Aux Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par les articles L.225-135 et suivants du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le projet d'augmentation du capital par émission d'actions ordinaires avec suppression du droit préférentiel de souscription d'un montant maximal de € 4.000.000, réservée aux salariés de votre société et des sociétés qui lui sont liées dans les conditions légales, adhérents à un plan d'épargne d'entreprise de la société ou de groupe, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Cette augmentation du capital est soumise à votre approbation en application des dispositions des articles L. 225-129-6 du Code de commerce et L.3332-18 et suivants du Code du travail.

Votre conseil d'administration vous propose, sur la base de son rapport, de lui déléguer pour une durée de vingt-six mois le pouvoir de fixer les modalités de cette opération et de supprimer votre droit préférentiel de souscription aux actions à émettre.

Il appartient au conseil d'administration d'établir un rapport conformément aux articles R.225-113 et R.225-114 du Code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription, et sur certaines autres informations concernant l'émission, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du conseil d'administration relatif à cette opération et les modalités de détermination du prix d'émission des actions.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions de l'augmentation du capital proposée, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des actions ordinaires à émettre donné dans le rapport du conseil d'administration.

---

Les conditions définitives de l'augmentation du capital n'étant pas fixées, nous n'exprimons pas d'avis sur celles-ci et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite.

Conformément à l'article R. 225-116 du Code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire lors de l'utilisation de cette délégation par votre conseil d'administration.

Paris-La Défense, le 15 mars 2013

Les commissaires aux comptes

KPMG Audit  
Département de KPMG S.A.



Patrick-Hubert Petit



Philippe Grandclerc

ERNST & YOUNG Audit



Pierre-Henri Pagnon



Message du Directeur Général	Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés	216
Présentation du Groupe		
Commentaires sur l'exercice	Rapports des commissaires aux comptes sur les opérations sur le capital	218
Comptes consolidés	Présentation et textes des résolutions	223
Comptes annuels de Ciments Français SA		
Gouvernement d'entreprise		
Informations sur la société et le capital		
<b>Assemblée générale</b>		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

## 7.3 Présentation et textes des résolutions

### Présentation des résolutions proposées à l'assemblée générale mixte du 11 avril 2013

Les résolutions proposées relèvent de la compétence de l'assemblée générale ordinaire pour les résolutions 1 à 10 et de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire pour les résolutions 11 à 15.

#### Comptes annuels, conventions réglementées (première, troisième et quatrième résolutions)

Il est demandé à l'assemblée générale des actionnaires d'approuver les comptes sociaux et les comptes consolidés de l'exercice 2012.

Il est également demandé à l'assemblée générale de statuer sur le rapport spécial des commissaires aux comptes relatif aux conventions réglementées.

#### Affectation du résultat (deuxième résolution)

Le résultat net de l'exercice s'élève à 50,2 millions d'euros et le bénéfice disponible à 1 313,8 millions d'euros.

Il est proposé à l'assemblée de fixer à 3 euros par action le dividende net au titre de l'exercice écoulé.

Compte tenu du versement d'un acompte sur dividende de 1,50 euro le 3 août 2012, le solde à verser au titre du dividende de l'exercice 2012, soit 1,50 euro par action, sera mis en paiement à compter du 2 mai 2013 en numéraire.

Il sera versé à toutes les actions existantes au jour de l'assemblée et ayant droit à dividende, les actions propres n'ayant pas droit à dividende.

Les sommes correspondant au dividende non versé aux actions propres détenues par la société au jour de la mise en paiement du dividende seront affectées au compte « report à nouveau ».

#### Ratification de la cooptation de deux administrateurs (cinquième et sixième résolutions)

Victoire de Margerie ayant présenté sa démission d'administrateur, le conseil a coopté pour la remplacer Elisabeth Lulin ; il vous est proposé de ratifier cette cooptation.

Elisabeth Lulin

Née en 1966

Diplômée de l'Ecole Normale Supérieure, de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris et de l'Ecole Nationale d'Administration, agrégée de lettres modernes, Madame Lulin a débuté sa carrière à l'Inspection générale des finances (1991-1994), puis a rejoint le cabinet du Premier ministre (Edouard Balladur, puis Alain Juppé) comme chargé de mission puis conseiller technique. Elle a enfin dirigé le service de marketing et de communication externe de l'INSEE (1996-1998).

Elle a siégé, au cours des dix dernières années, dans plusieurs commissions gouvernementales : commission Juppé-Rocard sur le « Grand Emprunt » et les priorités nationales d'investissement (2009) ; commission Balladur sur la réforme des collectivités locales (2008) ; commission Lévy-Jouyet sur l'économie de l'immatériel (2006) ; commission Lancelot sur la régulation de la concentration dans les médias (2005) ; commission Camdessus sur la relance de la croissance française (2004) ; commission Landau sur le financement des objectifs du millénaire (2003).

Elle est directeur général de la société « Paradigmes et caetera », société d'études et de conseil qu'elle a fondée en 1998, consacrée à la prospective et à l'innovation.

Elle est présidente du conseil d'administration de l'ENSCI (Ecole nationale supérieure de création industrielle) et administrateur de Société Générale, Safran et Bongrain.

Italo Lucchini ayant présenté sa démission d'administrateur, le conseil a coopté pour le remplacer Jean-Paul Méric, directeur général délégué de la société ; il vous est proposé de ratifier cette cooptation.

Jean-Paul Méric

Né en 1943

Ancien élève de l'École Polytechnique et de l'École Supérieure d'Électricité, Jean-Paul Méric a commencé sa carrière chez EDF, avant de rejoindre l'industrie cimentière, tout d'abord au CERILH (Centre d'Études et de Recherches de l'Industrie des Liants Hydrauliques) puis chez Ciments Français depuis 1985. Il est successivement nommé directeur de la recherche et du développement et directeur de la division Ciment France.

Directeur général délégué adjoint de Ciments Français depuis 1991, il est alors responsable des activités France/Belgique du Groupe, puis responsable des activités à l'international, notamment aux États-Unis, au Canada, au Maroc, en Turquie, en Grèce, en Bulgarie et au Kazakhstan.

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2006, Jean-Paul Méric a sous sa responsabilité les activités du Groupe en France, Belgique, Espagne et Maroc. Jean-Paul Méric est directeur général délégué de Ciments Français SA depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010.

#### **Renouvellement du mandat d'un administrateur (septième résolution)**

Il est proposé de renouveler pour une durée de quatre ans le mandat d'administrateur de la société Italcementi S.p.A.

Italcementi S.p.A., société représentée par Giampiero Pesenti

Né le 5 mai 1931

Nationalité italienne

Ingénieur en mécanique – Ecole Polytechnique de Milan (Italie)

Intègre la division technique d'Italcementi S.p.A. en 1958, l'entreprise familiale fondée en 1864

Nommé directeur général délégué (COO) en 1983 et directeur général (CEO) en 1984

Président du conseil d'administration d'Italcementi S.p.A. depuis 2004

Nommé en 1984 président-directeur général d'Italmobiliare S.p.A., la société holding qui contrôle Italcementi S.p.A et le groupe Sirap Gema

#### **Renouvellement du mandat d'un commissaire aux comptes (huitième résolution)**

Il est proposé de renouveler pour une durée de six exercices le mandat de commissaire aux comptes titulaire de KPMG Audit, Département de KPMG SA.

#### **Nomination d'un commissaire aux comptes suppléant (neuvième résolution)**

Il est proposé de nommer KPMG Audit IS SAS commissaire aux comptes suppléant en remplacement de SCP Jean-Claude ANDRE.

Message du Directeur Général	Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés	216
Présentation du Groupe	Rapport des commissaires aux comptes sur les opérations sur le capital	218
Commentaires sur l'exercice	<b>Présentation et textes des résolutions</b>	<b>223</b>
Comptes consolidés		
Comptes annuels de Ciments Français SA		
Gouvernement d'entreprise		
Informations sur la société et le capital		
<b>Assemblée générale</b>		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

### **Programme d'achat d'actions et annulation éventuelle des actions achetées (dixième résolution à titre ordinaire et onzième résolution à titre extraordinaire)**

Il est proposé un nouveau programme d'achat d'actions dans la limite de 10 % du capital social au 31 décembre 2012, soit 3 579 813 actions de 4 euros nominal.

Les objectifs de ce programme de rachat sont, par ordre décroissant, les suivants :

- l'annulation des actions ;
- l'animation du cours au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie AMAFI ;
- l'achat d'actions en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe.

Ce programme est assorti de l'autorisation donnée au conseil d'annuler tout ou partie des actions acquises dans ce cadre dans la limite de 10 % du capital par période de vingt-quatre mois.

### **Augmentation de capital soit par émission d'actions ou d'autres valeurs mobilières donnant accès au capital avec droit préférentiel de souscription, soit par incorporation de primes, réserves, bénéfiques (douzième résolution) et possibilité d'augmenter le montant de l'émission (treizième résolution),**

Les autorisations financières données pour vingt-six mois par l'assemblée générale des actionnaires le 15 avril 2009 arrivent prochainement à échéance. Ces autorisations n'ont pas été utilisées.

Il est proposé d'y mettre fin et d'autoriser de nouvelles délégations en faveur du conseil d'administration pour une période de vingt-six mois, ces nouvelles délégations étant strictement identiques aux précédentes, à savoir une ou des augmentations de capital dans la limite d'un plafond de 100 millions d'euros en nominal

En cas de demandes excédentaires, il est proposé d'autoriser le conseil à augmenter le nombre d'actions à émettre dans la limite de 15 % de l'émission initiale.

### **Augmentation de capital réservée aux salariés (quatorzième résolution)**

Conformément aux dispositions légales, l'assemblée aura également à se prononcer sur une augmentation de capital réservée aux salariés d'un montant maximum de 4 000 000 euros.

Le conseil d'administration a donné un avis défavorable sur cette résolution.

Une dernière résolution (**quinzième résolution**) est destinée à conférer tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès verbal de l'assemblée en vue d'accomplir toutes formalités de dépôts et publicités.

## Résolutions

### À CARACTÈRE ORDINAIRE

#### Première résolution (Approbation des comptes sociaux de l'exercice)

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture des rapports du conseil d'administration, du président sur le fonctionnement du conseil et les procédures de contrôle interne, et des commissaires aux comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2012, approuve les comptes annuels de la société de l'exercice 2012 tels qu'ils lui sont présentés. Elle donne au conseil pleine et entière décharge pour sa gestion pendant ledit exercice.

#### Deuxième résolution (Affectation du bénéfice et fixation du dividende)

L'assemblée, après avoir pris acte du montant du report à nouveau après versement du dividende relatif à l'exercice 2011 aux actions existantes au jour de l'assemblée du 13 avril 2012 ayant droit à dividende au jour du versement, constate que le montant du bénéfice disponible s'établit comme suit :

(en euros)

Report à nouveau antérieur	1 074 050 294,79
Résultat net au 31 décembre 2011	296 278 724,54
Solde du dividende au titre de 2011 versé en 2012 (35 685 105 actions rémunérées)	(53 527 657,50)
Acompte sur dividende 2012 et annulation d'actions propres	(53 152 161,00)
<b>Report à nouveau au 31 décembre 2012</b>	<b>1 263 649 200,83</b>
<b>Résultat net au 31 décembre 2012</b>	<b>50 173 492,58</b>
<b>Bénéfice disponible</b>	<b>1 313 822 693,41</b>

L'assemblée générale fixe le dividende à 3 euros.

Compte tenu qu'un acompte sur dividende de 1,50 euro a été versé le 3 août 2012, le solde à verser au titre du dividende de l'exercice 2012, soit 1,50 euro par action, sera mis en paiement à compter du 2 mai 2013 en numéraire.

Il sera versé à toutes les actions existantes au jour de l'assemblée et ayant droit à dividende, les actions propres n'ayant pas droit à dividende.

Les sommes correspondant au dividende non versé aux actions propres détenues par la société au jour de la mise en paiement du dividende seront affectées au compte « Report à nouveau ».

Le dividende payé en 2013 est éligible à un abattement de 40 % (art. 158 du code général des impôts) avant d'être soumis obligatoirement au barème de l'impôt sur le revenu pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France (loi de finances pour 2013).

Il est par ailleurs précisé qu'un prélèvement à la source de 21 % - obligatoire et non libératoire - calculé sur le montant brut du dividende sera opéré par l'établissement payeur (sous certaines conditions, une dispense de ce prélèvement peut être obtenue pour certaines personnes physiques en fonction de leur revenu fiscal de référence). Ce prélèvement est imputable sur l'impôt sur le revenu.

Message du Directeur Général	Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés	216
Présentation du Groupe	Rapport des commissaires aux comptes sur les opérations sur le capital	218
Commentaires sur l'exercice	<b>Présentation et textes des résolutions</b>	<b>223</b>
Comptes consolidés		
Comptes annuels de Ciments Français SA		
Gouvernement d'entreprise		
Informations sur la société et le capital		
<b>Assemblée générale</b>		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

Il est rappelé que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice	Nombre d'actions rémunérées	Dividende net
2009	36 215 510	3,00 €
2010	36 242 360	3,00 €
2011		
Acompte versé en 2011	35 981 610	1,50 €
Solde versé en 2012	35 685 105	1,50 €

### Troisième résolution (Approbation des comptes consolidés de l'exercice)

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture des rapports du conseil d'administration et des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2012, approuve les comptes consolidés de cet exercice, tels qu'ils lui ont été présentés.

### Quatrième résolution (Conventions réglementées)

L'assemblée générale, après avoir entendu le rapport spécial des commissaires aux comptes sur les opérations visées à l'article L.225-38 du code de commerce, prend acte de ce rapport et approuve l'opération qui en fait l'objet.

### Cinquième résolution (Ratification de la cooptation d'un administrateur)

L'assemblée générale ratifie la décision du conseil d'administration en date du 1<sup>er</sup> mars 2013 de coopter Elisabeth Lulin en qualité d'administrateur en remplacement de Victoire de Margerie, démissionnaire, pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur, soit jusqu'à l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2013.

### Sixième résolution (Ratification de la cooptation d'un administrateur)

L'assemblée générale ratifie la décision du conseil d'administration en date du 1<sup>er</sup> mars 2013 de coopter Jean-Paul Méric en qualité d'administrateur en remplacement d'Italo Lucchini, démissionnaire, pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur, soit jusqu'à l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2013.

### Septième résolution (Renouvellement du mandat d'un administrateur)

L'assemblée générale renouvelle le mandat d'administrateur de la société Italcementi S.p.A. pour une durée de quatre ans, soit jusqu'à l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2016.

### Huitième résolution (Renouvellement du mandat d'un commissaire aux comptes titulaire)

L'assemblée générale renouvelle le mandat de commissaire aux comptes titulaire de KPMG Audit, Département de KPMG SA pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2018.

### Neuvième résolution (Nomination d'un commissaire aux comptes suppléant)

L'assemblée générale nomme KPMG Audit IS SAS commissaire aux comptes suppléant, en remplacement de SCP Jean-Claude André, pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2018.

### **Dixième résolution (Programme d'achat d'actions)**

Conformément à l'article L.225-209 du code de commerce, l'assemblée générale autorise le conseil d'administration à acheter, en une ou plusieurs fois, par tous moyens, des actions de la société dans la limite de 10 % du capital social au 31 décembre 2012, soit 3 579 813 actions de 4 euros nominal, sans que la société ne puisse détenir à tout moment plus de 10 % de son capital.

Les objectifs de ce programme de rachat sont, par ordre décroissant, les suivants :

- l'annulation des actions ;
- l'animation du cours au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie AMAFI ;
- l'achat d'actions en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe.

Le prix d'achat par action ne devra pas être supérieur à 100 euros. Ce prix sera ajusté en cas d'opérations sur le capital, notamment d'augmentation de capital par incorporation de réserves et attribution gratuite d'actions, de division ou regroupement d'actions.

Le montant maximal des fonds nécessaires à la réalisation du programme sera de 357 981 300 euros.

L'acquisition, la cession ou le transfert de ces actions pourra être effectué par tous moyens, sur le marché ou hors marché (notamment sous forme de blocs de titres), y compris par l'utilisation de tous instruments financiers dérivés, négociés sur un marché réglementé ou de gré à gré et notamment par toutes options d'achat.

Le conseil d'administration est expressément autorisé à déléguer au directeur général et au directeur général délégué avec faculté de subdélégation l'exécution des décisions prises dans le cadre de la présente autorisation.

Cette autorisation est valable pour une durée de 18 mois ou jusqu'à la date de son renouvellement par l'assemblée générale ordinaire.

### **À CARACTÈRE EXTRAORDINAIRE**

#### **Onzième résolution (Réduction de capital dans le cadre du programme d'achat d'actions)**

L'assemblée générale, connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, autorise le conseil d'administration, conformément à l'article L.225-209 du code de commerce, à annuler, en une ou plusieurs fois, tout ou partie des actions acquises en vertu de l'autorisation donnée par l'assemblée générale dans la dixième résolution, dans la limite de 10 % du capital social et par période de vingt-quatre mois.

La présente autorisation est valable pour une durée de vingt-quatre mois.

L'assemblée confère au conseil d'administration tous pouvoirs pour constater la ou les réductions du capital consécutives aux opérations d'annulation autorisées par la présente résolution et pour procéder à la modification corrélative des statuts.

#### **Douzième résolution (Augmentation de capital soit par émission d'actions ou d'autres valeurs mobilières donnant accès au capital avec droit préférentiel de souscription, soit par incorporation de primes, réserves, bénéfices)**

L'assemblée générale, connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes et conformément aux dispositions des articles L.225-129-2, L.228-92 du code de commerce :

1. Délègue au conseil d'administration la compétence de décider une ou plusieurs augmentations du capital par l'émission, en France ou à l'étranger, en euros, d'actions ordinaires de la société ou de toutes valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à des actions ordinaires de la société, les valeurs mobilières autres que des actions pouvant être également libellées en monnaies étrangères ou en unité monétaire quelconque établie par référence à plusieurs monnaies.

Message du Directeur Général	Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés	216
Présentation du Groupe	Rapport des commissaires aux comptes sur les opérations sur le capital	218
Commentaires sur l'exercice	<b>Présentation et textes des résolutions</b>	<b>223</b>
Comptes consolidés		
Comptes annuels de Ciments Français SA		
Gouvernement d'entreprise		
Informations sur la société et le capital		
<b>Assemblée générale</b>		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

La délégation ainsi conférée au conseil d'administration est valable pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente assemblée.

2. Décide que le montant total des augmentations de capital social susceptibles d'être ainsi réalisées immédiatement et/ou à terme, ne pourra être supérieur à 100 millions d'euros en nominal, montant auquel s'ajoutera, le cas échéant, le montant supplémentaire des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant droit à des actions.
3. Décide que :
  - a) les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit préférentiel de souscription aux valeurs mobilières émises en vertu de la présente résolution ;
  - b) si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible, n'ont pas absorbé la totalité d'une émission d'actions ou de valeurs mobilières telles que définies ci-dessus, le conseil pourra offrir au public tout ou partie des titres non souscrits.
4. Délègue au conseil d'administration, durant la même période de vingt-six mois, la compétence de décider une ou plusieurs augmentations du capital par incorporation au capital de primes, réserves, bénéfices ou autres dont la capitalisation sera légalement et statutairement possible et sous forme d'attribution d'actions gratuites ou d'élévation de la valeur nominale des actions existantes.

Décide que le montant total des augmentations de capital social susceptibles d'être ainsi réalisées, augmenté du montant nécessaire pour préserver, conformément à la loi, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant droit à des actions et indépendamment du plafond fixé au 2., ne pourra être supérieur au montant des comptes de réserves, primes ou bénéfices visés ci-dessus qui existent lors de l'augmentation de capital.

En cas d'usage par le conseil d'administration de la présente délégation, décide, conformément aux dispositions de l'article L.225-130 du code de commerce, que les droits formant rompus ne seront pas négociables et que les titres correspondants seront vendus ; les sommes provenant de la vente seront allouées aux titulaires des droits dans le délai prévu par la réglementation.

5. Prend acte que la présente délégation prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet.

### **Treizième résolution (Possibilité d'augmenter le montant de l'émission)**

L'assemblée générale, connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, délègue au conseil d'administration, en cas d'augmentation de capital telle que visée par la douzième résolution, la compétence à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre dans les conditions des articles L.225-135-1 du code de commerce, dans la limite du plafond global prévu par la résolution précédente lorsqu'il constate une demande excédentaire.

La présente délégation est valable pour une durée de vingt-six mois.

### **Quatorzième résolution (Augmentation de capital réservée aux salariés)**

L'assemblée générale, connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions des articles L.225-129-6 du code de commerce, délègue au conseil d'administration les pouvoirs nécessaires à l'effet de procéder à l'augmentation du capital social de la société en numéraire, d'un montant global maximal de 4 000 000 d'euros, en une ou plusieurs fois, par émission d'actions nouvelles de numéraire réservées aux salariés de la société et des sociétés qui lui sont liées dans les conditions légales, adhérents à un plan d'épargne d'entreprise de la société ou de Groupe.

---

Les bénéficiaires pourront souscrire, soit directement, ou par l'intermédiaire d'un ou plusieurs fonds communs de placement. L'assemblée décide de supprimer au profit de ces salariés le droit préférentiel des actionnaires à la souscription des actions nouvelles concernées.

La présente délégation est consentie pour une durée de vingt-six mois à compter de ce jour.

Le prix de souscription des actions émises en application de la présente délégation sera fixé par le conseil d'administration conformément aux dispositions du code du travail.

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au conseil d'administration pour mettre en œuvre la présente délégation et la réalisation des augmentations de capital et à cet effet :

- fixer les conditions notamment d'ancienneté exigées des bénéficiaires pour souscrire à la ou aux augmentation(s) de capital, dans les limites légales, et le cas échéant, le nombre maximal d'actions pouvant être souscrites par tout bénéficiaire ;
- fixer le nombre d'actions nouvelles à émettre et leur date de jouissance ; arrêter la date à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance ;
- fixer, dans les limites légales, les conditions de l'émission des actions nouvelles et les délais accordés aux salariés pour l'exercice de leurs droits ;
- fixer les délais et modalités de libération des actions nouvelles étant précisé que ce délai ne pourra excéder vingt-six mois ;
- imputer les frais de la ou des augmentation(s) de capital sur le montant des primes y relatives ;
- constater la réalisation de la ou des augmentation(s) de capital à concurrence des actions souscrites et procéder aux modifications corrélatives des statuts ;
- procéder à toutes les opérations et formalités rendues nécessaires par la réalisation de la ou des augmentation(s) de capital.

#### **Quinzième résolution (Pouvoirs)**

L'assemblée confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès verbal de la présente réunion en vue d'accomplir toutes formalités de dépôts et publicités.







---

# 8

## Informations complémentaires

8.1	Attestation des personnes physiques responsables du document de référence . . . . .	234
8.2	Responsables du contrôle des comptes et honoraires . . . . .	235
8.3	Table de référence AMF du Document de référence . . . . .	236
8.4	Table de réconciliation . . . . .	239

## 8.1 Attestation des personnes physiques responsables du document de référence (contenant le rapport financier annuel)

### Personnes physiques responsables du document de référence (contenant le rapport financier annuel)

Monsieur Yves René Nanot, président du conseil d'administration, nommé par le conseil d'administration du 12 juillet 1993, Monsieur Giovanni Ferrario, directeur général et Monsieur Jean-Paul Méric, directeur général délégué, nommés par le conseil d'administration du 4 novembre 2009.

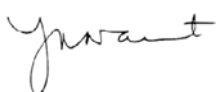
### Attestation

Nous attestons, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent document de référence sont, à notre connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation. Nous attestons en outre que le rapport de gestion (voir partie 2) présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et que la partie 1 «Présentation du Groupe», section 1.8, présente une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Nous avons obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans le présent document de référence ainsi qu'à la lecture d'ensemble de ce document.

Fait à La Défense, le 20 mars 2013



Le président du conseil d'administration  
Yves René NANOT



Le directeur général  
Giovanni FERRARIO



Le directeur général délégué  
Jean-Paul MÉRIC

Message du Directeur Général	Attestation des personnes physiques responsables du document de référence	234
Présentation du Groupe	<b>Responsables du contrôle des comptes et honoraires</b>	<b>235</b>
Commentaires sur l'exercice	Table de référence AMF du document de référence	236
Comptes consolidés	Table de réconciliation	239
Comptes annuels de Ciments Français SA		
Gouvernement d'entreprise		
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
<b>Informations complémentaires</b>		
Informations sur le développement durable		

## 8.2 Responsables du contrôle des comptes et honoraires

### Identité des commissaires aux comptes

Commissaires titulaires	Date de nomination	Date de premier mandat	Date d'expiration	Commissaires suppléants
<b>KPMG Audit</b> Patrick-Hubert Petit Philippe Grandclerc 1, cours Valmy 92923 Paris la Défense Cedex	AGO du 16 avril 2007	AGO du 10 mai 1995	2013	SCP Jean-Claude ANDRÉ
<b>ERNST &amp; YOUNG Audit</b> Pierre-Henri Pagnon 1/2 place des Saisons 92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1	AGO du 13 avril 2012	AGO du 29 mai 1974	2017	AUDITEX

### Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes et des autres professionnels de leur réseau enregistrés dans les comptes de la société Ciments Français SA et de ses filiales consolidées par intégration globale sont les suivants :

Types de prestations (en milliers d'euros)	ERNST & YOUNG AUDIT				KPMG AUDIT			
	2012		2011		2012		2011	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
<b>AUDIT</b>								
<b>Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes consolidés</b>								
- émetteur	1 652,8	87,2	1 685,9	89,0	1 103,8	92,1	1 245,8	90,7
- filiales intégrées globalement	338,8		328,0		340,7		328,0	
<b>Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes</b>								
- émetteur	1 314,0		1 357,9		763,1		917,8	
- filiales intégrées globalement	118,1	6,2	18,0	1,7	63,0	5,3	56,0	4,1
- émetteur	25,0		18,0		63,0		56,0	
- filiales intégrées globalement	93,1		-		-		-	
<b>Sous-total</b>	<b>1 770,9</b>		<b>1 703,9</b>		<b>1 166,8</b>		<b>1 301,8</b>	
<b>AUTRES PRESTATIONS RENDUES PAR LES RESEAUX AUX FILIALES INTEGREES GLOBALEMENT</b>								
Juridique, fiscal, social	124,0		190,4		31,7		68,1	
Autres	-		-		-		3,8	
<b>Sous-total</b>	<b>124,0</b>	<b>6,5</b>	<b>190,4</b>	<b>9,3</b>	<b>31,7</b>	<b>2,6</b>	<b>71,9</b>	<b>5,2</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 895,1</b>	<b>100,0</b>	<b>1 894,3</b>	<b>100,0</b>	<b>1 198,5</b>	<b>100,0</b>	<b>1 373,7</b>	<b>100,0</b>

## 8.3 Table de référence AMF du document de référence

Le présent tableau de concordance permet d'identifier les informations de référence à inclure dans le rapport financier annuel déposé comme document de référence.

Rubrique de l'annexe 1 du règlement européen 809/2004	Rubrique correspondante du document de référence Ciments Français
<b>1. Personnes responsables</b>	8.1 Attestation des personnes physiques responsables du document de référence
<b>2. Contrôleurs légaux des comptes</b>	
1. Nom et adresse des contrôleurs légaux	8.2 Responsables du contrôle des comptes et honoraires
2. Démission des contrôleurs légaux	Non applicable
<b>3. Informations financières sélectionnées</b>	
1. Informations financières historiques sélectionnées	1.1 Chiffres clés
2. Informations financières sélectionnées pour des périodes intermédiaires	Non applicable
<b>4. Facteurs de risque</b>	1.8 Gestion des risques
<b>5. Information sur Ciments Français</b>	
1. Histoire et évolution de la société	1.2 Historique 6.1 Renseignements généraux concernant l'émetteur
2. Investissements	1.4 Métiers et marchés du Groupe 2.3 Investissements et financement
<b>6. Aperçu des activités</b>	
1. Principales activités	1.4 Métiers et marchés du Groupe
2. Principaux marchés	1.4 Métiers et marchés du Groupe
3. Événements exceptionnels	Non applicable
4. Degré de dépendance de l'émetteur à l'égard de brevets, licences, contrats industriels, commerciaux ou financiers ou de nouveaux procédés de fabrication	1.4 Métiers et marchés du Groupe
5. Position concurrentielle	1.4 Métiers et marchés du Groupe
<b>7. Organigramme</b>	
1. Description du Groupe	1.3 Structure générale du Groupe
2. Liste des filiales importantes de Ciments Français	3.7 Notes explicatives aux comptes consolidés - note 39 4.7 Tableau des filiales et participations sur les 2 derniers exercices 4.8 Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2012
<b>8. Propriétés immobilières, usines et équipements</b>	
1. Immobilisations corporelles importantes existantes ou planifiées	2.3 Investissements et financement
2. Questions environnementales pouvant influencer l'utilisation des immobilisations corporelles	9. Informations sur le développement durable

Message du Directeur Général	Attestation des personnes physiques responsables du document de référence	234
Présentation du Groupe	Responsables du contrôle des comptes et honoraires	235
Commentaires sur l'exercice	<b>Table de référence AMF du document de référence</b>	<b>236</b>
Comptes consolidés	Table de réconciliation	239
Comptes annuels de Ciments Français SA		
Gouvernement d'entreprise		
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
<b>Informations complémentaires</b>		
Informations sur le développement durable		

<b>Rubrique de l'annexe 1 du règlement européen 809/2004</b>	<b>Rubrique correspondante du document de référence Ciments Français</b>
<b>9. Examen de la situation financière et du résultat</b>	
1. Situation financière	2. Commentaires sur l'exercice
	3.7 Notes explicatives aux comptes consolidés - note 19
2. Résultat d'exploitation	2.2 Résultats
	2.4 Commentaires par pays
	3.3 Compte de résultat consolidé
	3.7 Notes explicatives aux comptes consolidés - note 4
<b>10. Trésorerie et capitaux</b>	2.3 Investissements et financement
	3.7 Notes explicatives aux comptes consolidés - notes 19, 30 et 36
	1.8 Risques de marché, de crédit et de liquidité
<b>11. Recherche et développement, brevets et licences</b>	1.5 Recherche
	9.5 Recherche et innovation
<b>12. Information sur les tendances</b>	2.4 Commentaires par pays
	2.6 Événements postérieurs à la clôture
	2.7 Perspectives
	3.7 Notes explicatives aux comptes consolidés - note 38
<b>13. Prévisions ou estimations du bénéfice</b>	Non applicable
<b>14. Conseil d'administration et direction générale</b>	5.1 Direction, administration et contrôle
<b>15. Rémunérations et avantages</b>	5.2 Rémunération et avantages des membres des organes d'administration et de direction
<b>16. Fonctionnement des organes d'administration et de direction</b>	5.5 Rapport du président du conseil sur le fonctionnement du conseil d'administration et les procédures de contrôle interne
<b>17. Salariés</b>	
1. Nombre de salariés	1.7 Ressources humaines
	9.3 Responsabilité sociale
2. Participation et stock-options	5.2 Rémunérations et avantages des membres des organes d'administration et de direction
	5.3 Participation des membres des organes d'administration et de direction au capital
3. Accords de participation des salariés dans le capital de Ciments Français	Non applicable
<b>18. Principaux actionnaires</b>	6.3 Composition de l'actionnariat de Ciments Français
	6.6 Informations concernant Italcementi Group, auquel appartient Ciments Français
<b>19. Opérations avec les apparentés</b>	3.7 Notes explicatives aux comptes consolidés - note 34

Rubrique de l'annexe 1 du règlement européen 809/2004	Rubrique correspondante du document de référence Ciments Français
<b>20. Informations financières</b>	
1. Informations financières historiques	1.1 Chiffres clés
	3. Comptes consolidés
2. Informations financières pro forma	Non applicable
3. États financiers	3. Comptes consolidés
4. Vérification des informations financières historiques annuelles	3.1 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés
	4.1 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels
5. Dates des dernières informations financières	Non applicable
6. Informations financières intermédiaires et autres	Non applicable
7. Politique de distribution des dividendes	6.4 Information des actionnaires
8. Procédures judiciaires et d'arbitrage	1.8 Gestion des risques - Risques juridiques
	2.5 Litiges et procédures en cours
	3.7 Note 21.2
9. Changements significatifs de la situation financière ou commerciale	6.9 Changement significatif de la situation financière ou commerciale
<b>21. Informations complémentaires</b>	
1. Capital social	6.1 Renseignements généraux concernant l'émetteur
	6.2 Évolution du capital social et des primes d'émission
2. Acte constitutif et statuts	6.1 Renseignements généraux concernant l'émetteur
<b>22. Contrats importants</b>	6.8 Contrats importants
<b>23. Informations provenant de tiers</b>	Non applicable
<b>24. Documents accessibles au public</b>	6.7 Consultation des documents
<b>25. Informations sur les participations</b>	4.7 Tableau des filiales et participations sur les 2 derniers exercices
	4.8 Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2012

En application de l'article 28 du règlement CE n° 809/2004, les informations financières historiques sont présentées conformément au règlement CE n° 1606/2002 sur l'application des normes internationales d'information financière. Les informations incorporées par référence sont :

- Les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011, les notes annexes et le rapport des commissaires aux comptes y afférent présentés dans la partie « Comptes consolidés » du document de référence 2011 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 19 mars 2012 sous le numéro D.12-0176.
- L'évolution de la situation financière, du résultat des opérations, des investissements et du financement, figurant dans le rapport de gestion, ainsi que la partie recherche et développement du document de référence 2011 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 19 mars 2012 sous le numéro D.12-0176.
- Les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2010, les notes annexes et le rapport des commissaires aux comptes y afférent présentés dans la partie « Comptes consolidés » du document de référence 2010 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 18 mars 2011 sous le numéro D.11-0149.
- L'évolution de la situation financière, du résultat des opérations, des investissements et du financement, figurant dans le rapport de gestion, ainsi que la partie recherche et développement du document de référence 2010 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 18 mars 2011 sous le numéro D.11-0149.



Message du Directeur Général	Attestation des personnes physiques responsables du document de référence	234
Présentation du Groupe	Responsables du contrôle des comptes et honoraires	235
Commentaires sur l'exercice	Table de référence AMF du document de référence	236
Comptes consolidés	Table de réconciliation	239
Comptes annuels de Ciments Français SA		
Gouvernement d'entreprise		
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

## 8.4 Table de réconciliation

(vers le rapport financier et le rapport de gestion)

Afin de faciliter la lecture du rapport financier annuel (article 451-1-2 du code monétaire et financier et article 222-3 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers) et du rapport de gestion de Ciments Français (article L.225-100 et suivants du code de commerce) intégré dans le présent document de référence, la table de réconciliation suivante permet d'identifier les chapitres le constituant.

Les informations non applicables au Groupe Ciments Français sont indiquées « N/A ».

Information	Sections du document de référence Ciments Français
<b>1 Rapport de gestion social du conseil d'administration</b>	
1.1 Situation de l'activité de la Société au cours de l'exercice écoulé et, le cas échéant, de ses filiales et des sociétés qu'elle contrôle	2.2 et 4.2
1.2 Résultats de l'activité pour la Société, ses filiales et les sociétés contrôlées par branche d'activité	2.2 et 4.2 à 4.8
1.3 Événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport est établi	4.5 § B17
1.4 Difficultés rencontrées et perspectives d'avenir	2.6 et 2.7
1.5 Activités en matière de recherche et développement	1.5 et 9.5
1.6 Analyse de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière	4.5
1.7 Indicateurs clés de performance de nature financière	1.1 et 4.2
1.8 Indicateurs clés en matière d'environnement et de personnel	1.7, 4.2 et 4.5 et B5, 9
1.9 Description des principaux risques et incertitudes	1.8
1.10 Indications sur l'utilisation des instruments financiers et objectifs et politique de la Société en matière de gestion des risques financiers	1.8 et 3.7 note 19.3
1.11 État de la participation des salariés au capital social	N/A
1.12 Rémunération totale et avantages de toute nature versés à chaque mandataire social	4.5 § A9 et 5.2
1.13 Liste des mandats et fonctions exercés dans toute société par chaque mandataire social, gouvernement d'entreprise	5.1
1.14 Conséquences sociales et environnementales de l'activité	4.2 et 9
1.15 Information sur la politique de prévention du risque d'accident technologique, la capacité de la Société à couvrir sa responsabilité civile vis-à-vis des biens et des personnes du fait d'installations classées, et moyens prévus pour assurer la gestion de l'indemnisation de victimes en cas d'accident technologique engageant la responsabilité de la Société	9.3 Responsabilité sociale - Sécurité et 1.8 - Protection des actifs et des personnes
1.16 Montant des dividendes distribués au cours des trois derniers exercices	4.5 § A6 et 6.4
1.17 Informations sur les programmes de rachat d'actions	3.7 notes 1.18 et 27, 4.2, 4.5 § B5, 5.2
1.18 Information sur l'actionnariat de la Société	6.
1.19 Opérations réalisées par les dirigeants sur leurs titres	5.2
1.20 Éléments de calcul et résultats de l'ajustement des bases de conversion ou d'exercice des valeurs mobilières donnant accès au capital et des options de souscription ou d'achat d'actions	6.1

1.21	Prises de participation dans des sociétés ayant leur siège sur le territoire de la République française et représentant plus du 1/20, du 1/10, du 1/5, du 1/3, de la 1/2 ou des 2/3 du capital ou des droits de vote de ces sociétés et prise de contrôle de sociétés ayant leur siège sur le territoire de la République	4.5 § B2
1.22	Aliénation d'actions intervenues à l'effet de régulariser les participations croisées	N/A
1.23	Éléments susceptibles d'avoir une influence en cas d'offre publique (par application de l'article L.225-100-3 du code de commerce)	N/A
1.24	Information sur les délais de paiement des fournisseurs et des clients	1.8 et 4.5 § B12
1.25	Modifications apportées au mode de présentation et d'évaluation des comptes	4.5 Principes généraux et Méthodes d'évaluation
<b>2</b>	<b>Tableau récapitulatif des délégations en cours de validité au conseil d'administration en matière d'augmentation de capital (et de leur utilisation en cours d'exercice)</b>	<b>N/A</b>
<b>3</b>	<b>Rapport de gestion consolidé du conseil d'administration</b>	<b>2. et 3.</b>
3.1	Analyse de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière	2.2 et 3.7
3.2	Situation de l'ensemble constitué par les sociétés consolidées	3.1 et 3.7 note 39
3.3	Évolution prévisible	2.4 et 2.7
3.4	Événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport est établi	2.6
3.5	Activités en matière de recherche et développement	1.5 et 9.5
3.6	Description des principaux risques et incertitudes	1.8 et 3.7 note 19
3.7	Indicateurs clés de performance de nature financière	1.1
3.8	Indicateurs clés en matière d'environnement et de personnel	1.7 et 9
3.9	Indications sur l'utilisation des instruments financiers et objectifs et politique en matière de gestion des risques financiers	1.8 et 3.7 note 19.3
<b>4</b>	<b>Résultats de la Société au cours des cinq derniers exercices</b>	<b>4.6</b>
<b>5</b>	<b>Comptes annuels</b>	<b>4.</b>
<b>6</b>	<b>Comptes consolidés</b>	<b>3.</b>
<b>7</b>	<b>Attestation du responsable du document de référence (contenant le rapport financier annuel)</b>	<b>8.1</b>
<b>8</b>	<b>Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels</b>	<b>4.1</b>
<b>9</b>	<b>Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés</b>	<b>3.1</b>





---

# 9

## Informations sur le développement durable

9.1	Vision du Groupe . . . . .	244
9.2	Perspectives . . . . .	246
9.3	Responsabilité sociale . . . . .	246
9.4	Protection environnementale . . . . .	255
9.5	Protection responsable . . . . .	264
9.6	Rapports et informations complémentaires . . . . .	268

## Informations sur le développement durable

Ciments Français calque ses efforts sur ceux de sa société mère Italcementi Group (« Italcementi »), qui consolide et publie ses résultats conformément aux directives de la *Global Reporting Initiative*, depuis 2002. Au fil des ans, la qualité et la consistance des informations s'est accrue. Pour la première fois, Italcementi a décidé de publier les informations à caractère extra-financier en même temps que les données financières, en les intégrant à son rapport annuel ; ceci est également valable pour le rapport annuel de Ciments Français constituant le rapport intégré. Ce dernier constitue une manière concise de communiquer sur la façon dont la stratégie, la gouvernance, les résultats et les perspectives permettent de créer de la valeur à court, moyen et long terme. Ce nouvel effort a pour objectif de fournir des informations sur la contribution de Ciments Français à la vision de durabilité et de transparence d'Italcementi Group vis-à-vis de ses parties prenantes et d'anticiper les contraintes juridiques à venir. Les références nécessaires à la consolidation des informations extra-financières figurent dans les recommandations de la *Global Reporting Initiative*, qui reprennent également les informations obligatoires requises par la loi française du 12 juillet 2010 (Grenelle II), article 225. Les principales déclarations et indicateurs clés font l'objet d'une vérification par un organisme tiers indépendant (cf. page 270). Pour une information plus détaillée sur les résultats d'Italcementi Group et les tendances à long terme, se reporter à son rapport annuel intégré.

## 9.1 Vision du Groupe

### Vision et approche de gestion

Ciments Français s'aligne sur la vision d'Italcementi : notre métier est un métier de proximité de classe internationale qui participe à la construction d'un avenir meilleur et durable pour toutes les parties prenantes. Cette vision s'exprime au travers d'une mission opérationnelle dont le but est la création de valeur dans le secteur des matériaux de construction, grâce à une utilisation novatrice et durable des ressources naturelles dont nos communautés et nos clients bénéficieront. Cette vision et cette mission reposent sur cinq valeurs essentielles pour Italcementi : la responsabilité, l'intégrité, l'efficacité, l'innovation et la diversité. Ces valeurs sont des directives stratégiques pour toutes les personnes qui travaillent avec Italcementi.

La politique de durabilité, qui s'inspire du code d'éthique et de la charte des valeurs d'Italcementi, est la pierre angulaire de notre approche du développement durable. Elle englobe les thèmes principaux qui touchent la sphère d'influence d'Italcementi et de ses activités : droits de l'homme, intégrité professionnelle, santé et sécurité, pratiques de travail, initiatives à caractère social, chaîne d'approvisionnement, efficacité énergétique, environnement, qualité des produits et des procédures, recherche et innovation. Tous les thèmes pertinents font l'objet de politiques annexes issues de la politique de durabilité. Toutes ces politiques s'inspirent de références internationales que sont la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations unies, les normes de l'Organisation Internationale du Travail, la norme SA 8000, les recommandations de l'OCDE sur les sociétés multinationales. Elles sont renforcées par les codes d'Italcementi, l'accord entre Italcementi et l'Internationale des Travailleurs du Bâtiment et du Bois, l'adhésion au Conseil mondial des entreprises pour le développement durable (WBCSD) et la participation au Pacte mondial des Nations unies. Des discussions ont eu lieu entre les membres de la direction générale et ces politiques ont été finalement approuvées par le CEO du Groupe. Elles peuvent être téléchargées sur le site de la société à l'adresse suivante : <http://www.cimfra.fr/FR/Ciments+Français/Nos+politiques/>

L'impact de ces politiques est également visible dans la mise en place dans tous les sites du Groupe de systèmes de gestion efficaces. Ces systèmes de gestion s'intéressent à la structure de l'organisation, aux normes, procédures, procédés et outils opérationnels, ainsi qu'aux ressources nécessaires pour répondre aux objectifs et ambitions du Groupe, aux termes d'un cycle visant à l'amélioration continue. La mise en place d'un système de gestion efficace apporte de nombreux avantages au Groupe, dont une utilisation plus efficace des ressources, une meilleure gestion des risques et une plus grande satisfaction des parties

Message du Directeur Général	<b>Vision du Groupe</b>	<b>244</b>
Présentation du Groupe	Perspectives	246
Commentaires sur l'exercice	Responsabilité sociale	246
Comptes consolidés	Protection environnementale	255
Comptes annuels de Ciments Français SA	Production responsable	264
Gouvernement d'entreprise	Rapports et informations complémentaires	268
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
<b>Informations sur le développement durable</b>		

prenantes. Grâce à cette approche, des thèmes comme la santé et la sécurité, la qualité, l'énergie, l'environnement, la formation, le développement du capital humain et les activités relatives à la chaîne d'approvisionnement sont couverts. Le Groupe peut donc bénéficier d'une expérience de gestion et de bonnes pratiques à l'échelle mondiale. Les principaux impacts, objectifs et ambitions sont développés dans des sections séparées.

La durabilité est régulièrement à l'ordre du jour du conseil d'Italcementi et des réunions trimestrielles spécifiques ont lieu, auxquelles participent le directeur général (CEO), le directeur général délégué (COO) et le directeur du département du développement durable.

Le comité de pilotage du développement durable (*Sustainable Development Steering Committee*) d'Italcementi se positionne à la base de la structure de gestion du développement durable au sein du Groupe, les zones clés de responsabilité étant placées sous la direction du COO et la coordination du directeur du département de développement durable. Le comité de pilotage a le pouvoir de concrétiser la vision du Groupe, de soutenir, contrôler et mettre en œuvre la stratégie de développement durable, ainsi que de développer des programmes de communication. Les filiales de Ciments Français organisent localement des comités de pilotage pays qui encouragent l'intégration verticale par la tenue régulière de réunions trimestrielles dirigées par les directeurs pays avec la participation des directeurs ressources humaines, santé et sécurité, environnement, communication, affaires juridiques et relations clientèle.

Italcementi a formalisé son engagement en faveur du développement durable en 2000 avec son adhésion au Conseil mondial des entreprises pour le développement durable (*World Business Council for Sustainable Development - WBCSD*) et à l'Initiative ciment pour le développement durable (*Cement Sustainability Initiative*). Toutes les filiales de Ciments Français adhèrent aux réseaux régionaux existants du WBCSD.

En 2010, Italcementi a réaffirmé ses ambitions avec l'adhésion au Pacte mondial des Nations unies (*United Nations Global Compact*). Au sein de sa sphère d'influence, le Groupe a choisi d'adopter, d'encourager et d'appliquer les dix principes du Pacte dans les domaines des droits de l'homme, des droits des travailleurs, de l'environnement et de la lutte contre la corruption. Les filiales de Ciments Français participent activement aux réseaux régionaux du Pacte mondial des Nations unies.

Après des années de consolidation des pratiques existantes, le Groupe a lancé depuis 2008 un processus de normalisation qui vise à promouvoir une politique efficace hors du pays, basée sur les meilleures pratiques de sa maison mère et dans le respect de la législation européenne. Ciments Français contribue à l'objectif d'Italcementi de mettre en œuvre un ensemble complet de normes et de meilleures pratiques plus contraignantes que les lois du pays ou les pratiques locales.

## Intégrité

Le code d'éthique, qui définit les règles de comportements et les principes applicables à tous les employés et toutes les personnes ayant établi une forme de relation avec Italcementi, représente le fondement de la gouvernance du Groupe. Ce code est actuellement en cours d'actualisation.

La charte des valeurs du Groupe définit les principes fondateurs du modèle de gouvernance de la société et de ses employés. Elle établit l'engagement du Groupe envers les valeurs que sont l'honnêteté, l'équité, l'intégrité, la transparence et le respect mutuel dans la gestion de la société et de ses relations avec les parties prenantes et les marchés. Elle sert de référence à toutes les politiques du Groupe.

Le conseil d'administration d'Italcementi a approuvé le Cadre de gouvernement d'entreprise d'Italcementi Group (le Cadre). Celui-ci se compose d'un ensemble de règles et de principes communs liés aux activités du conseil d'administration, valables pour toutes les sociétés du Groupe. Le Cadre est constitué de 31 principes - dont les politiques de durabilité - et leurs critères d'application, relatifs aux principaux domaines d'activité du conseil et applicables à toutes les filiales du Groupe.



Ciments Français participe au programme de conformité anticorruption d'Italcementi ainsi qu'aux règles spécifiques de conduite approuvées par le conseil d'administration d'Italcementi qui engagent le Groupe tout entier. Ce programme et ces règles mis en œuvre dans toutes les filiales, notamment dans les pays à risque où le Groupe est implanté, et tels qu'ils ont été identifiés par la Banque mondiale et Transparency International (ces pays représentent 48 % du chiffre d'affaires de Ciments Français en 2012). A ce jour, le taux de mise en œuvre du programme est de 60 %. Ce programme fait partie d'un projet plus vaste destiné à réduire les risques de responsabilité pénale de l'entreprise.

Ciments Français participe au programme de conformité aux règles de la concurrence, qui offre un cadre réglementaire (politiques, recommandations, processus, activités de contrôle et reporting) permettant de garantir le respect du droit de la concurrence par l'entreprise dans son ensemble et de réduire au minimum les risques, en aidant les sociétés à rapidement les identifier et à prendre les mesures qui s'imposent. Aujourd'hui, les filiales de Ciments Français développent et adoptent leur propre programme local de conformité aux règles de la concurrence (par résolution du conseil d'administration ou de la direction générale) en fonction de leurs propres besoins et priorités, en adaptant la vision, les principes et les principales caractéristiques du programme du Groupe. Italcementi a également publié des directives en matière de concurrence afin d'aider les filiales de Ciments Français à développer des règles locales de conduite portant sur des domaines particuliers. Le taux de mise en œuvre du programme de conformité est d'environ 80 %.

Les filiales de Ciments Français soutiennent activement le programme d'Italcementi de risque et de conformité de l'entreprise (*Enterprise Risk and Compliance Program*), qui garantit une meilleure gestion des risques et des systèmes d'audit. Ce programme est aujourd'hui en place à hauteur de 98 %. Il est lié au système de bonus à trois ans (*Long-term incentive scheme*) des managers d'Italcementi.

Le Groupe, soucieux d'encourager les initiatives décrites ci-dessus, a débuté la mise en place d'un programme intégré sur trois ans d'audit interne, qui concerne la santé, la sécurité, la problématique environnementale et les questions de droit de la concurrence et de lutte contre la corruption. L'objectif est d'améliorer l'évaluation et le contrôle de la gestion des risques et des processus de gouvernance à l'aide d'une démarche systématique et rigoureuse. Les niveaux de risque et les résultats d'audit sont définis de manière homogène sur cinq niveaux. Des plans d'action correctifs font l'objet de discussions avec les fonctions Groupe et les fonctions locales concernées.

## 9.2 Perspectives

Ciments Français contribue aux objectifs et aux ambitions d'Italcementi. Les informations sur le développement durable contenues dans le rapport annuel d'Italcementi Group fournissent de plus amples détails en la matière.

## 9.3 Responsabilité sociale

### Valorisation des personnes

La politique des Droits de l'homme d'Italcementi vise à renforcer l'engagement du Groupe en soutenant explicitement les droits de l'homme universellement reconnus comme étant des droits individuels et inaliénables. Cette politique démontre également le refus du Groupe d'être complice de toute violation des droits de l'homme dans les pays où il est présent.

En 2008, Italcementi a signé un accord avec l'Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois - IBB (*Buildings and Wood Workers' International*). Pour Ciments Français, cet accord représente une véritable charte internationale des droits des travailleurs basée sur l'engagement conjoint de tous les signataires à respecter les droits de l'homme, encourager l'amélioration des conditions de travail, développer des relations de travail équitables et favoriser des procédures de négociations équitables



Message du Directeur Général	Vision du Groupe	244
Présentation du Groupe	Perspectives	246
Commentaires sur l'exercice	Responsabilité sociale	246
Comptes consolidés	Protection environnementale	255
Comptes annuels de Ciments Français SA	Production responsable	264
Gouvernement d'entreprise	Rapports et informations complémentaires	268
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
<b>Informations sur le développement durable</b>		

avec les représentants des organisations syndicales. Pratiquement tous les employés de tous les pays sont couverts par des conventions collectives qui traitent également des thèmes de la santé et de la sécurité, à l'exception de certaines zones comme le Koweït, où une telle pratique est inhabituelle sur le marché du travail, et quelques implantations aux États-Unis, où il n'existe pas de syndicats pour des raisons indépendantes de la volonté du Groupe. Au Maroc, les industries concernées et les organisations de travailleurs réfléchissent sur les conventions collectives, en suivant l'évolution de la réglementation locale en matière de droit du travail. Parmi l'effectif total d'Italcementi, seul un millier d'employés n'est pas couvert par ce type de conventions. Des groupes de discussion mixtes entre syndicats et direction permettent de maintenir un dialogue constructif avec les travailleurs et leurs représentants. Cette démarche comprend également des initiatives transnationales comme le comité d'entreprise européen (*European Work Council*) qui permet des échanges périodiques sur les principaux projets et stratégies du Groupe. Les mêmes principes sont encouragés tout au long de la chaîne d'approvisionnement.

Dans le cadre du réseau italien du Pacte mondial des Nations unies, Italcementi développe un outil exclusif qui servira à évaluer les répercussions sur les droits de la personne. Cet outil sera d'abord mis en œuvre dans les pays à risque du Groupe identifiés par la Freedom House (ces pays représentent 39 % du chiffre d'affaires de Ciments Français pour 2012). En même temps, le Groupe recueille des informations sur les incidents liés aux droits de l'homme et aux conditions de travail et Ciments Français réagit dès qu'une situation critique est détectée. Environ 100 situations critiques ont encore été détectées et résolues en 2012, pour la plupart liées à l'inégalité de traitement et au risque de discrimination envers les sous-traitants.

Ciments Français offre les mêmes avantages aux employés à temps plein qu'aux travailleurs temporaires ou à temps partiel. Des distinctions mineures s'appliquent au Kazakhstan, au Maroc, en Inde et en Thaïlande, où le bonus lié à la performance ou l'assurance médicale complémentaire par exemple sont gérés différemment.

Au 31 décembre 2012, Ciments Français comptait 14 776 employés travaillant dans plus de 17 pays. Dans les sites de production, l'organisation du travail repose sur le travail par équipe basé sur des plages de travail de 8 heures. Seules deux filiales, en Amérique du Nord et au Kazakhstan, ont recours à des plages de travail de 12 heures, et ce, uniquement sur un nombre limité de tâches bien particulières, avec au minimum deux employés en service et dans une limite hebdomadaire de 40 heures.

A cause de la crise économique mondiale, des restructurations sont devenues inévitables. Des mesures de grande ampleur, comme le « Plan 2015 » lancé par la société mère et destiné à améliorer la compétitivité sur le marché italien, vont devoir être prises dès la prochaine consolidation. Les plans de restructuration sont organisés dans le cadre d'accords avec les syndicats, de programmes de retraite anticipée et de réduction des heures supplémentaires. Des mouvements de grève ont touché cinq sur dix des principaux pays, avec des revendications diverses, et l'Égypte a connu des troubles sociaux. L'évolution des salaires est fonction du contexte local, sachant que les filiales de Ciments Français maintiennent une politique salariale meilleure que celle des marchés locaux.

Italcementi considère que les managers sont responsables de la gestion de la diversité. Leur rôle est donc de respecter et protéger les différences qui doivent être considérées comme des ressources à valoriser, tant qu'elles sont conformes aux valeurs du Groupe. L'égalité entre les sexes est particulièrement étudiée. Les niveaux des salaires ont été analysés sans que n'apparaisse de différence significative en fonction du sexe. Des études locales sur la rémunération sont régulièrement menées. Des mesures en faveur d'une présence et d'une représentation accrues des femmes sont peu à peu prises. Au plus haut niveau, 10 % des administrateurs et 9 % des membres des comités exécutifs des filiales sont des femmes.

Les filiales de Ciments Français se conforment aux législations locales dans le domaine de l'intégration des personnes handicapées. Beaucoup de ces filiales prennent des initiatives particulières, au-delà de celles imposées par la loi, destinées à promouvoir une meilleure intégration dans le monde du travail et à apporter un soutien social.

En 2012, dans le cadre de son système de gestion de la formation, les activités de formation de Ciments Français ont porté essentiellement sur quatre grands pôles: conformité et réduction des risques, efficacité et spécialisation, développement durable et innovation, développement du capital humain. Ciments Français a globalement organisé 280 432 heures de formation avec 25 595 présences pour 15 641 participants, ce qui signifie que chaque employé a bénéficié d'au moins une session de formation.

Le portail intranet d'Italcementi est accessible à tous les employés Ciments Français souhaitant améliorer les flux de communication interne et contribuer au développement d'une culture commune et au partage des connaissances et des expériences. Ce portail permet de véhiculer efficacement les valeurs et les messages du Groupe et de faciliter les échanges et les discussions avec les employés. Le réseau social professionnel « my.like » donne à chaque utilisateur la possibilité de partager des points de vue sur le déroulement de carrière et de discuter d'intérêts personnels avec d'autres collègues partout dans le monde. L'information en réseau peut donc nourrir la croissance des communautés professionnelles et encourager un plus grand partage d'expérience, de compétence et de savoir-faire.

En 2012	Effectifs	Contrat à durée indéterminée	Contrat à durée déterminée	Salariés à temps complet	Salariés à temps partiel
France/Belgique	4 051	3 993	58	3 919	132
Espagne	515	501	14	507	8
Grèce	174	171	3	174	0
Amérique du Nord	1 413	1 411	2	1 413	0
Egypte	4 573	3 893	680	4 573	0
Maroc	978	881	97	978	0
Bulgarie	359	340	19	359	0
Thaïlande	858	856	2	858	0
Inde	795	795	0	795	0
Kazakhstan	289	249	40	289	0
Négoce	346	344	2	346	0
Koweït	349	320	29	349	0
Autres	78	74	4	73	5
<b>TOTAL</b>	<b>14 776</b>	<b>13 826</b>	<b>950</b>	<b>14 631</b>	<b>145</b>

#### Mouvements dans les effectifs en 2012

<b>Arrivées</b>	Embauches (CDD ou CDI)	890	88%
	Réaffectations et réintégrations	108	11%
	Acquisitions	18	2%
	<b>TOTAL</b>	<b>1 016</b>	
<b>Départs</b>	Démissions	555	31%
	Révocations et changement de périmètre	433	24%
	Licenciements	236	13%
	Retraite	244	14%
	CDD et fins de période d'essai	221	12%
	Réaffectations et réintégrations	31	2%
	Décès	52	3%
<b>TOTAL</b>	<b>1 772</b>		

Message du Directeur Général	Vision du Groupe	244
Présentation du Groupe	Perspectives	246
Commentaires sur l'exercice	<b>Responsabilité sociale</b>	<b>246</b>
Comptes consolidés	Protection environnementale	255
Comptes annuels de Ciments Français SA	Production responsable	264
Gouvernement d'entreprise	Rapports et informations complémentaires	268
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
<b>Informations sur le développement durable</b>		

La répartition par sexe a été extrapolée à partir d'une base de données détaillées qui couvre la majorité des employés de Ciments Français en 2012 (à l'exception d'activités mineures en Egypte).

	Femmes	Hommes
<b>Répartition des salariés par tranche d'âge en %</b>		
< 30 ans	1	7
30 – 40 ans	3	21
40 – 50 ans	4	32
50 – 60 ans	3	27
> 60 ans	0	2
<b>Répartition des salariés par ancienneté en %</b>		
< 3 ans	1	9
3 – 5 ans	1	5
5 – 10 ans	3	18
10 – 20 ans	3	24
> 20 ans	3	33
<b>Répartition des salariés par nationalité en %</b>		
Europe	6	30
Afrique	1	38
Asie	2	14
Amérique	1	8
<b>Répartition hommes/femmes en %</b>		
Ingénieurs et cadres	9	91
Employés non cadres	20	80
Ouvriers	2	98
<b>Rapport salarial</b>		
Cadres dirigeants <sup>(1)</sup>	--	--
Employés <sup>(2)</sup>	100	107
Ouvriers	100	105

(1) Panel trop limité.

(2) Dont cadres intermédiaires.

#### Heures de formation en 2012

Efficacité	100 698
Développement durable et innovation	130 664
Conformité	8 957
Développement du capital humain	46 588

#### Nombre de participants en 2012

Efficacité	5 774
Développement durable et innovation	17 203
Conformité	684
Développement du capital humain	2 934

**Heures de formation en 2012 en %**

Cadres	14
Non cadres	35
Ouvriers	51

**Répartition des participants en 2012 en %**

Cadres	14
Non cadres	34
Ouvriers	52

**Heures de formation par personne en 2012**

Par stagiaire	10
Par participant	18
Par employé	19
Ratio participants / employés	>1

**Sécurité**

Pour le Groupe, la sécurité et la sûreté sont des valeurs fondamentales qui doivent être présentes dans toutes les activités. Dans le cadre de cette approche, les activités de Ciments Français sont régies par la politique Sécurité du Groupe dont la devise est : « La sécurité : une façon de vivre » (*Safety: a way of living*).

Afin de donner corps à cette politique, Ciments Français a adopté le Guide du management de la Sécurité. Il s'articule autour de cinq domaines clés : le rôle dominant de l'encadrement dans la création d'une culture sécurité, les actions destinées à développer la motivation pour la sécurité, les structures de sécurité et le cadre opérationnel, les outils opérationnels et la sécurité des sous-traitants. La mise en place du système, qui fait l'objet d'un audit constant, répond aux recommandations des fonctions Groupe. L'évaluation des performances des managers tient compte d'un suivi régulier et de systèmes de notation. Par ailleurs, Ciments Français a officialisé les comités Sécurité à tous les niveaux (site/pays) dans l'optique de suivre l'avancement trimestriel des feuilles de route.

Ce système rénové de gestion de la sécurité a été clairement repris par les cadres dirigeants qui ont reçu une formation de leadership en sécurité et ont exprimé leur engagement personnel à promouvoir, à leur niveau et en toute occasion, la nouvelle approche en matière de sécurité, à commencer par le CEO d'Italcementi. Les engagements personnels, régulièrement revus, sont fortement encouragés et chacun peut y souscrire par l'intermédiaire du système intranet de la société.

En faisant de « la sécurité, une façon de vivre », Ciments Français met en place des normes opérationnelles de sécurité dans tous ses sites. Des normes opérationnelles ont déjà été rédigées sur les équipements personnels de protection, le travail en hauteur, le contrôle des énergies dangereuses (consignation/identification – *Lockout/Tagout*), le travail à chaud, l'entrée dans des espaces confinés et bientôt, en 2013, le code de pratique pour la conduite routière. Un plan d'action propre à un site particulier ainsi qu'une formation en ligne (e-learning) sont disponibles dans les langues locales. Les premiers résultats ont été recensés et la chute dans le cadre d'un travail en hauteur ne fait plus partie des trois causes principales d'accident. Toutes les normes opérationnelles seront mises en œuvre d'ici 2015 avec différentes dates de mise en application.

Sur une population de presque 15 000 employés, le taux de fréquence des accidents avec arrêt de travail parmi les employés et les intérimaires de Ciments Français, c'est-à-dire le nombre d'accidents avec arrêt par million d'heures travaillées, était de 5,6 en 2012, soit une légère augmentation par rapport à l'année dernière. Ce résultat représente néanmoins une amélioration

Message du Directeur Général	Vision du Groupe	244
Présentation du Groupe	Perspectives	246
Commentaires sur l'exercice	<b>Responsabilité sociale</b>	<b>246</b>
Comptes consolidés	Protection environnementale	255
Comptes annuels de Ciments Français SA	Production responsable	264
Gouvernement d'entreprise	Rapports et informations complémentaires	268
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
<b>Informations sur le développement durable</b>		

significative de 66 % depuis le début du projet Zéro Accident lancé en 2000. En fait, le nombre total d'accidents avec arrêt de travail a diminué, mais le taux a été pénalisé par la réduction du nombre d'heures travaillées. Au total, le nombre de journées d'absence pour raisons de sécurité s'élève à 8 572 jours perdus (soit moins de 0,5 % d'absentéisme, pour un absentéisme total stable aux alentours de 6-7 % du nombre total de jours ouvrables) et 2 511 jours supplémentaires ont été enregistrés en travail aménagé.

En 2012, les accidents de travail avec arrêt pour les sous-traitants se sont élevés à 108. Par ailleurs, Ciments Français a apporté des modifications importantes dans le système de reporting avec la mise à jour de sa base interne de données sécurité qui fournit aux sous-traitants sur site, le taux de fréquence des accidents avec arrêt de travail. Ceci place le Groupe en tête des entreprises de son secteur industriel. La fréquence des accidents chez les sous-traitants était de 3,4 en 2012. Depuis 2008, Ciments Français impose la préparation de rapports sur le taux global d'accidents déclarés ajoutant le travail aménagé déclaré et les traitements médicaux aux accidents avec arrêt de travail. Ces informations ne sont pas obligatoires dans le contexte des pratiques du secteur cimentier.

En dépit de tous les efforts, quatre accidents mortels ont été répertoriés en 2012 dans les installations du Groupe. Ces décès étant considérés comme des événements de la plus haute importance, chacun d'entre eux a fait l'objet de discussions au cours de sessions du comité de gestion du Groupe présidées par le CEO, qui y sont exclusivement consacrées, puis présentées au conseil d'administration.

Dans l'une des filiales, des infractions mineures de nature administrative au système réglementaire local en vigueur ont conduit à des amendes de 474 000 euros.

Comme chaque année, les filiales de Ciments Français ont célébré la Journée mondiale de la santé et de la sécurité au travail, afin de promouvoir la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles. Cette initiative, encouragée par l'Organisation internationale du travail, visait à renforcer la prise de conscience du public sur les avantages d'un environnement de travail sûr, sain et décent.

#### Taux de fréquence des accidents avec arrêt de travail en 2012 <sup>(1)</sup>

Ciment	3,7
Granulats	10,9
Béton	9,5
<b>TOTAL</b>	<b>5,6</b>

#### Taux de gravité en 2012 <sup>(1)</sup>

Ciment	0,19
Granulats	0,29
Béton	0,51
<b>TOTAL</b>	<b>0,29</b>

#### Taux global d'accidents déclarés en 2012 <sup>(1)</sup>

Ciment	11,0
Granulats	19,8
Béton	17,3
<b>TOTAL</b>	<b>13,1</b>

**Décès en 2012**

Employés <sup>(1)</sup>	2
Sous-traitants	2
Tiers	-
<b>TOTAL</b>	<b>4</b>

**Accidents de travail avec arrêt en 2012**

Employés <sup>(1)</sup>	171
Sous-traitants <sup>(2)</sup>	108

(1) Employés directs et travailleurs temporaires.

(2) Sous-traitants présents dans les installations du Groupe.

**Santé et responsabilité liée aux produits**

Italcementi est un ardent défenseur de la santé et du bien-être des employés, qu'il considère aussi vitaux que la protection de leur sécurité. La politique Santé adoptée par le Groupe confirme cette approche.

Conformément à cette démarche, Ciments Français a mis en œuvre la norme interne au Groupe sur l'exposition professionnelle des employés à la poussière, à la silice cristalline, au bruit et aux vibrations transmises à l'ensemble du corps. Dans tous les pays où le Groupe est actif, l'approche repose sur l'évaluation des risques et sur les normes internationales. En appliquant ce principe de précaution, pratiquement toutes les personnes travaillant de manière régulière dans des infrastructures industrielles d'Italcementi (environ 7 000 personnes) sont considérées comme potentiellement exposées à la poussière, à la silice et au bruit. ; Les employés opérant sur des équipements mobiles (environ 3 000 personnes) sont considérés potentiellement exposés aux vibrations. Au 31 décembre 2012, 58 % des employés potentiellement exposés ont participé à l'évaluation. 89 % d'entre eux respectent la norme du Groupe. Des actions correctives immédiates ont été mises en place pour les autres. La norme est intégrée dans la définition des exigences minimales requises pour la surveillance médicale au travail ; et est applicable partout dans le monde. Une version provisoire est déjà disponible en interne, elle sera publiée en 2013. Ciments Français améliore également la collecte d'informations relatives aux demandes officielles de reconnaissance de maladies professionnelles dans tous les pays, même là où aucun cadre juridique clair n'existe.

Ciments Français encourage fortement dans le monde la démarche de protection de la santé au travail d'Italcementi, avec pour objectif de généraliser les meilleures pratiques dans le secteur cimentier. Ciments Français et ses filiales bénéficient d'un contrat d'assurance mondial conclu avec International SOS afin de mieux gérer les risques pour la santé et la sécurité de ses employés voyageant à l'étranger et de ses expatriés.

De plus, six des onze plus grosses filiales mettent en place des programmes d'éducation, de formation, de conseil, de prévention et de contrôle des risques pour venir en aide aux employés et à leurs familles confrontés à des maladies graves. Trois de ces filiales ont déjà étendu ces initiatives aux membres de la communauté.

Italcementi interdit l'achat, la fourniture et l'utilisation de tout type d'amiante ou de produits en contenant, y compris dans les pays où elle est encore légale. Ciments Français, à partir d'évaluations périodiques, contribue à cette décision en maintenant à jour un inventaire spécifique des structures et des équipements. Toutes les actions qui en découlent, dont la surveillance et le démantèlement progressif, sont dorénavant menées en utilisant les meilleures techniques de protection de la santé et de la sécurité. Ciments Français a repris l'engagement d'Italcementi de ne procéder à aucune vente directe de ciment aux producteurs de ciment contenant de l'amiante. Des initiatives similaires d'inventaire et d'élimination progressive sont prises pour d'autres substances dangereuses, comme les PCB (polychlorobiphényles) et les CFC (chlorofluorocarbones). A la fin 2012, 28 % des sites de ciment ne contenaient absolument aucune amiante et 67 % ne contenaient ni PCB, ni CFC.

Message du Directeur Général	Vision du Groupe	244
Présentation du Groupe	Perspectives	246
Commentaires sur l'exercice	<b>Responsabilité sociale</b>	<b>246</b>
Comptes consolidés	Protection environnementale	255
Comptes annuels de Ciments Français SA	Production responsable	264
Gouvernement d'entreprise	Rapports et informations complémentaires	268
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
<b>Informations sur le développement durable</b>		

En ce qui concerne la responsabilité liée aux produits, Ciments Français fournit des informations essentielles sur la santé et la sécurité et sur les questions environnementales par rapport aux produits du marché, même dans les pays sans cadre réglementaire contraignant. Les fiches d'information, disponibles dans les langues locales, contiennent des indications sur les propriétés du ciment, ainsi que des conseils d'entreposage, de transport, de manutention et d'utilisation.

#### **Demandes officielles pour maladie professionnelle en 2012**

Ciment	18
Granulats	0
Béton	2
Autres	0
<b>TOTAL</b>	<b>20</b>

#### **Employés respectant la norme Groupe en 2012**

	<b>Conformité en %</b>	<b>Contrôle en %</b>
Ciment	86	66
Granulats	93	95
Béton	99	39
<b>TOTAL</b>	<b>89</b>	<b>58</b>
<b>Poussières</b>		
Ciment	83	65
Granulats	97	97
Béton	96	31
<b>TOTAL</b>	<b>87</b>	<b>59</b>
<b>Silice</b>		
Ciment	93	71
Granulats	92	97
Béton	99	26
<b>TOTAL</b>	<b>93</b>	<b>60</b>
<b>Bruit</b>		
Ciment	82	66
Granulats	88	96
Béton	100	61
<b>TOTAL</b>	<b>84</b>	<b>56</b>
<b>Vibration</b>		
Ciment	97	55
Granulats	100	87
Béton	100	36
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>	<b>59</b>

## Initiatives à caractère social

Ciments Français souhaite bâtir avec ses parties prenantes des relations basées sur l'engagement mutuel, le partenariat actif, la confiance, l'ouverture et la coopération à long terme.

Construire des relations avec les communautés signifie comprendre leurs besoins, soutenir les projets locaux sans créer de dépendance et favoriser la consultation des parties prenantes à l'occasion de l'ouverture de nouvelles structures, l'exploitation de structures existantes ou la fermeture d'usines à la fin de leur durée de vie utile. Les thèmes clés soulevés par les parties prenantes sont le changement climatique, les émissions atmosphériques, la santé et la sécurité. Les parties prenantes locales sont surtout concernées par les problèmes propres aux sites comme les impacts en termes de poussière et de bruit, et l'utilisation de combustibles de substitution. Les filiales de Ciments Français suivent régulièrement les recommandations de l'Évaluation d'impact environnemental et social (*Environmental and Social Impact Assessment - ESIA*) de l'Initiative ciment pour le développement durable (*CSI*), pour les projets de construction d'installations ou de réaménagement important. Elles ont ainsi fourni aux parties prenantes concernées des informations relatives aux améliorations environnementales et sociales apportées.

La politique Initiatives sociales d'Italcementi renforce l'approche de Ciments Français en définissant les principes pour bâtir des relations avec les parties prenantes et les règles destinées à encourager les organisations et les projets sociaux. Des recommandations opérationnelles dans ce domaine sont en cours d'élaboration.

Des enquêtes d'opinion auprès des employés, l'accord signé avec l'Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois, les journées portes ouvertes, la célébration de journées mondiales, la mise en place de normes sur la santé et la sécurité des employés et des sous-traitants ou l'intranet social i.like sont autant d'exemples du soutien actif de Ciments Français en faveur de ses parties prenantes.

Parallèlement à la participation à long terme au WBCSD et à l'adhésion au Pacte mondial des Nations unies, le Groupe favorise activement l'engagement auprès de l'Association internationale pour l'échange des droits d'émission (*International Emission Trading Association*), la communauté des investisseurs socialement responsables et le fonds carbone public-privé de la Banque mondiale. Ciments Français partage pleinement cet engagement.

<b>Investissements à caractère social en 2012</b> (en milliers d'euros)	<b>Soutien aux communautés</b>	<b>Parrainages</b>
France et Belgique (Ciments Français inclus)	180	180
Filiales de Ciments Français	1 692	1 692
<b>Cimenteries avec engagement des parties prenantes * en 2012</b> (en %)		
Marchés matures		80
Marchés émergents		100
<b>TOTAL</b>		<b>88</b>

\* Dont les activités Journées portes ouvertes.



Message du Directeur Général	Vision du Groupe	244
Présentation du Groupe	Perspectives	246
Commentaires sur l'exercice	<b>Responsabilité sociale</b>	<b>246</b>
Comptes consolidés	<b>Protection environnementale</b>	<b>255</b>
Comptes annuels de Ciments Français SA	Production responsable	264
Gouvernement d'entreprise	Rapports et informations complémentaires	268
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
<b>Informations sur le développement durable</b>		

## 9.4 Protection environnementale

### Climat et énergie

Comme il est précisé dans la politique Energie d'Italcementi, Ciments Français s'est engagé sur la voie d'une économie à faible production de carbone tout en réduisant les impacts sociaux et en jouant un rôle dans le développement de solutions pratiques et réalistes en concertation avec les gouvernements et les autres acteurs responsables du secteur des matériaux de construction.

Des épisodes plus fréquents de précipitations extrêmes dans les pays asiatiques créent des situations à risques dans la chaîne d'approvisionnement. De plus, les conditions météorologiques défavorables affectent le marché du ciment en entraînant des arrêts imprévus de la production. En 2012, la chaîne d'approvisionnement en Thaïlande a souffert des inondations qui ont limité les activités. Les interruptions dans la production et les arrêts et remises en route consécutives des fours augmentent les coûts de production. Le Groupe diversifie à la fois le type et la provenance des matières premières et des combustibles en privilégiant les sources locales. Des systèmes d'assurance ont également été mis en place pour couvrir les arrêts intempestifs dans les cimenteries. Dans l'intérêt de l'ensemble des filiales du Groupe, Italcementi a collaboré avec d'importantes compagnies d'assurance pour couvrir les risques pesant sur les personnes et les actifs.

L'objectif d'Italcementi en termes d'intensité des émissions directes, est d'atteindre un facteur d'émission de 640 kg de CO<sub>2</sub> par tonne de produits cimentaires d'ici 2015 (5 % de réduction par rapport à 1990). En 2012, Ciments Français y a contribué avec un facteur d'émission de 722 kg de CO<sub>2</sub> par tonne de produits cimentaires, en ayant été pénalisé par l'abandon de l'activité dans certaines de ses cimenteries en Europe, à cause de l'instabilité chronique du marché. En 2012, Ciments Français a progressé en matière de réduction de la consommation d'énergie thermique sur les marchés émergents, confirmant ainsi la tendance positive enregistrée au cours des quatre dernières années.

Les initiatives de réduction concernent essentiellement un usage responsable accru de combustibles à teneur plus faible en carbone suivant un plan pluriannuel. En 2012, Ciments Français a utilisé 6,6 % de combustibles de substitution, dont 3 % en provenance de biomasse. Les émissions ainsi évitées en 2012 grâce à l'utilisation de la biomasse ont dépassé 350 000 tonnes de CO<sub>2</sub>. L'Egypte et l'Inde, qui ont commencé à utiliser les déchets agricoles à la fin 2011, ont poursuivi dans cette voie en recourant à une plus large variété de combustibles de substitution, comme les combustibles dérivés de déchets (*Refused derived fuels – RDF*). Deux projets de mécanismes de développement propres (*Clean Development Mechanisms – CDM*), qui reposent sur un changement de combustible, ont fait l'objet d'une demande d'enregistrement auprès de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques en décembre 2012.

En plus des émissions directes, Ciments Français trace également les sources d'émissions indirectes, en tenant compte des activités en amont et en aval (ex : transport des combustibles et des matières premières, voyages professionnels). L'empreinte carbone totale est alors calculée sur une base annuelle. La filiale bulgare, qui fait figure de pionnier dans le pays et également dans le secteur cimentier, a reçu la certification ISO 14064-1 pour la déclaration de ses émissions. Les informations sur les émissions indirectes de CO<sub>2</sub> sont disponibles en page 256.

En plus des pratiques d'efficacité énergétique bien établies au niveau des cimenteries, Ciments Français a commencé la promotion de systèmes de gestion énergétique. Le cœur du système repose sur la surveillance et l'audit par une équipe d'experts, ainsi que sur des procédures relatives à l'achat et à la conception de nouveaux équipements. La cimenterie d'Halyps en Grèce et celle de Devnya en Bulgarie ont reçu la certification ISO 50001 pour leurs systèmes de gestion. Ces actions sont les premières de ce genre dans le secteur cimentier local.

Italcementi s'achemine vers l'autoproduction d'électricité en provenance de sources renouvelables. Italgen (filiale électricité de la maison mère), en plus des initiatives en Italie, gère des parcs éoliens en Bulgarie et au Maroc (23 MW). Ciments Français exploite un système de récupération de chaleur à bas niveau thermique au Maroc pour produire de l'électricité et permettre d'éviter 4 400 tonnes de rejet de CO<sub>2</sub> par an. Ce système sera complété par une centrale solaire à concentration, déjà en cours de construction. Environ 37 000 tonnes d'émissions de CO<sub>2</sub> ont ainsi été évitées en 2012 grâce à l'autoproduction d'électricité.

**Emissions brutes de CO<sub>2</sub> en 2012<sup>(1)</sup>**

	<i>kg/t produit cimentaire</i>	722
	<i>millions t</i>	27,4

**Emissions nettes de CO<sub>2</sub> en 2012<sup>(2)</sup>**

	<i>kg/t produit cimentaire</i>	712
	<i>millions t</i>	27,0

(1) Les émissions brutes de CO<sub>2</sub> n'entrent pas dans le calcul d'utilisation de la biomasse comme combustible.

(2) Les émissions nettes de CO<sub>2</sub> n'entrent pas dans le calcul d'utilisation de combustibles de substitution.

**Empreinte carbone en 2012**

	<i>Mt CO<sub>2</sub> e</i>	<b>%</b>
Domaine 1 (émissions directes)	27,4	79,6
Domaine 2 (émissions indirectes)	2,0	5,8
Domaine 3 (émissions dans la chaîne de valeur)	5,0	14,6
<b>TOTAL</b>	<b>34,4</b>	<b>100,0</b>

**Répartition domaine 2 en 2012**

	<i>kt CO<sub>2</sub> e</i>	<b>%</b>
Ciment	1 986	99,0
Granulats	12	0,6
Béton	8	0,4

**Répartition domaine 3 en 2012**

	<i>kt CO<sub>2</sub> e</i>	<b>%</b>
Marchandises achetées	2 300	36,4
Energie non incluse dans le domaine 2	984	15,6
Transport en amont	607	9,6
Transport en aval	1 097	17,4
Voyages d'affaires	8	0,1
Transport quotidien des employés	10	0,2

**Consommation thermique, ciment en 2012**

Marchés matures		3 721
Marchés émergents	<i>MJ/t clinker</i>	3 858
<b>TOTAL</b>		<b>3 810</b>
Marchés matures		41,7
Marchés émergents	<i>millions MJ</i>	79,2
<b>TOTAL</b>		<b>121,0</b>
Marchés matures		14,9
Marchés émergents	<i>% substitution</i>	2,2
<b>TOTAL</b>		<b>6,6</b>

Message du Directeur Général	Vision du Groupe	244
Présentation du Groupe	Perspectives	246
Commentaires sur l'exercice	Responsabilité sociale	246
Comptes consolidés	<b>Protection environnementale</b>	<b>255</b>
Comptes annuels de Ciments Français SA	Production responsable	264
Gouvernement d'entreprise	Rapports et informations complémentaires	268
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
<b>Informations sur le développement durable</b>		

### Combustibles par catégorie, ciment en 2012 (%)

Charbon	38,4
Coke de pétrole	22,9
Combustibles haute viscosité	1,6
Gaz naturel	21,2
Mazout	9,3
Combustibles de substitution	6,6

### Combustibles de substitution par catégorie, ciment en 2012 (%)

Farines animales	13,9
Déchets liquides	23,6
Déchets agricoles	19,0
Huiles usées	9,2
Pneus et caoutchouc	11,8
Déchets solides	16,0
Plastique	4,3
Combustibles dérivés de déchets (RDF)	7,6
Boues d'épuration	2,2

### Consommation d'énergie, ciment en 2012

Marchés matures		135,6
Marchés émergents	<i>kWh/t ciment</i>	108,3
<b>TOTAL</b>		<b>118,1</b>
Marchés matures		1 814
Marchés émergents	<i>millions kWh</i>	2 603
<b>TOTAL</b>		<b>4 417</b>

### Consommation d'énergie, granulats en 2012

Marchés matures		2,7
Marchés émergents	<i>kWh/t granulats</i>	2,1
<b>TOTAL</b>		<b>2,6</b>
Marchés matures		67
Marchés émergents	<i>millions kWh</i>	3
<b>TOTAL</b>		<b>70</b>

### Consommation d'énergie, béton en 2012

Marchés matures		6,2
Marchés émergents	<i>kWh/m<sup>3</sup> béton</i>	3,1
<b>TOTAL</b>		<b>5,6</b>
Marchés matures		38
Marchés émergents	<i>millions kWh</i>	4
<b>TOTAL</b>		<b>42</b>

## Gestion environnementale

Ciments Français s'engage aux côtés d'Italcementi à éviter ou tout au moins à réduire et corriger les impacts environnementaux de ses activités. La politique Environnement du Groupe renforce cette démarche qui vise à préserver l'environnement et la société.

Avec son adhésion au Pacte mondial des Nations unies, Italcementi s'est engagé à : appliquer le principe de précaution en matière de défis environnementaux, prendre des initiatives destinées à promouvoir une plus grande responsabilité environnementale, et encourager le développement et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.

Ciments Français est un fervent défenseur de l'adoption de systèmes de gestion environnementale, outils efficaces de prévention des risques et d'amélioration rapide et continue. A la fin de 2012, 36 sites de production de ciment sur 39, soit 92 % situés dans 10 pays ont reçu la certification ISO 14001. Par ailleurs, 61 sites de granulats sur 120 (51 %) et 14 centrales à béton sur 288 (5 %) ont été certifiés ISO 14001. En parallèle, 2 installations de chaux hydraulique naturelle l'ont également été. Le système de gestion international ISO 14001 s'intéresse à l'eau, l'énergie, les émissions atmosphériques, le bruit, les matériaux représentant un grand danger pour la santé, la gestion des déchets et l'exploitation des carrières, au travers de procédures particulières sur les sites. La plupart des problématiques sont gérées en intégrant les directives du Groupe aux besoins spécifiques du site. L'impact du bruit est géré localement, site par site, par le biais d'une cartographie et d'une identification des solutions techniques possibles. Pour l'installation de nouvelles machines, des contraintes particulières sont stipulées dans l'annexe technique au contrat de fournisseurs. La structure de gestion démarre avec le département de développement durable d'Italcementi et se prolonge dans les opérations de Ciments Français par le biais de fonctions dédiées au niveau des filiales et des principaux sites.

Italcementi a mis en place un programme trisannuel d'analyses environnementales de ses sites de production, qui débouche sur des plans d'action correctifs impliquant les fonctions Groupe et les fonctions locales concernées. Au cours des trois dernières années, 47 % des cimenteries ont été auditées, couvrant 6 filiales sur 10. Toutes les cimenteries et toutes les filiales ont été couvertes au cours des quatre dernières années.

Les investissements industriels destinés à l'amélioration de l'environnement (sécurité comprise) se sont élevés à 31,6 millions d'euros en 2012.

Des formations en matière d'environnement avec les employés et les managers sont organisées au niveau des sites. Une campagne de sensibilisation est en préparation au niveau Italcementi pour les sièges sociaux. Les meilleures pratiques pour encourager une meilleure gestion des déchets ont été partagées dans tout le Groupe.

Dans le cadre de la gestion des risques d'entreprise, Ciments Français applique les directives d'Italcementi pour l'évaluation des sites fermés ou devant l'être. Ces directives s'appliquent à tous les métiers et couvrent les risques pour la sécurité et la sûreté, les risques environnementaux, les risques sociaux et les risques liés au contexte extérieur.

Interbulk Trading, filiale de Ciments Français, importante société de négoce de ciment à l'échelle de la planète, offre des services commerciaux, logistiques et de transport maritime pour le négoce du clinker, des ciments ordinaires et spéciaux, des produits minéraux et des combustibles solides. La flotte et les cargos d'Italcementi sont couverts par une assurance, conformément aux meilleures pratiques dans le domaine. Le rôle du département Logistiques et expédition par mer d'Interbulk est d'organiser des transports maritimes sûrs et fiables, n'importe où dans le monde. L'objectif est de proposer un service de transport maritime correspondant aux besoins du Groupe à des normes élevées de performance et aux meilleurs prix du marché. Italcementi a décidé d'augmenter le nombre de ses navires de moins de 20 ans d'âge (81 % en 2012). En 2012, le nombre de navires affrétés s'élevait à 339. En 2012, Interbulk a transporté environ six millions de tonnes par mer. De plus amples informations sont disponibles en anglais sur le site <http://www.interbulk.ch/ENG/Our+Company>.

Message du Directeur Général	Vision du Groupe	244
Présentation du Groupe	Perspectives	246
Commentaires sur l'exercice	Responsabilité sociale	246
Comptes consolidés	<b>Protection environnementale</b>	<b>255</b>
Comptes annuels de Ciments Français SA	Production responsable	264
Gouvernement d'entreprise	Rapports et informations complémentaires	268
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
<b>Informations sur le développement durable</b>		

<b>% mode de transport en 2012 *</b>	<b>Ciment</b>	<b>Granulats</b>	<b>Béton</b>
Routes	89	90	100
Chemins de fer	8	1	0
Voies navigables	3	9	0

\* Aucune différence majeure entre pays matures et pays émergents.

#### **Gestion des déchets, ciment en 2012 \***

Marchés matures	<i>Total déchets produits en kt</i>	9,0
	<i>Déchets dangereux en kt</i>	0,8
Marchés émergents	<i>Total déchets produits en kt</i>	94,3
	<i>Déchets dangereux en kt</i>	10,1
<b>TOTAL</b>	<i>Total déchets produits en kt</i>	<b>103,3</b>
	<i>Déchets dangereux en kt</i>	<b>10,9</b>

\* La production de déchets provient des activités d'entretien ; elle peut varier en fonction des années.

<b>Amendes et pénalité pour non-conformité environnementale en 2012 * (en milliers d'euros)</b>	<b>Ciment</b>	<b>Granulats</b>	<b>Béton</b>
Marchés matures	565,0	48,6	66,0
Marchés émergents	284,0	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>849,0</b>	<b>48,6</b>	<b>66,0</b>

\* Dont allégations qui vont être contestées.

## **Émissions atmosphériques**

A la fin de 2012, 93 % des fours utilisés par Ciments Français étaient équipés de systèmes de surveillance continue des émissions, destinés à mesurer la poussière, les oxydes d'azote (NO<sub>x</sub>) et le dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>), en conformité avec les directives de l'initiative ciment pour le développement durable. De plus, 60 % de ces fours contrôlent le monoxyde de carbone (CO) et les composés organiques volatiles (COV) en continu, conformément à la norme Italcementi et aux réglementations les plus contraignantes en vigueur. De plus, dans le cadre du contrôle des émissions atmosphériques et des niveaux de performance, les normes du Groupe établissent des résultats plancher concernant onze paramètres mesurés aux cheminées. En ce qui concerne la production de clinker de Ciments Français, le taux de conformité est de 86 % pour les niveaux de performance et de 80 % pour le contrôle des émissions atmosphériques, la conformité étant définie grâce à un système interne de notation qui entre dans le calcul de la part variable de rémunération des cadres dirigeants. Plus précisément, 25 % du clinker produit par Ciments Français était déjà produit dans des fours dont les paramètres d'émission étaient surveillés conformément aux dispositions de la norme. De nouvelles améliorations des niveaux d'émission sont attendues notamment grâce au plan déjà engagé de modernisation des dispositifs de filtre dans les fours égyptiens et la poursuite de l'optimisation des dispositifs de réduction installés en cours d'année (nouveaux filtres à manche à la cimenterie de Marrakech ou en Inde), les meilleurs résultats ayant été atteints en fin d'année.

Contrôle des émissions en 2012		Facteurs d'émission	% de couverture
Marchés matures	Poussière	10	100
	NO <sub>x</sub>	1 514	100
	SO <sub>2</sub>	735	100
Marchés émergents	Poussière	187	100
	NO <sub>x</sub>	1 470	100
	SO <sub>2</sub>	241	100
<b>TOTAL</b>	Poussière	128	100
	NO <sub>x</sub>	1 485	100
	SO <sub>2</sub>	416	100
	CO	1 398	98
	COV	57	93
	Benzène	2	54
	Dioxines	50	81
	HAP <sup>(1)</sup>	6	51
	Mercure	43	60
	Métaux I <sup>(2)</sup>	10	81
	Métaux II <sup>(3)</sup>	189	81

#### Emissions atmosphériques annuelles en 2012

Marchés matures	Poussière	<i>kt</i>	0,2
	NO <sub>x</sub>		17,0
	SO <sub>2</sub>		8,2
Marchés émergents	Poussière	<i>kt</i>	3,8
	NO <sub>x</sub>		30,2
	SO <sub>2</sub>		5,0
<b>TOTAL</b>	Poussière	<i>kt</i>	4,0
	NO <sub>x</sub>		47,2
	SO <sub>2</sub>		13,2
	CO		44,4
	COV		1,8
	Benzène		58,3
	HAP <sup>(1)</sup>		0,2
	Mercure		1,4
	Métaux I <sup>(2)</sup>		0,3
	Métaux II <sup>(3)</sup>		6,0
	Dioxines		1,6

(1) Hydrocarbure aromatique polycyclique

(2) Cd, Tl.

(3) Sb, As, Pb, Cr, Co, Cu, Mn, Ni, V.

Message du Directeur Général	Vision du Groupe	244
Présentation du Groupe	Perspectives	246
Commentaires sur l'exercice	Responsabilité sociale	246
Comptes consolidés	<b>Protection environnementale</b>	<b>255</b>
Comptes annuels de Ciments Français SA	Production responsable	264
Gouvernement d'entreprise	Rapports et informations complémentaires	268
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
<b>Informations sur le développement durable</b>		

## Eau

Dans le cadre des efforts de réduction de son empreinte hydrique, Italcementi a décidé de souscrire au *Global Water Tool* du WBCSD et participe aussi directement à la préparation par l'initiative ciment pour le développement durable de directives sur la gestion de l'eau. Grâce à ces outils, Ciments Français sera bientôt en mesure de définir différents objectifs en matière de gestion des ressources en eau, plus particulièrement pour les cas qui se présentent dans ses pays d'activité. La célébration annuelle de la Journée mondiale de l'eau, lancée par les Nations unies, vise à accroître la sensibilisation du public sur le rôle critique de l'eau pour la vie. L'eau est de plus en plus reconnue comme un facteur clé du développement durable par les principaux secteurs industriels, dont celui des matériaux de construction. Ciments Français partage cette vision d'une utilisation plus responsable de l'eau à la fois au travail et dans un contexte familial.

Italcementi, de par son adhésion au WBCSD, approuve le projet « Décennie internationale, l'Eau source de vie » des Nations unies, qui s'étale sur dix ans et vise à encourager les efforts consentis pour honorer les engagements internationaux sur l'eau et les thématiques liées à l'eau à l'horizon 2015.

### Prélèvement d'eau, ciment en 2012

Marchés matures		0,88
Marchés émergents	<i>m³/t ciment</i>	0,41
<b>TOTAL</b>		<b>0,58</b>
Marchés matures		11,7
Marchés émergents	<i>millions m³</i>	9,4
<b>TOTAL</b>		<b>21,0</b>

### Prélèvement d'eau par source, ciment en 2012

	<i>millions m³</i>	<b>%</b>
Eaux de surface	7,5	36
Eaux souterraines	5,6	27
Eaux fournies	2,6	13
Eaux recueillies	5,3	25

### Consommation d'eau, ciment en 2012

Marchés matures		0,36
Marchés émergents	<i>m³/t ciment</i>	0,36
<b>TOTAL</b>		<b>0,36</b>
Marchés matures		4,8
Marchés émergents	<i>millions m³</i>	8,3
<b>TOTAL</b>		<b>13,1</b>

### Consommation d'eau, granulats en 2012

Marchés matures		0,05
Marchés émergents	<i>m³/t granulats</i>	0,05
<b>TOTAL</b>		<b>0,05</b>
Marchés matures		1,2
Marchés émergents	<i>millions m³</i>	0,1
<b>TOTAL</b>		<b>1,3</b>

**Consommation d'eau, béton en 2012**

Marchés matures		0,22
Marchés émergents	<i>m<sup>3</sup>/m<sup>3</sup> béton</i>	0,43
<b>TOTAL</b>		<b>0,26</b>
Marchés matures		1,3
Marchés émergents	<i>millions m<sup>3</sup></i>	0,6
<b>TOTAL</b>		<b>1,9</b>

**Ressources naturelles et carrières**

Ciments Français applique les directives rigoureuses d'Italcementi concernant l'utilisation responsable de combustibles et de matières premières de substitution. Basées sur les recommandations de l'initiative ciment pour le développement durable, elles fournissent d'abord une liste des matériaux qui ne doivent être utilisés sous aucun prétexte. Elles s'intéressent ensuite à la sélection, la gestion et aux contrôles nécessaires pour utiliser des matériaux de remplacement conformes en termes de santé, sécurité et problématiques environnementales.

6,6 % de combustibles de substitution et 5,0 % de matières premières de remplacement étaient utilisés en 2012. 4,7 % des types de ciment produits contiennent plus de 30 % de matériaux recyclés. Près de la moitié de l'échantillon global contenaient des matériaux n'ayant pas été extraits de carrière. Par ailleurs, la production de béton s'est faite à partir d'environ 2,1 % de matériaux de substitution (11,6 % en Amérique du Nord).

79 % des carrières de Ciments Français disposent d'un plan de réhabilitation, qui concerne aussi la biodiversité. Italcementi a consacré beaucoup d'énergie à appliquer les nouvelles directives du WBCSD sur la réhabilitation des carrières. Ces directives visent à mettre en œuvre des meilleures pratiques dans les phases d'exploitation et de réhabilitation partout dans le monde. Une attention particulière est portée aux indicateurs de surveillance de la biodiversité. De nombreux projets et initiatives ciblées ont déjà été lancés, incluant : la vaste expérience de GSM, la filiale française de granulats dans le cadre d'un accord avec l'IUCN (Union internationale pour la conservation de la nature), un projet pilote au Maroc avec l'université de Rabat, le projet actuel de coopération avec *Wildlife Habitat Council* en Amérique du Nord. Par ailleurs, dans le cadre d'une stratégie complète de gestion de la biodiversité, qui est déjà mise en forme et devrait être publiée en 2013, le Groupe a travaillé sur l'amélioration de la prise de conscience, à partir d'une identification précise des carrières sensibles (72 sur les 181 gérées). Un budget spécifique est prévu pour les initiatives de gestion des carrières avec constitution des provisions requises pour la couverture financière.

La célébration annuelle de la Journée mondiale de l'environnement, soutenue par les Nations unies, avait pour but particulier d'accroître l'attention du public par rapport à la biodiversité.



Message du Directeur Général	Vision du Groupe	244
Présentation du Groupe	Perspectives	246
Commentaires sur l'exercice	Responsabilité sociale	246
Comptes consolidés	<b>Protection environnementale</b>	<b>255</b>
Comptes annuels de Ciments Français SA	Production responsable	264
Gouvernement d'entreprise	Rapports et informations complémentaires	268
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
<b>Informations sur le développement durable</b>		

### Matières premières, ciment en 2012

Marchés matures		20,3
Marchés émergents	<i>millions t</i>	36,8
<b>TOTAL</b>		<b>57,1</b>
Marchés matures		8,4
Marchés émergents	<i>% substitution</i>	3,2
<b>TOTAL</b>		<b>5,0</b>

### Matières premières par catégorie, ciment en 2012 (%)

Calcaire	78,0
Marne	1,2
Argile	10,2
Sable	0,7
Minerai de fer	0,9
Bauxite	0,3
Fluorite	0,0
Gypse	2,8
Pouzzolane	0,1
Autres matières premières naturelles	0,1
Matières premières de substitution	5,0

### Matières premières de substitution par catégorie, ciment en 2012 (%)

Laitier de haut fourneau	34,1
Cendres volantes	35,1
Substitut de calcium, aluminium, silicone ou fer	11,6
Gypse industrielle	11,1
Poussière de fours et poussières bypassées	1,4
Sable de fonderie	0,8
Cendre de biomasse	0,0
Autres	5,9

### Gestion des carrières, ciment en 2012 \*

Marchés matures	Nombre de carrières	41
	en zone sensible	14
	avec plan de réhabilitation	31
Marchés émergents	Nombre de carrières	42
	en zone sensible	0
	avec plan de réhabilitation	17
<b>TOTAL</b>	Nombre de carrières	<b>83</b>
	en zone sensible	<b>14</b>
	avec plan de réhabilitation	<b>48</b>

\* Le nombre de carrières fait référence aux simples sites d'extraction.

**Gestion des carrières, granulats en 2012 \***

Marchés matures	Nombre de carrières	93
	en zone sensible	57
	avec plan de réhabilitation	91
Marchés émergents	Nombre de carrières	5
	en zone sensible	1
	avec plan de réhabilitation	4
<b>TOTAL</b>	Nombre de carrières	98
	en zone sensible	58
	avec plan de réhabilitation	95

\* Le nombre de carrières fait référence aux simples sites d'extraction.

## 9.5 Production responsable

### Chaîne d'approvisionnement

Le dialogue avec les parties prenantes est un facteur clé de succès dans la création de valeur et le développement d'une relation client.

Les enquêtes auprès des clients représentent un pilier essentiel dans la mise en place d'une telle culture et le contrôle des relations avec la clientèle. A l'aide de ce processus, Ciments Français souhaite développer et améliorer une culture axée sur le client, basée sur la compréhension des réels besoins du marché et destinée à mieux répondre aux attentes des clients en termes de produits et de services, et à mettre en œuvre une vraie politique de vente proactive. Les résultats des enquêtes de satisfaction sont publiés sur les sites internet locaux.

L'engagement de Ciments Français pour l'évaluation, la prévention et la réduction des risques associés aux relations avec les fournisseurs et les sous-traitants est total et constant. Ciments Français a en particulier adopté la norme Italcementi qui impose des critères que doivent obligatoirement respecter les sous-traitants et les fournisseurs qui souhaitent établir des relations commerciales avec le Groupe et ses filiales. La norme repose sur le respect des droits de l'homme et les meilleures pratiques dans les domaines du travail, de l'environnement et de la lutte contre la corruption, conformément aux dix principes du Pacte mondial des Nations unies. Par ailleurs, la norme prévoit une nouvelle série de clauses, qui reprend les critères minimum déjà exigés et qui figureront dans les conditions générales des contrats, pour toute commande future. En 2012, la procédure de sélection des fournisseurs, qui tient compte de leur fiabilité sur le plan environnemental, financier et technique, a permis l'évaluation de 60 % des fournisseurs de Ciments Français et de ses filiales.

Au plan international, Italcementi participe à la nouvelle approche sectorielle de l'Initiative ciment pour le développement durable en tentant de dépasser les limites et les difficultés rencontrées dans les autres secteurs d'activité et de développer des critères communs pour la gestion des intervenants dans la chaîne d'approvisionnement.

Satisfaction de la clientèle en 2012	Couverture (%)	Résultats (ICP/1 000)
Absolue	99	798
Relative	99	680

### Fournisseurs de l'entreprise évalués en 2012 (%)

<b>TOTAL</b>	<b>60</b>
--------------	-----------

Message du Directeur Général	Vision du Groupe	244
Présentation du Groupe	Perspectives	246
Commentaires sur l'exercice	Responsabilité sociale	246
Comptes consolidés	<b>Protection environnementale</b>	<b>255</b>
Comptes annuels de Ciments Français SA	<b>Production responsable</b>	<b>264</b>
Gouvernement d'entreprise	Rapports et informations complémentaires	268
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
<b>Informations sur le développement durable</b>		

## Qualité

Ciments Français s'engage à garantir et à améliorer en permanence la qualité de ses produits, de ses processus et de ses services. La mise en œuvre d'une démarche systématique est une problématique essentielle dans la gestion des processus visant à répondre aux exigences de qualité, à créer de la valeur tout au long de la durée de vie des produits et à améliorer les relations clients / fournisseurs. La nouvelle politique Qualité du Groupe renforce cette démarche. Tous les sites de Ciments Français ont adopté des systèmes de gestion de la qualité, qui font l'objet d'audits réguliers et de mises à jour périodiques.

### Ratio clinker / ciment en 2012 (% de clinker)

Marchés matures	82,2
Marchés émergents	83,4
<b>TOTAL</b>	<b>83,0</b>

### Catégorie de ciment en 2012 (% volumes de production)

Ciment Portland ordinaire	57
Ciment au calcaire	20
Ciment composé	9
Ciment de cendre volante	5
Ciment laitier	6
Ciment pouzzolanique	0
Autres	3

### Contenu recyclé \* de ciment en 2012 (% volumes de production)

Ciment avec > 30% de composants recyclés	4,7
Ciment avec > 20% de composants recyclés	8,3
Ciment avec > 10% de composants recyclés	13,9
Ciment avec composants recyclés	51,6

\* Le contenu recyclé ne tient pas compte des matériaux recyclés utilisés dans la préparation du clinker ou des combustibles de substitution. Il se rapporte uniquement aux additions minérales au clinker dans la formulation du ciment.

## Recherche et innovation

L'engagement de Ciments Français envers la recherche et l'innovation joue un rôle stratégique de garant de la croissance, de la compétitivité globale et de la contribution à une meilleure qualité de vie pour la communauté au sens large. L'Innovation Groupe a défini trois champs d'application : la performance, pour donner aux bâtisseurs des matériaux adaptés pour répondre aux défis sans cesse croissants de la construction, la valeur esthétique pour offrir des matériaux qui vieillissent bien et qui plaisent aux architectes, et la durabilité pour créer des matériaux de construction plus « verts », plus durables et plus résistants.

Un département Innovation dédié a été créé en 2011 afin de faciliter et d'approuver les nouveaux projets de produits et applications. Le processus d'innovation a été revu afin de le rendre plus efficace et de mieux répondre aux besoins du marché. Les projets sont désormais classés en fonction de leur degré d'innovation par rapport au marché de référence et au Groupe. Trois niveaux ont été définis : établi, il concerne les activités dont le contenu est moyennement innovant, mais suffisamment pour le différencier de l'offre actuelle (par exemple améliorations de la performance, repositionnement du produit, couverture élargie) ; marginal, il concerne les activités qui ne modifient pas de manière conséquente la façon de travailler mais qui permettent une amélioration notable (par exemple les produits, applications, services de distribution, formats de conditionnement, processus déjà disponibles sur le marché mais nouveaux pour le Groupe) ; et radical comme les projets de rupture, capables de marquer une coupure réelle par rapport aux traditions, de laisser entrevoir une nouvelle perception des matériaux et de leur utilisation et de réinventer le secteur de la construction (identique à celui de la catégorie marginal, mais avec aussi un degré évident de nouveauté par rapport au marché de référence)

Au cours des trois dernières années, Ciments Français a bénéficié d'un montant moyen d'investissements déterminé par Italcementi, soit 13,6 millions d'euros, dont 70 % pour la recherche & développement et 30 % pour le transfert de technologie, en légère hausse sur la période.

Parmi les solutions durables pour les bâtiments, on peut citer les innovations suivantes : i.light®, le nouveau ciment transparent spécialement développé par Italcementi Group pour la construction du Pavillon italien à l'Expo 2010 de Shanghai, i.clime®, le nouveau produit écologique qui réduit la consommation d'énergie dans les immeubles, TX Active®, le principe photocatalytique pour les produits cimentaires qui permet de réduire les polluants organiques et inorganiques présents dans l'air, ALIPRE®, un exemple de haute technologie, résultat d'un processus de production à faible impact environnemental, i.idro DRAIN, le mélange exclusif pour les trottoirs, les routes, les passages et les parcs de stationnement poreux et perméables, étudié pour la gestion des eaux de pluie et des eaux pluviales d'orage.

Le Groupe s'est engagé à développer une méthodologie tenant compte des concepts de durabilité des produits de pointe appliquée à sa propre gamme. Ce processus a débouché sur la définition de l'index de durabilité des produits, un système d'évaluation interne de la durabilité des produits du Groupe. Ce système actuellement en phase expérimentale devrait être étendu à toute la gamme. L'évaluation du cycle de vie, qui quantifie l'empreinte environnementale d'un produit, a été adoptée pour les produits innovants. Le Groupe va également publier des déclarations environnementales pour une liste de produits sélectionnés, conformément aux normes internationales. De manière plus générale, le Groupe surveille étroitement la teneur en contenu recyclé des matériaux et en fait rapport, pour satisfaire aux exigences des systèmes internationaux d'évaluation de la construction durable (LEED par exemple).

Des recherches sur les processus chimiques et physiques pour la réduction de CO<sub>2</sub> et des études sur la valorisation biologique du CO<sub>2</sub> ont été menées conjointement avec les laboratoires GEOPEA et Algosource Technologies avec pour objectif la réutilisation du dioxyde de carbone dans la production de biomasse, grâce aux microalgues. La valorisation électrochimique du CO<sub>2</sub> fait l'objet d'une coopération avec les laboratoires ICMMO (Institut de Chimie Moléculaire et des Matériaux d'Orsay). Des tests de plus grande ampleur sont en cours avec la participation des universités de Brescia et Naples. D'autres exemples de projets innovants existent : recherche dans le domaine des bétons structurels et micro bétons, étude de produits à haute résistance pour la réparation et l'amélioration des structures et des bâtiments en cas de danger sismique ; isolation thermique (et économies

Message du Directeur Général	Vision du Groupe	244
Présentation du Groupe	Perspectives	246
Commentaires sur l'exercice	Responsabilité sociale	246
Comptes consolidés	Protection environnementale	255
Comptes annuels de Ciments Français SA	<b>Production responsable</b>	<b>264</b>
Gouvernement d'entreprise	Rapports et informations complémentaires	268
<b>Informations sur la société et le capital</b>		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

d'énergie liées) des systèmes de chauffage ou de refroidissement ; recherche de nouveaux types de clinker à base de produits sulfo-alumineux améliorés et de laitiers activés pour réduire le taux de clinker par rapport au ciment ; études portant sur des ciments antibactériens, sur le PED4PV (dépôt par électrons à impulsion de minces couches pour le photovoltaïque) ; ClearUp pour des bâtiments propres et des produits performants et PhotoPaq pour la démonstration de processus d'assainissement par photocatalyse sur la qualité de l'air. Des informations détaillées sont disponibles en anglais sur le site de d'Italcementi (<http://www.italcementigroup.com/ENG/Research+and+Innovation/>).

#### Taux d'innovation en 2012

Marchés matures	2,9 %
Marchés émergents	3,3 %
<b>Ciments Français</b>	<b>2,9 %</b>

Conditions de nouveauté en 2012	radical	marginal	établi
Marchés matures	33,3 %	2,2 %	19,4 %
Marchés émergents	40,3 %	5,1 %	0,0 %
<b>Ciments Français</b>	<b>73,3 %</b>	<b>7,2 %</b>	<b>19,4 %</b>

## Construction durable

Conformément aux politiques de durabilité d'Italcementi, Ciments Français a choisi de privilégier la conception et la promotion d'un « portefeuille durable » en réponse à la demande grandissante du marché et au souhait réglementaire de labellisation des produits de la construction. Italcementi s'efforce de fournir des solutions qui favorisent à la fois une conception intégrée et les applications de nos produits pour satisfaire les exigences des systèmes de notation holistiques mondialement reconnus.

Dans le cas des sites de construction, il s'agit de solutions pour le traitement et la récupération des déchets de construction et de démolition, et l'utilisation de matériaux de provenance locale (répartition de la production). Pour les surfaces, les solutions englobent l'utilisation de matériaux pour lutter contre l'effet d'îlot thermique et favoriser les mécanismes naturels de drainage de l'eau. En ce qui concerne les structures, il s'agit de matériaux avec des propriétés renforcées en termes d'isolation thermique, résistance, contenu recyclé et durabilité. Ce portefeuille, qui contient des produits conçus pour des applications bien précises, est destiné à devenir le portefeuille de production d'Italcementi Group.

En gardant à l'esprit les trois piliers de la durabilité : économique, environnemental et social, et en souhaitant aller au-delà de l'évaluation des impacts environnementaux, Ciments Français, aux côtés d'Italcementi, utilise l'évaluation du cycle de vie (ECV) dans la conception des produits et la déclaration de production environnementale (*Environmental Production Declaration*) dans la diffusion de l'information relative aux produits innovants.

Le centre de recherche d'Italcementi, i.lab, récemment inauguré, reflète le concept du Groupe et son engagement en faveur de la construction durable. i.lab se distingue par l'utilisation de matériaux à fort contenu recyclé (ciment laitier pour le renforcement de la structure en béton à 38 % de contenu recyclé), gestion des déchets de construction, matériaux de provenance locale, matériaux renouvelables, matériaux à faible taux d'émissions, et bois certifié. Des bétons dotés de propriétés particulières ont été nécessaires comme les bétons auto-compactants et les bétons à haute résistance. D'un point de vue énergétique, i.lab est auto-suffisant à 30 % grâce au recours aux cellules photovoltaïques et à l'énergie géothermique.

## 9.6 Rapports et informations complémentaires

### Correspondance avec le Grenelle 2 (décret n° 2012-557 du 24 avril 2012)

Les informations de nature extra-financière fournies par Ciments Français sont conformes à la loi française du 12 juillet 2010 (Grenelle 2), article 225.

Thèmes	Sous-thèmes	Page de référence
<b>Sociétal</b>		
Impact territorial, économique et social de l'activité de la société	En matière d'emploi et de développement régional	254, 255
	Sur les populations riveraines ou locales	254, 255
Relations entretenues avec les personnes ou organisations intéressées par l'activité de l'entreprise	Les conditions de dialogue avec ces personnes ou organisations	246, 247
	Les actions de partenariat ou de mécénat	254
Sous-traitance et fournisseurs	La prise en compte dans la politique d'achat de la société des enjeux sociaux et environnementaux	264
	L'importance de la sous-traitance et la prise en compte dans les relations avec les fournisseurs et les sous-traitants de leurs responsabilité sociale et environnementale	264
Loyauté des pratiques	Les actions engagées pour prévenir la corruption	245, 246
	Les mesures prises en faveur de la santé et de la sécurité des consommateurs	252, 253
Autres actions engagées en faveur des droits de l'homme	Actions engagées en faveur des droits de l'homme	246, 247
<b>Social</b>		
Emploi	L'effectif total et la répartition des salariés par sexe, par âge et par zone géographique	249
	Les embauches et les licenciements	248
	Les rémunérations et leur évolution	247
Organisation du travail	L'organisation du temps de travail	247
	L'absentéisme	247, 250, 251
Relations sociales	L'organisation du dialogue social; notamment les procédures d'information et de consultation du personnel et de négociation avec celui-ci	251
	Le bilan des accords collectifs	246
Santé et sécurité	Les conditions de santé et de sécurité au travail	250-253
	Le bilan des accords signés avec les organisations syndicales ou les représentants du personnel en matière de santé et de sécurité au travail	246, 247
	Les accidents du travail, notamment leur fréquence et leur gravité, ainsi que les maladies professionnelles	251-253
Formation	Les politiques mises en œuvre en matière de formation	247
	Le nombre total d'heures de formation	249, 250

Message du Directeur Général	Vision du Groupe	244
Présentation du Groupe	Perspectives	246
Commentaires sur l'exercice	Responsabilité sociale	246
Comptes consolidés	Protection environnementale	255
Comptes annuels de Ciments Français SA	Production responsable	264
Gouvernement d'entreprise	<b>Rapports et informations complémentaires</b>	<b>268</b>
<b>Informations sur la société et le capital</b>		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

Diversité et égalité des chances / égalité de traitement	La politique mise en œuvre et les mesures prises en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes	247
	La politique mise en œuvre et les mesures prises en faveur de l'emploi et de l'insertion des personnes handicapées	247
	La politique mise en œuvre et les mesures prises en faveur de la lutte contre les discriminations	247
Promotion et respect des stipulations des conventions fondamentales de l'OIT relatives	Au respect de la liberté d'association et du droit de négociation collective	246
	A l'élimination des discriminations en matière d'emploi et de profession	247
	A l'élimination du travail forcé ou obligatoire	246
	A l'abolition effective du travail des enfants	246
<b>Environnement</b>		
Politique générale en matière environnementale	L'organisation de la société pour prendre en compte les questions environnementales et, le cas échéant, les démarches d'évaluation ou de certification en matière d'environnement	245
	Les actions de formation et d'information des salariés menées en matière de protection de l'environnement	258
	Les moyens consacrés à la prévention des risques environnementaux et des pollutions	258
	Le montant des provisions et garanties pour risques en matière d'environnement, sous réserve que cette information ne soit pas de nature à causer un préjudice sérieux à la société dans un litige en cours	108
Pollution et gestion des déchets	Les mesures de prévention, de réduction ou de réparation de rejets dans l'air, l'eau et le sol affectant gravement l'environnement	259, 261
	Les mesures de prévention, de recyclage et d'élimination des déchets	258, 259
	La prise en compte des nuisances sonores et de toute autre forme de pollution spécifique à une activité	258
Utilisation durable des ressources	La consommation d'eau et l'approvisionnement en eau en fonction des contraintes locales	261, 262
	La consommation de matières premières et les mesures prises pour améliorer l'efficacité dans leur utilisation	262-264
	La consommation d'énergie, les mesures prises pour améliorer l'efficacité énergétique et le recours aux énergies renouvelables	255
	L'utilisation des sols	262
Changement climatique	Les rejets de gaz à effet de serre	255-257
	L'adaptation aux conséquences du changement climatique	244
Protection de la biodiversité	Les mesures prises pour développer la biodiversité	262

## Rapport d'assurance indépendant

Les informations publiées sont sous la responsabilité de Ciments Français. Ernst & Young, auditeur externe indépendant, a procédé à la vérification des indicateurs les plus pertinents. Par ailleurs, pour la première fois cette année, Ciments Français a décidé que les résultats de cet audit figureraient directement à l'intérieur de la section extra-financière (voir le rapport d'assurance en page 270).

---

## Attestation de présence et rapport d'assurance modérée du vérificateur indépendant sur les informations sociales, environnementales et sociétales figurant dans le rapport de gestion

Exercice clos le 31 décembre 2012

A l'attention de la Direction Générale,

A la suite de la demande qui nous a été faite et en notre qualité de vérificateur indépendant de la société Ciments Français, nous vous présentons notre rapport sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées présentées dans le rapport de gestion établi au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2012 en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce.

### Responsabilité de la direction

Il appartient au conseil d'administration d'établir un rapport de gestion comprenant les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées prévues à l'article R. 225-105-1 du Code de commerce (ci-après les « Informations »), établies conformément aux référentiels utilisés par la société (le « Référentiel ») composé de standards externes élaborés par le Cement Sustainable Initiative (CSI) du World Business Council for Sustainable Development (WBCSD) disponibles sur le site Internet de WBCSD-CSI<sup>(1)</sup> et de procédures spécifiques du groupe, dont un résumé figure dans le chapitre 9.6 du rapport de gestion.

### Indépendance et contrôle qualité

Notre indépendance est définie par les textes réglementaires, le Code de déontologie de la profession ainsi que les dispositions prévues à l'article L.822-11 du Code de commerce. Par ailleurs, nous avons mis en place un système de contrôle qualité qui comprend des politiques et des procédures documentées visant à assurer la conformité avec les règles déontologiques, les normes professionnelles et les textes légaux et réglementaires applicables.

### Responsabilité du vérificateur indépendant

Il nous appartient, sur la base de nos travaux :

- d'attester que les Informations requises sont présentes dans le rapport de gestion ou font l'objet, en cas d'omission, d'une explication en application du troisième alinéa de l'article R. 225-105 du Code de commerce et du décret n° 2012-557 du 24 avril 2012 (Attestation de présence) ;
- d'exprimer une conclusion d'assurance modérée sur le fait que les Informations sont présentées, dans tous leurs aspects significatifs, de manière sincère conformément au Référentiel retenu (Rapport d'assurance modérée).

(1) <http://www.wbcscement.org>



Message du Directeur Général	Vision du Groupe	244
Présentation du Groupe	Perspectives	246
Commentaires sur l'exercice	Responsabilité sociale	246
Comptes consolidés	Protection environnementale	255
Comptes annuels de Ciments Français SA	Production responsable	264
Gouvernement d'entreprise	<b>Rapports et informations complémentaires</b>	<b>268</b>
<b>Informations sur la société et le capital</b>		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

## 1. Attestation de présence

Nous avons conduit les travaux suivants conformément aux normes professionnelles applicables en France :

- Nous avons comparé les Informations présentées dans le rapport de gestion avec la liste prévue par l'article R. 225-105-1 du Code de commerce.
- Nous avons vérifié que les Informations couvraient le périmètre consolidé, à savoir la société ainsi que ses filiales au sens de l'article L.233-1 et les sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce ; avec les limites précisées dans la note méthodologique présentée dans le chapitre 9.6 du rapport de gestion.
- En cas d'omission de certaines informations consolidées, nous avons vérifié que des explications étaient fournies conformément aux dispositions du décret n° 2012-557 du 24 avril 2012.

Sur la base de ces travaux, nous attestons de la présence dans le rapport de gestion des Informations requises.

## 2. Rapport d'assurance modérée

### Nature et étendue des travaux

Nous avons effectué nos travaux conformément à la norme ISAE 3000 (International Standard on Assurance Engagements) et à la doctrine professionnelle applicable en France. Nous avons mis en œuvre les diligences suivantes conduisant à obtenir une assurance modérée sur le fait que les Informations ne comportent pas d'anomalies significatives de nature à remettre en cause leur sincérité, dans tous leurs aspects significatifs, conformément au Référentiel. Une assurance de niveau supérieur aurait nécessité des travaux de vérification plus étendus.

Nous avons effectué les travaux suivants :

- Nous avons apprécié le caractère approprié du Référentiel au regard de sa pertinence, son exhaustivité, sa neutralité, sa clarté et sa fiabilité, en prenant en considération, le cas échéant, les bonnes pratiques du secteur.
- Nous avons vérifié la mise en place dans le groupe d'un processus de collecte, de compilation, de traitement et de contrôle visant à l'exhaustivité et à la cohérence des Informations. Nous avons pris connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration des Informations. Nous avons mené des entretiens auprès des personnes responsables du reporting social et environnemental.

- Nous avons sélectionné les informations consolidées à tester <sup>(2)</sup> et déterminé la nature et l'étendue des tests en prenant en considération leur importance au regard des conséquences sociales et environnementales liées à l'activité et aux caractéristiques du groupe ainsi que de ses engagements sociétaux.
  - Concernant les informations quantitatives consolidées que nous avons considérées les plus importantes, dont la liste est précisée dans le chapitre 9.6 du rapport de gestion :
    - au niveau de l'entité consolidante et des entités contrôlées, nous avons mis en œuvre des procédures analytiques et vérifié, sur la base de sondages, les calculs ainsi que la consolidation de ces informations ;
    - au niveau des sites et des entités opérationnelles que nous avons sélectionnés <sup>(3)</sup> en fonction de leur activité, de leur contribution aux indicateurs consolidés, de leur implantation et d'une analyse de risque, nous avons :
      - mené des entretiens pour vérifier la correcte application des procédures ;
      - mis en œuvre des tests de détail sur la base de sondages, consistant à vérifier les calculs effectués et à rapprocher les données des pièces justificatives.

L'échantillon ainsi sélectionné représente en moyenne 35 % des effectifs et entre 23 % et 51 % des informations quantitatives environnementales testées.
  - Concernant les informations qualitatives consolidées que nous avons considérées les plus importantes, nous avons mené des entretiens et revu les sources documentaires associées pour corroborer ces informations et apprécier leur sincérité. Concernant le thème de la loyauté des pratiques, les entretiens ont été conduits uniquement au niveau de l'entité consolidante.
- Pour les autres informations consolidées publiées, nous avons apprécié leur sincérité et leur cohérence par rapport à notre connaissance de la société et, le cas échéant, par des entretiens ou la consultation de sources documentaires.
- Enfin, nous avons apprécié la pertinence des explications relatives, le cas échéant, à l'absence de certaines informations.

**(2) Environnement :**

- La politique générale en matière environnementale.
- Les mesures de prévention, de réduction ou de réparation des émissions dans l'air.
- L'utilisation durable des ressources, et notamment la consommation de matières premières et d'énergie.
- Les rejets de gaz à effet de serre.
- La protection de la biodiversité.

**Social :**

- L'effectif total, les embauches et les licenciements.
- Les relations sociales.
- La santé et la sécurité au travail, et notamment les accidents du travail.
- La formation.
- Les mesures prises en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes, l'emploi et de l'insertion des personnes handicapées, la lutte contre les discriminations.
- Promotion et respect des stipulations des conventions fondamentales de l'OIT.

**Sociétal :**

- Les conditions de dialogue avec les parties prenantes.
- L'importance de la sous-traitance et la prise en compte dans les relations avec les fournisseurs et les sous-traitants de leurs responsabilités sociale et environnementale.
- Les actions engagées pour prévenir la corruption.

(3) Trois cimenteries : Gaurain (Belgique), Safi (Maroc), et Helwan (Egypte) ; deux entités opérationnelles des Opérations Ciment : Cimar (Maroc) et Suez (Egypte) ; deux entités opérationnelles des Opérations Matériaux de Construction : Bétomar (Maroc) et G SM (France) ; et les services partagés Sécurité et Ressources Humaines pour France/Belgique - toutes Opérations confondues.

Message du Directeur Général	Vision du Groupe	244
Présentation du Groupe	Perspectives	246
Commentaires sur l'exercice	Responsabilité sociale	246
Comptes consolidés	Protection environnementale	255
Comptes annuels de Ciments Français SA	Production responsable	264
Gouvernement d'entreprise	<b>Rapports et informations complémentaires</b>	<b>268</b>
<b>Informations sur la société et le capital</b>		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

## Commentaires sur les Informations

Les Informations appellent de notre part les commentaires suivants :

- Concernant l'exposition professionnelle des employés à la poussière, à la silice cristalline, au bruit et aux vibrations, le groupe a fait un effort pour augmenter les effectifs couverts par le reporting et a déployé un outil pour faciliter la collecte de données au niveau local. Cependant, la correcte utilisation de l'outil et la documentation associée ne sont pas encore systématiques.
- Les émissions dans l'air des Opérations Ciment en Inde ont dû être estimées selon une méthode dérogatoire pour la deuxième année consécutive. Bien que l'application de cette méthode soit compatible avec le Référentiel et soit limitée à l'Inde, le groupe et l'entité opérationnelle indienne doivent avoir pour objectif une application plus stricte des règles de reporting en vigueur.
- Le système de notation interne permettant de calculer les niveaux de conformité des cimenteries par rapport aux objectifs de mesure et de performance (dans le paragraphe « Emissions atmosphériques » du Chapitre 9.4) est effectué par le Département Développement durable annuellement sur la base des résultats des émissions dans l'air d'une dizaine de polluants (cf. tableau « Contrôle des émissions en 2012 » dans le même Chapitre), mais n'est pas complètement décrit ou intégré aux procédures.
- Il n'y a pas à ce jour de règles homogènes permettant un reporting précis des informations sur l'absentéisme autres que celles liées aux accidents du travail.

## Conclusion

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause le fait que les Informations sont présentées, dans tous leurs aspects significatifs, de manière sincère, conformément au Référentiel.

Paris-La Défense, le 15 mars 2013

Le Vérificateur indépendant  
ERNST & YOUNG et Associés



Christophe Schmeitzky

---

## Limites et méthode de présentation

Les informations fournies sur la durabilité visent au maintien d'un dialogue ouvert et constructif avec les parties prenantes du Groupe. Ciments Français s'est engagé à sans cesse améliorer la qualité, le contenu, l'exhaustivité et la fiabilité des informations afin de garantir une transparence maximale. Ce document a été préparé par le département Développement durable du Groupe. Le Comité de publication implique la participation de toutes les principales fonctions du Groupe. Les informations sont recueillies dans une base de données centralisées à l'aide de questionnaires ciblés distribués dans les filiales et vérifiés par des tiers.

Sauf indication contraire, les informations publiées dans le domaine de la durabilité couvrent toutes les activités contrôlées par Ciments Français à la fin 2012. À l'intérieur de cette période, les données sont consolidées à 100 %. Ciment Québec au Canada et Vassiliko Cement Works à Chypre en sont donc exclus. Il faut noter le cas particulier des filiales "Matériaux de construction" en Egypte qui sont exclues du reporting sauf pour les données sur les effectifs qui sont consolidées à 50 %.

Les données relatives aux émissions de CO<sub>2</sub> sont les seules données retraitées sur les années antérieures afin de maintenir la comparabilité, tel que précisé et requis par le Protocole des émissions de gaz à effet de serre du WBCSD que le Groupe applique.

Les secteurs opérationnels du Groupe sont les suivants :

- Marchés matures : France et Belgique, Grèce, Espagne, Canada & U.S.A. ;
- Marchés émergents : Bulgarie, Égypte, Maroc, Koweït, Inde, Kazakhstan et Thaïlande ;
- Négoce : activités ciment et clinker en Albanie, Gambie, Mauritanie et Sri Lanka, ainsi que les exportations directes vers les marchés non desservis par les filiales du Groupe ;
- Autres opérations : cette catégorie regroupe les activités de Ciments Français SA, ainsi que les approvisionnements en combustibles solides et liquides effectués pour le compte des sociétés du Groupe.

Les secteurs d'activité du Groupe sont les suivants :

- Opérations liées à la production et à la vente de ciment/clinker ;
- Opérations liées aux matériaux de construction (béton prêt à l'emploi et granulats) ;
- Autres opérations comme les transports, l'ingénierie et l'énergie.

Message du Directeur Général	Vision du Groupe	244
Présentation du Groupe	Perspectives	246
Commentaires sur l'exercice	Responsabilité sociale	246
Comptes consolidés	Protection environnementale	255
Comptes annuels de Ciments Français SA	Production responsable	264
Gouvernement d'entreprise	<b>Rapports et informations complémentaires</b>	<b>268</b>
<b>Informations sur la société et le capital</b>		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

Le tableau ci-dessous présente un résumé des procédures internes relatives aux indicateurs clé de performance (ICP) faisant l'objet d'un audit externe.

Référence Groupe	ICP	Résumé
SDD001 Procédure de déclaration des émissions atmosphériques	Poussière, NO <sub>x</sub> , SO <sub>2</sub> : Emissions absolues et spécifiques	La procédure couvre les émissions polluantes à la cheminée et au niveau du bypass des fours des cimenteries. Elle définit les exigences en matière de tests de qualité et recommande des méthodes de mesure selon les « Directives de l'initiative ciment sur le reporting et le contrôle des émissions, mars 2005 ». Les informations sont entrées dans la base de données Groupe et consignées dans un rapport grâce au logiciel de reporting Groupe ou des feuilles de calcul spécifiques. Les émissions spécifiques sont établies à partir des mesures disponibles (continues ou ponctuelles), les émissions absolues font l'objet d'une extrapolation pour tous les fours.
SDD002 Mode de déclaration du CO <sub>2</sub>	Emissions brutes absolues et spécifiques de CO <sub>2</sub> et émissions de CO <sub>2</sub> liées à la consommation d'électricité	La procédure est conforme au protocole de l'initiative ciment du WBCSD : « Comptabilisation et reporting CO <sub>2</sub> dans l'industrie du ciment, juin 2005 » ver. 2. Les émissions brutes absolues et spécifiques de font l'objet d'un rapport au SDD au moyen de la feuille de calcul du protocole CO <sub>2</sub> de l'initiative ciment du WBCSD. Les émissions de CO <sub>2</sub> tiennent compte des émissions directes totales, à l'exception des combustibles issus de la biomasse. Les produits cimentaires tiennent compte à la fois de la production de clinker et des ajouts minéraux utilisés pour le broyage du ciment.
SDD011 Instructions concernant les rapports ISO 14001	Pourcentage d'installations certifiées ISO 14001	Les installations certifiées ISO 14001 sont constituées d'installations des opérations Ciment, Granulats ou Béton (cimenteries, centres de broyage, carrières et production de granulats, centrales à béton) ayant développé et mis en place des systèmes de gestion environnementale conformes aux exigences de la norme ISO 14001:2004, dûment certifiés par des organismes reconnus.
SDD012 Instructions concernant les rapports sur les matières premières	Consommation totale de matières premières et de matières premières de substitution pour le ciment	La procédure définit ce que sont les matières premières naturelles et les matières premières de substitution. Le Centre Technique Groupe récupère les informations à partir de la base de données Groupe ; les chiffres ont été approuvés par les filiales avant l'envoi au département du développement durable. Les tonnes sèches de matières premières et matières premières de substitution sont décrites conformément aux directives de l'initiative ciment pour le développement durable pour la sélection et l'utilisation des combustibles et des matières premières dans le processus de fabrication du ciment.
SDD013 Instructions concernant les rapports sur les combustibles	Consommation totale de combustibles et de combustibles de substitution	La procédure donne une définition des combustibles conventionnels et des combustibles de substitution. Le Centre Technique Groupe récupère les informations à partir de la base de données Groupe ; les chiffres ont été approuvés par les filiales avant l'envoi au département du développement durable. La puissance thermique issue des combustibles conventionnels et des combustibles de substitution est décrite conformément aux directives de l'initiative ciment pour la sélection et l'utilisation des combustibles et des matières premières dans le processus de fabrication du ciment.
SDD021 Instructions concernant les rapports sur les matières premières pour le béton	Consommation totale de matières premières (vierges et industrielles) et de matières premières de substitution	Les instructions définissent les matières premières vierges, les produits industriels, les sous-produits et les déchets utilisés dans la production de béton prêt à l'emploi.
SDD014 Instructions concernant les rapports sur l'eau	Prélèvement total d'eau pour la production du ciment	Les instructions définissent le périmètre concerné par le reporting : la cimenterie. Diverses sources d'eau (surface, souterraine, fournie, recueillie) sont examinées. L'assèchement de la carrière et les eaux de ruissellement ne sont pas examinées. Les flux d'eau sont mesurés ou calculés (estimations).

Référence Groupe	ICP	Résumé
SDD016 Instructions de réhabilitation des carrières	Pourcentage de carrières avec un plan de réhabilitation	La procédure répertorie les carrières incluses dans le périmètre, d'où sont extraites les matières premières destinées aux cimenteries et aux granulats. Elle définit les exigences minimales pour l'évaluation des plans de réhabilitation.
SDD017 Hygiène industrielle – Evaluation du milieu de travail	Pourcentage d'employés potentiellement exposés à la poussière, la silice, le bruit et les vibrations couverts par l'évaluation du milieu de travail	La procédure stipule que les employés potentiellement exposés à la poussière, la silice, le bruit et les vibrations doivent être évalués au regard des normes internationales recommandées dans la procédure. Des valeurs défaut peuvent être utilisées pour corriger des rapports incomplets transmis par les pays, uniquement lors de la définition du nombre d'employés potentiellement exposés. L'activité de surveillance est toujours justifiée par des informations concrètes.
Guide de management de la Sécurité	Taux de fréquence des accidents du travail avec arrêt	Une base de données Groupe, automatiquement mise à jour au niveau site, calcule les accidents avec arrêt (jours) par an et par million d'heures travaillées, conformément aux définitions de l'initiative ciment pour le développement durable du WBCSD.
N4 Innovation Groupe	Pourcentage de chiffre d'affaires provenant de produits innovants	Le taux d'innovation correspond au ratio entre le chiffre d'affaires réalisé sur les ventes de produits innovants par rapport au chiffre d'affaires total. Les projets d'innovation sont identifiés en tant que Nouveaux produits (ciments et liants, bétons prêt à l'emploi, adjuvants, mortiers, etc.), Nouvelles applications (nouvelles solutions de construction même avec des produits existants), Nouveaux services relatifs à l'activité développement durable, distribution et emballage, Nouveaux procédés de fabrication représentés par les nouveaux procédés de fabrication disponibles sur le marché après une période de développement interne d'un savoir faire et de brevets spécifiques. Les projets d'innovation sont classés en trois catégories : établi (processus Produit-Application-Service-Fabrication déjà présent sur le marché de référence de la filiale et dans l'offre de la filiale), marginal (processus Produit-Application-Service-Fabrication déjà présent sur le marché de référence de la filiale mais pas dans l'offre de la filiale), radical (processus Produit-Application-Service-Fabrication nouveau sur le marché de référence de la filiale et dans l'offre de la filiale). En fonction du caractère innovant, la période d'innovation peut varier de 3 ans minimum à 9 ans maximum. Le taux d'innovation comprend les adjuvants sans limite de durée en raison de l'adaptation permanente du produit. Elle concerne aussi le ciment en cas de ventes communes d'adjuvants et de ciment à des tiers. Les produits existants qui ont été repositionnés en raison de leur contribution au développement durable sont également inclus dans le taux d'innovation.
Base de données Ressources humaines	Nombre total d'employés par genre, âge et distribution géographique	La base de données sur les ressources humaines qui repose sur le système SAP recueille des informations sur le sexe et l'âge des employés, ainsi que des données géographiques.
Base de données Ressources humaines	Mouvements du personnel	La base de données sur les ressources humaines qui repose sur le système SAP répertorie les entrées et sorties, classées en plusieurs catégories en fonction de leur type à l'intérieur du périmètre du Groupe, ou les réaffectations entre les différentes filiales.
Système de gestion de la formation	Heures de formation et programmes spécifiques	Les activités de formation concernent 4 domaines principaux : Conformité et limitation des risques, efficacité, développement durable et innovation, et développement du capital humain. Les heures de formation sont égales au total des heures passées en formation (sans distinction de méthode : en classe, sur le terrain, e-learning, etc.) pour chaque domaine de formation, par sexe et par catégorie de personnel (cadre, non cadre, employé). Les informations chiffrées sont collectées dans chaque pays deux fois par an (en juillet et en janvier) grâce à un système en ligne.

Message du Directeur Général	Vision du Groupe	244
Présentation du Groupe	Perspectives	246
Commentaires sur l'exercice	Responsabilité sociale	246
Comptes consolidés	Protection environnementale	255
Comptes annuels de Ciments Français SA	Production responsable	264
Gouvernement d'entreprise	<b>Rapports et informations complémentaires</b>	<b>268</b>
<b>Informations sur la société et le capital</b>		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		
Informations sur le développement durable		

## Glossaire

<b>CEO</b>	Chief Executive Officer (directeur général)
<b>COO</b>	Chief Operating Officer (directeur général délégué)
<b>IBB</b>	Internationale des Travailleurs du Bâtiment et du Bois
<b>ICP</b>	Indicateurs clé de performance
<b>ISO 14001</b>	International Standards Organization model for management and external certification of environmental performance
<b>OCDE</b>	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
<b>WBCSD</b>	World Business Council for Sustainable Development ou Conseil mondial des entreprises pour le développement durable
<b>CSI</b>	Cement Sustainability Initiative ou Initiative ciment pour le développement durable

## Composants chimiques et unités de mesure

<b>CO<sub>2</sub></b>	dioxyde de carbone
<b>SO<sub>2</sub></b>	dioxyde de soufre
<b>NO<sub>x</sub></b>	oxydes d'azote
<b>CO</b>	monoxyde de carbone
<b>VOC</b>	composés volatiles organiques
<b>PCB</b>	polychlorobiphényles
<b>CFC</b>	chlorofluorocarbones
<b>ng</b>	nanogramme (0,000000001 g)
<b>mg</b>	milligramme (0,001 g)
<b>g</b>	gramme
<b>kg</b>	kilogramme (1 000 g)
<b>t</b>	tonne (1 000 kg)
<b>kt</b>	kilotonne (1 000 tonnes)
<b>tpd</b>	tonnes par jour
<b>m<sup>3</sup></b>	mètre cube
<b>MJ</b>	mégajoule (1 million de joules)
<b>MW</b>	mégawatt (1 million de watts)
<b>kWh</b>	kilowattheure (1 000 wattheures)
<b>GWh</b>	gigawatt heure (1 milliard de wattheures)







---

## **Ciments Français** Italcementi Group

Direction de la Communication Ciments Français

Edition avril 2013

Conception et réalisation : Colorado

Crédit photos : Daniele Domenicali  
[info@danieledomenicali.com](mailto:info@danieledomenicali.com)

Imprimé sur papier écologique par Advence



Ciments Français

Tour Ariane

92088 Paris-La Défense Cedex - France

Tél. : 33 (0) 1 42 91 75 00

Fax : 33 (0) 1 47 74 59 55

[www.cimfra.com](http://www.cimfra.com)